

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE.

TOME CENT-QUINZIÈME

Janvier-Avril 1914.

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1914

D

I

.RG

t. 115

1914

~~H~~

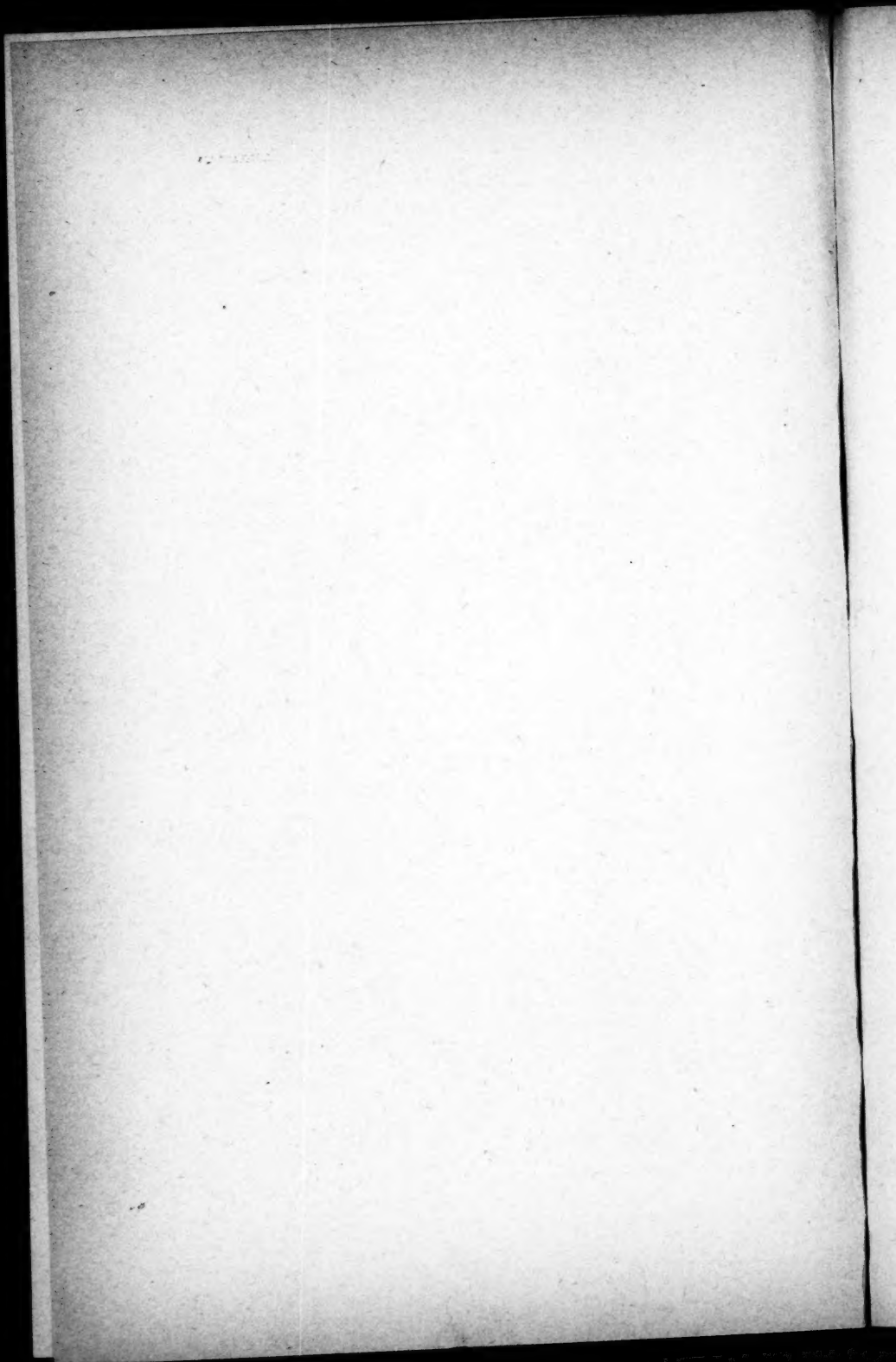
~~193282~~

~~v. 115~~

3 Nov. '14.

126730

REVUE
HISTORIQUE



LE COMTÉ DE FLANDRE

ET SES RAPPORTS AVEC LA COURONNE DE FRANCE

DU IX^e AU XII^e SIÈCLE.

Dans la nouvelle et toute récente édition de son admirable *Cours d'histoire du droit français*, mon confrère et ami M. Esmein a mille fois raison de dire¹ que ma doctrine sur les relations du principat et de la couronne était trop savante et trop subtile pour l'époque. Aussi n'est-ce pas du tout, comme il le croit, une « théorie », une conception à priori que je prête soit aux gouvernants, soit au peuple, mais une « résultante » que je constate des faits historiques. On peut même dire que c'est *a contrario* que cette « résultante » s'est produite. Le point de départ était le *regnum Karolingorum*, correspondant au *regnum Francorum*, la domination de la race franque représentée par les *Karlingi*, et cette domination a été refoulée progressivement par la naissance et le développement de nationalités indépendantes qu'un lien traditionnel seul continuait à rattacher au *regnum Francorum*, jusqu'au jour où ce lien (par Philippe-Auguste surtout) fut transformé en vassalité féodale, en vassalité des grands fiefs. Il n'y a donc pas eu, au x^e et au xi^e siècle, de « théorie » consciente, mais un enchaînement de faits sur la base de notions traditionnelles. C'est comme un tissu dont les faits forment la trame, les survivances, la chaîne, et dont l'historien relève le dessin schématique.

L'histoire de la Flandre en fournira, je l'espère, la preuve,

1. A. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit français*, 11^e éd. Paris, Larose et Tenin, 1912, p. 380. — La mort d'Esmein, survenue depuis que ces lignes ont été écrites, a fait un grand vide dans la phalange trop clairsemée déjà des historiens du droit, au premier rang desquels il s'était placé.

en attendant l'apparition très prochaine du quatrième volume de nos *Origines de l'ancienne France*, où sont étudiées du même point de vue les autres grandes principautés de la Gaule.

CHAPITRE I.

La genèse de la nationalité flamande.

L'étude de la formation du principat de Flandre et de ses rapports, au ^x^e et au ^{xi}^e siècle, avec la couronne de France présente pour l'historien un intérêt capital. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'elle est le *hoc opus, hic labor* de Virgile, mais elle en approche. Nous y pouvons saisir sur le vif et d'ensemble le curieux phénomène du détachement d'avec la Francie occidentale des régions qui avaient été le berceau de la nation franque¹ et la naissance d'une nationalité nouvelle, la nationalité flamande, d'un État nouveau, le comté, la monarchie de Flandre, sans que fût rompu, mais seulement relâché le lien qui unissait la population si mêlée de cet État à la nation dominante, de son chef au *rex Francorum*.

Le spectacle est d'autant plus saisissant et l'enseignement qui en ressort d'autant plus expressif que, par sa position maritime et fluviale, par son chevauchement sur les trois Francies originaires, par le caractère fruste et rude de ses habitants, par l'expansion de sa vie économique et l'essor précoce de son esprit de liberté, l'État flamand nous montre l'élément ethnique faisant échec à l'élément féodal jusqu'à l'emporter sur lui.

Le détachement de la Francie n'a été que progressif, progressive aussi et en quelque manière parallèle la constitution d'un État flamand. Des obstacles naturels y aidèrent, — telle la barrière de l'Ardenne, — mais deux causes en apparence contradictoires en furent les chevilles ouvrières : la situation privilégiée de la Flandre maritime qui la rendait propre à devenir un centre de gravité et un foyer de vie sociale, le rôle d'avant-poste contre les incursions normandes dévolu au pays.

Point d'arrivée des grandes voies de commerce qui faisaient communiquer l'Italie et l'Allemagne avec la mer du Nord et que son trafic maritime prolongeait jusqu'en Angleterre, la Flandre

1. Voy. *Origines de l'ancienne France*, t. III, p. 222 et suiv.

maritime devint le noyau d'une nation de marchands et de marins antagoniste de la société seigneuriale et féodale qui occupait la France et rivale de la domination normande. Mais, ouverte à l'envahissement des flots de pirates nordiques, elle dut pourvoir à sa défense par des digues militaires, par une armature puissante. Ne cherchez pas ailleurs le trait distinctif de la nation qui éclôt et qui s'implante entre la Germanie et la France. Il est tout entier dans l'intensité de sa vie municipale, que l'agriculture nourrit, que le commerce alimente et que le château fort sauvegarde.

Château fort et ville sont les deux assises fondamentales de la nation flamande. L'un assure la sécurité, l'ordre politique et l'autorité du prince, l'autre procure le bien-être et l'aisance, qui, de proche en proche, se répand sur la campagne et qui donne à la population urbaine et rurale la conscience de sa force. C'est plus qu'un mariage de raison qui unit le château, la cité et la plaine, c'est un syncrétisme de la nature.

Les sites les plus propices à l'établissement de ports ou d'entrepôts de commerce, de marchés ou de foires, comme à la protection des campagnes d'alentour, étaient les mêmes qu'à défaut de collines ou de crêtes la nécessité de l'occupation militaire, l'intérêt du moine, du seigneur ou du prince avaient par avance choisis et fortifiés. Établis, au IX^e siècle, sur les fleuves et les rivières, à leur confluent ou près de leur embouchure, puisque c'étaient les voies que suivaient les envahisseurs normands¹; nés de postes militaires romains qui dominaient les grandes routes ou à proximité de villes qu'avaient détruites les ravages des IV^e et V^e siècles, et dont les ruines pouvaient servir de carrière; transformations des grandes abbayes qui, après la conquête franque, avaient colonisé le pays et jeté leur dévolu sur les emplacements les plus favorables à leur sécurité, à l'extension et à la mise en valeur de leurs possessions, les *castra* formèrent une double ou triple enceinte, des rivages de la mer jusqu'à l'Ardenne : Ardenbourg,

1. Voy. ce que la deuxième vie de saint Winnoc (milieu XI^e siècle) raconte de Baudouin II : « Qui suspicione irruptionis... ductus, fines Flandriae facile usque ad id temporis accessibiles et pervios hosti castris munierat omnique in reliquum impugnationi clauserat » (Mabillon, *Acta SS. Bened.*, t. III, p. 311). Cf. la *Chronique* de Jean d'Ypres, ad an. 902 (*H. F.*, t. IX, p. 75). Les miracles de saint Winnoc (X^e-XI^e siècles) parlent de la fondation de Bergues par un *princeps pagi* « ad munitionem et tuitionem populi » (*Mon. Germ. Script. Meroving.*, t. V (1910), p. 782).

Bruges, Furnes, Bergues, Bourbourg, — Gand, Ypres, Cassel, Saint-Omer, — Grammont, Audenarde, Lille, Douai, Arras. Mais ce ne sont pas seulement, tant s'en faut, des lignes de circonvallation contre les envahisseurs, c'est la chaîne d'un vaste réseau aux mailles serrées jeté sur tout l'intérieur du pays et dont les multiples châteaux forts forment les nœuds.

Le prince est possesseur, ou pour le moins avoué des grandes abbayes; il se réserve le droit de bâtir des forteresses et fait disparaître dès le x^e siècle les comtes des *pagi*¹. Il tient ainsi le pays dans la main. Ses châteaux forts deviennent le centre d'autant de circonscriptions administratives, judiciaires, économiques qui occupent en grande partie la place et de la hiérarchie des fiefs, et des honneurs régnant dans la France occidentale, et du régime domanial organisé, modelé par le capitulaire de *villis*. Le château devient le cœur de la cité, il fait office de cour du manoir et de *villa* ou de chef-manse. Le châtelain est plus que partout ailleurs le représentant du comte, le *vice-comes*². L'extension du pouvoir temporel de l'épiscopat se trouva (sauf à Thérouanne) paralysée de ce fait et, à la différence de ce qui arriva en France, où les évêques introduisirent et sanctionnèrent les institutions de la paix et de la trêve de Dieu, le comte seul put en général y tenir la main et assurer la sécurité relative du pays³.

1. Cf. F. Lot, *la Frontière de l'Empire et de la France du IX^e au XII^e siècle* (Bibl. de l'École des chartes, janvier-avril 1910, surtout p. 28-31).

2. Cf. Pirenne, *Histoire de Belgique*, t. 1, 2^e éd. (1902), p. 111 et suiv. — *Les Villes flamandes avant le XII^e siècle* (1905), p. 18 et suiv.

3. Dès 1030, Baudoin le Barbu prend l'initiative de faire réunir à Audenarde les reliques de son marquisat et de faire jurer sur elles la paix de Dieu par le peuple et les seigneurs : «... congregatis marchesiaie suae sanctorum corporum, Bavonis, Wandregisili... cum aliis innumerabilibus Sanctorum reliquiis... congregatis totius regni sui primatibus apud Aldenardum, pacem ab omni populo conjuratam firmari fecit » (Sigebert de Gembloux, *Auctar. Affligemense*, ad an. 1030; Migne 160, col. 281).

Trente ans plus tard, c'est d'après le conseil et sur la sollicitation de Baudouin V de Lille, et de son fils Baudouin I^{er} de Hainaut, « utriusque comitis consultu, hortatu et petitione » (*Mon. Germ.*, t. XV, p. 838), que les moines de Lobbes promènent à travers toute la Flandre, et spécialement la Flandre maritime, les reliques de saint Ursmar, et c'est en sa présence et celle de la comtesse que tous les seigneurs du pays font, à Bergues, sur ces reliques un pacte de concorde et de paix (*Miracula S. Ursmar*, cap. 9; *ibid.*, p. 839-840).

Sous Robert le Frison, un évêque de la Francie, l'évêque de Soissons, saint Arnoul, vient prêter son concours à l'œuvre pacificatrice (1084). Lui aussi il parcourt le pays pour y semer la concorde, et si l'hagiographe lui en attribue

Voici donc, du ix^e au xii^e siècle, une cohésion toute particulière de l'Etat. Ses ressources en hommes et en biens ne sont pas moins remarquables. Dans cette genèse d'une nationalité vivace, le rôle prépondérant de la Flandre maritime éclate. De vastes étendues de terres d'alluvions et de terrains tertiaires s'y prêtent aux défrichements féconds. Une population vigoureuse et tenace de libres paysans y est attirée et s'y fixe en qualité d'hôtes. Une agriculture florissante s'épanouit, à côté de pâturages salins où de multiples bergeries¹ prospèrent et fourniront un jour à l'industrie textile sa matière première. La vigne même est introduite par les comtes auxquels on en fait mérite et gloire². Source jaillissante et de la richesse foncière et de l'opulent trésor des comtes³, c'est la Flandre maritime qui contribua pour la plus large part à former cette *terra valde populosa* dont parle Suger, ce « réservoir d'hommes dont le trop-plein se déversait au dehors », comme l'appelle un savant géographe⁴.

Si la chevalerie est nombreuse, elle se compose surtout de soldats paysans dont les plus puissants et les plus riches (*ditiores, nobiliores*) n'ont encore pour résidence, dans la première moitié du xii^e siècle, que les *mottes* avec des tours de bois qu'en France les châteaux en pierre avaient remplacés dès le règne de Robert II⁵. Leur équipement était resté tout aussi primitif. Ils ne devaient avoir ni broigne, ni haubert, puisqu'à la même

le principal mérite, il n'en laisse pas moins entrevoir le concours actif et nécessaire du comte de Flandre. Il nous apprend même que le comte a fait dresser à Bruges une liste des meurtres qui avaient été commis dans la région, pour faire ressortir que les compositions qu'ils auraient exigées, et qui avaient été économisées par l'intervention de saint Arnoul, dépassaient le chiffre de dix mille marcs d'argent pur (*Vita Arnulfi : Mon. Germ., t. XV, p. 890*).

1. Dès 941, Arnoul le Vieux donne à l'abbaye de Saint-Pierre de Gand deux bergeries de 120 et 100 moutons (*Liber Traditionum Sancti Petri Blandinensis*, éd. A. Faye, Gand, 1906, p. 70).

2. Dans le même acte, Arnoul donne une vigne qu'il a replantée près du monastère : « vineam quam secus monasterium restruxi » (*Ibid.*).

3. Cette prospérité nationale de la Flandre et le mérite qui en revient au prince ont été célébrés sur un ton presque lyrique par un évêque français, Gervais de Reims, dans la lettre qu'il a écrite (1055-1067) à Beaudoin V, de Lille, en lui offrant les « miracles de saint Donatien » (*Mon. Germ. SS., t. XV, p. 855*).

4. Vidal de la Blache, *Tableau de la géographie de la France* (*Hist. de France* de Lavis, t. I, p. 79).

5. Voy. la description d'une de ces mottes (vers 1115) par Gautier de Théroutanne, que j'ai donnée au t. II des *Origines*, p. 82-83.

époque ils prenaient part à des tournois dans une tunique de lin, avec la lance, l'écu et le heaume pour toute armure¹. Le régime familial, favorisé par la dispersion des fermes, sous lequel ils vivaient, gardait si bien sa barbarie antique que d'interminables vendetta, qui pouvaient mettre aux prises des milliers de personnes², tenaient lieu chez eux des luttes entre maisnies féodales. Nous en avons le pittoresque spectacle dans la translation des reliques de saint Ursmar qu'opèrent les moines de Lobbes (1060) à travers toute la Flandre maritime, d'Hazebrouck jusqu'à la Zélande, puis de là à Gand³, et dans le récit d'une tournée missionnaire que saint Arnoul y accomplit au temps de Robert le Frison⁴.

1. C'est ce que nous apprend une tradition du XII^e siècle rapportée par Thomas de Cantimpré : « In hac villa (Leeuwes juxta Bruxellam) LX milites arma portantes sparsim morabantur... Hi omnes cum aliis militibus circumjacentium regionum sine ullo armorum praesidio, exceptis lanceis, scuto et galea, induti tantum plicata linea tunica, torneamenta frequentius faciebant » (*Bonum universale de proprietatibus apum*, éd. Douai, 1605, p. 446).

2. Au XII^e siècle encore, le frère du prévôt de Bruges, Lambert d'Ardenbourg, réunit une troupe de près de trois mille amis et parents, « amicos cognatosque fere tria millia » (Galbert, éd. Pirenne, p. 154).

3. A Blaringhem près d'Hazebrouck (et non pas entre Avie et Arques (!) comme l'indique une note des *Monumenta*), les vendetta d'une centaine de chevaliers furent pacifiées : « Centum ferme inimicitiarum... ea die fuit confederatio » (*Mirac. St. Ursuari : Mon.*, t. XV, p. 839). — A Ostburg (Zélande), quatre cents chevaliers étaient en tel état d'inimitié que nul n'osait plus sortir de chez lui sans convoquer au préalable un ost (nisi exercitu coacto). Une vendetta féroce divisait les familles : « Exigebant ab invicem interfectiones parentum », malgré des serments prêtés et des compositions stipulées. La paix fut jurée sur les reliques de saint Ursmar (supra corpus jurata pace), les armes jetées, les baisers de paix échangés (*Ibid.*, p. 840).

Autre pacification analogue près de Blankenberghe, entre plus de cinq cents chevaliers. Elle est marquée par une scène dramatique et curieuse. Un chevalier se jette aux pieds d'un seigneur dont il avait tué les deux frères : « Nu et déchaussé, les bras en croix, avec des ciseaux et des verges » (cum forcepe et scopis, nudus, discalceatus), symbole évident de la tonsure et de la discipline monastique entraînant pénitence (*Ibid.*, p. 840-841).

4. Toute la relation de cette tournée serait à citer. Elle prouve combien était profonde l'anarchie inter-familiale à laquelle les moines de Lobbes n'avaient apporté qu'un remède temporaire : « Per cuncta Flandriae loca, dit l'hagiographe Hariulf, cotidiana homicidia et insatiabiles humani sanguinis effusiones pacem et quietem totius regionis turbaverant » ... « tanta rabies occidendi, tantusque inerat furor ulciscendi, ut humano sanguine assidue cruentari jocundum haberent ». Ce sont les mœurs des Flamands qui en sont cause : « Mentis indociles et cruentae » (*Vita Arnulfi : Mon.*, t. XV, p. 887-888). — Le comte pourtant maintient avec une inflexible vigueur la paix des foires, *pax comitis*, et quand, aux foires célèbres de Thourout, elle est violée par une vengeance,

Le long des côtes, la pêche maritime et le cabotage façonnent une race aventureuse de hardis marins et de vigoureux soldats. Dans les plaines basses et marécageuses se conservent des mœurs presque sauvages¹ qui communiqueront de leur rudesse aux villes elles-mêmes. Dans celles-ci, enfin, l'élément guerrier sert d'égide au commerce, à l'industrie, à la richesse et finalement à la liberté urbaine. Je ne doute pas qu'autour de la cité, dont le *castellum* était le donjon et qu'habitaient surtout les hommes d'armes et les *ministeriales* du comte, et à côté des bourgs de marchands et de trafiquants, il y eût des bourgs de gens de métier, de jardiniers et de cultivateurs. Mais je suis pleinement d'accord avec l'historien de la Belgique, M. Pirenne, pour attribuer au commerce maritime et fluvial et aux corporations, hanses et gildes, qui en sont nées une action décisive sur la constitution urbaine en Flandre. Ce sont les marchands de l'eau, plus que tous autres, qui ont fait des villes flamandes une puissance capable de résister aux abus féodaux, de faire équilibre à la puissance centrale et de la soutenir avec une rare efficacité dans ses conflits intérieurs et extérieurs. De là les privilèges et les franchises que surent conquérir de si bonne heure les communes de Flandre, de là aussi l'attitude qu'elles prirent au regard de la couronne de France, l'indépendance nationale qu'elles revendiquèrent dès le début du XII^e siècle, l'ardent souci qu'elles témoignèrent de l'honneur du comte et de l'honneur du comté².

Remarquons maintenant que la Flandre propre était devenue le domaine du bas-allemand jusqu'à la hauteur de Courtrai et de Tirlemont. L'élément vieux saxon et frison y avait absorbé l'élément ménapien ou morin et remplacé l'élément franc, qui s'était écoulé vers le midi. Dans le Mempisque aussi et dans le Boulon-

il ne faut rien de moins qu'un miracle pour que la charité chrétienne de saint Arnoul puisse s'exercer en faveur du violateur et interrompre la chaîne des vendetta (*Ibid.*, p. 888-889).

1. « *Intra terminos parrochia Gestelensis (Ghistelles, près d'Ostende)... est quaedam vena terrae nigra et quasi subrufa, quae crebris paludibus intersita, non facile potest transiri. In his vero locis moratur genus hominum atrocitatem semper gestiens ut vulgus Scytharum* » (*Ibid.*, p. 889). — Survivants, sans doute, de ces Morins et Ménapiens qui, au temps de Dion Cassius, n'avaient pas encore de villes et habitaient dispersés dans des huttes, « οὗτοι γὰρ πόλεις ἔχοντες, ἀλλ' ἐν καλύβαις διατρώμενοι » (D. Cassius, XXXIX, 44. *Extraits des auteurs grecs concernant les Gaules*, t. IV, p. 279).

2. L'honneur du pays (*honor terrae*) ou du comté (*honor comitatus*) est sans cesse invoqué dans les négociations qui ont lieu pour la succession de Charles le Bon (voy. par exemple Galbert, éd. Pirenne, p. 139, 140, 141, 162, etc.).

nais, des infiltrations scandinaves ou nordiques n'avaient cessé de pénétrer. Et n'est-ce pas précisément de cette région septentrionale, du pays de Bruges, selon toute vraisemblance, que les fondateurs de la dynastie flamande sont sortis? Si ce fut leur berceau, ce fut aussi, en cas de péril, leur suprême refuge.

Cette esquisse, si elle est fidèle, nous laisse préjuger les rapports du principat flamand avec le *regnum Francorum*. A mesure que ce royaume se désagrège, la Flandre maritime devient un noyau de cohésion autour duquel se forme un État distinct de la Francie, mais qui y demeure rattaché par un lien traditionnel. L'histoire de la première dynastie comtale est l'histoire même de cette transformation. Si le comte carolingien Baudoin a été le vassal de son beau-père Charles le Chauve, il n'est pas moins certain, à mes yeux, que, sous ses successeurs, cette vassalité est devenue une dépendance ethnique. La Flandre a cessé d'être un bénéfice en devenant un État. Ce n'est que par un mouvement inverse qu'elle deviendra, deux siècles plus tard, un grand fief de la couronne. Disloquée à l'intérieur par l'insoumission des châtelains, arrêtée dans son expansion au dehors, à l'ouest par la Normandie, à l'est par les maisons féodales de Brabant, Hainaut et Hollande, dominée par les progrès croissants de la royauté française, elle sera menacée d'une absorption complète par Philippe-Auguste et finalement englobée par lui, comme grand fief et pairie, dans la hiérarchie féodale qu'il a constituée.

De cette alternance de phases est née une illusion d'optique pareille à celle qui déforma les origines de la féodalité. Le point de départ et le point d'arrivée ont accaparé toute l'attention et fait table rase des degrés intermédiaires. Les historiens ont reporté, en bloc, dans le passé la « résultante » d'une longue évolution. Ils ont, en même temps, réuni sous le titre de comté des éléments hétérogènes : l'État flamand proprement dit, c'est-à-dire la Flandre flamingante, qui comprit le pays de Wæs quand les comtes l'eurent récupéré au *x^e* siècle sur ceux de Frise ; — les conquêtes faites sur la Francie occidentale, villes, châteaux, populations ou territoires, cette Flandre wallonne, dont une notable partie fit, sous Philippe-Auguste, retour à la couronne ; — les conquêtes faites sur la Francie médiane (Lotharingie) de populations mi-flamingantes, mi-wallonnes.

L'État flamand proprement dit forma du *x^e* au *xii^e* siècle un

principat soumis à la suprématie de la Francie occidentale. Son chef devait donc fidélité et sécurité, mais non pas hommage lige; secours militaire en cas de danger public (levée en masse, *landwer*), mais non service féodal.

Les conquêtes faites soit sur la Francie occidentale, soit sur la Francie médiane ou orientale ont été régularisées de gré ou de force, par accord ou traité, et ont pu être assimilées ainsi, selon les circonstances, à des bénéfices ou des fiefs emportant hommage. Mais ce sont alors des hommages particuliers, comme on le voit très bien pour la Germanie et encore pour la France après 1128, lors de la reconnaissance de Thierry d'Alsace.

Et c'est pourquoi le comte de Flandre a pu être pour certaines villes ou certains pays feudataire soit du roi de France, soit du roi de Germanie, mais il n'a jamais été que fidèle pour l'État flamand, et seulement du roi de la Francie occidentale (jamais du roi de Germanie), jusqu'à ce que la transformation de son principat en grand fief eût été opérée dans la deuxième moitié du XII^e siècle.

CHAPITRE II.

La première maison de Flandre aux IX^e et X^e siècles.

Les populations que la Flandre devait grouper en faisceau étaient, jusqu'au milieu du IX^e siècle, assujetties à l'autorité de comtes carolingiens ou de *missi* dont les circonscriptions pouvaient varier, et nous sommes hors d'état de savoir à quels sujets commandait le comte Baudoin, Bras de fer, quand, « vassal » de Charles le Chauve, il enleva la fille de son suzerain. Nous ne savons pas non plus avec certitude quels « honneurs » lui furent octroyés après qu'à la sollicitation du pape Nicolas I^{er}, le roi eut consenti en 864 à lui pardonner et à l'accepter pour gendre¹. Il est très vraisemblable pourtant qu'il possédait, d'ancienne date, une partie de la Flandre maritime² et qu'il fut enrichi

1. « Rex... secundum leges sæculi eos uxoria conjunctione ad invicem copulari permisit, et honores Balduino, pro vestra solummodo petitione, donavit » (864. Lettre d'Hincmar à Nicolas I^{er}; Miræus, *Opera diplom.*, t. I, p. 26).

2. Dans une de ses lettres à Charles le Chauve, le pape Nicolas invoque, en faveur du pardon qu'il sollicite, le danger que ferait courir au royaume une alliance de Baudoin avec les Normands dont il pourrait faciliter les descentes : « Metuentes ne... ipse Balduinus impiis Nortmannis... se conjugat, et in populo Dei... aliquod ingerat periculum » (863. *H. F.*, t. VII, p. 388).

des dépouilles du camérier Enguerrand, lors de la disgrâce de ce comte¹. Il y a plus. Une coïncidence me frappe. Deux ans après la réconciliation du beau-père et du gendre, en 866, meurt Rodolphe, abbé laïque de Saint-Riquier, l'oncle maternel de Charles le Chauve; Hariulf nous apprend que ce grand personnage avait obtenu de son royal neveu le *comitatus maritimae provinciae*² et qu'il le détenait au moment de sa mort³. Ce *comitatus*, qu'est-il devenu? Hariulf en a perdu la trace et c'est pour cela, sans doute, qu'il a intercalé entre Rodolphe et son fils Guelfon (son successeur immédiat à la tête de la puissante abbaye) deux comtes de Montreuil, Helgaud et Herluin, qui n'ont rien à faire ici, ayant vécu au siècle suivant. En tout cas, Guelfon n'est plus qualifié comte, mais seulement abbé de Saint-Riquier et de Sainte-Colombe de Sens. Ne peut-on pas en conclure que le *comitatus maritimae provinciae* que Rodolphe possédait a été par le roi attribué à son propre gendre Baudoin, petit-neveu par alliance de l'ancien comte? A trois ans près se trouverait ainsi exact le témoignage d'un hagiographe de la fin du XI^e siècle, qui avait utilisé beaucoup de documents plus anciens, suivant lequel Baudoin reçut, avec la main de Judith, toute la domination entre la mer et l'Escaut⁴.

Le noyau du comté de Flandre était ainsi créé, et telle est déjà l'autorité du comte qu'il fait partie de l'espèce de conseil de régence que Charles le Chauve institue auprès de son fils par le capitulaire de Quierzy (877)⁵.

L'année même de la mort prématurée de Louis le Bègue,

1. La vraisemblance augmenterait avec l'hypothèse assez séduisante qu'Enguerrand était frère de Baudoin, fils comme lui d'Odoacre (cf. Vanderkindere, *le Capitulaire de Servais* (Bruxelles, 1897), p. 15-16). — La privation de ses honores encourue par Enguerrand est mentionnée en 875, quatre ans avant la mort de Baudoin 1^{er} (*Annales de Saint-Bertin*, éd. Dehaines, p. 241 : « ab honoribus dejecto »).

2. « Quique cum hoc officio regis precatu functus fuisset, ejusdem regis Karoli, sui scilicet nepotis, dono et prece comitatum maritimae provinciae suscepit, quia erat... humanae prudentiae peritissimus » (Hariulf, *Chronique de Saint-Riquier*, éd. Lot, p. 113).

3. « Hruodulfus venerabilis abbas et comes, postquam per aliquos annos cœnobium cum provinciis maritimis gubernavit » (*Ibid.*, p. 116).

4. « Surrexit illis diebus in regno ex fortissima heroum prosapia Balduinus... Qui, accepta Judith, filia Karoli Calvi, universum regnum inter mare Gallicum et Scaldem fluvium cum ea, Dei gratia, sortitus est » (*Translatio SS. Wandregisili...*, Mabillon, t. V, p. 204; SS. XV, p. 627).

5. *Capit. Carisiac.*, cap. 15, éd. Krause, t. II, p. 359.

Baudoin II succède à son père dans les circonstances les plus propices pour étendre sa domination, jeter les assises d'un État indépendant, d'une « royauté provinciale »¹, prendre rang parmi ces roitelets (*reguli*) qui surgirent à la mort de Charles le Gros. Carolingien par sa mère Judith, surnommé le Chauve uniquement, paraît-il, pour rappeler son origine, il assit sa domination, son *ducatus*, suivant l'expression de Reginon², sa *monarchia*, comme l'appelle l'hagiographe de saint Winnoc³, sur une base nationale, en groupant la population tioise de la Flandre et du Mempois, du Boulenois et du Ternois. Il l'étendit ensuite sur la population wallonne de l'Artois, grâce à la rivalité des rois Eudes et Charles le Simple. Une politique de bascule lui permit de se tenir en équilibre entre les deux compétiteurs de l'Ouest et de s'ériger presque leur égal sous la prééminence du chef de la maison carolingienne, Arnulf, le roi de la Francie orientale. Ses variations ne manquèrent pas de logique et furent couronnées de succès.

En 888, Charles le Simple est en bas âge, Eudes est un roi adventice, Baudoin II s'attache à Arnulf. Il est, avec son parent Rodolphe, abbé de Saint-Vaast d'Arras et de Saint-Bertin, et avec l'archevêque Foulque de Reims, à la tête des Francs qui mandent à Arnulf de venir prendre possession du royaume⁴. Mais comme le souverain allemand manque d'audace et que la fortune sourit à Eudes, c'est à Eudes que Baudoin s'engage désormais d'être fidèle⁵. Cette fidélité, il essaie presque aussitôt de se la faire

1. L'expression est sortie de la bouche d'un contemporain de Baudoin II, l'évêque d'Utrecht Radbod. Dans un sermon sur la vie de sainte Amalberge, il qualifie *rex provinciae* un prince qu'il ne nomme pas et que la légende a identifié plus tard avec Charlemagne (Mabillon, *Acta SS. Ben.*, t. III, 2, p. 242).

2. « Qui Balduinus hucusque in Flandris ducatum tenet (Reginon, ad an. 818, éd. Kurze, p. 73).

3. « Baldewinus, cognomine Calvus... a progenitoribus Flandriae monarchiam sortitus... et ingenio et armis divina humanaque jura ex æquo librare... Tenebat ea tempestate *sceptra Francorum Rex Karolus...* quem praefatus Flandriae *monarchus* adiens » (*Vie de saint Winnoc*, milieu XI^e siècle, cap. 16; Mabillon, *Acta SS. Bened.*, t. III, 1, p. 311. — *Mon. Script.*, t. XV, p. 776-777).

4. « Contulerunt se ad Arnulfum regem, ut veniret in Franciam et regnum sibi debitum reciperet : inter quos erant primi hujus discordiae Fulcho... et Hrodulfus... nec non et Balduinus comes » (*Ann. Vedast.*, ad. an. 888, p. 331-332).

5. « Balduinus, relictis sociis, ivit ad regem Odonem et promisit se de reliquo fidelem illi fore... hortatus est ut in sua promissione permaneret » (*Ibid.*, p. 332).

payer. A la mort de l'abbé Rodolphe (892), il revendique sa succession et, avec la connivence des châtelains, s'empare du *castrum* de Saint-Vaast d'Arras, puis demande à Eudes de lui en confirmer la possession. La réponse évasive du roi ne le satisfait pas, il se révolte, se met hors d'atteinte et l'année suivante se rallie à Charles le Simple, devenu majeur et couronné à Reims. Mais l'appui se révèle fragile et voici Baudoin revenu à Arnulf pour nouer alliance avec son fils Zwentibold, le nouveau roi de Lorraine¹.

Malgré le succès de ses armes, Eudes est tenu en échec. En est-il meilleure preuve que celle-ci? Aussitôt que le roi, en 895, a réussi à s'emparer du *castrum* et de l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras, il les restitue à Baudoin et fait la paix avec lui presque « d'égal à égal », selon la juste expression de son plus récent historien².

Eudes meurt (898). Charles le Simple est reconnu seul roi des Francs occidentaux : Baudoin II se garde bien de se rendre auprès de lui à Reims. Il se contente de certifier de loin une fidélité vague, telle qu'il est convenable : « Se illi fidelem esse, sicut dignum erat³. » C'était peu dire assurément, et Baudoin entendait moins encore. Il enlève presque aussitôt Péronne, que tenait Herbert de Vermandois sous l'autorité du roi, et s'il repere à la fois ce *castrum* et celui même d'Arras, il ne se décourage, ni se soumet, comme un vassal félon. En toute liberté et accompagné de son allié Zwentibold, il se rend à un plaid, où un traité formel rétablit la paix entre lui et Herbert, entre Zwentibold et Charles, moyennant l'abandon au roi du *castrum* de Saint-Vaast et de ses dépendances, dont le comte Aumer est gratifié⁴.

L'année suivante (900), pour rentrer dans les bonnes grâces du roi et obtenir qu'il lui restituât la châtellenie d'Arras, il s'empresse d'accourir au plaid d'été où, sur les bords de l'Oise, Charles avait convoqué son armée et ses fidèles⁵. Ce n'était

1. *Ann. Vedast.*, ad an. 895, p. 349-350.

2. Favre, *Eudes, comte de Paris* (1893), p. 181.

3. *Ann. Vedast.*, p. 356 : « Missos dirigit qui regi innotescerent se illi fidelem esse, sicut dignum erat » (898).

4. « Pacificati sunt Karolus rex atque Zuendebolchus, et reddidit Baldwinus regi castrum, et suos exinde fecit exire; quem rex dedit Althmaro comiti » (*Ibid.*, ad an. 899, p. 359).

5. « B. perrexerat ad ipsum placitum, volens sibi regem reblandiri, ut terram

point là faire acte de vassalité, mais acte de fidélité, d'autant plus naturel que par la mort récente d'Arnulf (fin 899) la suprématie carolingienne et franque avait fait retour à Charles le Simple. M. F. Lot a supposé que la restitution du « comté » d'Arras n'aurait pu être faite « qu'à charge d'hommage »¹. C'est une conjecture toute gratuite. La seule chose certaine est qu'aucune restitution n'a eu lieu, par suite de l'opposition de l'archevêque de Reims Foulque, lequel avait obtenu du roi l'abbaye de Saint-Vaast, puis l'avait cédée par échange au comte Aumer², et qui détenait, par une concession analogue faite à la mort de l'abbé Rodolphe, l'abbaye de Saint-Bertin sur laquelle Baudoin prétendait également un droit héréditaire. Et qu'arrive-t-il alors ? Foulque est assassiné à l'instigation de Baudoin par un chevalier de celui-ci ; le meurtrier Winemar est frappé d'anathème ; l'instigateur notoire Baudoin reçoit par donation royale (*regia donazione*) l'abbaye de Saint-Bertin qu'il convoitait³. Quant à Arras, c'est le fils de Baudoin, Arnoul, qui, à la mort du successeur d'Aumer, s'en saisira sans coup fêrir.

Le langage de tous ces faits est clair ; le langage des documents contemporains ne l'est pas moins. M. F. Lot est obligé de reconnaître qu'il ne s'y rencontre nulle mention d'un hommage du comte de Flandre au roi de France, « qu'il n'y est question que de fidélité »⁴, fait d'autant plus significatif qu'on était

quàm ei tulerat redderet » (ad an. 900, *Ibid.*, p. 359). — La vie de saint Winnoc nous représente Baudoin, cette année même, comme en grande faveur auprès du roi et obtenant de lui un privilège (aujourd'hui perdu) en faveur de l'église qu'il venait de fonder à Bergues sous le vocable de saint Martin et de saint Winnoc : « *Habuit enim apud ipsum (regem) plurimum posse... super eodem loco privilegium regale facile obtinuit* » (Mabillon, *loc. cit.*, p. 311).

1. *Fidèles ou vassaux*, p. 10.

2. Il ressort clairement du récit de Flodoard que l'archevêque Foulque ne s'était fait concéder l'abbaye de Saint-Vaast et le *castrum* d'Arras qu'en vue de les échanger contre l'abbaye de Saint-Médard de Soissons que détenait un comte Aumer, et que la concession du roi à ce comte n'a été qu'une ratification de cet échange (Flodoard, *Histor. Eccles. Remensis*, IV, 10 ; Migne, 135, c. 290).

3. « Winemarus... asserebat hoc pro senioris sui fidelitate patrasse, et iccirco sine tenus in ipso permansit anathemate. Balduinus autem post haec abbatiam optinuit *regia donazione* » (Folcuin, *Chartularium Sithiense*, II, 68, éd. Guérard, II, p. 135). Cf. la *Chronique* de Jean d'Ypres (*H. F.*, t. IX, p. 74) : « Balduinus... annuente rege Carolo Simplicie, cui ipse consanguinitate proximus erat, hanc abbatiam impetravit et *regia donazione* suscepit, cum omnibus appendiciis ejus. » — Sur l'ensemble des événements : Flodoard, *loc. cit.* ; Regillon, ad. an. 903, et la *Chronique* de Jean d'Ypres, *loc. cit.*

4. *Fidèles ou vassaux*, p. 10.

plus près de l'époque où ducs, comtes et marquis étaient encore des fonctionnaires royaux. Le *comes Flandrensium* devenait un roi adjoint du *rex Francorum*, à l'instar des autres princes de la Gaule¹.

Cette identification que nous avons à suivre jusqu'au cours du XII^e siècle se manifeste dès la première moitié du X^e par une double circonstance : l'indépendance quasi-souveraine du successeur de Baudoin II et l'abandon que Charles le Simple offrit à Rollon de ses droits sur les Flandres, comme il avait offert de lui abandonner bénévolement la Bretagne². On en peut conclure, ce semble, que les droits de la royauté sur les deux pays étaient également précaires.

Baudoin II, en inaugurant, par son mariage avec la fille d'Alfred le Grand³, la série des unions anglo-saxonnes que continuèrent et Charles le Simple et Otton le Grand, avait rehaussé le prestige et l'éclat de sa dynastie. A son origine carolingienne, s'ajoutèrent de plus pour son fils Arnoul les liens d'affinité qui l'unirent aux rois des deux Francies, comme aussi à Hugues le Grand⁴. Ce fut le tremplin de sa politique d'expansion et d'indépendance quasi-souveraine. Les rapports qu'il entretenait avec son beau-frère Edouard I^{er} et son cousin Athelstan lui servirent de point d'appui dans sa lutte contre la Normandie, et il en chercha d'autres du côté de l'est auprès de la maison saxonne. De là une rivalité nouvelle, non seulement avec les ducs normands qui lui disputèrent l'alliance d'Otton le Grand, mais avec Hugues

1. C'est l'expression même que je trouve dans un récit du XI^e siècle de la translation faite en 915 des reliques de saint Gerou : « Eo tempore Karolus rex Francorum annum regni sui agebat sextum decimum, Balduinus cognomento Calvus 36 arregn timerat annis in comitatu Flandriarum » (*Ex adventu S. Gerulfi*, cap. 11; *Mon. Script.*, t. XV, p. 907). — La symétrie parfaite entre les deux membres de la phrase me paraît bien fixer le sens. On aurait pu songer, sans cela, au vieux verbe *adregniare*, brider, tenir en bride.

2. Dudon, t. II, p. 28; éd. Lair, p. 168-169. — Je discuterai ailleurs la valeur de ce témoignage.

3. Elstrude ou Aelfthryth. — Nous avons d'elle une charte de donation de biens situés en Angleterre au profit de Saint-Pierre au Mont-Blandin, près de Gand, en mémoire de Baudoin II, qui venait de mourir, et du consentement de ses deux fils Arnoul et Adolphe, 11 septembre 918 (*Cartul. saxonum*, éd. Birch, t. II, p. 337 et suiv. (1887); Van den Haute, *Note sur quelques chartes de l'abbé de Saint-Pierre de Gand*, dans le *Bull. Comm. histor. de Belgique*, 1903, p. 411).

4. Charles le Simple (vers 919), Hugues le Grand (après 925), Otton le Grand (930) épousent trois filles d'Edouard I^{er}.

le Grand et Herbert de Vermandois, l'un et l'autre ses proches par mariage¹. Arnoul, comme tous ces dynastes, s'efforçait de réduire le pouvoir du *rex Francorum* à une suprématie de plus en plus nominale, mais en veillant à ce que la prépondérance ne passât point à l'un des conjurés², et nul, pour parvenir à cette fin, ne paraît avoir manœuvré avec plus d'astuce et de duplicité qu'Arnoul. Chaque fois que l'équilibre tend à se rompre soit au profit du roi qui s'allie, par exemple, avec les Bourguignons ou les Lorrains, soit au profit de ses rivaux, le jour où une coalition se noue entre Hugues, Herbert et Guillaume Longue-Épée, on le voit chercher aide et assistance tantôt près d'Athelstan, tantôt auprès d'Otton, ou au contraire soutenir le roi de France contre les coalisés et les amener à traité ou à trêve.

Ce ne sont pas là des luttes féodales, ce sont des compétitions de souveraineté. Aussi M. Ferdinand Lot n'a-t-il pas trouvé dans tout le demi-siècle qu'occupe le long règne d'Arnoul le vieux le moindre texte à alléguer, de près ou de loin, en faveur de sa thèse que le comté ou marquisat de Flandre constituait dès alors un grand fief de France, et en est-il réduit à se retrancher derrière un aveu d'ignorance : « On ignore au juste, dit-il, la nature des relations entre le marquis de Flandre Arnoul I^{er} (918-965) et les rois Charles III, Robert I^{er}, Raoul, Louis IV d'Outremer³. » A mes yeux, au contraire, la nature exacte de ces relations ressort très clairement de la succession des événements et des actes que déroulent devant nous les chroniqueurs contemporains, Flodoard en tête.

En 925, le roi Raoul signifie aux Francs, par proclamation du ban royal, de se préparer à combattre les Normands qui venaient de ravager l'Amiénois et le Beauvaisis. Ce n'était point la convocation d'une ost féodale, mais une levée en masse à laquelle le comte de Flandre devait répondre d'autant plus certainement

1. Arnoul, qui était déjà le cousin par alliance de Hugues le Grand, serait devenu son neveu (ainsi que le neveu du roi Raoul) en épousant (934) la fille de Herbert II de Vermandois, si, comme on l'admet généralement, Herbert était marié avec une sœur de Hugues et d'Emma (la femme de Raoul de Bourgogne).

2. Pour justifier ce terme, je rappellerai les paroles obsédantes que Raoul Glaber prête à Herbert, mourant : « Nous étions douze qui avions juré de trahir le roi. » — « Duodecim fuimus qui traditionem Caroli jurando consensimus » (Raoul Glaber, éd. Prou, p. 8).

3. *Fidèles ou vassaux*, p. 11.

qu'il était compris encore parmi les chefs francs, puisqu'il commandait à des *Franci maritimi*¹.

Aucune source historique ne fait mention d'Arnoul lors du rappel, en 936, de Louis d'Outremer, et ce silence paraît étrange quand on songe qu'il était à ce moment maître de Boulogne où le jeune roi débarqua et où s'étaient rendus pour le recevoir Hugues le Grand et les autres seigneurs francs. Qu'il ait figuré ou non soit parmi les *ceteri Francorum proceres* ou *principes* dont parle Flodoard², soit au nombre des *principes Gallorum* que Richer, avec une exagération manifeste, met en scène³, qu'il ait prêté ou non soit le serment de fidélité ou d'hommage que Flodoard relate⁴, soit le serment plus vague encore qu'indique Richer⁵, la question est sans réelle importance, au point de vue des rapports du comte flamand avec la royauté. D'une part, en effet, ni la distinction entre la Francie et la Gaule n'était encore à cette époque politiquement tranchée, ni le détachement de la Flandre d'avec la Francie un fait acquis; d'autre part, le serment de souveraineté, celui que Charlemagne avait modelé sur la recommandation germanique et romaine, l'emportait encore sur l'hommage lige naturel ou la suzeraineté féodale⁶, et c'est du serment de souveraineté, du *leodesamio* royal, qu'il pouvait seul s'agir en une circonstance où l'engagement que prenaient les grands, ecclésiastiques ou laïques, du royaume, consistait essentiellement à reconnaître le carolingien Louis comme souverain légitime et à faire procéder, comme tel, à son couronnement.

Dès son avènement au trône, Louis d'Outremer inaugura une politique qui, poursuivie avec succès, aurait pu arrêter la formation d'un État flamand, d'une nation flamande autonome. Pousser droit au nord vers la mer, enfoncer un coin entre la Normandie et la Flandre, remonter le long des rives septentrionales

1. « Rodulfus... ut se ad bellum contra Normannos praepararent *Francis banno denuntiat*... Arnulfus quoque comes et *ceteri maritimi Franci praesidium quoddam Nordmannorum aggrediuntur* » (Flodoard, ad an. 925).

2. Flodoard, ad an. 936, éd. Lauer, p. 63; ad an. 848, p. 112 (discours de Louis au concile d'Ingelheim).

3. Richer, II, 1-4.

4. « Apud Bononiam, sese committunt, ut erat utrinque depactum » (*loc. cit.*).

5. « Ludovicus... ducem (Hugues le Grand) cum reliquis occurrentibus excipiens, jure sacramenti sibi adcopulat » (II, 4).

6. Voy. *Origines*, t. I, p. 120 et suiv.; t. III, p. 60 et suiv.

pour se rendre maître du territoire des Morins¹, par une ceinture de forteresses protéger les côtes contre les invasions scandinaves et tendre la main par delà le détroit à la dynastie anglo-saxonne, la réussite d'un tel plan eût maintenu dans la sujétion et la Normandie et la Flandre, elle aurait fait obstacle à la conquête de l'Angleterre.

Il est remarquable que, dès 938, Louis d'Outremer s'occupe de relever des fortifications dans le voisinage de la mer, de concert, semble-t-il, avec Arnoul². Si c'était à Wissant ou à Guines, nous assisterions déjà à un effort du roi pour prendre solidement pied à l'extrémité de son royaume, dans le Boulonnais, dont Baudoin II s'était mis en possession et dont Arnoul avait, en 933, hérité de son frère Allou. Mais il est plus vraisemblable, selon l'hypothèse de Longnon, qu'il s'agit de *Wicum*, à l'embouchure de la Somme³, et qu'ainsi le souverain a voulu s'assurer au sud du Ponthieu un point d'appui pour dominer le pays, comme Montreuil le dominait au nord⁴.

La lutte entre la Flandre, la Normandie et la France au sujet de cette dernière forteresse est caractéristique de l'âpreté de leur rivalité dans la région maritime qui fait face à l'Angleterre. Montreuil resta définitivement à la couronne, mais Hugues Capet échoua dans sa tentative d'encercler le Ponthieu d'une ligne de châteaux forts⁵, pour en faire une sorte de camp retranché à la fois contre les Normands ou les Scandinaves⁶ et contre les Flamands, en vue même peut-être de la conquête du Boulonnais⁷.

1. Au XII^e siècle encore, le comte de Flandre Robert II était qualifié « *Morinorum comes*, qui in successoribus suis vulgari proverbio *Flandrensis* dicitur » (*Tractatus de moribus Lamberti* (1116-1118), SS. XV, p. 946).

2. « *Ludowicus rex maritima loca petens, castrum quoddam portumque supra mare, quem dicunt Guisum, restaurare nisus est. Dumque cum Arnulfo moratur...* » (Flodoard, ad an. 938, éd. Lauer, p. 69).

3. Voy., sur cette controverse, Lauer, *Louis d'Outremer*, p. 31, note.

4. La prise de Montreuil (939) permit à Arnoul de subjuguer le Ponthieu « captoque Monasteriolo, castro regio, Pontivam provinciam propriae ditioni subegit » (Hariulf, *Chronique*, éd. Lot, p. 150).

5. Hariulf, éd. Lot, p. 162, 205, 229.

6. Cf. Mabillon, *SS. Ben.*, VI, 2, p. 521.

7. N'oublions pas en effet que le Boulonnais était à cheval sur la limite des langues romane et flamande, qui coupait même en deux la ville de Boulogne, et qu'Otton de Freising a pu dire de Godefroi de Bouillon : « *tamquam in termino utriusque gentis* (Franci, Romani, Teutonici) *nutritus*, utriusque lingue sciens » (*Chronicon*, éd. Pertz, 1867, p. 301). Toutefois, l'élément flamand l'emporta aux X^e et XI^e siècles. Le Boulonnais resta dans la dépendance de la

Il ne réussit qu'à donner naissance à une dynastie de comtes du Ponthieu sur laquelle Guillaume le Conquérant étendra sa suzeraineté.

Nous ne pouvons nous désintéresser des inextricables conflits où les derniers Carolingiens durent, pied à pied, défendre et essayer de ressaisir les lambeaux de l'héritage ancestral. Que l'on discute à perte de vue sur les quelques termes vagues et ambigus, — *committere, recipere, sacramento pacisci*, etc., — que, de-ci de-là, les chroniqueurs contemporains appliquent aux rapports du roi de France et des *principes*, ce sera sans profit. La nature de ces rapports s'en trouvera d'autant moins éclaircie qu'on restera davantage sous l'empire du préjugé traditionnel que le régime féodal était pleinement organisé dès le x^e siècle. C'est dans le détail des actes et des événements qu'il faut observer ces rapports, en comparant ce qu'ils furent selon les régions et leurs chefs, en faisant état de leur connexité avec les prétentions de souverains rivaux du roi de France : pactes d'alliance, de fidélité ou de vasselage, rôle d'arbitre joué aussi bien par le *princeps* que par le roi, élévation progressive du vassal au rang de pair ou de simple fidèle. Tous ces traits, distincts ou confus, essayons de les dégager ou de les reconnaître dans la mêlée désordonnée qui, pendant cinquante ans, s'agit autour du trône chancelant où Louis d'Outremer vient de monter.

En 938, le roi est aux prises avec Hugues le Grand et Herbert de Vermandois, et c'est Arnoul qui négocie entre eux un armistice de quelques mois, ou peut-être impose une trêve aux belligérants par la menace de prendre parti pour le souverain. Dès, en effet, que la lutte recommence, ne voyons-nous pas entrer en ligne un nouvel allié de Hugues le Grand, Guillaume Longue-Épée, qui ravage les terres d'Arnoul, en même temps qu'Herbert saccage villes et villages de l'archevêché de Reims. Une double excommunication les frappe, et Hugues le Grand se résigne à une nouvelle trêve, jusqu'au 1^{er} juin 939¹.

Les événements alors vont se compliquer étrangement et le double jeu d'Arnoul se dessiner et s'accentuer. Il est resté jusqu'ici l'allié de Louis; comme lui, il a cherché à s'appuyer sur les Anglo-Saxons et il est l'adversaire, le rival du comte nor-

Flandre maritime et ce n'est qu'au début du xiii^e siècle que les rois de France purent y ressaisir une domination effective.

1. Flodoard, éd. Lauer, p. 71-72.

mand, tous deux convoitant les domaines de Hugues le Grand dans le Ponthieu; mais Arnoul commence à redouter la prépondérance royale quand il voit, cette année même, les seigneurs lorrains, le duc Gilbert en tête, se révolter contre Otton I^{er} et offrir leur soumission à Louis d'Outremer. Que fait le comte flamand? Il s'efforce d'abord, de connivence avec les envoyés d'Otton, de faire refuser par le roi l'hommage des Lorrains, puis il s'empare par ruse du château de Montreuil, dont le possesseur, le comte Herlouin, avait été obligé quelques années auparavant de se soumettre à Hugues le Grand, fait captifs la comtesse et ses fils et les envoie outre-mer au roi Athelstan. Mais Herlouin s'est échappé et est allé demander secours à Guillaume de Normandie. Il revient avec une troupe normande, reprend Montreuil, extermine ou fait prisonnière la garnison d'Arnoul. Celui-ci ne le pardonnera pas à Guillaume Longue-Épée¹; en attendant, il dissimule. Les principaux chefs des Lorrains sont en effet revenus et ont fait leur soumission formelle à Louis²; en même temps une flotte envoyée par Athelstan est venue appuyer le souverain français et maladroitement, semble-t-il, ravager des terres du Boulonnais qui appartenaient à Arnoul. Le Flamand n'hésite plus; il se joint non seulement à Hugues le Grand et à Herbert, mais à Guillaume lui-même et tous se lient par serment au roi Otton (939).

Que n'a-t-on prétendu qu'ils devenaient tous ainsi les grands vassaux de la couronne de Germanie? du roi des Francs orientaux? Il est vrai que le terme fatidique de *committere* n'est

1. Les Normands rendirent Herlouin responsable de l'assassinat de Guillaume (voy. Dudon, p. 241).

2. « Se regi committunt » (Flodoard, ad an. 939, p. 72). — Faut-il entendre : ont fait *hommage* au roi? Certainement non dans le sens d'*hommage féodal*. — *Committere*, comme je le dirai encore plus loin, ne peut signifier à cette époque, et sous la plume de Flodoard, qu'*engager sa foi*, ce qui est du reste la signification vraie du terme latin, « se confier », « se fier ». Il s'agit donc d'un serment de fidélité, et la preuve s'en tire encore de ce que le même terme est appliqué dans le même passage aux évêques, qui ne faisaient pas alors *hommage*. Je ne conteste nullement, du reste, que *committere* dans Flodoard puisse être synonyme de *commendare* (cf. par exemple *Annales*, 927, p. 39 (*se committit*), avec *Hist. eccles. Remensis*, IV, 21 (*se commendavit*), mais la *commendatio* existait bien avant qu'il y eût des fiefs et elle a continué à subsister avec des formes, des modalités et des effets très variables, longtemps après que le régime féodal fut pleinement installé. — Je remarque, à cette occasion, que le mot *feudum*, comme le terme *hominium*, sont pour ainsi dire étrangers à Flodoard.

pas employé ici par le chroniqueur, qui ne parle que d'*accipere sacramenta pacti*, mais le sens n'apparaît-il pas le même quand on voit quelques années plus tôt, en 931, Herbert de Vermandois¹, l'année suivante (940) le même Herbert, Hugues le Grand et Roger de Laon *sese committere* au roi de Germanie², et les historiens traduire imperturbablement « lui faire hommage » comme à leur suzerain ? En réalité, dans toutes ces occurrences, ce ne sont pas ses vassaux qu'ils deviennent, ce sont ses *afies*, ses *pares*, dans le sens qu'avait le dernier terme dès le ix^e siècle et qu'il a gardé suivant moi aux deux siècles suivants³, ce sont des « princes » qui s'unissent et se soumettent à un roi.

Si Guillaume de Normandie et Arnoul de Flandre ne renouvelèrent point, en 940, leur serment à Otton I^{er}, ce n'est certainement pas pour avoir été retenus par quelque hommage prêté au roi de France. De ce que le premier, sous le coup d'une victoire des Bretons, se fut, dès le début de la même année 940, réconcilié avec Louis d'Outremer⁴, cet engagement de sa foi et les belles protestations dont Richer l'agrément⁵ ne l'empêchèrent pas de faire, quelques mois plus tard, cause commune avec Hugues le Grand et Herbert pour s'emparer avec eux de Reims, sur l'archevêque Artaud, que Louis venait d'y installer, et mettre le siège devant Laon, la capitale même du roi. Quant à Arnoul, il paraît s'être tenu dans une neutralité habile entre les deux souverains ; il ménagea le roi de France qui venait de reperdre la Lorraine et put se prévaloir, par exemple, de son autorisation pour remettre une grande abbaye en possession de biens usurpés⁶ ; il participa aux conciliabules que tinrent les coalisés à la fin de l'an 941 et dont les résolutions furent portées à Otton par Herbert de Vermandois⁷.

La position, du reste, n'était pas la même pour Hugues et

1. Flodoard, éd. Lauer, p. 49-50.

2. *Ibid.*, p. 77.

3. Voy. sur ce point essentiel *Origines*, t. III, p. 414-418.

4. Flodoard, ad an. 940 (*initio*), éd. Lauer, p. 75.

5. « Tanto ei consensu alligatus est, ut jamjamque aut sese morituum, aut regi imperii summam restitutum proponeret » (II, 20). — Emprunt évident à Dudon, qui ne cesse de représenter le roi de France comme l'humble protégé du duc des Normands (voy. par exemple éd. Lair, p. 199).

6. 8 juillet 941. Diplôme en faveur de Saint-Pierre de Gand (éd. Fayen, p. 68 et suiv.).

7. Flodoard, éd. Lauer, p. 83.

pour Herbert que pour Guillaume Longue-Épée et Arnoul. Les deux premiers poursuivaient la dépossession des Carolingiens au profit des Robertiens (depuis que Herbert avait abandonné l'idée de la poursuivre pour son propre compte¹), tandis qu'Arnoul et Guillaume voulaient à la fois élargir le champ où s'exerçait leur autorité et s'élever autant que possible au niveau de la souveraineté royale.

Une sorte de revirement venait de s'opérer (942) en faveur de Louis, grâce à une intervention inattendue du pape Étienne VIII, qui, par deux bulles successives, avait, sous peine d'excommunication, enjoint à tous les *principes* du royaume et tous les habitants de la Francie et de la Bourgogne de reconnaître Louis d'Outremer pour leur légitime souverain et de ne plus porter les armes contre lui². Rien prouve-t-il mieux que les rapports des *principes regni* avec le roi étaient de la même nature que les rapports des habitants du royaume, que c'étaient des rapports de souveraineté et non de suzeraineté féodale, de fidélité et non d'hommage contractuel? — L'impression produite par les injonctions pontificales paraît avoir été profonde sur Guillaume Longue-Épée. Il reçut Louis en souverain (*regaliter*) à Rouen, puis avec son beau-frère Guillaume Tête-d'Étoupe et des chefs bretons il l'accompagna sur l'Oise³. Il réussit même à réconcilier le roi avec Otton I^{er}. Autant d'actes qui inquiétèrent Arnoul dans sa politique de bascule, le firent se rapprocher de Hugues le Grand, le poussèrent à l'assassinat de Guillaume.

Et voici que par la subite disparition de son chef, la Normandie devient un champ de bataille pour la royauté et le principat, pour le roi qui voudrait ressaisir son autorité directe, pour les « princes » qui, les uns défendent leur autonomie, les autres s'efforcent d'étendre leur domination, ou de mettre même la main sur la couronne.

C'est à qui, de Louis et de Hugues le Grand, dépouillera le jeune Richard, sous couleur de le protéger, et se rendra maître du pays. Pour mieux atteindre le but, ils commencent par unir

1. Voy. *Origines*, t. III, p. 508 et suiv.

2. « Ad principes regni cunctosque Franciae vel Burgundiae habitatores, ut recipiant regem suum Ludovicum; quod si neglexerint et eum amplius hostili gladio persecuti fuerint, excommunicationis depromissurum interminationem » (Flodoard, ad an. 942, p. 83).

3. Flodoard, *Ibid.*, p. 84.

leurs efforts, en même temps qu'Arnoul est attaqué et vaincu par le comte Herlouin de Montreuil, à qui Louis avait confié la garde de Rouen. Mais l'union entre le roi et le duc n'a aucune chance de durer et chacun d'eux cherche à attirer le comte flamand à son alliance. Hugues prend les devants en lui faisant obtenir le pardon du roi pour le meurtre de Guillaume, et peut-être en lui facilitant l'acquisition de Douai¹. Et puis, ce sera au tour du souverain de réconcilier Arnoul avec Herlouin de Montreuil, moyennant l'abandon qu'il fait à ce dernier de la ville d'Amiens, en compensation de ce qu'Arnoul lui avait enlevé dans le Ponthieu². C'est que Hugues a levé le masque, lié partie avec les chefs normands, formé une coalition nouvelle avec les fils d'Herbert de Vermandois, détaché même Otton I^{er} de son beau-frère le roi de France. Arnoul prend la tête d'une expédition en Normandie dans le dessein évident d'aider le roi à reconquérir la souveraineté effective et avec l'espoir secret d'obtenir en récompense une extension de ses frontières occidentales dans le Vimeu et le Talou. C'est près d'Arques, précisément, qu'Arnoul a le premier engagement avec les Normands. Le roi et Herlouin viennent à la rescousse, Rouen est pris, le pays subjugué. L'affaire pourtant finit mal. L'année suivante (945), Louis est fait prisonnier par les Normands et livré à Hugues, qui semble toucher au but de son ambition, la royauté, comme jadis Herbert de Vermandois quand il détenait Charles le Simple.

Hugues le Grand est, de fait, le vrai maître du royaume. Il tient des assemblées solennelles (*conventus publicos*) avec les *principes* ou *primates regni*³ et procède finalement avec eux à une nouvelle intronisation du souverain. C'était proclamer sa déchéance du trône et son rétablissement par la seule volonté des grands, c'était réduire leur serment de fidélité à un vrai simulacre qui ne laissait au souverain que le nom (Flodoard le dit en termes exprès⁴) et leur réservait à eux-mêmes le pouvoir. Et ce sont ces grands, ces *primates* ou *principes* que les his-

1. Vanderkindere présume que la prise de Douai par Arnoul se place en 943 (*Formation territoriale des principautés belges*, t. I, p. 59, Bruxelles, 1902).

2. Richer, du moins, le laisse entendre : « Erluino Ambianum in recompensatione amissorum pro Arnulfo concessit » (Richer, II, 40).

3. « Idem princeps proinde conventus publicos cum nepotibus suis aliisque regni primatibus agit » (Flodoard, ad an. 946, p. 101).

4. « Qui dux Hugo, renovans regi Ludowico regium honorem vel nomen, ei sese cum ceteris regni committit primoribus » (*Ibid.*).

toriens parent pompeusement du titre de grands vassaux, ce sont leurs possessions qui auraient constitué des grands fiefs! Singulière féodalité, qui se réduit pour le suzerain au seul prestige du titre royal, du titre de successeur de Charlemagne!

Qu'Arnoul ait participé à tous ces actes, cela ne saurait être douteux, et son pouvoir, comme chef d'un État autonome, de la nation flamande, n'a pu que s'en accroître. Mais il ne lui importait pas moins de sauvegarder son indépendance à l'encontre du duc des Francs qu'au regard du roi. Louis était trop affaibli, Hugues trop puissant; il fallait rétablir l'équilibre. Rien de plus naturel donc qu'il se soit mis du côté du roi et se soit joint à lui pour assiéger Reims, de concert avec une armée de secours amenée par Otton I^{er}. Il n'agissait pas plus en vassal de l'un que de l'autre des deux souverains¹, mais en « ami juré », en allié, en partisan.

Aussi voyons-nous, pour prix de son concours, le roi l'accompagner au siège de Montreuil, qu'il voulait reconquérir sur le fils de Herlouin, Roger (947)². Montreuil n'ayant pu être pris avec l'aide du roi, c'est à l'aide de Hugues le Grand qu'Arnoul recourt, et cette fois avec succès (948)³, sauf à revenir à Louis pour s'emparer d'Amiens (949), avec son secours et à la faveur de l'excommunication qui venait de frapper Hugues⁴. — Conquête que la paix faite entre le roi et le duc (953) devait consolider jusqu'à la mort d'Arnoul.

Louis d'Outremer n'a guère survécu à cette paix et la puissance, l'indépendance du comte de Flandre ne pouvait que s'accroître par le changement de souverain. Lothaire était mineur, il n'avait que douze à treize ans. La royauté était, plus que jamais, dans la dépendance des grands et Arnoul tenait un des premiers rangs parmi eux. Durant les trente-six ans déjà écoulés de son gouvernement, il avait constitué, pièce à pièce, une véritable monarchie flamande, qui s'étendait de l'Escaut à la Canche, que défendaient Gand à l'une de ses extrémités et Montreuil à l'autre, qui, au sud, englobait Arras, Douai et Amiens.

1. Kalkstein l'a représenté, sans fondement, comme vassal probable du roi de Germanie, « warscheinlich sein Vassal » (*Geschichte des Französischen Königtums*, Leipzig, 1877, p. 254).

2. Flodoard, p. 105.

3. « Arnulfus castrum Monasteriolum, favente Hugone principe, capit » (Flodoard, p. 109).

4. Flodoard, p. 121.

Il se tenait en équilibre, entre le roi de la France orientale et le roi de la France occidentale; à l'un et à l'autre, il avait alternativement engagé sa foi et avait coopéré militairement avec tous deux. A la rigueur, on aurait pu dire que la Flandre était la marche des deux royaumes.

Est-ce pour cela que son chef n'est appelé, dans les diplômes de Lothaire, ni *noster comes*, ni *noster marchio*, mais *comes* ou *marchio*, *noster fidelis*¹? Fidèle, il l'était plus naturellement du roi carolingien que du roi saxon. Par sa propre ascendance et par l'ancien rattachement de la Flandre à la France occidentale, il devait voir en lui son souverain légitime, ne fût-ce que pour bénéficier du lustre de la couronne. Le premier acte de Lothaire que nous possédons est un diplôme qui confirme la restauration, par Arnoul, du monastère de Saint-Bavon, dont le patron était le patron national de la Flandre²; mais tout fait croire que c'est à Saint-Bavon même, et non à la chancellerie du roi, que l'acte a été rédigé³. De la sorte, l'autorité comtale était renforcée, sans rien perdre de son indépendance. Et, de même, les libéralités éclatantes faites par Arnoul à la cathédrale et à Saint-Rémi de Reims⁴ rehaussaient le prestige de sa dignité de carolingien, donnaient une grande idée de son opulence⁵ comme de sa dévotion aux saints, et témoignaient de sa déférence familiale au roi sacré à Reims.

D'autre part, ses relations avec la Germanie sont pour lui une source constante de force. Elles ne pouvaient que lui servir quand, après la mort de Hugues le Grand (17 juin 956), le frère du roi de Germanie Otton, l'oncle à la fois de Lothaire et des fils de Hugues, l'archevêque Brunon, fut appelé à gouverner le

1. Diplômes de Lothaire, éd. Halphen et Lot (Paris, 1908) : « *Fidelis noster Arnulfus comes* » (954, p. 3). — « *Venerabilis A. marchio abbasque* » (abbé de Saint-Bertin). — « *Inclutus markisus A, noster fidelissimus* » (962, p. 34). — « *Venerabilis comes A* » (963, p. 39). — « *Venerabilis comes A. noster videlicet consanguineus et regni nostri marchio nobilissimus* » (964, p. 47).

2. L'auteur de la translation de Saint-Liévin (XI^e s.) l'appelle : « *Dominum et patricium patriæ sanctum Bavonem, magnum totius Flandriæ patronum* » (*Translatio SS. Livini et Briccii*, Mabillon, saec. VI, t. I, p. 68).

3. Diplômes de Lothaire, p. 2, note.

4. Flodoard, ad an. 959, p. 147.

5. La tradition s'en est gardée : « *hac tempestate, Arnulfus marchio dominabatur Flandrensi provincie, vir valde opulentus, quolibet rerum possessione ... nummatus, et uberius substantiæ* » (*Vie de Gérard de Brogne*, Mabillon, V, p. 270; SS. XV, p. 669).

royaume et, pendant plus de neuf ans, à y exercer une telle autorité et une telle influence que son biographe contemporain est allé jusqu'à dire qu'il avait administré la Gaule comme une province que lui avait confiée Otton¹.

Je m'étonne que, dans de telles circonstances, un excellent érudit, M. Vanderkindere, ait pu émettre cette étrange proposition : « le jeune Lothaire, monté sur le trône en 954, avait obligé (en 962) Arnoul à résigner sa terre entre ses mains; le fait serait inexplicable, si des motifs graves n'avaient poussé le roi à cette détermination, et l'attitude d'Arnoul vis-à-vis d'Otton ne doit pas y avoir été étrangère². » « Inexplicable », en effet, le fait le serait à tous les points de vue, et par l'inconsistance du motif allégué et par l'impuissance certaine du roi d'imposer une telle résignation au comte. Aussi Flodoard ne parle-t-il que d'un acte volontaire d'Arnoul I^{er}³, et pouvait-il parler d'autre chose, à une époque où, non seulement les rapports du prince flamand étaient excellents avec le gouvernement du royaume, mais où son concours était nécessaire dans la lutte engagée entre le roi et Richard de Normandie?

M. Lot l'a parfaitement reconnu, tout en se trompant, selon moi, sur la véritable nature de l'acte. Ce n'est ni un legs⁴, ni un don⁵ ou une donation à cause de mort, sous réserve d'usufruit. Comment comprendre et justifier qu'Arnoul eût déshérité son petit-fils? Il est vrai que des essais de l'expliquer ont été tentés, mais combien insuffisants ou factices!

M. Lot s'était demandé d'abord si le *nepos* et homonyme d'Arnoul que, dans le même passage, Flodoard nous montre réconcilié par le roi avec le comte de Flandre, ne serait pas son petit-fils, qu'un fratricide lui aurait aliéné⁶, mais il a reconnu

1. « Gallia suo juri commissa provincia » (Ruotgeri *Vita Brunonis*, cap. 37; éd. Pertz, p. 36). Cf. *Ibid.*, p. 41-43.

2. *Formation des principautés belges*, t. I, p. 80, 2^e éd. — Cette opinion a été adoptée par le récent éditeur de Flodoard, qui l'accentue encore. M. Lauer y voit une *remise de fief au suzerain*, constituant « un retour au droit commun de l'époque immédiatement antérieure » (1), à laquelle « Lothaire avait dû être poussé par l'attitude même d'Arnoul trop favorable à la politique ottonienne » (note 1 sur Flodoard, p. 153).

3. « Tunc ipse princeps omnem terram suam in manu regis dedit, ita tamen ut ipse in vita sua inde honoratus existeret » (ad an. 962, p. 152-153).

4. Lot, *les Derniers Carolingiens*, p. 420.

5. Lot, *Fidèles ou vassaux*, p. 11.

6. L'éditeur de Flodoard, M. Lauer, a accepté l'identification avec le petit-fils

depuis qu'il s'était trompé et que le *nepos* dont il s'agit était un neveu d'Arnoul, né de son frère Allou, le comte de Boulogne, et brouillé avec son oncle parce que ce dernier avait fait périr, pour cause d'infidélité, un autre fils d'Allou¹.

Et quelle est alors la clef de l'énigme? La reconnaissance, a-t-on dit, envers Lothaire², ou le découragement provoqué dans l'âme d'Arnoul I^{er} par la mort de son fils Baudoin, et aggravé par l'inimitié de son neveu Arnoul³. Remarquez d'abord que cette dernière cause de découragement prenait fin par la réconciliation, mais songez surtout aux invraisemblances qui s'accroissent. Prêter tant de générosité et tant de faiblesse à un prince qui a fait preuve, au cours de sa longue existence, de tant de dureté de cœur, de tant d'énergie et de ténacité, cela semble déjà passer la mesure. Et que sera-ce si vous considérez l'acte qu'on lui attribue? Comment! Arnoul aurait non seulement déshérité, dépouillé son petit-fils au profit du roi, il aurait anéanti toute l'œuvre de plus de quarante ans de règne! L'œuvre de la création d'un principat pouvant aller de pair avec la royauté, la fondation d'une dynastie flamande, d'un lignage quasi-royal! Par gratitude ou par lassitude, il aurait tout abandonné! Ne le voyons-nous pas, au contraire, faire exactement l'inverse? N'avait-il pas manifesté le profond souci, qui lui tenait au cœur, de la pérennité de son œuvre, en associant son fils Baudoin à son pouvoir, comme le firent les rois de France de leurs fils, et, quand celui-ci vint à disparaître, en instituant non seulement un tuteur à son petit-fils, mais un régent à l'État flamand⁴, avec

d'Arnoul et il en a fait même l'assassin de son grand-oncle Allou, le propre frère de son grand-père (mort donc en 931). — Tant il est vrai que les meilleurs érudits peuvent se laisser égarer par des hypothèses décevantes.

1. M. Lot se rallie ainsi à l'opinion, sur ce point, de Leibnitz et de Vanderkindere. Voyez son article sur la « Mesnie Hellequin », *Romania*, XXXII (1903), p. 427.

2. Article de M. Lot cité à la note précédente : « Lothaire fit la paix entre les deux Arnoul et le vieillard qui venait de perdre son fils unique Baudoin III témoigna sa reconnaissance au souverain en lui léguant ses États (962) »

3. « Le vieil Arnoul, découragé par la mort de son fils aîné Baudoin et attaqué par son neveu Baudoin (?) de Boulogne, fit don de ses domaines au roi de France Lothaire, à charge d'en conserver l'usufruit » (Lot, *Fidèles ou vassaux*, 1904, p. 11. — Baudoin de Boulogne est un lapsus évident pour Arnoul de Boulogne).

4. Voyez la note généalogique écrite (fin du x^e ou début du xi^e siècle) sur le dos d'un diplôme de Lothaire : « Arnulfus major filium ejusdem Baldwini juniorem, scilicet Arnulfum, consanguineo suo Baldwino, cognomento

assistance d'exécuteurs testamentaires¹? Ne pourrait-on pas lui appliquer les vers du poète :

Le souci d'un pouvoir immense et légitime
L'enveloppe, il se sent rigide, dur, hai?

Ainsi s'explique la ligne de conduite, que révèle le double passage de Flodoard. Arnoul rétablit la solidarité troublée de son lignage, en se réconciliant avec son neveu, puis il cherche, pour sa dynastie, qu'un enfant en bas âge va représenter, une garantie, contre les périls extérieurs, dans un accord avec le roi Lothaire. Le vrai mobile et la vraie nature de l'acte, nous l'avons là.

De toutes les menaces du dehors, la plus grave venait, comme toujours, de la Normandie. Par la tutelle des fils de Hugues le Grand, que celui-ci lui avait confiée, Richard I^{er} prétendait, au dire de Dudon, et dominer la France² et subjuguier la Flandre³. Jamais peut-être, dans le passé, la rivalité des deux maisons n'avait été plus ardente et, pour la couronne même, l'ambition normande plus redoutable. Lothaire et Brunon n'en eurent pas moins conscience qu'Arnoul, qui venait de s'associer son fils Baudoin (957). Ils appuient Thibaut de Chartres dans sa lutte contre Richard et, quand le duc a cimenté son alliance avec les Robertiens en épousant la sœur de Hugues Capet (960), tous ensemble ils vont faire front contre les deux partis coalisés. Baudoin assiste au plaid que le roi a convoqué à Soissons (961) et, avec Thibaut et Geoffroy d'Anjou, il met en fuite Richard, qui est venu les attaquer, et l'oblige à se réfugier à Rouen.

C'est peu de mois après que Baudoin meurt (1^{er} janvier 962), laissant, pour unique descendant, un enfant en bas âge. Comment le vieil Arnoul ne se serait-il pas prémuni aussitôt, dans la mesure du possible, contre les dangers que cet héritier de son

Baldzoni nutriendum et custodiendum tradidit, eundemque Baldzonem regimini tocius monarchie, quousque junior Arnulfus cresceret, prefecit » (SS., IX, p. 304). — Dans le diplôme lui-même (5 mai 966), Baudoin Balzo est qualifié par le roi « noster ejusque consanguineus nutriciusque (nutricius = bajulus) Arnulfi pueri » (Actes de Lothaire, p. 61).

1. Charte du 28 mars 965 (lendemain de la mort d'Arnoul I^{er}) : « Theodericus comes et Baldwinus cognomento Baldo et Ericus et Everwinus ex voluntate et jussu senioris sui Arnulfi defuncti... » (Cartul. de Saint-Pierre de Gand, p. 78).

2. « Ricardo duce sagaci justoque legum moderamine terram pene totius Galliae salubriter regente » (Dudon, éd. Lair, p. 274, adde p. 263).

3. « Flandrenses minat et devastat » (Ibid., p. 265).

œuvre allait courir au jour prochain où il disparaîtrait lui-même?

Et ce n'est certes pas par un acte à la Gribouille qu'il a jamais pu songer à protéger son petit-fils, en le dépouillant au bénéfice de la couronne. Allié du roi dans un conflit armé, qui ne devait prendre fin que quatre ans plus tard, n'était-il pas tout naturel qu'il cherchât à assurer son appui et au jeune Arnoul et au tuteur qu'il allait lui nommer, en plaçant ses États dans le mainbour du souverain, sous la sauvegarde royale?

Quelques jours précisément après la mort de Baudoin, le 7 janvier 962, il avait obtenu de Lothaire la confirmation de la protection royale pour l'abbaye de Saint-Bertin, où son fils fut enterré¹. C'est cette même protection qu'il voulut procurer à l'héritier de ses États, et c'est pourquoi il fit ce qu'avait fait, six ans auparavant, le comte de Bourgogne, Gilbert, quand, se sentant près de sa fin et laissant une fille mineure, celui-ci avait confié son duché à Hugues le Grand, « monarchiam in manibus committens ». Arnoul plaça, de même, au cours de l'année 962, sa « monarchie » dans la main, sous la garde du roi². Et, de fait, aucun témoignage contemporain, ou immédiatement postérieur, ne met en doute qu'Arnoul II n'ait succédé directement et légitimement à son grand-père³.

Nous pouvons donc conclure, non seulement que l'acte rapporté par Flodoard n'a rien de commun avec un legs ou une donation, et moins encore avec une reprise de fief, mais qu'il fournit une preuve nouvelle que la Flandre, en ce temps, n'était point un grand fief de la couronne, sans quoi, en effet, la garde ou bail de l'héritier mineur aurait appartenu, de plein droit, au suzerain.

1. « Ut illud cum omnibus ad se pertinentibus sub perpetua eorum defensionis maneret securitate » (*Actes de Lothaire*, t. I, p. 34).

2. Voy. *Origines*, t. III, p. 259 et suiv., p. 340 et suiv. — Ducange a très bien senti qu'il ne pouvait s'agir d'autre chose, puisqu'il suppose que c'est « sous prétexte de garde royale » que Lothaire a tenté de s'emparer des possessions du jeune Arnoul II après la mort de son père (*Histoire des comtes d'Amiens*, éd. 1840, p. 127).

3. Hariulf, par exemple, dira : « Flandrensi Arnulfo dudum morte praerepto, et ejus potestatis haerede nati filio substituto » (éd. Lot, p. 153). — Il y a plus; un contemporain nous dit expressément qu'Arnoul avait institué son petit-fils pour son héritier :

« Hic jam longaevus deponens tegmina carnis,
Filius ut nati jussit fieri suus heres »

(Anglilramni, *Relatio S. Richarii*; Mabillon, saec. V, p. 563).

La suite des événements va nous permettre de vérifier la justesse de notre conclusion. Si Lothaire avait vraiment été institué par Arnoul I^{er} héritier de ses États, quelles résolutions, quelle attitude aurait-on pu attendre de lui, au moment de la mort du comte de Flandre? Il se serait approprié, — lui si soucieux de reconstituer le royaume franc, — fût-ce au prix d'une lutte acharnée contre les rebelles, le florissant comté qui échéait à la couronne. Au lieu de cela, que fait-il? Il occupe Douai, Arras, Saint-Amand, le pays en deçà de la Lys, il reçoit la soumission des chefs flamands, reconnaît sans difficulté le jeune Arnoul pour successeur de son père et puis s'en retourne à Laon, d'où il était venu. Et tout cela s'effectue en un mois, à peine, puisque Arnoul I^{er} est mort le 27 mars 965, et que, dès la fin d'avril, selon M. Lot¹, il y a paix et accord entre le roi et Arnoul II ou son représentant.

Le même historien assure, sans doute, que ce fut une véritable conquête d'une partie de la Flandre qu'opéra Lothaire, et qu'il ne consentit à renoncer à ses droits et à accepter Arnoul pour héritier de son père qu'à condition de « garder ses conquêtes »² et « à charge », par le jeune enfant, de lui « faire hommage »³. Or, de tout cela, pas la moindre preuve, je dirais presque pas le moindre indice, dans les documents historiques dignes de foi. Nulle allusion, ni dans Flodoard, ni dans les chroniques locales, à une résistance, à une lutte, à une conquête. Seuls les *Annales de Lobbes* (sous la fausse date de 963) et Sigebert de Gembloux parlent de dévastation⁴. Mais qui ne sait qu'à cette époque c'était la conséquence fatale de tout passage d'un corps de troupe, ami ou ennemi, et qu'en outre toute mutation de pouvoir emportait une sorte de *jus spolii*? — D'hommage, il n'en est pas davantage question. Flodoard, l'unique source authentique et sûre, ne relate que la soumission des grands (*proceres*)⁵ de la Flandre, et ce n'est que par une de ses paraphrases coutumières et sans valeur que Richer, qui suit pas à pas le récit de Flodoard, transforme cette soumission en

1. *Derniers Carolingiens*, p. 48, note 1.

2. *Ibid.*, p. 47.

3. *Fidèles ou vassaux*, p. 11.

4. *Annales Laubienses* (SS. IV, p. 17), ad an. 963 : « Arnulpho comite mortuo, Lotharius rex Francorum Flandrias vastat. » — *Chronicon Sigeberti*, ad an. 964 (in fine) : « Arnulpho sene Flandrensium comite mortuo, Lotharius rex Francorum graviter Flandrias infestat et vastat. »

5. Il les oppose nettement au *princeps*. Voy. le texte, *infra*, p. 31, note 1.

un serment prêté par Arnoul lui-même avec ses chevaliers, après que Lothaire lui eut généreusement octroyé l'héritage paternel¹.

Il n'en va pas mieux du prétendu abandon, — qui n'aurait pu être que très temporaire, — de l'Ostrevent et de l'Artois, auquel l'héritier légitime ou son tuteur se seraient résignés. Les termes d'*invadere*, d'*occupatio* des chroniques² s'entendent d'une incursion armée³, et l'on ne peut faire le moindre état du récit manifestement faux de Dudon, suivant lequel Richard de Normandie (alors en guerre avec Lothaire!) aurait fait restituer au jeune Arnoul son comté, confisqué par le roi pour refus de service⁴. Tout en rejetant ce récit, des érudits ont cherché, dans une restitution ultérieure, la preuve indirecte de l'abandon à Lothaire d'Arras, de Douai et de Saint-Amand, sans qu'ils aient pu se mettre d'accord sur l'époque et les circonstances de cette prétendue restitution. Selon les uns, elle aurait été presque immédiate, mais demeure purement conjecturale⁵; selon d'autres⁶, elle aurait été faite par Hugues Capet au profit du fils d'Arnoul II, ce que permettrait de supposer une lettre de Gerbert (qui me semble précisément exclure cette hypothèse)⁷.

A mes yeux, toute conjecture devient inutile, quand on s'en tient au témoignage certain de Flodoard, dans ses deux relations de 962 et de 965, si l'on entend la première d'une sauvegarde royale et si l'on remarque que la seconde est totalement muette

1. « Arnulfus Morinorum princeps hac vita decessit. Cujus terram Lotharius rex ingressus, filio defuncti liberaliter reddidit, eumque cum militibus jure sacramentorum sibi annectit » (Richer, III, 21).

2. *Ann. Elnon. Minores*, ad an. 966 (SS. V, p. 19) « Lotharius rex Atrebatum, Duacum, abbatiam S. Amandi et omnem terram usque Lis invadit. » — *Gesta episc. Camerac.*, I, c. 100 (SS. VII, 442), récit daté faussement de l'épiscopat de Tetdon (967-976), « ... irruens... cum omni occupatione invasit ».

3. M. Lot lui-même reconnaît que les chroniques flamandes ne disent rien d'une prétention de Lothaire à être l'héritier d'Arnoul I^{er} (*Derniers Carolingiens*, p. 46).

4. Dudon, éd. Lair, p. 294.

5. C'est l'opinion de M. Vanderkindere, t. I, p. 84.

6. Lot, *op. cit.* p. 219, note.

7. Il s'agit de la lettre à Adalberon dont je parlerai plus loin et qui, si elle concerne réellement Baudoin IV, ne le dit avoir été investi que des possessions de son père Arnoul. — M. Lot se fonde en outre sur la circonstance que des diplômes de Lothaire sont datés, l'un d'Arras (5 mai 967, en réalité 966), l'autre de Douai (976, plus exactement 975). Mais le seul fait que le roi ait séjourné ou passé soit à Saint-Vaast d'Arras, soit au château de Douai, est une preuve bien fragile qu'il fût maître alors de l'Artois et de l'Ostrevent. M. Vanderkindere a justement allégué en sens contraire des actes de disposition d'Arnoul II portant à la même époque sur ces régions.

sur un abandon quelconque. C'est en vertu de la sauvegarde que le protecteur a pris possession pour son protégé (comme celui-ci l'aurait fait lui-même, s'il avait été en âge) du pouvoir comtal, en opérant l'entrée solennelle, *introitus, ingressus*, usitée en pareil cas, en occupant des places fortes et en recevant le serment de fidélité des chefs subalternes. Dans cette tâche, il fut secondé par l'évêque de Laon, Roricon, son oncle naturel et son plus sage conseiller qui, en sa qualité de carolingien, put user de son influence sur les seigneurs de la Flandre wallonne¹ et prévenir l'anarchie que la minorité d'Arnoul aurait pu provoquer comme le fit plus tard la minorité de Baudoin IV. En agissant ainsi, le roi servait ses propres intérêts avec ceux de son protégé. Il s'assurait le concours des Flamands dans la lutte qui durait toujours contre Richard de Normandie, il prenait pied dans le pays, il y était reçu et pouvait y résider comme souverain, il tirait de sa garde les bénéfices et les avantages pécuniaires que procurait régulièrement aux rois l'exercice de leur mainbour, de leur *tuitio* ou de leur avouerie².

Si Arnoul II a eu moins d'activité et d'énergie que son père (ce qu'au fond nous ignorons)³, il profita des richesses acquises par lui, du prestige qui s'attachait à la dynastie et qu'il accrut par son mariage (vers 968) avec Rozala, fille de Bérenger II, roi des Lombards; s'il n'étendit pas les limites de son comté, il sut du moins les défendre⁴. Ses rapports avec Louis V sont passés sous silence par les chroniqueurs, et il est assez notable qu'il ne soit pas nommé ou signalé parmi les *principes regni* qui

1. Voici en effet pour clore cette discussion le texte de Flodoard qui est, ainsi que je l'ai dit, notre seule base historique solide : « Arnulfo principe decedente, terram illius rex Lotharius ingreditur, et proceres ipsius provincie, mediante Roricone praesule Laudunensi, eidem subiciunt regi » (éd. Lauer, p. 156).

2. Cela suffit largement pour expliquer que Lothaire ait pu trafiquer de l'abbaye de Saint-Amand en faveur de Rathier, qui revenait d'Italie les poches garnies d'or : « Venit ille, afferens secum auri et argenti non dicam pondera, sed, ut ipsius verbis utar, massas et acervos. Ex quibus a Lothario rege mercatus est sancti Amandi abbatiam; qua vix una nocte potitus, eam, ut erat mirae levitatis vir, derelinquens... » (Folcuin, *Gestes des abbés de Lobbes*, cap. 28; Migne, 137, c. 572).

3. M. Pfister l'a accusé à tort de lâcheté et de faiblesse (p. 44). Voy. la note suivante.

4. M. Lot vient de faire justice de la légende que c'est dès le x^e siècle et notamment grâce à la faiblesse d'Arnoul II qu'aurait été créée la Flandre impériale (*la Frontière de la France et de l'Empire du IX^e au XII^e siècle*, dans la *Bibl. de l'École des chartes*, t. LXXI, 1910, p. 5 et suiv.).

élurent et intronisèrent Hugues Capet. Peut-être n'est-ce pas sans quelque fondement que s'est perpétuée, dans les chroniques flamandes, la tradition qu'Arnoul II avait refusé de reconnaître le nouveau roi¹. En soi, le fait n'est point invraisemblable, de la part d'un descendant de Charlemagne qui ne devait pas voir seulement dans le Capétien un souverain illégitime, mais surtout aussi l'allié et le beau-frère du duc de Normandie, l'adversaire qui avait, en 980, envahi le Ponthieu et (qu'il lui eût ou non enlevé à ce moment Montreuil²) l'avait obligé, les armes à la main, de restituer les reliques de saint Valéry et de saint Riquier, patron de la région. Ne s'expliquerait-on pas de la sorte le rapport que la légende établit, au XI^e siècle, dans la vision fameuse de Hugues Capet, entre la victoire remportée sur Arnoul II et l'avenir prédit à la dynastie capétienne? Quoi qu'il en soit, la résistance n'a pas pu être longue puisque, dès le mois de mars 988, Arnoul II mourait, et que Hugues Capet s'empressa de faire épouser sa veuve par son propre fils Robert, déjà associé au trône. L'occasion même eût été séduisante de profiter du jeune âge de l'héritier du principat, pour mettre la main sur la Flandre et la réincorporer au royaume, s'il n'avait pas fallu compter avec la farouche indépendance des chefs flamands.

Rien ne s'oppose donc rationnellement à voir dans une lettre de Gerbert l'allusion à une investiture ou une confirmation faite par le roi en faveur de Baudoin IV³. L'esprit de rébellion des

1. Il n'y a pas lieu, en tout cas, de faire état du récit de Guillaume de Jumièges (t. IV, p. 19) suivant lequel Hugues Capet se serait emparé d'Arras pour punir Arnoul de lui avoir refusé le service militaire. Ce récit (M. Lot l'a reconnu, *Derniers Carolingiens*, p. 219, note 1) n'est qu'une transposition en 987 du conte imaginé par Dudon.

2. Ce point reste, à mes yeux, douteux. Hariulf ne parle que d'une démonstration armée pour amener Arnoul à la restitution des reliques, et l'auteur de la *translatio* de saint Valéry, qui raconte la prise de Montreuil avec des détails miraculeux (Mabillon, *Acta SS. Bened.*, V, p. 558; SS. XV, p. 695), écrivait au XI^e siècle, à une époque où cette place était devenue depuis longtemps la possession incontestée des Capétiens. La seule chose certaine est, en effet, que Montreuil se trouvait aux mains de Robert II quand il répudia Rozala-Suzanne, vers 992, et qu'il le retint indûment malgré cette répudiation. Était-ce un douaire que Robert lui avait constitué? Était-ce une dot qu'elle avait apportée, pour l'avoir reçue jadis en douaire de son premier mari? M. Lot tient pour la première opinion (*op. cit.*, p. 219, note 2). M. Pfister (*Robert*, p. 45) pour la seconde. Le texte de Richer (III, 87), le terme notamment de *dos* dont il se sert, se prêtent aux deux interprétations.

3. Il s'agit de la lettre de Gerbert à l'archevêque de Trèves Ecbert, dont j'ai parlé plus haut. Olleris la datait de 986-987, mais le récent éditeur des lettres de Gerbert, Julien Havet, a suggéré que le sigle Ar. devait désigner Arnoul I^{er},

milites qui y est mentionné¹ nous est attesté par l'auteur de la *Vie de saint Bertulfe*, mais l'anarchie intérieure² qui en naissait devait faire obstacle à un assujettissement étroit vis-à-vis de la royauté française. La signification du *donum regium* en ressort. On ne saurait l'entendre d'une concession féodale, d'une inféodation de la Flandre.

De même que les grands participaient à l'élection et à l'intro-nisation du souverain, de même celui-ci intervenait-il dans la transmission des principats qui appendaient au *regnum Francorum*, en recevant le serment de fidélité du nouveau prince. D'hommage féodal, nulle trace, ni à l'avènement, ni au cours du long règne de Baudoin IV, et les historiens qui se représentent la Flandre comme étant, dès cette époque, un grand fief, en sont réduits à des affirmations gratuites, dont voici un exemple.

En 999, le roi Robert et le comte Baudoin assiègent ensemble Laon, que défend contre eux l'évêque Ascelin ou Adalbéron. Le fait ne nous est connu que par cette laconique mention des petites *Annales* de Saint-Amand : « Robertus rex et comes Balduinus Laudunum obsederunt. » Cela a suffi pour avancer que, ce faisant, « Baudoin IV le Barbu remplit ses devoirs de vassal, en fournissant des troupes au souverain »³. C'est l'évidence même ! « Baudoin de Flandre, dit le même auteur, amena évidemment son contingent militaire, comme vassal⁴. » Avec de telles évidences, on referait l'histoire à sa guise. N'est-ce pas une autre évidence, et autrement forte, que les alliances, en ce temps, se faisaient et se défaisaient au jour le jour ? Je ne dirai pas pourtant que Robert et Baudoin étaient évidemment alliés. Mais je m'abstiendrai de tirer une conclusion juridique d'un fait aussi simple que la coopération armée du roi de France et du comte de Flandre contre un ennemi commun, tel que le traître Ascelin.

(Sera continué.)

Jacques FLACH.

dans ce passage : « omnia quae fuissent Ar. filium ejus regio dono accepisse » (éd. Havel, p. 104).

1. « In quo aliud solatium non habemus, nisi quod *milites plurimum ab eo dissimulare scimus* » (loc. cit.).

2. *Vita Bertulfi*, SS. XV, p. 638 ; Mabillon, *Acta S. S. B.*, III, 1, p. 60.

3. Lot, *Fidèles ou vassaux*, p. 12.

4. Lot, *Hugues Capet*, p. 194, note 2.

LE
CARDINAL DE NOAILLES
ET
L'ADMINISTRATION DU DIOCÈSE DE PARIS
(1695-1729).

(Suite et fin¹.)

Les séminaires.

Le véritable séminaire diocésain était alors le séminaire de Saint-Magloire, établi en 1620² dans l'ancien hôpital Saint-Jacques-du-Haut-Pas, « conduit », nous dit Saint-Simon, « par ce que les Pères de l'Oratoire avaient de meilleur dans leur congrégation, alors solidement brillante en savoir et en piété »³. Massillon avait été l'un des directeurs du séminaire; de 1680 à 1696, il eut pour supérieur le Père P.-Fr. d'Arèzes de La Tour, dont la direction et la capacité étaient fort appréciées. Ce séminaire, comme tous les établissements religieux de l'époque, servait de lieu de retraite aux laïques de distinction, et, depuis la révocation de l'Édit de Nantes, on y recevait des protestants dont on préparait la conversion. Sa réputation allait décroître à mesure qu'augmentait celle de Saint-Sulpice, qui, sous l'im-

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXIV, p. 261.

2. Arch. nat., MM 499. Fondé, dit le décret du 20 février 1620, « pro directione et instructione eorum qui se vocationi ecclesiasticæ dicant et destinant. »

3. *Mémoires*, t. VII, p. 85. D'après un arrêt du 22 juillet 1686 rendu pour l'union de curés et de vicaires à la congrégation de l'Oratoire (Arch. nat., E 1835), son principal objet était « d'élever des sujets dignes de servir l'Église dans les fonctions du sacerdoce et d'instruire ceux que Dieu appelle à ce saint emploi des devoirs et des obligations de leur ministère pour travailler conjointement, sous les sieurs archevêques et évêques, dans les diocèses où ils sont appelés à l'édification des fidèles et à l'administration des sacrements... »

pulsion de Godet des Marais, finit par éclipser l'Oratoire. Mais il était alors en pleine vogue, malgré ses tendances jansénistes, contre lesquelles s'élevaient les Sulpiciens et les Jésuites, ou à cause d'elles. Non seulement les Oratoriens avaient fondé à Paris, rue d'Enfer, un noviciat sous le nom d'« Institution », mais encore, de 1700 à 1740, ils ouvrirent en province trente collèges et douze séminaires¹. Ils fournirent plus d'un homme célèbre à la Révolution et Chaptal proposait à Napoléon, en 1804, de les reconstituer en disant « qu'ils avaient offert l'union des lumières, du patriotisme et de la tolérance »².

Non loin, se trouvait le séminaire de Saint-Louis, dans la rue d'Enfer, près du carrefour formé aujourd'hui par les rues Soufflot, Gay-Lussac et le boulevard Saint-Michel. Il était voisin du collège du Mans, transféré rue d'Enfer, en 1683, et plus tard réuni au collège de Clermont (lycée Louis-le-Grand). La maison qu'il occupait, démolie lors du percement du boulevard Saint-Michel et qui avait longtemps servi au casernement des troupes, avait été achetée en 1683³ par M. de Marillac, curé de Saint-Jacques-la-Boucherie; celui-ci contribua de ses deniers, ainsi que son successeur M. de Lauzy, à faire élever dans ce séminaire de pauvres écoliers n'ayant pas de ressources suffisantes pour entrer dans les grands séminaires. L'établissement, comme ses occupants, fut toujours très pauvre. Au moment de la Révolution, qui le supprima, il avait pour 17,000 livres de charges et seulement 10,000 livres de revenus⁴. Il recevait du roi une pension annuelle de 3,000 livres et du clergé de France une autre de 1,000 livres. Douze bourses gratuites, données au concours, étaient dues à la générosité de M. et M^{me} Pingré de Farinville⁵, qui avaient fait également bâtir la chapelle

1. Voir P. Chauvin, *les Oratoriens instituteurs*. Paris, 1889, in-12, et Paul Lallemand, *Histoire de l'éducation dans l'ancien Oratoire*. Paris, 1888, in-8°.

2. Voir É. Rendu, *Ambroise Rendu et l'Université de France*. Paris, 1861, in-8°.

3. Il existait déjà, avant 1683, dans une maison de la rue du Pot-de-Fer achetée par M. F. de Chansiergues, diacre, sous le nom de séminaire de la Providence. M. de Marillac avait, par testament du 23 février 1696, donné au séminaire deux maisons à Gentilly et 1,150 livres de rente (Arch. nat., M 202).

4. Arch. nat., S 6853 : fondation et titres de propriétés; H 3290-91, MM 497-98 : comptes (1719-1790); M 202 : fondations; MM 495-96 : registres de réceptions (1727-1788).

5. Jaillot, *Recherches sur la ville de Paris. Quartier du Luxembourg*, p. 39-44.

et le grand corps de logis¹; trois autres pour les jeunes clercs d'Aigueperse et de Riom avaient été fondées en 1727 par M. Fouet, docteur en théologie, une pour un prêtre du diocèse de Sarlat par A. du Cancelet en 1709, une autre enfin par Guérin, curé de Saint-Martial, en 1716².

Le cardinal de Noailles avait une prédilection marquée pour cette maison. C'est lui qui obtint, d'accord avec M. de Marillac, conseiller d'Etat, frère du promoteur du séminaire, les lettres patentes de décembre 1696 confirmant son établissement.

En qualité de supérieur de la maison, l'archevêque de Paris payait la pension de 30 à 40 clercs sur un total de 140 environ. Le cardinal avait en outre, en 1703, posé la première pierre de la chapelle qui, au dire de Jaillot, « était grande et bien ornée »³. Ce séminaire avait reçu, d'autre part, la bibliothèque de L.-B. Oursel⁴, chanoine et grand pénitencier de Notre-Dame, « qui était très curieuse ».

On enseignait au séminaire de Saint-Louis les humanités, la philosophie et la théologie; toutefois, le temps employé à ces études ne pouvait pas être compté pour prendre des degrés dans l'Université. L'archevêque Christophe de Beaumont fixa en 1773⁵ la pension à 25 livres par mois. Le séminaire était dirigé par des prêtres séculiers, dont un portait le titre de supérieur et les trois autres celui de directeurs; ils étaient logés, nourris, chauffés et recevaient une somme de 250 livres. Les cours avaient lieu du 10 octobre au 1^{er} août⁶.

Quant aux autres séminaires de Paris gouvernés par des congréganistes, ceux du Saint-Esprit, des Trente-Trois, des Missions étrangères, de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, de Saint-Sulpice, nous ne rappelons ici leur nom que pour mémoire, puisqu'ils n'étaient pas, quoi qu'on en ait dit, placés directement

1. M. Pingré, par testament du 11 avril 1704, avait fait pour légataire universel l'Hôpital général, à charge de remettre 40,000 livres au séminaire de Saint-Louis, ce qui fut fait le 22 novembre 1707 (Arch. nat., M 202).

2. Arch. nat., M 202.

3. Elle renfermait entre autres six tableaux de Jeurat, qui furent transportés au musée des Grands-Augustins.

4. Oursel mourut le 10 janvier 1730 à soixante-cinq ans (Hurtault et Magny, *Dictionnaire de Paris*, t. IV, p. 613). La bibliothèque du séminaire de Saint-Louis fut remise le 3 septembre 1791 à H.-S. Ameilhon, bibliothécaire de la municipalité (Arch. nat., S. 6853).

5. Arch. nat., H^o 3291.

6. Arch. nat., M 202 et S 6853.

sous l'autorité diocésaine, sans pouvoir échapper, bien entendu, à sa juridiction et à ses directions¹.

La réforme liturgique.

En ce qui concerne l'administration ecclésiastique, il importe de signaler la réforme liturgique du bréviaire entreprise par Harlay, continuée par Noailles et mise au point par Vintimille². Le bréviaire romain, dont la dernière édition, promulguée par la bulle *Divinam psalmodiam* d'Urbain VIII, datait du 28 janvier 1631, fut transformée par Harlay en Bréviaire parisien (édition de 1680), *Breviarium parisiense*; dans leurs éditions successives, Noailles, en 1714, et Vintimille, en 1736, accentuèrent encore la physionomie gallicane du Bréviaire, malgré les protestations des Jésuites et du Saint-Siège. Le pape entreprit à son tour, mais sans succès, une réforme du Bréviaire romain³, tandis que le Bréviaire parisien publié par Vintimille était adopté par trente-neuf diocèses⁴. L'archevêque Vintimille eut pour principaux collaborateurs Viger (ou Vigier), prêtre de l'Oratoire, Mesenguy, régent du collège de Beauvais, et Coffin, recteur de l'Université de Paris⁵. Les principales innovations étaient les suivantes⁶ : suppression d'une série de fêtes (la chaire de saint Pierre à Antioche, les octaves de saint Étienne, de saint Jean, des saints Innocents, de saint Jean-Baptiste, des saints Pierre et Paul, de la Conception, etc.), réforme dans un sens critique du lectionnaire, du responsorial, remplacement du psautier, œuvre de saint Damase et de saint

1. P. Schœnher, *Histoire du séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet* (1612-1908). Paris, 1909, 2 vol., t. I, ch. vi.

2. P. Batiffol, *Histoire du Bréviaire romain*. Paris, Picard, 1893, in-12, p. 267-275.

3. Benoît XIV nomma une commission à cet effet en 1741, mais elle n'aboutit pas.

4. Picot, *Ami de la religion*, t. XXV, p. 293. Dans le nouveau bréviaire, on avait remplacé l'invitatoire : *Tu es pastor ovium princeps apostolorum*, de la fête de la chaire de saint Pierre par celui-ci : *Caput corporis Ecclesiae Domini venite adoremus*.

5. Le mouvement avait été préparé par diverses publications, comme celles de Percin de Montgaillard, évêque de Saint-Pons, *Du droit et du devoir des évêques de régler les offices divins de leurs diocèses* (1686); de Foinard, ancien curé de Calais, *Projet d'un nouveau bréviaire* (1720), etc.

6. Voir la critique de ces innovations par dom Guéranger, *Institutions liturgiques*, t. II, p. 236, 282.

Jérôme (iv^e siècle), par les hymnes de Santeul et de Coffin, enfin restriction du culte des saints et de la Vierge.

La maison de retraite des prêtres âgés.

Pour les prêtres âgés et infirmes du diocèse, il y avait une sorte d'hôtel des invalides du clergé fondé par deux ecclésiastiques, Witasse, docteur en Sorbonne, professeur royal de théologie¹, et François Vivant, chanoine et grand chantre de la cathédrale². Ils avaient installé leur communauté, sous le nom de Prêtres de saint François de Sales, d'abord en 1680 sur les Fossés de l'Estrapade, dépendant de la paroisse Saint-Jacques-du-Haut-Pas, puis, en 1702, dans les bâtiments de la communauté supprimée des Filles de la Crèche, au carrefour du Puits-de-l'Hermite³. Le cardinal de Noailles aida de son influence cette fondation, à qui il octroya, par décision du 18 avril 1704, les revenus et bénéfices des Filles de la Crèche, puis ceux du prieuré de Saint-Denis de La Chartre. Les lettres patentes du 26 mai 1704⁴ reconnurent cette institution fondée « pour les prêtres qui ont servi dans les diocèses de notre royaume, particulièrement pour celui de Paris, pour y être aydés s'ils ont peu de bien et d'être pourvu à tous leurs besoins le reste de leur vie s'ils n'ont aucun bien. » Les prêtres âgés étaient admis dans la maison au sortir des paroisses du diocèse de Paris, et la fabrique de l'église qu'ils quittaient leur payait la portion congrue. En outre, une allocation leur était attribuée pour les messes obituaires et annuelles qu'ils étaient encore en état de célébrer. Le surplus de leur dépense était assuré par diverses menses⁵.

1. Né à Chauny le 11 novembre 1660, mort à Paris le 10 avril 1716.

2. Né à Paris en 1662, mort le 30 novembre 1739, il avait été curé de Saint-Leu, pénitencier, grand vicaire, chanoine et grand chantre, puis chancelier de l'Université.

3. L'entrée était vis-à-vis du refuge de Sainte-Pélagie. Les bâtiments furent annexés à l'hôpital de la Pitié, aujourd'hui démoli.

4. Arch. nat., S 1049.

5. Voir Arch. nat., H 3686, S 1048, S 1050. En 1753, la communauté acquit l'abbaye Sainte-Anne d'Issy et les prêtres de Saint-François-de-Sales en prirent possession en 1753 (cf. C. Le Clerc, *la Maison des champs du collège de Louis-le-Grand et l'abbaye royale de Sainte-Anne d'Issy*, dans les *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris*, t. XIII (1886), p. 29).

L'administration financière.

L'archevêque de Paris représente le clergé, avec les agents généraux¹, pour contracter les emprunts destinés à payer les dons gratuits au roi, et pour passer devant notaires des contrats de constitution de rentes. L'argent était reçu par le receveur général du clergé et porté au Trésor qui délivrait des quittances versées aux archives du clergé. C'est également le receveur général qui payait tous les six mois aux rentiers les intérêts garantis par tous les bénéficiaires du clergé, solidairement obligés par une contribution annuelle dont la somme lui était remise². Ces emprunts, d'abord peu importants, — le premier, qui eut lieu en 1686, devait servir à couvrir les frais de la conversion des protestants³, — se montèrent bien vite à des sommes considérables : cinq millions et demi en mai 1692, au denier 18, pour payer les douze millions du don gratuit au roi, trente-deux millions en 1710 et 1711, douze millions en 1715. Aussi les notaires qui passaient les contrats de rente s'enrichirent à ces opérations. Ceux qui réalisèrent les deux emprunts de 1710 et 1711 touchèrent 500,000 livres⁴.

En dehors des impositions annuelles consenties par les bénéficiaires pour répondre des rentes ecclésiastiques, le clergé payait, mais très irrégulièrement, un droit d'amortissement⁵. Ces paiements se faisaient quand le Trésor royal en avait besoin. Ainsi le clergé n'avait versé qu'en 1641 les arriérés de ce droit pour les biens acquis depuis 1620 et, en 1689, pour ceux acquis depuis 1641. Le droit d'amortissement fut, au XVIII^e siècle, réduit au cinquième de la valeur des biens pour les fiefs, et au sixième pour les censives⁶.

Les cardinaux jouissaient de certains privilèges pour le paie-

1. Les agents généraux du clergé formaient dans l'intervalle des assemblées un pouvoir permanent pour régler toutes les questions générales. Paris n'eut de représentant à l'Agence générale du clergé qu'en 1710 (*Rapports des agents généraux du clergé*).

2. *Traité des rentes sur le clergé de France*, 1724 (Arch. nat., KK 940).

3. Cans, *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme*, mai 1892.

4. Arch. nat., G⁸* 937 et G⁸* 1033 : comptes de nouvelles rentes.

5. Sur la législation de ce droit, voir Bibl. nat., ms. fr. nouv. acq. 1546; Joly de Fleury, 1638; de Laurière, *De l'origine du droit d'amortissement*, 1692, in-12, et Le Maistre, *Traité des amortissements*, 1675, in-4°.

6. Voir la déclaration de 1724 et l'édit de 1751 (Cans, *op. cit.*).

ment des « décimes ». C'est ainsi que s'appelait la quote-part de contribution à laquelle se taxait le clergé pour le paiement des intérêts des rentes. Un fonds spécial fut voté pour exempter en partie les cardinaux du paiement de ces décimes. Noailles bénéficia par lettres patentes du 30 janvier 1704 d'une remise de 6,000 livres sur ses décimes¹.

Il obtint également, en 1704, l'exemption de la redevance exigible pour les créations d'offices de « trésoriers, receveurs et payeurs du revenu des fabriques et confréries »². On sait que ces créations d'offices étaient un des expédients les plus souvent utilisés par le Trésor pour se procurer des fonds.

Le clergé était soumis enfin à la capitation, qu'il ne payait pas toujours régulièrement, et dont il finit par se racheter, en 1710, pour une somme de vingt-quatre millions. En 1709, les diocèses devaient 750,000 livres et celui de Paris, à lui seul, 200,000 livres³.

Dans les temps de disette ou de famine, l'appui du clergé ne faisait d'ailleurs pas défaut à la royauté. Ainsi, lorsque le roi demanda au cardinal de Noailles, par lettre du 8 février 1690⁴, de faire porter à la Monnaie l'argenterie des églises et des couvents en vertu de l'édit du 14 décembre 1689, celui-ci transmitt, le 16 février suivant, des copies de cette lettre à MM. les « doyens, abbés, prieurs, archiprêtres, curés, vicaires et supérieurs des églises du diocèse de Paris et aux dames abbesses,

1. *Actes, titres et mémoires du clergé*, 14 vol. in-4°. Paris, éd. de 1768, t. VIII, 1342.

2. Pour rembourser les offices créés, les marguilliers comptables des paroisses durent payer une somme totale de 100,000 livres. D'après le rôle des fabriques de Paris annexé à l'arrêt du Conseil d'État du 25 novembre 1709 (Arch. nat., AD XVII, 17), on voit que les quotes-parts variaient de 100 livres à 8,000 livres selon les paroisses. Les trois paroisses les plus taxées étaient Saint-Eustache, Saint-Paul et Saint-Sulpice (8,000 livres), puis Saint-Gervais, Saint-Germain-l'Auxerrois, Saint-Jacques-la-Boucherie (6,000 livres); venaient ensuite trois paroisses à 5,000 livres, quatre à 4,000 livres, une à 3,000 livres, trois à 2,000 livres, dix à 1,000 livres, dix à 300 livres, huit à 200 livres, enfin quatre à 100 livres (Saint-Victor, Sainte-Marine, Saint-Jean-le-Rond et Saint-Germain-des-Prés).

3. Arch. nat., Z¹, p. 10, Rôle du diocèse de Paris pour 1696, et L 401, Papiers du P. Léonard. L'imposition annuelle fut fixée pour le diocèse de Paris à 337,710 livres 5 sols 3 deniers pour un total de quatre millions votés par l'Assemblée du clergé de juillet 1695 pour tenir lieu de capitation. L'archevêque est inscrit sur cet état pour 2,234 livres.

4. Lettre du roi écrite à Mgr l'archevêque de Paris, duc et pair de France, commandeur des ordres du roi. Paris, Fr. Muguet, 1690 (Bibl. nat., Lb²⁷ 3968).

prieures et supérieures des communautés séculières et régulières », en prescrivant de faire un inventaire « tant de ce qu'il en faut conserver pour la décence du culte divin que de ce qu'on en peut employer au paiement des dettes ou à l'augmentation des revenus de chaque paroisse ou communauté ».

En vertu des statuts synodaux publiés en 1697¹, les marguilliers des paroisses devaient rendre régulièrement leurs comptes et les soumettre à l'archidiacre lors de ses visites. Mais, dans beaucoup de paroisses du diocèse, ces formalités n'étaient pas remplies, et l'archevêque dut plusieurs fois faire intervenir le Parlement pour obtenir satisfaction². Nous savons notamment, par un arrêt du 8 mars 1704 concernant la paroisse de Saint-Brice, que ces retards dans la reddition des comptes étaient dus aux exigences des procureurs fiscaux qui demandaient communication préalable des pièces justificatives pour pouvoir exiger des frais d'examen, de revision et de clôture de comptes. Il faut y ajouter la négligence des nouveaux marguilliers qui oublient de poursuivre les débiteurs des fabriques ou leurs prédécesseurs, dont ils sont le plus souvent parents ou alliés et dont ils craignent les représailles en matière de tailles et impositions.

Noailles paraît s'être occupé beaucoup des conditions matérielles du clergé en même temps que de sa situation morale. Il a fait paraître diverses ordonnances par lesquelles il fut défendu aux prêtres mendiants et aux prêtres étrangers de dire la messe et d'exercer aucune fonction dans le diocèse sans une permission donnée par écrit³.

Un règlement de l'archevêché du 30 mai 1693, homologué par arrêt du Parlement du 10 juin 1693, fixa les honoraires des curés, sans néanmoins, dit le texte, « empêcher les libéralités des riches à la discrétion desquels ou de leurs héritiers les curez se rapporteront, ni forcer l'indigence des pauvres, que nous sçavons et que nous voulons encore plus que jamais estre charitablement traitez par les curez »⁴. La taxe des

1. Voir aussi arrêt du Conseil privé du roi du 14 février 1662 par lequel il est ordonné que les marguilliers des paroisses dépendantes du diocèse de Paris rendront leurs comptes par-devant M. l'archidiacre ou ses préposés pendant le cours de leurs visites. Paris, A. Vitré, 1662 (Bibl. nat., Thoisy 331, fol. 262).

2. Arrêts des 31 juillet 1673, 6 février 1675, 24 août 1702, 8 mars 1704 (Bibl. nat., ms. f. fr. 23108).

3. Ord. du 5 avril 1696. Paris, L. Josse, imprimeur de l'archevêché, rue Saint-Jacques, à la Couronne d'épines (bibl. Mazarine, A 15415).

4. Bibl. Mazarine, A 10825, p. 4.

mariages était ainsi fixée : publication des bans, 1 livre 10 sols ; fiançailles, 2 livres ; célébration du mariage, 6 livres ; certificat de publication de bans, 5 livres ; honoraire de la messe, 1 livre 10 sols ; vicaire, 1 livre 10 sols ; clerc des sacrements, 1 livre ; bénédiction du lit, 1 livre 10 sols ; au total, 20 livres. Pour les convois, on distinguait les petits corps, au-dessous de sept ans, et les corps ordinaires, au-dessus de douze ans ; il y avait des droits supplémentaires en cas de transport des corps d'une église dans une autre. Beaucoup de familles riches avaient des caveaux dans les églises des couvents où elles avaient choisi leur sépulture, mais un arrêt du Parlement du 25 janvier 1669¹ prescrivit que les corps fussent au préalable portés à la paroisse. Soubise, qui en 1709 passa outre à cette formalité et fit enterrer directement sa femme au couvent de la Merci, faillit attirer de graves ennuis au curé de Saint-Jean-en Grève², sa paroisse.

La déclaration royale du 13 décembre 1698 exigeait la nomination, dans toutes les paroisses où il n'y en avait pas encore, de maîtres et de maîtresses approuvés par les évêques, et ces dispositions furent renouvelées par l'article 6 de la déclaration du 14 mai 1724. A Paris, par exception, le chantré du chapitre, comme l'écolâtre à Orléans, à Reims et à Amiens, conserve le droit d'approuver les maîtres d'école, de les destituer et de leur imposer des règlements. Il connaît de tous les différends qui peuvent survenir entre les maîtres et les maîtresses, qui ne doivent pas se pourvoir devant d'autres juges³. Mais l'exécution des ordonnances et jugements rendus par lui, comme en général de toutes les sentences rendues par les juges d'église, appartient aux juges royaux et les appels sont portés devant le Parlement.

De ces écoles que l'on appelait communément les petites écoles, il faut distinguer les écoles de charité, établies par les curés dans leurs paroisses et qui échappaient à l'autorité du chantré. Après de nombreux procès⁴, il fut adopté au sujet de ces dernières un *modus vivendi*⁵ qui laissait aux curés le

1. *Journal des audiences*, t. II, p. 682-683.

2. Saint-Simon, *Mémoires*, t. XIII, p. 81.

3. Arrêts du Parlement, 28 juin 1625, 19 mai 1628, 10 juillet 1632, 29 juillet 1650. Le chantré s'intitulait « collateur et directeur des petites écoles » de la ville.

4. Arrêts du Parlement des 29 mai 1647 et 25 mai 1667 en faveur des curés de Saint-Louis et de Charonne.

5. Transaction du 18 mai 1699. Voir Félibien, *Preuves*, t. III, p. 447-470, et

droit de nommer et destituer les maîtres et maîtresses, à seule condition d'obtenir du chantre des lettres accordées gratis; le chantre conservait seulement le droit de les visiter une fois par an en présence des curés¹. L'abbé Dorsanne fit en 1725 de nouveaux « statuts, ordonnances et règlements » pour ces « petites écoles de lecture, écriture, arithmétique et grammaire »².

Elles eurent à lutter contre la concurrence non seulement des écoles de charité, mais aussi des maîtres écrivains et des « soi-disant mathématiciens » et contre les Frères des écoles chrétiennes. Un arrêt du Conseil d'État du 9 mai 1719, confirmant celui du 23 octobre 1717, maintint les maîtres des petites écoles dans le droit d'enseigner « l'orthographe, l'arithmétique et tout ce qui en est émané, comme les comptes à partie double et les changes étrangers »; cet enseignement était défendu aux maîtres écrivains à peine de 500 livres d'amende, dont la moitié pour l'Hôpital général. Quant aux Écoles chrétiennes, elles furent ouvertes sous le patronage de J.-B. de la Salle, qui, déjà condamné par arrêt du 22 avril 1704 à 50 livres d'amende envers l'Hôtel-Dieu pour avoir ouvert des écoles³ sans la permission du chantre, reçut défense à nouveau, par arrêt du Parlement du 5 février 1706, d'établir une communauté sous le nom de « séminaires des maîtres des petites écoles ».

Les revenus du diocèse.

L'archevêque de Paris avait comme suffragants les évêques de Chartres, d'Orléans et de Meaux; on y ajouta en 1697 celui de Blois⁴. Il avait dans son diocèse 23 chapitres, dont 7 dans

M. Fosseyeux, *les Écoles de charité à Paris*, dans les *Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris*, 1912.

1. Voir aussi divers arrêts concernant les écoles de charité et le chantre au t. II du *Recueil tiré des procédures civiles faites en l'officialité de Paris*, par P. de Combes, greffier. Paris, 1705, 2 vol. in-fol.

2. Arch. nat., L 515. Dorsanne consacra à la fondation d'écoles une somme de 20,000 livres qui lui avait été léguée par Delaistre, maître de la Chambre aux enquêtes, par testament du 25 mars 1714; l'archevêque y joignit 5,000 livres; 25,000 livres au denier 25 produisaient 4,000 livres de rente ainsi départies : 200 livres à Saint-Cloud, 200 livres à Maisons, 400 livres à Créteil, 200 livres à Ouzouer-la-Ferrière. (Fondation et constitution de S. E. le cardinal de Noailles pour les écoles dans le diocèse de Paris, 9 septembre 1719.)

3. Notamment rue de Beaune, près le Pont-Royal.

4. Voir le plan des anciennes paroisses dressé par Minard entre 1720 et 1729, reproduit par Bournon dans ses additions à Lebeuf, le plan de l'archevêché

Paris, 31 abbayes, 78 prieurés, 414 cures, 256 chapelles, 34 maladreries. Il était imposé en cour de Rome pour 4,283 florins. Ses revenus étaient estimés à 100,000 livres et ceux du chapitre à 180,000 livres¹, d'après l'état fourni par les bureaux de la généralité; un autre document de la fin du xvii^e siècle² donne les chiffres de 80,000 livres pour l'archevêché et 150,000 pour le chapitre. L'Almanach royal de 1741 indique 130,000 livres pour les revenus de l'archevêché. Enfin, à la veille de la Révolution, les revenus de l'archevêché de Paris sont estimés 200,000 livres.

Comme l'archevêque de Paris ne peut pas cumuler les bénéfices, il se trouve, malgré les gros revenus de son siège, en réalité moins avantagé que plusieurs de ses confrères. Ainsi Noailles recevait moins que le cardinal de Coislin à Orléans, dont l'évêché rapportait 24,000 livres, mais qui, avec tous ses bénéfices, passait pour avoir un revenu de 120,000 livres, moins surtout que le cardinal de Fürstenberg, à qui on attribuait en revenus, pensions et bénéfices de toutes sortes, 700,000 livres. Il est vrai qu'à Paris, aux revenus proprement dits, il faut ajouter le produit des lods et ventes du domaine seigneurial, ce qui fait monter le revenu total à 600,000 livres³. En effet, bien que son pouvoir temporel fût grandement diminué, l'archevêque recevait encore à la fin du xvii^e siècle l'hommage et les redevances de fiefs assez nombreux à Paris et aux environs⁴.

Le plus considérable était celui de la Grange-Batelière; l'éten-
due en était autrefois fort considérable⁵, mais ses possesseurs le
lotissaient de plus en plus, à cause de l'augmentation du prix

de Paris avec ses trois archidiaconés paru chez Danet en 1722 (Bibl. nat., G^{re} 2937) et surtout Denis, *Pouillé du diocèse de Paris*. Paris, 1767, in-fol.

1. A. de Boislisle, *Mémoire des intendants sur l'état des généralités*. I : *Généralité de Paris*. Paris, Impr. nat., 1881, p. 21, et J. Pelletier, *Recueil général des bénéfices de France*. 1692, 88 p. (bibl. Mazarine, 36424, p. 3).

2. Bibl. nat., Cinq Cents Colbert 157, fol. 86-99.

3. Nous ne mentionnons que pour mémoire le droit de coutume et tierce semaine sur le poisson de mer, dont les arrérages étaient dus depuis 1693 par la communauté des jurés vendeurs de marée et qui fut réuni au domaine par arrêt du 15 avril 1704 moyennant une indemnité de 600 livres.

4. Bibl. hist. de la ville de Paris, ms. 26823. Inventaire des titres de l'Archevêché de Paris en 1758 (sous Christophe de Beaumont).

5. Voir Mentienne, *le Fief de la Grange-Batelière*. Paris, Champion, 1910, in-8°.

des terrains dans cette partie de la ville qui se couvrait d'hôtels et de constructions neuves. L'archevêque s'éleva, en qualité de seigneur suzerain, contre ce morcellement contraire aux textes de la Coutume de Paris, mais ses protestations furent vaines et déjà Paris s'agrandissait vers l'ouest.

A la Grange-Batelière, il faut ajouter d'autres petits fiefs de moindre importance : celui de Poissy, se composant de menus cens à prendre sur des maisons situées dans les rues de la Monnaie, de Béthizy, Thibaudotez, des Lombards, de Gesvres, Planche-Mibray, etc., et concédées pour la plupart aux Chartreux; le fief Popin, dans le même quartier; le fief des Francs-Roziers, tenu par Messieurs de la Sorbonne; le fief des Tumbes, grande rue du faubourg Saint-Jacques¹; puis, dans la banlieue, le fief du Roule, dont les terres s'étendaient sur le Roule, la Villeneuve, la Ville-l'Évêque, Clichy; les dîmes de l'hôtel de la Cervoise à Saint-Denis; les dîmes de Bonneuil; la seigneurie de Chenevières sur la rivière de Marne; de Clayes; la baronnie de Conflans-Sainte-Honorine, avec droit de passage et traversée par eau.

Mais le domaine le plus important était la duché-pairie de Saint-Cloud², concédée à l'archevêque de Paris, à titre héréditaire, en 1674, par lettres patentes du mois d'avril enregistrées seulement le 16 août 1690. A cette seigneurie étaient attachés divers droits, comme celui d'épave, consistant en attribution au profit de la seigneurie des marchandises trouvées dans son étendue au bout de six semaines; celui de pêche sur la Seine, depuis le ru de Sèvres jusqu'au lieu dit le « morblan », consistant en une location de 6 livres par an payée par chaque pêcheur pour avoir la faculté de pêcher dans cette partie réservée³; celui de moulin banal, consistant en une redevance annuelle de 360 livres à prendre sur le moulin de Saint-Cloud, établi sur le pont, et de

1. Il y avait contestation pour le fief de Saint-Mandé, rue de Cléry, réclamé par le roi, l'archevêque, les religieuses de Sainte-Catherine. Cf. arrêts des 26 janvier 1692, 5 mai 1693, 12 septembre 1693, 6 juillet 1700, 29 juin 1706 (Arch. nat., L 436).

2. Bibl. hist. de la ville de Paris, ms. 25990. État des biens et revenus fixes casuels de l'archevêché à cause du duché-pairie de Saint-Cloud (vers 1781); et Arch. nat., S 1268 bis. Inventaire des titres de la seigneurie rédigé par Pensar, garde des archives de l'archevêché (vers 1785).

3. Arrêt du Parlement du 16 juin 1659 et sentences de la prévôté de Saint-Cloud des 11 janvier 1661, 10 septembre 1753, 6 juillet 1754 (Arch. nat., L 437).

four banal¹; celui de batelage de Saint-Cloud à Paris et vice versa, affermé dès 1612, contesté par les échevins de Paris en 1711, mais maintenu à l'archevêché par arrêt du 7 août 1714²; celui d'étalage pendant la durée de la foire annuelle, consistant en une taxe variable suivant les marchandises et les terrains concédés.

L'archevêque possédait encore aux environs de Paris :

1° Le prieuré de Chalifert³, sur la Marne; c'était, sous le vocable de saint Jacques, un ancien prieuré de Marmoutier, cédé par voie d'échange à Saint-Magloire en 1182, uni à l'évêché en vertu des bulles de Pie IV (1^{er} septembre 1564) et de Grégoire XIII (1575), portant suppression de l'abbaye de Saint-Magloire. Mais la prise de possession du prieuré par l'abbé Chevalier, procureur du cardinal de Noailles, n'eut lieu que le 15 juillet 1721 par suite de la vacance du dernier titulaire, Simon Grostète. Les terres du prieuré s'étendaient sur les territoires des paroisses de Chalifert et de Jablines, en huit pièces d'une totalité de 15 arpents, 36 perches $\frac{3}{4}$ ⁴, qui se trouvaient en 1744 dans la censive de J. Chastenot, marquis de Puységur, comte de Chalifert, Jablines, etc. Quant à la chapelle, située en pleine campagne, à 500 pas du village de Chalifert, elle n'était plus qu'une ruine au XVIII^e siècle : lors d'une visite du 4 août 1730, elle comprenait une nef de 9 toises sur 4, avec les deux murs; mais il n'y avait plus ni portes, ni fenêtres, ni vitres, ni couverture et ne pouvait servir que de repaire aux brigands; un arrêt du Parlement du 7 septembre 1733 déchargea l'archevêché de l'obligation des réparations et une sentence de l'official de l'évêché de Meaux du 31 mars 1734 en autorisa la démolition⁵.

1. Arrêts du Parlement des 22 février 1712 et 12 juin 1733, confirmant ceux des 7 septembre 1658 et 8 septembre 1668, enjoignant aux habitants de Saint-Cloud de porter leurs pâtes au four banal, avec défense de les faire cuire ailleurs ou chez eux à peine de confiscation et de 500 livres d'amende (Ibid.).

2. La galiote de Saint-Cloud partait du Pont-Royal et le parcours coûtait 5 sols. Vintimille eut encore diverses difficultés à ce sujet avec l'inspecteur des bachoteurs de la ville. Le service n'avait lieu qu'en été, de Pâques à la Toussaint.

3. Cant. de Lagny, arr. de Meaux (Calliferium, Carolifirmitas, Califernum). Sur ce prieuré, voir dom T. Duplessis, *Histoire de l'église de Meaux*. Paris, 1731, 2 vol. in-4°, I, 190; II, nn. 144 (1181), 146, et l'article Chalifert, dans l'*Almanach de Seine-et-Marne*, par Lhuillier (1877), p. 113-116, et Arch. nat., S 1151.

4. Arch. nat., S 1151. Voir plan dressé le 30 juillet 1784.

5. Arch. nat., S 1151. Les matériaux furent vendus au profit de la paroisse

2° Le prieuré de Briis-sous-Forges¹, ancien prieuré de Saint-Magloire, était fondé sur des terres que cette maison avait possédées au XII^e siècle. Il avait été uni en 1622 à la cure de Courson, puis pour moitié en 1707 à l'archevêché. Le revenu de ce prieuré consistait en grosses dimes² perçues annuellement sur toutes les terres dépendant des paroisses de Briis, Vaugrigneuse, L'Orme-le-Gras, Maschery, La Fontaine, ainsi que sur les paroisses de Forges, Launay-Courson, Saint-Maurice, Sanvry, Limours, Angervilliers. Launay-Courson avait été détaché en 1618 de la paroisse de Briis pour former celle de Vaugrigneuse et n'était devenue paroisse indépendante qu'en 1668³. Le château de Launay-Courson appartenait au début du XVIII^e siècle à M. de Basville et comprenait un parc de 400 arpents de bois plantés par le premier président de Lamoignon.

3° La maison seigneuriale de Versailles, ancien prieuré de Saint-Magloire, également cédé à cette abbaye vers 1182 par les moines de Marmoutier en échange du prieuré de Lehon en Bretagne, en même temps que l'église Saint-Martin de Chaumont et le prieuré de Chalifert, puis uni à l'évêché par bulles du 1^{er} septembre 1564 lors de la suppression de Saint-Magloire⁴.

4° Le prieuré de Tournan, dépendant autrefois de l'abbaye de Saint-Maur-les-Fossés, loué successivement 1,570 livres en 1715, 1,700 livres de 1720 à 1735, plus tard 2,000 livres et jusqu'à 4,200 livres en 1782⁵.

5° Dans le diocèse de Chartres, à Montfort-l'Amaury, depuis 1652⁶, le prieuré de Saint-Laurent, ancien prieuré de Saint-Magloire, qu'il ne faut pas confondre avec un autre prieuré

où fut transféré le service qui consistait en une messe par semaine et un office solennel le jour de la fête de saint Jacques le Majeur, pour lequel l'archevêché servait à la paroisse une somme de 12 livres.

1. Cant. de Limours, arr. de Rambouillet (Bragium). Voir Rob. du Mesnil, *Notice historique sur Briis-sous-Forges*. Paris, 1886, in-16, 64 p., et Lebeuf, *op. cit.*, t. III, p. 444-447.

2. Les arrêts du Parlement des 30 juin 1663, 23 août 1664, 29 août 1689 avaient fixé à 20 sols par arpent de bois ou arbre fruitier le droit de dime.

3. Voir Arch. de l'Assistance publique, legs Noailles, carton 16.

4. Lebeuf, *op. cit.*, t. III, p. 192-194, et dom Beaunier, *France monastique*. Paris, Poussielgue, 1905, in-8°, t. I, p. 163.

5. Arch. nat., S 1175. Tournan, ch.-l. de cant., arr. de Melun (Seine-et-Marne). Voir Lebeuf, *op. cit.*, t. X, p. 316-331, et dom Beaunier, *op. cit.*, t. I, p. 163.

6. Voir le *Prieuré de Saint-Laurent de Montfort-l'Amaury*, par A. de Dion. Rambouillet, 1888, in-8°, 133 p. (extr. des *Mémoires de la Société archéolo-*

sous le vocable de saint Nicolas, qui était à la nomination du seigneur du lieu. On voit encore, au pied des ruines du donjon, les débris de la chapelle du prieuré, détruite au commencement du XIX^e siècle et qui d'ailleurs était très exiguë; elle n'avait guère que 200 mètres de superficie et se composait de trois courtes nefs, un transept où s'élevait un clocher carré et un petit chœur terminé par une abside; les bâtiments claustraux, également très restreints, ne pouvaient être habités que par quelques moines¹. Le revenu du prieuré était de 1,450 livres en 1695. Les réparations étaient une lourde charge pour l'archevêché. Nous savons par une visite pastorale de l'évêque de Chartres, le 25 mai 1696, que l'église tombait alors en ruine; un arrêt du Conseil d'État du 29 mai 1703 condamna le cardinal de Noailles à faire exécuter les réparations nécessaires. Il en fit quelques-unes, mais il obtint aux Requêtes du Palais, le 26 janvier 1707, une sentence par défaut contre Fr. Le Selguerre, curé de Montfort, le déchargeant de fournir la portion congrue du curé et de faire les réparations au chœur², à condition d'abandonner les grosses dîmes de la paroisse. Le curé se mit en possession de ces dîmes et les afferma le 15 mai 1708 pour 450 livres. La question des réparations n'était pas tranchée; le procès continua pendant quatre ans, de 1716 à 1720, entre les habitants, les marguilliers, le curé et l'archevêque; enfin un arrêt rendu en Parlement le 16 mai 1720, tout en donnant gain de cause à l'archevêque en lui abandonnant les dîmes

gique de Rambouillet, t. VIII]; voir aussi *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris*, t. XV, p. 190, et *Revue des Sociétés savantes*, 1881, p. 137-141.

1. L'archevêque J.-F. de Gondy prit possession du prieuré par acte du 17 mai 1652, mais il mourut le 26 mars 1654; son neveu, coadjuteur, le cardinal de Retz, qui devait lui succéder, était alors prisonnier au château de Vincennes, puis s'évada et se réfugia à Rome; il ne donna sa démission qu'en 1662. Pendant ce temps, les revenus de l'archevêché furent mis en économet et J. Amyot, prêtre, obtint la possession du prieuré malgré l'opposition de l'économe séquestre. Mais, en 1663, l'archevêché fut remis en possession du prieuré et de ses revenus malgré les réclamations d'Amyot (cf. « Factum pour M^r J. Amyot, prestre, prieur commandataire du prieuré de Saint-Laurent de Montfort-l'Amaury, contre M^r Charles Martineau, œconome de l'archevêché »).

2. D'après l'édit d'avril 1695, les réparations du chœur et du clocher étaient à la charge des décimateurs, celles de la nef à la charge des fideles (cf. Piales, *Traité des réparations et reconstructions des églises et autres bâtiments dépendant des bénéfices*. Paris, 1762, 4 vol. in-12, et G. Hardy, *Administration des paroisses au XVIII^e siècle; la réparation des bâtiments ecclésiastiques*, dans la *Revue d'histoire moderne*, 1911, n^o 1).

et le déchargeant à l'avenir du traitement du curé et de son vicaire et des réparations du chœur, lui enjoignit de procéder à toutes les réparations qui seraient déterminées par les experts afin de rendre aux habitants l'église en bon état. Les réparations furent exécutées de 1720 à 1721. A la mort du cardinal, les héritiers furent requis de réparer à nouveau les bâtiments, et nous avons le devis des travaux de maçonnerie exécutés en 1731 à l'église Saint-Laurent, à la maison du prieuré et à la maison de Méré. Le domaine prit alors de la valeur, car le bail du 30 décembre 1734 consenti par Mgr de Vintimille¹ s'élève à 5,600 livres.

Rappelons ici pour mémoire que l'on trouve des renseignements précieux pour la topographie parisienne dans un dossier conservé aux archives de l'Assistance publique de Paris; il concerne les indemnités dues par le roi à l'archevêché² au sujet des « maisons et emplacements » acquis par Richelieu, de 1636 à 1642, pour la construction du Palais Cardinal, savoir : le jeu de paume de l'Hermine et la maison « du nom de Jésus », rue Saint-Honoré, achetés 40,000 livres à la veuve Canto; la maison du Pourcelet, achetée à Thieriot, architecte; la maison voisine, achetée aux héritiers Langlois; une cour, un bâtiment et des écuries formant le derrière de la maison de l'Ours; une place et un jardin derrière la maison du Chapeau-Rouge; une place dépendant de la maison du Cygne, vendue par les Quinze-Vingts; une place ayant, derrière un jeu de paume, son entrée par la rue Saint-Honoré; une autre place dans la cour d'une maison, rue Saint-Honoré, où logent les chevaux de Mademoiselle; la maison de l'Ours, achetée à M. de Verthamont, et diverses autres places situées derrière des maisons de la rue Saint-Honoré; le total de ces treize contrats s'élève à une somme de 154,944 livres 3 sols 4 deniers, à laquelle il faut joindre l'hôtel de Sillery³ acheté 150,000 livres au commandeur du même nom par contrat du 22 mars 1640, en façade sur la rue Saint-Honoré et occupant toute la partie comprise entre les rues Saint-Thomas du Louvre

1. Arch. nat., S 1153.

2. Arch. de l'Assistance publique, legs Noailles, carton 16.

3. Par testament du 23 mai 1642, le cardinal légua au roi cet hôtel pour faire une place devant le Palais Cardinal. Cet hôtel se trouvait moitié dans la censive de l'archevêché, moitié dans celle du chapitre de Saint-Thomas-du-Louvre.

et Fromenteau, soit un total de 304,944 livres 3 sols 4 deniers.

Les opérations de voirie nécessitées par l'établissement de la place Vendôme sont également précisées. L'hôtel de Vendôme a été acheté par le roi avec les cours, jardins, manège, pavillons et dépendances, ainsi que 138 toises de place, pour 600,000 livres, par contrat du 4 juillet 1685; un arrêt ultérieur du Conseil d'État du 8 mai 1686 a déclaré que l'intention du roi n'était pas d'unir l'hôtel à son domaine, mais de former une place destinée à sa statue équestre; par un autre contrat du 19 avril 1698, les Capucins ont délaissé au roi l'emplacement de leur ancien couvent, en échange du nouveau qu'il leur avait fait bâtir; enfin le roi, par contrat du 8 mai 1699, a cédé à la Ville la superficie de l'emplacement de l'hôtel de Vendôme et de l'ancien couvent des Capucins restée disponible pour élever sur la place des édifices avec les rues « d'entrée et d'issue », et, en outre, l'obligation de bâtir un hôtel pour le logement des mousquetaires au faubourg Saint-Antoine; la Ville traita à cet effet avec un nommé Masneuf (4 mai 1699) qui s'engagea à faire valoir les terrains jusqu'à concurrence de 620,000 livres et, en outre, à faire construire les édifices destinés à former la façade de la nouvelle place.

Notons encore le prix de vente de l'hôtel de Senneterre, rue Neuve-des-Petits-Champs, vendu 200,000 livres par le duc de La Ferté à M. de La Feuillade pour l'établissement de la place des Victoires (3 décembre 1683); de celui de l'hôtel Séguier, adjugé par arrêt de décret du 1^{er} août 1691 à De Lorme, procureur, au profit de Pierre Domergue, adjudicataire des gabelles de France et cinq grosses fermes; cette adjudication ne réussit d'ailleurs pas, ce qui eut pour résultat de faire tomber dans le domaine royal cet hôtel qui devint l'hôtel des Fermes; l'hôtel de la Chancellerie, délaissé au roi par le sieur de Bourvillais et estimé 300,000 livres.

Quant aux chiffres des indemnités réclamées par l'archevêque pour toutes les maisons comprises dans sa censive¹, qui se montaient à 277,836 livres 8 sols 8 deniers, et avec les intérêts à 654,036 livres 8 sols 8 deniers, les officiers du domaine en contestèrent le montant et prétendirent la réduire à 27,783 livres dont il serait constitué une rente d'environ 600 livres²; l'ar-

1. Voir A. Brette, *Atlas de la censive de l'archevêché de Paris*. In-fol., 1910.

2. Suivant la déclaration du roi du 22 septembre 1722 en interprétation de l'édit de 1667.

chevêque fit établir un mémoire en réponse à leurs objections par l'avocat Guérin de Richeville (1722); l'affaire fut portée devant le Conseil du roi et un mémoire adressé au duc d'Orléans (1723); elle n'était pas résolue quand fut ouverte la succession du cardinal.

La mort et la succession du cardinal.

Noailles mourut le 4 mai 1729. « On l'a vu à découvert le jour de sa mort », écrit Barbier¹; « le jeudi et le vendredi, on l'a vu dans son lit de parade, et, le samedi matin, à onze heures, on a fait l'enterrement, qui, à cause de la pluie, n'a fait d'autre tour qu'au sortir de la rue Notre-Dame tourner par la Madeleine et rentrer par la rue des Marmousets dans le Cloître et rentrer dans l'église par le Parvis. Sans la pluie, on auroit été par le Marché-Neuf, devant le Palais, la rue de la Vieille-Draperie et la rue des Marmousets, comme la procession de la Notre-Dame d'août. Il y avoit bien cent pauvres avec du drap et un flambeau, les Capucins, les Cordeliers, les Jacobins, les Augustins et les Carmes, tout Notre-Dame, quatre douzaines d'enfants bleus, rouges et des enfants trouvés; une centaine de laquais, les officiers de sa maison, en manteau et rabat; plus de soixante cierges qui étoient autour du corps avec les armoiries portées par des enfants gris. Le corps porté par des prêtres et le poêle porté par quatre chevaux; derrière, M. le duc de Noailles, son neveu, quantité de ducs et de cordons en grand manteau, d'autant que la maison de Noailles tient à toute la cour. Il n'y avoit point de magistrats, sinon l'abbé Pucelle, conseiller de Grand'-Chambre, qui est peut-être son exécuteur testamentaire. »

L'abbé Le Gendre, dans ses *Mémoires*, n'hésite pas à affirmer « qu'il était décrié à un point que l'on n'osa lui faire ni oraison funèbre ni service public, tel qu'on a coutume d'en faire aux archevêques de Paris², service d'apparat, où, comme à celui des rois, assistent toutes les cours tant supérieures que subalternes. »

1. Barbier, *Journal...*, éd. Charpentier, t. II, p. 67. Voir aussi le *Mercur de France* de mai 1729.

2. Au service de l'archevêque de Harlay, prédécesseur de Noailles, qui eut lieu le 11 août 1698, cinq jours après sa mort, survenue à Conflans le 6 août 1698, assistaient trente-neuf prélats; il y eut une oraison funèbre par le P. Gaillard, dont on trouve le texte dans Et. Algay de Martignac, *Éloges historiques des évêques et archevêques de Paris*, 1698.

La vérité est que Noailles, dans son testament, avait défendu expressément « toute pompe à ses funérailles, point de tentures dans l'église, point d'oraison funèbre (elle embarrasserait trop l'orateur), ni distinction aucune que celle portée dans le rituel; nous devons laisser cet honneur aux gens du monde et ne rien prendre pour nous, même dans les plus grandes dignités, que de religieux, de simple et de modeste. » Il demandait par contre pour le repos de son âme mille messes, dites par les plus pauvres et les plus vertueux prêtres du diocèse, et laissait 10,000 livres pour la fondation d'un obit à Notre-Dame, en priant Messieurs du Chapitre de le faire célébrer avec soin. Il demandait que l'on mît ses « entrailles » dans la « cave » neuve que l'on venait de faire sous le chœur pour y mettre les corps de ses prédécesseurs¹, et son cœur dans la chapelle² où se trouvait enterré son frère le maréchal, « pour conserver pendant notre mort l'union que nous avons eue pendant notre vie ».

Il n'est pas indifférent de rappeler la profession de foi insérée dans son testament, conclusion de toutes les querelles théologiques qui ont marqué son épiscopat : « Je veux mourir comme j'ai toujours vécu dans la doctrine de l'Église catholique, apostolique et romaine, toujours soumis à ses décisions, toujours uni et attaché au Saint-Siège, centre de la religion, et aux papes qui y président et que je reconnais pour chefs de l'Église de droit divin, sentiment que la foi a produit en moi de tout temps et que les devoirs du cardinalat n'ont pu que fortifier : j'en fais une nouvelle déclaration à la face du ciel et de la terre pour l'édification de l'Église et ma justification contre ceux qui ne cessent de me calomnier ; *non illis imputetur.* »

Son testament, du 16 octobre 1720, est daté du Mont-Valérien³, où il se retirait souvent dans la communauté des ecclésiastiques. Il y avait même un appartement, dont il leur laissa les meubles après son décès, ainsi que vingt volumes à prendre dans ceux de sa bibliothèque.

D'après le compte définitif de la succession du cardinal arrêté

1. Il s'agit de la crypte où sont enterrés les archevêques de Paris.

2. La chapelle Saint-Louis (dixième chapelle du chœur en partant du croisillon sud), où se trouve actuellement son tombeau par Geoffroy Dechaume.

3. Sur le monastère du Mont-Valérien, voir R. Hénard, *le Mont-Valérien*. Paris, 1904; *Procès-verbaux de la Commission du Vieux-Paris*, 1904; G. Duchesne, *Bull. de la Soc. hist. d'Auteuil*, t. III, 1898, p. 96-100, 211-219; L. Mar, *Ibid.*, 1907, p. 35-42.

le 13 juillet 1768, l'actif s'élevait à 25,570 livres 11 sols 6 deniers; la part de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital général, légataires pour un tiers, était de 8,523 livres 10 sols 6 deniers, celle des Enfants-Trouvés et du séminaire de Saint-Louis, légataires pour 1/6, de 4,261 livres 15 sols 3 deniers¹. Non seulement il avait fallu trente-neuf ans pour débrouiller les comptes, mais encore les volontés du légataire n'étaient pas exécutées au moment de la Révolution; s'il faut en croire une note de la Commission de l'administration des biens nationaux du 10 octobre 1792, le séminaire de Saint-Louis n'avait pas encore touché la somme de 4,261 livres qui lui était due par l'Hôtel-Dieu². Déjà, ce séminaire avait dû renoncer le 18 juin 1762 au testament du curé de Lauzy, daté du 23 décembre 1754, dont les charges étaient plus grandes que les profits. C'est un exemple de ces liquidations de l'ancien régime, qui duraient autant que les procès, et s'éternisaient dans le « maquis » de la procédure, au plus grand bénéfice des agents d'affaires et des hommes de loi.

Si nous voulons juger, non pas l'œuvre, mais l'homme, écoutons le témoignage de Saint-Simon :

Un air de béatitude que sa physionomie présentait, avec un parler gras, lent et nasillard, la faisoit volontiers prendre pour niaise et sa simplicité en tout pour bêtise. La surprise fut grande quand, par des discours sur-le-champ, et sur des matières de doctrine ou d'affaires qui naissoient dans les séances (*il s'agit de l'Assemblée du clergé d'août 1700*), ne pouvoient laisser aucun soupçon de la préparation la plus légère, on reconnut un grand fonds d'érudition d'une part, de capacité de l'autre, d'ordre et de netteté en tous les deux, avec le même style de ses mandements et de ses écrits contre M. de Cambray et sur d'autres matières de doctrine, et sans sortir de sa simplicité ni de sa modestie. On vit cet homme qui, à Paris comme à Châlons, se contentoit de son bouilli avec deux petites et grossières entrées, servi splendidement et délicatement, et, l'occasion passée, retourner tout court à son petit ordinaire, en gardant toujours ses officiers pour s'en servir quand il étoit nécessaire. Jamais grand seigneur ni cardinal qui, sans sortir d'aucune bienséance, fut moins l'un et l'autre, et jamais ecclésiastique plus prêtre ni plus évêque qu'il le fut toujours³.

1. Arch. nat., H^o 3291.

2. Arch. nat., S 6853.

3. Saint-Simon, *op. cit.*, t. VII, p. 183-184. M^{me} de Maintenon, dans une lettre

Nous trouverions le même son de cloche dans le *Journal* de Dorsanne; il n'en est pas de même dans les *Mémoires* de l'abbé Le Gendre¹. Pour lui, Noailles était « un esprit léger et inégal, tracassier, pointillant et barguignant en tout, aimant à ruser, disant oui ou non, ne jugeant du bien et du mal que selon ses préventions, sottement orgueilleux, puérilement vindicatif ». Le Gendre est obligé pourtant d'avouer « qu'il a toujours mené une vie réglée, édifiante; il aimait son métier d'évêque, s'appliquait à en bien remplir les devoirs, faisait l'aumône, soulageait de son superflu quantité de familles et de communautés qui seraient tombées sans son secours. Il fut toujours modeste dans ses meubles, dans ses habits, dans ses équipages, moins par inclination qui l'eût porté à piaffer (c'est le terme dont il se servait) que parce qu'il croyait que la somptuosité était un vice dans un prélat ».

Voltaire enfin, dans son *Siècle de Louis XIV*, résume avec indulgence ces jugements contradictoires : « Ce cardinal plein de vertu et de science, le plus doux des hommes, le plus ami de la paix, protégeait quelques jansénistes sans l'être et aimait peu les jésuites sans leur nuire et sans les craindre². »

Marcel FOSSEYEU.

du 24 août 1696 à M^{me} de Saint-Géran, écrit : « Il fallait à la première église du royaume un prélat de mœurs sans tache et d'un caractère modéré, doux, simple, d'une piété éclairée et solide. Le roi a cru voir toutes ces qualités réunies dans M. de Châlons; il s'est consulté, il a consulté des gens de bien, il a consulté Dieu, et rien n'est plus vrai que s'il eût connu en France un plus honnête homme il l'aurait donné à sa capitale. »

1. P. 415 et 416. L'abbé Le Gendre légua par testament du 4 février 1733 à l'Université 69,760 livres pour la fondation de plusieurs prix d'éloquence, de poésie et de musique, ce qui fut l'origine de l'institution du « Concours général ».

2. Aux portraits des historiens et mémorialistes, il faudrait ajouter ceux des peintres; les deux plus connus sont ceux de Rigaud, gravé par Drevet, et de Largillière, gravé par Vermeulen, puis celui qui se trouve au château de Mouchy. Le P. Lelong, dans sa *Bibliothèque historique* (t. IV, app. : liste de portraits des Français illustres), ne cite pas moins de dix-huit portraits gravés, parmi lesquels celui d'Édelinck (1698), gravé dans ma thèse.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LES ORIGINES DE JEAN BART.

De son vivant, Jean Bart était considéré comme un homme très capable, mais aussi comme un homme heureux. Il semble que la chance l'ait quitté après sa mort : peu de personnages historiques ont été aussi complètement et aussi sottement défigurés par la légende. Le dénigrement systématique de Forbin, les fantaisies d'Eugène Sue y ont la plus large part, et à ces deux sources les auteurs qui ont écrit sur ce grand marin se sont le plus abondamment abreuvés. Le dernier en date, Émile Mancel, bien qu'ayant consulté un certain nombre de documents d'archives, s'est exposé à la même critique.

Chose étrange : Jean Bart lui-même ne se trouve pas à l'abri de tout reproche ! Les renseignements qu'il fournit au ministre de la Marine, et qui servirent à la rédaction des considérants de ses lettres de noblesse¹, manquent d'exactitude². Quant à l'enquête menée à Dunkerque à la même occasion par le lieutenant général de l'Amirauté, afin d'établir les origines familiales et la situation présente de Jean Bart, elle est manifestement tendancieuse et abonde en confusions et en erreurs³.

La question des origines du héros dunkerquois méritait d'être élucidée. Le plus sûr, pour y parvenir, était de la reprendre entièrement à pied d'œuvre⁴. On en verra l'utilité par les conclusions probantes qui s'en dégagent.

1. Du 3 août 1694. Orig. parch. aux Arch. communales de Dunkerque, et Arch. nationales, *Marine*, B² 96, fol. 149.

2. Pontchartrain à Jean Bart, 14 juillet 1694 (Arch. nationales, *Marine*, B² 99, fol. 101 v^o).

3. Texte dans Richer, *Vie de Jean Bart*. Paris, 1784, in-12, p. j., 166.

4. Le comte de Circourt a dit ce qu'il fallait penser de l'origine dieppoise de la famille de Jean Bart et de sa parenté avec un grand maître de l'ordre teutonique. M. A. de Saint-Léger, professeur à l'Université de Lille, a récemment réfuté une nouvelle fable qui tendait à faire naître Jean Bart en Suisse (Van-

Ce nom de Bart est très répandu en Flandre. Il est l'abréviatif de Bartholomé ou Barthélemy, et s'orthographie Bart, Baert et Barth. On le rencontre fréquemment dans les documents du xvi^e siècle : Jehan Baert, conseiller au Grand Conseil de Malines, est nommé par Marie de Hongrie membre de la Commission arbitrale chargée de décider de la validité des prises réciproques entre Français et sujets des Pays-Bas (1549-1550). Julius Baert est pensionnaire de Dunkerque, puis vicomte de Bergues-Saint-Winoc (1568-1570). Un Jehan Baert est brasseur à Dunkerque en 1589. L'administrateur des navires de guerre de Bergues en 1623 se nomme Nicolas Bart; il fut le premier à tenter l'assèchement des moères. Ces différents personnages ne semblent pas avoir de parenté avec la famille des marins du même nom¹, bien qu'il soit impossible de l'affirmer.

Il y a plus de chances pour qu'en fasse partie le Jean Bart maître d'une busse de pêche de Nieuport, connu parce qu'il fut victime d'un acte d'hostilité inattendu des Danois : ils l'arrêtèrent à Copenhague, avec trois autres maîtres pêcheurs flamands et leurs gens au nombre de soixante-douze (août 1519-mars 1520)².

Lorsque François I^{er} envoie en Écosse Gabriel de Montgomery, sieur de Lorges, avec des troupes au secours de la reine, l'un des navires qui leur porte des vivres est conduit par un pilote de la mer, Jean Bart³. Le même, devenu maître de navire, est délégué à deux reprises par le Magistrat de Dunkerque, avec Denis Nayman, les 4 et 15 janvier 1553, pour arbitrer un différend qui avait surgi entre les gens de Nieuport et ceux d'Ostende : le litige portait sur l'estimation du tonnage et de la valeur des navires de guerre appartenant à ces deux villes⁴. Il est difficile de déterminer si ce Jean Bart est le même qui reçoit de la ville 4 livres 4 sols en 1551-1552 pour deux brouettes de « vieux pavement », ni si c'est lui que le Magistrat condamne, en avril 1563, pour tapage nocturne et attaque à main armée⁵. Mais on

derest, *Histoire de Jean Bart*. Paris, 1844, in-16, p. 2; *Nord illustré*, qui reproduit en fac-similé les actes de baptême et de mariage et la pierre commémorative de la mort de Jean Bart).

1. Arch. royales de Belgique, *Registres-mémoriaux du Grand Conseil de Malines*, t. V, fol. 51 v^o; Arch. communales de Dunkerque, 310, IV, 21-23 et VI, 37; Arch. communales de Bergues, EE 51.

2. Leur captivité dure huit mois. Ils reçoivent 2,700 livres d'indemnité (Arch. communales de Dunkerque, 310, I; Arch. royales de Belgique, *Registre des revenus et dépendances de Charles-Quint (1520-1530)*, fol. 104 v^o).

3. 24 juillet 1545. Il reçoit pour ce service 56 livres 5 sols tournois (Jal, *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire*. Paris, 1872, in-8°, p. 120).

4. Arch. communales de Dunkerque, 310, II, 7.

5. Ibid., 310, II, 6, fol. 17, et *Registre criminel*, I, cité par Derode, *De la*

peut facilement l'identifier avec celui qui, en 1565, fournit 5 livres 2 sols au Filet-Saint¹. Il est, à coup sûr, très proche parent d'Antoine Bart, qui fut le bisaïeul du chef d'escadre de Louis XIV. Les comptes de la Ville à cette époque mentionnent encore Pierre et Cornil Bart, que leurs prénoms rattachent à la même famille où ils sont constants².

Antoine Bart, maître de pêche en 1563³, navigue en 1569 comme maître sur le navire de guerre armé par le Magistrat de Dunkerque pour la garde de la pêcherie, et dont le capitaine est Cornil Wien⁴. Il remplit les mêmes fonctions en 1572. En 1576, on ne le trouve plus avec Wien au cours de l'expédition où ce capitaine, promu vice-amiral de Dunkerque, introduit à Brauwers-Haven, assiégé par les rebelles, quarante tonnes de munitions⁵.

De sa femme Elisabeth Noorman, Antoine Bart eut neuf enfants : ils s'allièrent à cinq familles de marins dunkerquois comptant parmi les plus illustres dans l'histoire de la course. L'aîné des fils, Antoine, et Nicaise, Jean, Anne et Claudine, épousèrent cinq filles et fils de Cornil Kerlinck : Anne, Françoise, Jeanne, Michel et François. Les quatre autres fils, Dierick, Mathieu, Gaspard et Michel, épousèrent Catherine Roels, Marie Van der Hague, Pétronille Dauwere et Agnès Jacobsen⁶.

Nous constatons encore les étroites relations unissant ces familles de marins puisque, le jour où Antoine, le fils aîné, épousait Anne Kerlinck, on célébrait le mariage de Jean Kerlinck avec Anne Jacobsen (22 novembre 1611); et le jour où Michel Bart épousait Agnès Jacobsen, Jean Jacobsen, frère de cette dernière, épousait à la même heure Marie Demeulenaer.

Les noms avec lesquels s'allie celui de Bart appartiennent à de

pénalité chez les Flamands de France et particulièrement à Dunkerque au XVI^e siècle, dans les Annales du Comité flamand de France, t. III, p. 304.

1. C'est évidemment le « Jehan Bart le Vieux » des comptes de l'église Saint-Éloi au 1^{er} septembre 1588 (Derode, *Notice sur Saint-Éloi*, Dunkerque, 1857, in-8°, p. 82, note 1).

2. 1548. « De Pierres Bart l'aisné à cause de deux archières près de la dite portelette (de Fer), 50 sols. » — 1533. Procès entre Pierre Bart et ses beaux-fils. — 11 mai 1559. Cornil Bart porte des lettres au Magistrat de Nieuport (Arch. communales de Dunkerque, 310, II, 7, et III, 11).

3. Il fournit 6 livres 19 sols au Filet-Saint (Derode, *Notice sur Saint-Éloi*, p. 82, note 1).

4. Au retour, le Magistrat leur offre un vin d'honneur (quatre cannes de vin le 10 novembre) (Arch. communales de Dunkerque, 310, IV, 22).

5. Ibid., 310, V, 25. — Henri Malo, *les Corsaires dunkerquois et Jean Bart*, Paris, 1912, in-8°, t. I, p. 179.

6. Arch. communales de Dunkerque, *État civil*, registre de catholicité. — Le

véritables dynasties de corsaires; on les retrouve à Dunkerque pendant trois cents ans d'histoire. Cornil et Jean Kerlinck nous échappent; mais nous savons qu'en janvier 1624, Antoine Kerlinck est vice-amiral d'une escadre de corsaires royaux qui, pour sortir du port et forcer le blocus de dix-huit vaisseaux hollandais, a dû livrer un combat meurtrier. Battus ou dispersés par la tempête, les autres corsaires se perdent ou reviennent désemparés; Antoine Kerlinck, seul, réussit à ramener une prise¹. En 1635, Pierre Kerlinck, en compagnie de Jean de Brauwer et d'Antoine Davery, s'empare d'un navire français de dix canons et trente-deux hommes, portant 44,300 florins en argent, trois barres et un service d'argent; l'affaire leur coûte six morts et treize blessés². Le 9 octobre 1643, il prend la mer avec quatre autres capitaines; après avoir enlevé trois prises, ils s'adjoignent deux corsaires du même port rencontrés en cours de route, font huit nouvelles prises, se rendent maîtres d'un navire de guerre de Zélande de 70 tonneaux et seize canons, capitaine Abraham, et qui conduisait des vivres aux Indes, et d'un autre vaisseau de 180 tonneaux et vingt-trois canons, retour des Indes orientales avec 521 coffres de sucre³.

Mathieu Roels, le père de Catherine, accomplit plusieurs exploits sur les vaisseaux de guerre armés à Dunkerque par le Magistrat de Bergues (1623); il n'est pas le seul de ce nom à se distinguer. Charles Dauwere commande, pendant plusieurs années, le *Chien*, vaisseau de guerre du Magistrat de Dunkerque; il prend part à l'expédition de l'escadre qui bat complètement la flotte de Flessingue, chargée de garder pour les rebelles l'entrée de la Meuse, reçoit au cours du combat un coup d'arquebuse à la jambe, et, malgré les soins de quatre chirurgiens envoyés pour le sauver, meurt peu après à Anvers où on l'a transporté: le Magistrat lui fait de solennelles funérailles⁴. Son fils, Jean, commande avec distinction des navires du roi d'Espagne en Flandre, « et l'on doit à sa gloire qu'il étoit très

docteur Louis Lemaire a bien voulu faire pour moi cette recherche. Je suis heureux de l'en remercier amicalement.

1. *Historia Residentiae dunkerkanæ Societatis Jesu* (Bibl. royale de Belgique, ms. 16695). — Diego Flamenco, *Relacion de la vitoria que han tenido 4 naos de S. M. contra 9 naos de los rebeldes Olandeses*. Madrid, 1624.

2. Penincq à Gottignies (Arch. royales de Belgique, *Amirauté*, correspondance).

3. *Ibid.*

4. Novembre 1587-janvier 1588 (Arch. communales de Dunkerque, 310, VI, 36, 37, et *Comptes de Saint-Éloi*, n° 20). — *Lettre de Bernardino de Mendoza au roi*, 18 novembre 1587, dans *Calendar of State Papers, Spanish*, 1587-1603, p. 162.

habile homme de mer, d'une valeur extraordinaire dans l'action et toujours grand par son courage et par ses desseins bien concertés¹ ».

Quant aux Jacobsen, leurs noms sont glorieux et restés populaires. Michel, surnommé le Renard de la mer, d'abord simple capitaine pour le compte d'armateurs particuliers, comme son frère Mathieu qui mourut en 1600 après l'expédition du vice-amiral de Bourgogne-Wacken contre la pêche des Hollandais, reçoit ensuite le commandement d'un navire du Magistrat; en 1601, il est engagé au service des archiducs, régents des Pays-Bas espagnols. Il deviendra amiral et chevalier de Saint-Jacques. Lorsqu'il meurt, le 17 décembre 1632, il compte cinquante années de services; le roi d'Espagne veut que le trésor royal supporte les frais de ses funérailles, ordonne le transport de sa dépouille à Séville et son ensevelissement dans l'église où déjà dorment leur dernier sommeil Christophe Colomb et Fernand Cortez². Son fils Jean s'immortalise en livrant la nuit du 2-3 octobre 1622 un combat dont le récit détaillé et très dramatique nous est parvenu; il y déploya un courage extraordinaire. Il commandait le *Saint-Vincent*, équipé de 180 hommes; sorti d'Ostende, il se heurte à des forces hollandaises d'une écrasante supériorité. Il résiste jusqu'à l'extrême limite de ses forces et, plutôt que de se rendre, se fait sauter avec les quelques braves qui ont tenu bon à ses côtés³.

Des sept fils d'Antoine Bart, trois commandent des navires en course, Jean, Gaspard et Michel.

Jean ramène des prises à Dunkerque de 1600 à 1606⁴. Il est mis dans la situation d'officier réformé à la suite de la trêve de 1609 entre l'Espagne et la Hollande, et réclame à l'Amirauté « des sommes qu'on lui doit ». A la reprise des hostilités en 1622, il commande le *Saint-Ambroise*, armateur Jacques Michielsens, et son nom revient fréquemment dans la correspondance de l'Amirauté à l'occasion des bâtiments ennemis dont il s'empare, et aussi à l'occasion du pillage par ses hommes de l'or, de l'argent et des hardes d'un marchand de Lübeck qu'on l'oblige à restituer. Il était mort en 1631⁵.

1. Il meurt en 1629 (Faulconnier, *Description historique de Dunkerque*. Bruges, 1734, in-fol., t. I, p. 93, 131).

2. Cf. Henri Malo, *op. cit.*, *Liste des capitaines de mer*, à la table.

3. Cf. *Ibid.*, p. 291.

4. En novembre 1606, un Jean Bart est écrivain du capitaine Jacob Thomasen; il est peu probable que ce soit le même (Arch. royales de Belgique, *Amirauté*, 3^e inventaire, t. II, fol. 183 v°).

5. Arch. royales de Belgique, *Chambre des comptes*, 24793; *Amirauté*, correspondance; dossier Bergues; 3^e inventaire, t. IV, fol. 52 v°-68, et 3^e inventaire, 3^e trousseau, n° 6.

Son frère Gaspard était mousse sur le *Saint-Vincent*, sous Jean Jacobsen; il a sauté lors de l'explosion du vaisseau et a miraculeusement survécu. En 1632, il commande un des navires du riche-sime armateur Van de Walle. Il ne ramène pas seulement des bâtiments marchands, mais aussi des prises montées de canons. Le 4 avril 1636, il enlève deux chaloupes de guerre de Calais. Le 25 février 1639, en compagnie d'Étienne de Rudder et de deux autres capres de Dunkerque, il attaque le capitaine Nieuhof d'Utrecht, dont le vaisseau, de vingt-huit canons et quatre-vingt-cinq hommes, escortait un marchand. Tandis que ce dernier fait force de voiles pour se sauver, poursuivi par deux des dunkerquois, Gaspard Bart et Étienne de Rudder livrent un rude combat au capitaine Nieuhof. Le hollandais s'échappe, grâce à un vent favorable : en arrivant au Texel, il compte quatre-vingts boulets dans sa coque, deux hommes tués et vingt blessés, dont deux mortellement. Ses assaillants sont au moins aussi maltraités : ils ont six tués et douze blessés; des deux capitaines, l'un, Étienne de Rudder, est tué, l'autre, Gaspard Bart, grièvement blessé. Il n'est plus question de lui après cette sanglante affaire¹.

Le troisième frère, Michel Bart, gendre de Michel Jacobsen et beau-frère de Jean Jacobsen, commandait une frégate qui naviguait avec une escadre de sept, sous les ordres d'Antoine Davery. Le 22 novembre 1644, Davery attaque trois convois hollandais escortant vingt smacks et trois boots chargés de vins. Après une lutte acharnée, les vaisseaux de guerre hollandais se retirent, et les dunkerquois ramassent toute la flotte des smacks. Mais, six jours plus tard, Antoine Davery meurt de ses blessures. La plupart des autres blessés succombent également : Michel Bart est du nombre².

De son mariage avec Agnès Jacobsen, il laissait trois enfants : une fille Jeanne, née en 1625, et deux fils, Cornil, né vers 1619, et Herman, né le 23 août 1627. Les deux frères épousèrent deux sœurs : Catherine et Martine Janssen, filles de Henri Janssen, encore un capitaine corsaire qui navigue pendant la seconde partie de la guerre de Quatre-vingts ans (1622-1648). Il existe à Dunkerque, à la fin du xvi^e et au commencement du xvii^e siècle, vingt-six capitaines de son nom. Plusieurs se signalent par de singuliers hauts faits. Willem Janssen poursuit une carrière extraordinaire : condamné pour

1. Arch. royales de Belgique, *Amirauté*, lettres de Pennincq à Gottignies, 1632-1639; 3^e inventaire, t. IV, fol. 68, 112.

2. Arch. royales de Belgique, *Amirauté*, correspondance, Pennincq à Gottignies. — L'un des smacks jaugeait 100 tonneaux et portait douze canons. L'amiral du convoi comptait trente-deux canons et 100 hommes.

homicide en octobre 1595, gracié en avril 1598, il obtient, le 4 mars 1603, le rappel de sa solde depuis 1595 et est relevé de « toute peine ou coulpe qu'on pourroit luy imputer ». Il a reçu une gratuité des archiducs en 1601; en mai 1602, il obtient une chaîne d'or de 600 livres pour ses actions d'éclat. Et lorsqu'il faut nommer un successeur au lieutenant-amiral à Dunkerque, Adrien Diericksen, qui vient de se faire tuer en combattant (1605), l'Amirauté propose Willem Janssen à l'amiral comte d'Arenberg, qui répond : « Je ne trouve personne plus ydoine à cest estat, selon que vous aussi le proposez ». Willem Janssen est nommé, et sert dans ce poste jusqu'à la trêve de 1609.

La période active de la vie de Cornil Bart est comprise entre les années 1640 et 1666, c'est-à-dire correspond à cette époque troublée de l'histoire de Dunkerque où la ville fut prise par Condé, reprise par le marquis de Lede, conquise par Turenne, remise aux Anglais, auxquels, en fin de compte, Louis XIV la racheta. Les marins dunkerquois, tout en y laissant leurs familles, vont prendre du service à Nieuport et à Ostende, quelque peu en Angleterre et surtout en Hollande. Le nom de Cornil Bart ne figure pas dans les documents contemporains. Seule l'enquête menée à l'occasion des lettres de noblesse conférées à Jean Bart renseignerait à ce sujet, s'il n'apparaissait clairement que l'on y confond sur sa tête l'exploit de son père en 1644 et celui d'un autre membre de la famille, dont le prénom manque, et qui fut tué le 27 août 1652 au cours d'un combat livré par l'amiral hollandais Van Galen à l'Anglais Badiley devant Monte-Christo : trois capitaines, Bart, de Swarte et de Haene, jetèrent leurs grappins sur le vaisseau de Badiley; Bart et de Swarte périrent dans l'action, où le vice-amiral Van Boer fut grièvement blessé, tandis que Badiley parvenait à continuer sa route¹. Les confusions de l'enquête s'expliqueraient si Cornil Bart était ce marin de mêmes nom et prénom, dont l'âge et la taille correspondraient à ceux du père de Jean Bart, et qui figure en qualité de maître à la première classe du rôle de la Marine du 29 juillet 1671, puis comme

1. Julian S. Corbett, *England in the Mediterranean (1603-1713)*. Londres, 1904, 2 vol. in-8°, t. 1, p. 252. — L'auteur de la *Liste des principaux capitaines commandant les vaisseaux corsaires de Dunkerque*, du 16 septembre 1676, confond aussi Cornil avec Michel Bart, lorsqu'il écrit, parlant de Jean Bart et de Charles de Keiser : « Fils de deux fameux corsaires qui ont fait beaucoup parler d'eux durant la guerre qui étoit entre les Espagnols et les Hollandais avant le traité de Munster. » Lors du traité, Cornil Bart n'avait guère que vingt-huit ans; il n'en est pas question dans les documents d'archives de l'Amirauté espagnole que nous avons compulsés (Arch. nationales, Marine, B³ 15, fol. 166).

simple matelot au rôle du 1^{er} janvier 1674. Ainsi s'expliquerait encore un de ces demi-mensonges dont Forbin est coutumier, lorsqu'il dit que Jean Bart s'éleva du rang de « simple pêcheur¹. »

Les registres de catholicité déposés aux Archives de l'état civil à Dunkerque apportent cette précision que Cornil Bart eut huit enfants : Cornil, né le 16 octobre 1648; Jean, le 21 octobre 1650; Jacques, le 25 octobre 1653; Françoise-Agnès, le 14 janvier 1655; Catherine, le 17 juin 1657; Pétronille, le 17 juin 1660; Gaspard, le 8 janvier 1663; Gaspard-François, le 14 février 1665.

Comme les autres marins dunkerquois depuis 1646, les Bart, tout en laissant leurs femmes et leurs enfants à Dunkerque et en y revenant eux-mêmes entre deux campagnes, prennent du service par ailleurs. On a vu que l'un d'eux est tué au service de la Hollande, en 1652. Ils ne sont que deux naviguant de Dunkerque en 1664 : Jacob Bart, maître et capitaine, considéré comme susceptible de commander en guerre et en marchandises, et Adriaen Bart, maître qui « n'est intelligent que pour faire de (la) navigation marchande². » Au rôle des classes de 1671, on en compte dix; même chiffre au rôle de 1674, mais ce ne sont pas exactement les mêmes.

Jean Bart a suivi l'exemple de la plupart de ses parents : tout jeune, il s'est engagé au service de la Hollande; il fait la campagne de la Tamise avec Ruiter, en 1667; il ne revient dans sa ville natale qu'au printemps de 1672, lorsque la guerre éclate entre la France et la Hollande.

Il apparaît donc que, dans son ascendance directe, on ne rencontre que des corsaires, presque tous capitaines. Il est l'arrière-petit-fils de l'amiral Michel Jacobsen, le Renard de la mer, et le petit-neveu de Jean Jacobsen, le héros du *Saint-Vincent*; son grand-père et au moins trois de ses oncles et grands-oncles sont morts à l'ennemi ou des suites de leurs blessures. Les alliances de ses ascendants avec les Roels, les Kerlinck et les Dauwere sont également significatives. Parmi celles des cousins germains de son père et des cinquante cou-

1. Forbin, *Mémoires*. Amsterdam, 1748, t. I, p. 326. — Arch. nationales, *Marine*, C⁴ 245, fol. 35, et 246, fol. 113-118.

2. Jacob Bart commande le *Saint-François*, de 40 tonneaux, appartenant à Pierre et Denis Bouvereel, Guillaume Mannessier, Philippe et Jean-Baptiste Coppens, Jaspas Segar, les veuves de Philippe Neuckerman et de Robert Van Torre. Adriaen Bart commande la *Santa-Anna*, chaloupe de vingt-deux tonneaux, appartenant à Étienne Looten. — *État et inventaire des vaisseaux, tant marchands que de guerre et autres, avecq leur qualité et condition, qui sont au port et hâvre de la ville de Dunkerque, ou qui sont en voyage, appartenant aux bourgeois de ladite ville*, certifié par les juges de l'Amirauté, 1664 (Bibl. nationale, *Cinq Cents Colbert*, 199, fol. 2).

sins et cousines dont lui-même est nanti, on relève les noms des Pleite, des Vackernier, des Wilsen, des Castier, des Bommelaer, des Nassen, des Nottebart, des Van den Kerkhove, des Caseman, des Noets, des Deman, des Van de Zand : un livre d'or de la course à cette époque !

Cornil Bart, qui commande une frégate de guerre en 1675, quoique habituellement il navigue au commerce ; Jacques, qui commande des corsaires depuis 1677 et périt en mer en octobre 1697 ; Gaspard, successivement capitaine, puis armateur en course, sont trois des frères de Jean. Son plus jeune frère, Gaspard-François, est également armateur. De sa parenté très proche sont encore André, Pierre l'ainé et son fils Pierre le jeune, qui ne cessent de courir les mers pendant les guerres de Louis XIV, ainsi que Jean-Baptiste, qui est le plus souvent l'armateur des autres Bart. Un beau-frère de Jean (frère utérin de sa seconde femme), François Vandermersch, fournit également une belle carrière de marin. Un troisième Pierre Bart fut un professeur d'hydrographie réputé : le roi fit une pension à sa veuve et à ses enfants.

Il est impossible de dénombrer et de suivre dans leur existence les autres membres de la famille qui naviguèrent sans parvenir au grade de capitaine. On en trouve comme pilotes, maîtres et officiers marinières.

La conclusion s'impose : si l'hérédité et le milieu exercent une influence sur l'éclosion d'un grand homme, jamais peut-être le cas ne se présenta aussi frappant que celui-ci, ni aussi probant.

Henri MALO.

REMARQUES SUR LA GÉNÉALOGIE DES TURGOT.

La généalogie d'un grand homme n'est pas nécessairement une sèche nomenclature; elle pourrait être considérée comme un organisme dont le tronc ancestral serait analogue au pédoncule obscur fixant les plantes animales des eaux marines à quelque rocher du rivage. Voyez cet organisme à l'œuvre : il bourgeonne sans repos, comme le corail; il se développe en directions multiples et diverses; il projette des pousses dont beaucoup d'abord avortent; il étend des branches qui s'avancent plus ou moins loin dans la vie. Ainsi, de génération en génération, de lignée en lignée, la plante ambitieuse s'enrichit, grandit, varie ses expériences, s'ingénie à produire quelque rameau privilégié qui donne le jour à un chef-d'œuvre, à une fleur rare, à l'héritier de tant d'énergies ataviques accumulées, à l'homme enfin pressenti et voulu par toute la race.

Alors, ayant jeté un vif éclat, l'être collectif paraît vouloir s'éteindre et souvent il s'éteint en effet.

Telle a été dans ses traits essentiels la généalogie, la destinée des Turgot¹.

Origine des Turgot.

L'origine des Turgot est enveloppée d'ombre comme toutes les origines. Ils seraient venus d'Écosse, disent les uns, de Bretagne, pensent les autres². Cependant, leur nom paraît bien avoir une physionomie scandinave. Ils auraient alors pour ancêtre lointain quelque rude compagnon du Normand Rollon ou des autres chefs d'invasion du x^e siècle.

Dès le milieu du xii^e siècle³, on trouve des Turgot établis à

1. La généalogie des Turgot a été patiemment reconstituée et décrite par un érudit aussi judicieux que bien informé, M. G. Villain. Voir *Commission municipale du Vieux-Paris*, séance du 9 février 1899. Tableau généalogique de la famille Turgot. — M. Dubois de L'Estang, conseiller à la Cour des comptes, petit-neveu de Turgot, a bien voulu me donner, d'après ses papiers de famille, des renseignements dont je lui suis vivement reconnaissant.

2. André de La Roque, *Histoire générale de la famille d'Harcourt*, t. IV, p. 1505.

3. En 1150, un Turgot aurait fondé la Maison-Dieu de Condé-sur-Noireau. —

demeure dans la vallée de Condé-sur-Noireau et sur le plateau d'Athis, au cœur des agrestes collines de Normandie. Les uns sont de petite noblesse et qualifiés d'écuyers; d'autres, simples roturiers, seraient restés jusqu'à nos jours paysans, ouvriers, marchands.

En 1445, un Turgot de noblesse authentique, Jean de Bionnière en Bretagne, épousa Philippine des Tourailles¹, dans la vicomté de Falaise, probablement riche héritière; elle a donné son nom à la première branche historique des Turgot.

Branche des Tourailles. Son caractère belliqueux.

Cette branche des Tourailles, née vers la fin de la guerre de Cent ans, a été contemporaine des autres grandes guerres et des guerres civiles qui remplissent le xvi^e et le xvii^e siècle. Elle a produit surtout des militaires et elle représente le côté archaïque et belliqueux de la race, c'est la vraie fille des Normands.

Parmi les Tourailles, on remarque au xvi^e siècle : un Joachim, mort à l'armée; un Jacques, capitaine sur mer et lieutenant de gens d'armes; un Nicolas, qui est lui aussi lieutenant de gens d'armes; un troisième lieutenant de gens d'armes du nom de Jean; un Gabriel, capitaine de cheveau-légers; un Christophe, mestre de camp d'un régiment d'Écosse; un Guillaume, qui, à la vérité, ne porta pas les armes, parce qu'il était prieur et abbé, mais qui paraît avoir été un grand chasseur et qui fut tué dans son abbaye du Val, aux premiers troubles de Normandie, au début des guerres de religion.

Au xvii^e siècle, le zèle militaire des Turgot des Tourailles ne semble pas fléchir. Claude (dont il sera question plus loin) est capitaine de cinquante cheveau-légers; Jacob est lieutenant du château de Falaise; Charles, arrêté en 1648 lors de la Fronde par ordre de Mazarin, est enfermé au mont Olympe (en Basse-Provence, au nord de Toulon); Simon est capitaine d'infanterie; François-Gaston est brigadier des armées du roi; Jean est lieutenant des gens d'armes de Henri de Lorraine, maintenu en 1667 parmi les cent chevaliers de l'ordre de Saint-Michel, maréchal de camp des armées du roi; enfin Jean-Claude-Alexandre, dit « le chevalier », né vers 1670, capitaine de dragons, meurt en 1753, à plus de quatre-vingts ans, sans postérité. C'est le dernier mâle de la branche des Turgot des Tourailles.

L'abbé Barette, *Histoire de Condé*, in-12, 1844; le comte de La Ferrière-Percy, *Histoire du canton d'Athis*, in-8°, 1858, Caen.

1. Petite commune du canton d'Athis (Orne) au sud-est de Condé-sur-Noireau.

*Le capitaine Claude
meurtrier de Montchrestien de Vasteville (1621).*

Il semble qu'à la suite de plusieurs essais infructueux, cette branche des Tourailles ait renoncé à produire un grand homme de guerre : elle eut pourtant sa journée en 1621 avec le capitaine Claude. C'était au temps de Louis XIII ou plutôt d'Albert de Luynes, peu avant la mort de ce favori. Les protestants venaient de reprendre les armes en Normandie. Leur chef, Montchrestien de Vasteville, singulier homme de plume, épris du métier de batteur d'estrade, essayait de réunir une armée huguenote dans la forêt d'Andeine, près d'Alençon, non loin du fief des Tourailles.

« Le six octobre, sur les huit heures du soir, le dit Montchrestien, accompagné », raconte Malherbe, « de six autres gens de même qualité, [vint] à une hostellerie qui est [aux Tourailles] à douze heures de Caen. Aussitôt l'avis en fut donné au seigneur du lieu à qui appartenait l'hostellerie; il s'y en vint à l'instant avec quinze ou vingt mousquetaires. Montchrestien et ses compagnons se défendirent si bien qu'ils tuèrent les trois premiers qui se présentèrent à la porte de sa chambre...; au pied de la montée, il se trouva un vieil gentilhomme qui tira un coup de pistolet à Montchrestien et le tua¹. » Le vieil gentilhomme, on le devine, était le capitaine Claude en personne.

A la suite de cette affaire, il devint une sorte de personnage, fut fait chevalier de l'ordre de Saint-Michel et gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi; il reçut une lettre autographe de Louis XIII; enfin, aux États de Normandie à Rouen, en 1622, il fut désigné comme député de la noblesse du bailliage de Caen.

C'est ainsi que, par une rencontre étrange et pitoyable, Montchrestien, l'un des précurseurs de l'économie politique, périt de la main d'un Turgot, le grand-oncle de l'économiste. L'histoire a de ces ironies. Mais des gens d'épée passons aux gens d'église.

*Ceux des Turgot qui furent gens d'église : Georges
proviseur du collège d'Harcourt.*

On sait que, selon une tradition ancienne, les cadets des familles nobles entraient pour la plupart dans les ordres. Presque tous les

1. Malherbe, édition des *Grands Écrivains*, t. III, p. 556. Le comte de La Ferrière-Percy, dans son *Histoire du canton d'Athis*, p. 69, donne un récit détaillé de l'affaire et une vue de l'hôtellerie qui existe encore.

cadets des Tourailles se conformèrent à l'usage. Ce furent d'abord des sires assez minces : à la fin du xv^e siècle, Jean, doyen de Briouze; au xvi^e, un autre Jean, prieur de l'abbaye de Plessis-Grimoult; Georges, curé des Tourailles, puis grand vicaire à l'église de Saint-Florent, près de Saumur; Jean, son frère, curé de Maisonnelle de Vire. Mais, au xvii^e siècle, leur importance s'accroît avec Charles, seigneur de Bons, prieur de Saint-Victor-lez-Mans, qui fut conseiller clerc au parlement de Rouen et promoteur général de l'assemblée du clergé tenue à Paris en 1600. Son frère Georges, écuyer, seigneur de Monville, chanoine et théologal de Coutances, qui, de façon marquée, sortit de l'ordinaire, arriva à Paris comme en avant-garde et y devint proviseur et supérieur du collège d'Harcourt (aujourd'hui lycée Saint-Louis). La famille d'Harcourt, voisine de la famille Turgot en Normandie, a pu favoriser l'établissement du chanoine Georges dans ce collège qu'elle avait fondé (en 1280).

Les deux frères, Charles et Georges, appartenaient à une lignée de douze enfants. Georges était le plus jeune. Ce fut un farouche universitaire.

Suivant une vieille coutume, le prévôt des marchands de Paris entrant en charge devait prêter serment de maintenir les privilèges de l'Université. Or, depuis une trentaine d'années, il ne se conformait plus à cette obligation. Le proviseur Turgot fut député par l'Université auprès du chancelier Séguier pour le prier d'adresser une injonction au prévôt. Mandat très honorable qui, d'ailleurs, resta infructueux, quel que fût le zèle du mandataire.

En 1612, l'ancien recteur, Grangier, ayant à remercier le parlement de l'appui qu'il prêtait à l'Université contre les Jésuites, dédia son discours... à qui? à Georges Turgot. Ce proviseur était, dit M. Jourdain¹, « l'un des maîtres les plus recommandables, l'un des plus hostiles aux Jésuites, l'un des plus engagés dans les querelles du temps »². Chargé par les États de 1614 de rédiger des cahiers contenant l'expression des vœux des Nations et Facultés contre les Jésuites³, il se montra si violent qu'il échoua auprès de l'Université même. Irrité de cette défection, il publia envers et contre tous son « cayer » sans nom d'auteur, mais tout gonflé de sa colère. D'où véhémentes querelles avec ses collègues.

En 1615, il fit partie des commissaires envoyés par la Faculté des

1. *Histoire de l'Université*, p. 80.

2. Voir Douarche, *l'Université de Paris et les Jésuites*, in-8°, 1888, p. 232-243.

3. Il s'était fait attribuer par Jules III le droit de conférer les grades, contrairement aux privilèges de l'Université.

arts pour intimier aux Jésuites la défense d'ouvrir le collège de Clermont¹ (aujourd'hui lycée Louis-le-Grand).

En 1616, il dénonça les régents de philosophie qui abandonnaient les classes avant la mi-août. Ce qui prouve deux choses : que son attachement à la règle était inflexible et que la question de la date des vacances n'est pas une nouveauté.

Il mourut en 1621, l'année même de la mort de Montchrestien de Vasteville. Il était l'oncle du capitaine Claude. De l'oncle comme du neveu, on pourrait dire qu'en vérité ni l'un ni l'autre n'étaient commodes ; Georges, de nos jours, eût peut-être été un journaliste ardent et batailleur ; en tous cas, c'était un brave homme et un lettré².

Le chanoine Jacques et l'évêque Dominique-Barnabé.

La branche des Turgot de Saint-Clair, qui se détacha de celle des Tourailles vers le début du xvi^e siècle, produisit seulement deux ecclésiastiques : Jacques, chanoine et doyen de la cathédrale de Bayeux, président à mortier au parlement de Rouen (mort en 1684), et son neveu Dominique-Barnabé, évêque de Séez (1666-1727).

Les renseignements que nous possédons sur le chanoine Jacques sont peu de chose et ne lui sont pas absolument favorables. L'auteur des « Notes secrètes sur le personnel du parlement de Rouen » nous le représente comme un « homme capable et de probité pour la justice, faisant fort peu de charge, estant fort attaché à ses plaisirs et menant une vie indigne de sa profession, buvant et tabaquant avec toutes sortes de personnes chez luy »³.

Le ton véhément de ce jugement confidentiel laisse entrevoir quelque exagération. Il est permis de croire d'ailleurs que ce mauvais sujet de Jacques fut dans la famille un cas sporadique. Ne pas oublier toutefois que beuverie engendre arthritisme et que la goutte fut un mal invétéré chez les Turgot, que les Normands enfin eurent toujours la réputation de francs buveurs.

Quant à Dominique-Barnabé, il ne ressemble guère à son oncle. Il n'était qu'à demi Normand ; il était né à Paris, il était docteur en théologie. En 1704, il acheta la charge d'aumônier du roi. Devenu évêque en 1711, il voulut vendre sa charge, mais Louis XIV, dont la conscience s'alarmait de ces pratiques simoniaques, lui interdit

1. Ils l'avaient ouvert dès 1562.

2. Il a laissé deux recueils de notes concernant l'Université, les Jésuites, l'Oratoire ; de lettres, de satires, des épigrammes, etc. (Bibl. nat., mss. fr. n^{os} 19214 et 19227).

3. Depping, *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. II, p. 122.

cette vente et lui fit donner à titre de dédommagement la charge de premier aumônier du duc de Berry et de l'argent¹.

« C'était », dit Saint-Simon, « un très bon et très honnête homme » ; mais il est curieux de constater qu'il professait des opinions diamétralement opposées à celles de son grand-oncle, le proviseur du collège d'Harcourt.

Le temps avait marché : loin de combattre les Jésuites (en cette fin du grand règne tout-puissants et victorieux), Dominique-Barnabé leur confia la direction de son séminaire et se montra en plusieurs circonstances l'adversaire déterminé des Jansénistes.

Son biographe, M. de Contades², a tracé de lui un portrait intéressant. « Il était », dit-il, « de moyenne taille, beau de visage. Ses manières étaient gracieuses. L'expression reposée et bienveillante de son large visage aurait eu peut-être quelque chose d'un peu banal si cela n'eût été corrigé par la vivacité du regard et par la finesse du sourire... ; la politesse avec laquelle il recevait généralement tout le monde s'étendait jusque dans ses écrits et ses lettres... Il joignait à cette parfaite courtoisie une simplicité traditionnelle dans sa famille, n'entendant pas être complimenté à l'excès dans ses tournées pastorales. »

Il avait un goût très vif pour les livres, revenant toujours de ses voyages à Paris avec quelque in-folio. Il avait amassé ainsi une belle bibliothèque.

Ce bibliophile aimable fut le seul prélat qu'ait jamais produit l'arbre généalogique des Turgot ; c'est aussi le dernier Turgot qui ait appartenu au clergé. La branche de Sousmont³, parallèle à la branche de Saint-Clair, fut à cet égard parfaitement stérile : elle n'orna ses rameaux d'aucun fleuron ecclésiastique. Cependant, par une singulière coïncidence, l'année 1727 enregistra tout ensemble la mort de l'évêque de Séez et la naissance du grand Turgot, comme si l'un fût d'avance le successeur désigné de l'autre. Peu s'en fallut même, on le sait, qu'à sa vingtième année, achevant ses études théologiques, le jeune séminariste n'entrât dans les ordres.

On peut d'ailleurs conjecturer que cette variante des événements sulpiciens n'eût beaucoup changé ni à la destinée du futur contrôleur général, ni encore moins à celle de la monarchie. Évêque, Tur-

1. Saint-Simon, *Mémoires*, édit. des *Grands Écrivains de la France* (Hachette), t. XX, p. 82 et 219.

2. Le comte G. de Contades, *Ex libris de Dominique-Barnabé Turgot, évêque de Séez*, Alençon, in-8°, 1886.

3. Sousmont est aujourd'hui Soumont-Saint-Quentin, dans le Calvados.

got pouvait être ministre. Que dis-je ? Il pouvait d'autant mieux être ministre qu'il était évêque, et, ministre, ce n'est pas sa qualité d'évêque qui eût empêché sa disgrâce. La branche de Sousmont à laquelle il appartenait peut dormir sans remords si elle n'a donné le jour à aucun prélat. Quant à Turgot, ce n'est pas vers l'état ecclésiastique, pas plus que vers le métier des armes, que l'entraînait l'âme de sa race; ses vrais ancêtres, nous allons le voir, furent surtout des laïques, gens de robe, avocats, magistrats, administrateurs, conseillers du roi.

Les Turgot gens de robe. Ils s'établissent à Paris.

Il est intéressant d'observer comment, à la suite de quels tâtonnements, par quels chemins sinueux ces écuyers, ces petits nobles d'épée des environs de Falaise se sont poussés aux cours de justice, attirés sans doute par le prestige de la royauté et de l'administration royale comme par les avantages pécuniaires qui s'attachaient à ces charges.

Les premiers Tourailles, batailleurs et bataillants, étaient restés tout d'abord modestement établis sur leurs terres. Leur premier pas pour en sortir fut malheureux : sous le règne de Henri II, Gabriel, seigneur des Planches, devenu chevalier et maître d'hôtel ordinaire du roi, mourut à la cour empoisonné. Son frère Louis, moins ambitieux, se contenta d'une charge de conseiller au parlement de Caen; un de ses neveux, Jean, fut avocat au même siège et un autre, Jacques, avocat au parlement de Rouen.

La branche de Saint-Clair fournit à Caen et à Rouen d'autres Turgot, juges ou membres du barreau : Antoine, avocat au parlement de Rouen; Pierre, son frère, conseiller au présidial de Caen; Simon, frère des deux susdits, avocat général à la Cour des Aides de Normandie; Nicolas, président à mortier au parlement de Rouen (mort en 1660).

Cette première moitié du xvii^e siècle marque pour les Turgot une ascension rapide et un tournant décisif. La Normandie ne leur suffit plus et ils en franchissent les limites, tout comme ils étaient sortis naguère du terroir de la vicomté de Falaise. Georges de Monville était déjà proviseur du collège d'Harcourt; déjà Louis, son plus jeune frère, avait réussi de son côté à gagner Paris en 1620, avec la charge de conseiller à la Cour des Monnaies. Ils ne tardèrent pas à être imités par leurs proches. Dès lors, Caen et Rouen furent à peu près abandonnés. Paris devint la résidence habituelle de la famille.

*Les Turgot deviennent intendants.**Jacques de Saint-Clair (1592-1659) et ses successeurs directs.*

Ce n'est pas tout. Jusque-là, les Turgot s'étaient contentés de briguer les fonctions judiciaires. Arrivés à Paris, ils firent un pas de plus, ils pénétrèrent dans le sanctuaire de l'administration monarchique, ils devinrent intendants. Il s'établit même, entre les deux branches de Saint-Clair et de Sousmont, une sorte d'émulation pour la conquête des intendances. Jacques de Saint-Clair est le premier qui ait été honoré par la royauté de cette marque de confiance.

Ce Jacques fut un personnage considérable. Il résume, avec éclat, la transition entre le séjour des Turgot en province et leur avènement à Paris, leur passage des sièges de magistrats en longues robes aux postes plus actifs de « commissaires du roi départis ». Né en 1592, chevalier, il suivit d'abord la carrière des armes et, dès l'âge de vingt-deux ans, il se signala comme président de la noblesse de Normandie aux États-Généraux de 1614. Ensuite, il déserta le parlement de Rouen, où il était, depuis 1616, président à mortier. Il obtint une charge de maître des requêtes, et il fut nommé intendant de Normandie, de Picardie, de Berry, d'Angoumois. Il fut récompensé de ses services par le titre de conseiller d'État ordinaire de la grande direction des finances. Comme tel, il s'opposa, avec courage, à la cession qu'un gouvernement faible venait de faire au comte de Soissons des terres vagues de la province¹. Ce n'était pourtant ni un Brutus, ni un Caton, mais plutôt un administrateur habile, un magistrat de l'école de Philinte. L'austère Olivier Lefèvre d'Ormesson, en son *Journal*, nous le montre moins occupé de faire triompher la stricte justice que de prêter une oreille complaisante à la recommandation. « M. le Chancelier », dit-il (c'est de Séguier qu'il s'agit) « après avoir refusé un arrest pour confirmer une noblesse, M. Turgot, le luy remettant entre les mains, luy dit qu'il luy estoit recommandé par le sieur Charnizé, qui estoit à luy, et qu'il s'en demesleroit avec le dit sieur Charnizé comme il lui plairoit. Après quoi M. le Chancelier le signa. J'admirai comment le chancelier pouvoit tant déférer à la recommandation des sieurs Charnizé, estant un de ses suivans². »

Jacques de Saint-Clair est compté, par Huet, au nombre des hommes illustres de Caen. Catholique, mais tolérant, il fut l'ami du

1. Condorcet, *Vie de Turgot*, Londres, 1786, in-8°, p. 4.

2. *Journal d'Olivier d'Ormesson*, t. I, p. 19-20 (Collection de documents inédits relatifs à l'histoire de France).

pasteur Samuel Bochart, orientaliste alors réputé, qui lui a dédié son *Phaleg*¹. Pierre Pitou fut un de ses aïeux maternels². C'était, en outre, un homme riche : il laissa, en mourant, 10,000 livres de rente et 700,000 livres en argent. Il avait acheté le fameux hôtel Gallet, auquel il tenta vainement d'attacher son nom de famille³. Il fut inhumé aux Incurables (aujourd'hui hôpital Laënnec), maison alors à la mode et un peu mondaine, où il avait institué cinq à six lits de malades.

De ses quatre fils, deux furent intendants comme lui : Antoine, l'aîné (1625-1713), et Dominique, chef de la branche de Sousmont (1629-1670).

Voici, alors, que les deux branches marchent à peu près de front dans la carrière des intendants. Leurs chances de parvenir plus haut encore semblent égales : Marc-Antoine de Saint-Clair est exactement le contemporain et le cousin de Jacques-Étienne de Sousmont. Mais, par un mouvement de la bascule, qui, sans doute, obéit aux influences ataviques, la branche de Saint-Clair n'a bientôt plus, pour champion, qu'un conseiller de la grand'chambre du parlement, Benoit-Antoine, et elle ne tardera pas à s'éteindre, tandis que la branche de Sousmont s'épanouit en splendeur avec Michel-Étienne, prévôt des marchands, comblé de dignités et père de Turgot.

Entre temps, comme pour affirmer le culte voué par la plupart des Turgot aux intendants, la sœur du prévôt des marchands, Marie-Claude-Thérèse, avait épousé, en 1710, Jean-François de Creil, intendant de Metz.

Antoine Turgot de Saint-Clair.

Que valaient ces intendants, pléiade officielle qui a préparé la venue du futur intendant de Limoges et contrôleur général, il n'est pas très facile de le savoir. L'un des plus ignorés est Dominique; l'un des moins inconnus est Antoine de Saint-Clair qui fut intendant de Tours au début du XVIII^e siècle. « C'était, dit M. de Contades, un homme qui avait du feu et de l'esprit. Ayant été de la chambre ardente, il composa, à ce sujet, un poème latin écrit avec la facilité d'Ovide⁴. » Facilité plutôt fâcheuse, mais dans le goût du

1. *Geographiæ sacrae pars prior; Phaleg, seu de dispersione gentium et terrarum divisione facta in aedificatione turris Babel*. 1646, in-fol. Le mot hébreu *Phaleg* est traduit par le latin *divisio*.

2. Bougainville, *Éloge de M. Turgot*, dans l'*Histoire de l'Académie des inscriptions*, t. XXV, p. 213.

3. *Ex libris de Turgot*, p. 3.

4. *Ex libris de Turgot*, p. 3.

temps, et qui, dès les bancs du collège, lui avait valu un certain renom. Voici un exemple de ce genre de littérature.

Dans un recueil de devoirs d'élèves, qui avait encore cours et qui fut réimprimé en 1809¹, on trouve, sous le nom d'Antoine Turgot, un petit poème latin intitulé : *Pila palmaria, la Paume, métamorphose*.

Il s'agit du meurtre de Clytemnestre par Oreste et Pylade. Les restes de la reine sont enfermés dans un sac, et, comme elle crie : « Heu Pylade! Pila nomine dicta latino est », la balle du jeu de paume prend, en latin, le nom de Pila. Pylade en fait un jeu pour adoucir les remords de son ami. Quant à Égyste, il est condamné au métier de marqueur de paume. Cette adaptation d'une légende tragique à une parodie est, on le voit, assez niaise. Mais il ne faudrait pas juger l'intendant Antoine d'après ce péché de jeunesse, pas plus que la société du XVIII^e siècle d'après sa discipline scolaire.

Quoi qu'il en soit, Antoine de Saint-Clair fut un indépendant, il ne manifesta qu'un goût modéré pour les intendances : en 1671, il dédaigna celle de Limoges, préférant, à cet exil temporaire, le séjour continu de Paris et les fonctions de maître des requêtes. En 1684, la mort de son frère aîné doubla sa fortune; cependant, en 1702, il n'osa pas refuser le poste de Tours : il n'y était pas depuis un an qu'il réclama un congé pour ses affaires « avant que le mois d'octobre ne renouvelât les travaux de la tournée ». Il ne l'obtint qu'en subissant les observations du contrôleur général pour qui « la situation des affaires demandait un homme tout entier². » L'année suivante, il quitta définitivement son intendance. Lorsqu'il n'était encore que maître des requêtes, il avait mérité la note confidentielle que voici : « Fort homme d'honneur, très habile pour le peu de temps qu'il est dans sa charge, fort amy du président de Machault, a de grands biens qui luy ont été laissés par M. son père, conseiller d'Estat, et son frère, conseiller au parlement de Rouen, a une desference toute entière pour la maison de M. de Saincoi, le conseiller de la grand'chambre, ayant esté le commissaire de toute la succession de son père, a espouzé la fille de M. du Tillet, cy-devant président en la première des requêtes, lequel a son frère greffier en chef³. »

1. *Musas rhetorices, seu carminum libros quinque a selectis olim rhetorices alumnis elaboratos, typis mandavit... Amar...* Parisiis. Delalain, 1809.

2. Il est vrai qu'on était alors en pleine guerre. Sur cet incident, voir la savante thèse de Ch. Godard, *les Pouvoirs des intendants sous Louis XIV*. Paris, in-8°, 1901, p. 36.

3. Bibl. nat., f. fr. 14028 : « Le portraict de MM. les maistres des Requestes. »

Marc-Antoine de Saint-Clair.

C'était le fils d'Antoine. Il naquit en 1663 et il eut une existence correcte qu'il sut mener sans hâte jusqu'à quatre-vingts ans. Il commença d'exercer, à trente-cinq ans, les fonctions de maître des requêtes; à trente-neuf, il entra dans les intendances et gouverna, d'une main ferme, les généralités de Riom (1707), Moulins (1714), Soissons (1720). Il ne mourut qu'en 1748.

Ces pauvres intendants, souvent rudoyés par le contrôleur général, étaient eux-mêmes de singuliers potentats dans leur « département ». Exemple : un de leurs devoirs était de surveiller les élections municipales, c'est fort bien. Mais que penser de Marc-Antoine qui, sous prétexte de surveillance, annule l'élection d'un consul, « vu que ledit était fils du trésorier de France et peu propre à faire la levée de deniers royaux », ou qui, par une tolérance peut-être ironique, « dispense deux notaires élus consuls de remplir une charge aussi absorbante »¹? Petits jeux d'une administration tracassière.

Cependant, il y avait parfois de vilaines journées pour l'autorité de MM. les commissaires départis. Il faut lire, dans la *Correspondance des contrôleurs généraux avec les intendants*², le récit émouvant de l'émeute de Saint-Flour contre la sortie des blés : Marc-Antoine assiégé dans une ville forte, sans garnison, obligé de se réfugier chez l'évêque, les gens du faubourg forçant les portes de la place, des femmes en furie, tirées de prison, etc. Tout finit, comme toujours, à l'arrivée des dragons, par une répression sans pitié. Par ordre du lieutenant général du bailliage, plusieurs émeutiers furent mis à la torture et exécutés. C'était les mœurs du temps.

Marc-Antoine en avait de plus douces. Il employa le meilleur de sa vie à réunir une riche bibliothèque qu'il vendit 28,000 livres.

Jacques-Étienne de Sousmont.

Cet intendant mérite aussi une mention à part. Il acheta, en 1690, une charge de maître des requêtes qui lui coûta 90,000 livres (un beau denier comme on voit) et, suivant l'usage, lui donna accès aux intendances. Il avait épousé la fille d'un gros personnage, Marie-Claudine Le Pelletier de Souzy. L'ayant perdue, à la fleur de l'âge, en 1711, il fut, à cette occasion, fort maltraité par Saint-Simon qui,

1. Godard, *Pouvoirs des intendants*, p. 181-182.

2. A. de Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux avec les intendants*, t. III, p. 217, pièce 561.

à la vérité, détestait les intendants. « Le Pelletier de Souzy », dit le terrible chroniqueur, « perdit sa fille, M^{me} Turgot, qu'il aimoit avec passion et avec grand raison. Son gendre étoit un butor qu'il ne put jamais soutenir dans les intendances, ni faire conseiller d'État¹ ».

En effet, Jacques-Étienne passa successivement de Metz (1696) à Tours (1701) et à Moulins (1709-1714) sans avoir obtenu ni un poste d'avancement ni le titre de conseiller d'État, contrairement à des usages à peu près constants.

Sa correspondance avec le contrôleur général est celle d'un pauvre homme habitué à être malmené. Il écrivait de Tours, en juin 1703 : « Je vous fais mes excuses, si je ne puis me dispenser de vous renouveler, plus instamment que les autres fois, mes prières pour obtenir un congé d'un mois. L'état de ma famille, dont je suis éloigné depuis longtemps, et qui est toute séparée pendant que je reste seul, et avec soin (*sic*) pour les besoins des affaires, et de remplir mon devoir, celui de la santé de M^{me} Turgot, éloignée de moi depuis six mois par sa mauvaise santé qui nous cause de fréquentes alarmes et inquiétudes, celui de mes enfants, un jeune que je n'ai point vu, mon fils de quinze ans au collège, séparé de moi, à conduire un peu, sans oser vous exposer mille soins pour ma famille, ni le temps de près de quinze mois que je n'ai vu M. Le Peletier, les soins de mes affaires qu'il faut que je conduise et qui surviennent dans un bien honnête; mille autre soins demandent que, dans l'état où je suis, je renouvelle de près de temps en temps l'application que j'y dois. Je fais, [le plus] exactement que je puis, mon devoir dans mon emploi; mais, quand les affaires le permettent, ma situation et l'état, après tout, de père de famille, quoique jeune, de mon chef, demande que j'y renouvelle mes soins, et que j'ose vous supplier instamment de m'accorder cette grâce² ». Et encore : « De tous ceux qui changent, il n'y en a aucun qui ait plus sujet d'être affligé que moi qui, après quatorze années de services assidus, et étant presque des anciens maîtres des requêtes dans l'intendance, me vois dans le malheureux sort de toujours descendre..., il n'importe et avec la soumission que je dois aux ordres de S. M., et l'espérance de votre protection, qui m'est nécessaire, j'irai partout où elle jugera que je pourrai être utile » (Tours, août 1709)³.

1. Saint-Simon, *Mémoires*, édit. des *Grands Écrivains*, t. XXI, p. 135.

2. A. de Boislisle, *Correspondance des contrôleurs généraux*, t. II, p. 143, pièce 499.

3. *Ibid.*, t. III, p. 203. Boislisle, dans les tables de la *Correspondance*, fait de Jacques-Étienne, dans le même temps (1701-1709), un intendant de Metz (t. II, p. 691) et de Tours (t. III, p. 800).

Cependant, il a conscience d'avoir été appliqué à son devoir : « Je dirai, sans prétendre blesser la modestie, que je suis sûr, dans trois heures de temps, d'avoir donné à M. Chauvelin plus d'idées générales du département de Touraine que je n'ai pu en prendre en six ou sept jours, et que je lui ai laissé les affaires en meilleur ordre que je ne les trouve en ce pays »¹.

D'autre part, il semble bien que ce soit lui que le marquis d'Argenson visait lorsqu'il a écrit² : « Un certain intendant de Tours, qui vivait au commencement de ce siècle, était fameux par ses agendas. On les lui dérobait, quand on pouvait les attraper, et on les lisait, en arrière de lui, pour en rire. On trouva un jour écrit sur l'un d'eux : « J'ai pris la résolution de me faire désormais la barbe « moi-même parce que mes gens sont des bourreaux qui m'écorchent. » Un peu plus loin, il y avait : « Je ne veux plus jurer mordieu : cette « expression n'est pas convenable pour un magistrat et un intendant ; « il vaut mieux dire morbleu. »

On peut pardonner à Jacques-Étienne ses innocentes manies ; elles dénotent une âme ingénue, mais elles le rendaient ridicule, chose grave en France.

Ce n'était pas un illettré, il a écrit des mémoires historiques sur les Trois-Évêchés³. Malheureusement, d'autres renseignements nous donnent à penser qu'il était maladroit, impulsif et gaffeur. Lorsqu'il était à Moulins, le chancelier Ponchartrain dut le blâmer « pour avoir injustement enlevé le droit de bac à un prieur de Chartreux, sans même vouloir rendre une ordonnance, afin de lui enlever le pouvoir d'en appeler »⁴.

Il commit, sans doute *ab irato*, quelques autres excès d'autorité du même genre. Le fait est qu'en 1714, il fut révoqué, sans qu'on sache exactement pourquoi⁵.

Ne le plaignons pas trop. Ce n'était pas du tout un pauvre hère. L'inventaire de son hôtel d'Ansas à Moulins, en 1711, témoigne d'une richesse discrète, voire même d'une certaine délicatesse de goût. La grande salle à manger était assez froide et nue, mais garnie de plus de douze mille livres d'argenterie. Le cabinet de M. l'intendant était confortable, orné de tableaux, de tapisseries et de meubles variés.

Si la chambre à coucher du maître du logis était très simple, la

1. Boislisle, t. III, p. 219.

2. *Mémoires*, t. V, p. 162.

3. L. Delisle, *Bibl. nat., mss. latins et français (Nouv. acquis.). Inventaire*, t. I, p. 383.

4. Godard, *Pouvoirs des intendants*, p. 168.

5. Godard, *Ibid.*, p. 434, note.

chambre de M^{me} et son grand cabinet étaient luxueux. Il y avait huit chevaux à l'écurie, une chaise de poste pour Paris et un carrosse de campagne¹.

Ainsi, Jacques-Étienne, peut-être stylé par sa femme, sans être fastueux, savait garder le décorum de son emploi. Il possède, à nos yeux, un autre mérite, il fut le père du prévôt des marchands.

Michel-Étienne prévôt des marchands (1690-1751).

Il y avait beau temps que Paris avait perdu la réalité de ses franchises municipales ; mais la grande ville en avait conservé les brillantes apparences que Michel-Étienne² rehaussa de son prestige personnel. Conseiller au Parlement, puis président de la deuxième Chambre des requêtes et conseiller d'État, il exerça, de 1730 à 1740, les très honorables fonctions de chef de la municipalité parisienne et ne s'en retira qu'avec le titre de marquis. Pendant ces cinq prévôtés³, il donna une idée de ce qu'aurait pu être un véritable maire de Paris.

Il s'efforça de remettre de l'ordre dans les finances de la ville et il employa près d'un million en remboursement de rentes, si bien qu'en 1740 les revenus municipaux étaient presque doublés.

Il entreprit d'assainir la cité, construisit un égout avec réservoir et écluses, prolongea le quai de l'Horloge jusqu'à l'extrémité de l'île du Palais. Il confia, en 1730, à Bouchardon le soin d'édifier la belle fontaine de la rue de Grenelle et sa nymphe élégante, dont Michelet a senti le charme conquérant et mystérieux. Il mérita les louanges de Voltaire dans son *Temple du goût*.

Il était favorable à la liberté du commerce des grains et, comme un devoir de sa charge était de veiller à l'approvisionnement de la ville par la voie d'eau, il fit si bien qu'en dépit d'une disette grave les ports de la Seine fournirent presque à eux seuls, de 1738 à 1740, à la subsistance des Parisiens. En activant le flottage sur les rivières, il facilita le commerce du bois de chauffage et entretint toujours une provision de deux ans dans les chantiers.

Il savait voir et agir par lui-même, payer de sa personne, diriger les ouvriers, réprimer les désordres. On le vit, en janvier 1736, se jeter bravement entre des Suisses et des gardes-françaises qui, sur le Pont-Neuf, en venaient aux mains. Il arriva toujours le premier

1. Claudon, *Maison d'un intendant*, Moulins, in-8°, 1900.

2. Voir son éloge par Bougainville, *Académie des inscriptions*, 1759, t. XXV, p. 213, 237, et, dans le *Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris*, 1910, p. 102-107, un discours de M. Babeau.

3. Chaque prévôté durait deux ans et d'ordinaire n'était prolongée que deux fois.

aux incendies ; il se distingua à celui de l'Hôtel-de-Ville en 1737.

Il agissait sans cesse en sa tête des projets grandioses : il voulait établir une machine qui portât l'eau jusqu'au sommet de la montagne Sainte-Genève et la distribuât dans Paris ; il rêvait de palais, édifiés sur les bords de la Seine, qui eussent complété l'Hôtel-de-Ville, logé le Grand Conseil, les Académies, la Banque royale, tous les dépôts des secrétaires d'État.

En même temps, il s'inquiétait des moindres détails de son administration : il visitait les ateliers, favorisait les auteurs de découvertes utiles ; il rendait, sans bruit, au public une foule de services obscurs ; il faisait établir des barrières et des parapets le long de la Seine, des levées autour de l'île Louviers, des corps de garde sur les remparts et sur les ponts, une estacade et un abri pour les bateaux, près de l'Arsenal, des pompes dans tous les quartiers, avec des regards pour ouvrir les grands tuyaux.

Sa charge de prévôt eût été très lucrative s'il n'avait, suivant l'usage, contribué de sa bourse à la pompe et à l'éclat des fêtes données par la ville. Il en faisait les honneurs « avec une politesse aisée, noble et attentive ». La première année de sa prévôté, il offrit à souper au roi à l'occasion de la naissance du Dauphin, et il donna, en 1739, une autre fête notable pour le mariage de Madame.

Il avait été élevé par son aïeul maternel, Le Pelletier de Souzy, qui recevait chez lui Boileau, M. et M^{me} Dacier, les érudits Massieu et Tourreil.

Fidèle au culte des choses de l'esprit, il encouragea les recherches historiques, il fit nommer géographe de la ville le savant abbé de La Grive ; il acheta des tapisseries anciennes dont l'une figurait le plan de Paris ; il commanda à Louis Bretez un plan dessiné à la main et lavé, représentant en perspective et en élévation les monuments et les maisons de Paris. C'est le plan, dit de Turgot, qui se compose de vingt et une planches in-folio, mesurant en bloc 3^m16 sur 2^m45 : un très beau travail. Michel-Étienne, grand seigneur épris de son métier, avait une dignité simple et naturelle ; il était bien fait, beau de visage, affable et bon. A ses débuts dans la magistrature, il n'avait pas voulu appartenir à la Chambre des enquêtes, redoutant « pour la sensibilité de son âme des épreuves trop pénibles », c'est-à-dire sans doute que la torture lui faisait horreur. Enfin, le désintéressement était chez lui spontané. Un jour son oncle Le Pelletier des Forts lui apprit qu'il avait à pourvoir à une place importante et qui dépendait de lui ; le premier mouvement du prévôt fut de la solliciter pour un de ses amis qui l'obtint. Quand il rentra chez lui, on lui demanda

pourquoi il ne s'était pas proposé lui-même : « Je n'y ai pas pensé », répondit-il. Il mourut de la goutte à soixante et un ans.

*Les frères de Turgot : Michel-Jacques (1719-1773)
et Étienne-François (1721-1788).*

Le prévôt des marchands eut quatre enfants : trois fils et une fille. L'aîné ne voulut pas d'un emploi dans l'armée et préféra la magistrature. Il se nommait Michel-Jacques. Né en 1719, il fut avocat du roi au Châtelet, puis maître des requêtes et en dernier lieu président à mortier. Ce fut un magistrat modeste, pacifique, zélé. Dès l'âge de trente-trois ans, il souffrit de la goutte comme son père; mais, tout impotent qu'il était, il ne manquait pas à son devoir, il se faisait porter au palais¹.

Le second fils du prévôt Étienne-François fut très différent de son aîné : il entra dans l'ordre de Malte et, à son retour en France, il fut nommé brigadier des armées du roi. On l'appelait communément « le chevalier ». En 1763, lors de la trop fameuse expédition de Kourou² qui, dans la pensée de Choiseul, devait faire de la Guyane un nouveau Canada, il obtint d'être nommé gouverneur général de cette colonie décorée du nom séduisant de « France équinoxiale », et l'un de ses amis, Chanvalon, lui fut adjoint comme intendant. Mais les deux chefs ne tardèrent pas à se brouiller. Chanvalon, voulant agir seul, partit le premier, Turgot s'attarda à Paris. On sait le reste : les lenteurs mortelles des bureaux, l'hostilité des gens de Cayenne, le mirage des plus folles réclames provoquant l'affluence d'émigrants pour la plupart de la pire espèce, l'impossibilité d'en loger la majeure partie, l'effet désastreux de la saison des pluies et d'un soleil meurtrier, toutes les horreurs de la disette et des épidémies, une mortalité dévorante, enfin une catastrophe comme on n'en avait jamais vu dans notre histoire coloniale.

Pendant ce temps, le gouverneur, tout d'abord enthousiasmé par ses vastes projets, avait peu à peu perdu courage et n'éprouvait plus que le très vif désir de ne pas faire connaissance avec sa colonie.

Il fallut l'embarquer presque de force. Arrivé à Cayenne, en

1. *Journal de Barbier*, t. IV, p. 207.

2. Voir Ternaux-Compans, *Notes historiques sur la Guyane*, ch. VIII, p. 89-102; Malouet, *Mémoires*, t. II, appendice xxvi, p. 405, 408; E. Daubigny, *Choiseul et la France d'outre-mer* (1892), ch. III, p. 31-130, d'après les Archives coloniales (Collection Moreau de Saint-Méry). Cf. Dr Willy Marcus, *Choiseul und die Katastrophe am Kouroufusse*. Breslau, 1905.

décembre 1766, son premier soin fut de faire arrêter Chanvalon et d'instruire son procès ; mais il ne quitta point sa résidence de peur d'être atteint par la contagion, il ne visita même pas ses malheureux colons, agonisant sur la plage de Kourou : au bout de trois mois, il se rembarqua en toute hâte et rentra en France.

Son crédit et la haute estime dont jouissait sa famille ne furent pas diminués par son étrange conduite ; tout l'odieux du désastre retomba sur l'intendant Chanvalon, qui fut enfermé au mont Saint-Michel, ruiné, déshonoré. Il attendit jusqu'en 1781 une réhabilitation, qui n'a point effacé d'ailleurs ses négligences et ses légèretés. Quant à Étienne-François Turgot, à peine s'il fut condamné à un exil peu lointain et passager.

En 1765, il avait été élu associé libre de l'Académie des sciences ; il avait en effet publié (1758) un mémoire sur la manière de préparer, de conserver les diverses curiosités d'histoire naturelle. On lui doit aussi diverses observations et communications. Amateur plutôt que savant, c'était principalement un botaniste¹. Lors de son séjour à Cayenne, il avait trouvé le temps de remarquer une résine élastique.

« Surtout », disait-il en mourant, « qu'on ne fasse pas mon éloge. »

Les femmes dans la généalogie des Turgot.

Il n'y a pas que les hommes dont les influences diverses contribuent à déterminer une physionomie historique. Les femmes y ont aussi leur rôle, il est vrai, plus difficile à démêler.

Un premier caractère de la généalogie féminine des Turgot, c'est la rareté des vocations religieuses. Peut-être a-t-on négligé de les noter toutes : pour le moins est-il singulier que, dans le cours de deux siècles, le xvi^e et le xviii^e siècles, il ne soit question chez les Turgot d'aucune abbesse ou religieuse quelconque ; au xvii^e siècle seulement, siècle dévot par excellence, sont mentionnées, en tout et pour tout, deux Ursulines à Caen et à Beauvais, une abbesse à l'Hôtel-Dieu de Vernon et, enfin, deux religieuses. A Paris, rien.

En second lieu, dans leurs épousailles, les Turgot semblent avoir été surtout guidés par un vif sentiment de dignité aristocratique : ils ont fait, en général, ce qu'on peut appeler de beaux mariages, des mariages bien normands, féconds en enfants et en terres. Leurs femmes, pour la plupart originaires de la région, étaient de richesse et de noblesse connues. C'est, dès le xv^e siècle, Philippe-Bertrand

1. Grimm, *Correspondance littéraire*, t. IV, p. 12 ; J.-M. Quérard, *la France littéraire*, t. IX (1838), p. 579.

des Tourailles qui, en épousant Jeanne Turgot de La Bionnière, tire la famille hors de pair. C'est, au xvi^e siècle, Jeanne Le Verrier qui donne à son mari Guillaume jusqu'à vingt-deux enfants. C'est Valdrine de Trolley, épouse de Louis, dont la maternité moins prolifique, mais fort respectable, met au jour huit fils et quatre filles.

Jusque dans leurs mouvements de passion, les Turgot ne perdent pas la tête. Vers 1657, on enferme à Saint-Lazare l'infortuné François Turgot, devenu fou par amour pour M^{lle} de Beuvron, qui devait bientôt après devenir M^{me} d'Arpajon, duchesse d'Étrépagney. Et ce n'est pas seulement pour eux-mêmes ou pour leurs fils que les Turgot recherchent de bonnes alliances, à leurs filles aussi ils savent assurer des établissements avantageux et même brillants; au xvii^e siècle, une Turgot, fille d'Élisabeth, épousa un Béthune, de la branche des Chabot. Une Françoise eut pour mari Jacques de Bailleul, seigneur de Beauvais; une Catherine entra dans la famille d'Aligre; Marie-Claude accorda sa main à François de Creil et sa fille devint une Beauvilliers; Charlotte-Antoinette, de la branche de Saint-Clair, une Boisselin; enfin, la sœur de Turgot, Hélène-Françoise-Étiennette, ne fut pas moins bien partagée : elle épousa, en 1757, Paul-Hippolyte, sire de Beauvilliers, duc de Saint-Aignan, lieutenant général des armées du roi, membre de l'Académie française; elle sut faire, en grande dame, les honneurs de son château du Tremblay et y attira fréquemment son frère, le contrôleur général, pour qui elle avait une réelle affection.

De toutes ces observations, il semble résulter : que le choix heureux des unions a dû favoriser la production d'hommes distingués; que, même par leur seule entrée dans de bonnes familles, les filles des Turgot ont dû contribuer à l'influence morale et au développement de la race; qu'en un mot ce qu'il y en a de meilleur chez les Turgot leur est venu peut-être des femmes.

La mère de Turgot.

Faut-il faire une exception pour la mère de Turgot? On en jugera. Le prévôt des marchands avait épousé, en 1718, Françoise-Madeleine Martineau de Brétignoles, âgée de vingt ans, appartenant, selon toute vraisemblance, à une vieille famille parlementaire originaire de l'Anjou.

Un Martineau, conseiller des requêtes, joua un rôle, d'ailleurs ridicule, lors de la Fronde, pendant la fameuse journée des Barricades de 1648. D'après Guy Joly, le 26 août, après le *Te Deum*, « Miron proposa les barricades : il fallait que dans quelque autre

quartier que celui du chevalier du guet on battit le tambour. On envoya chez Martineau, conseiller des requêtes, capitaine de la rue Saint-Jacques : il était ivre. Sa femme, sœur du président de Pomereuil, dont le coadjuteur était amoureux, se leva, fit battre les tambours et commença les barricades dans ce quartier, comme Miron dans le sien »¹.

On sait qu'ensuite le Parlement se rendit chez la reine. Et Guy Joly ajoute : « Martineau dit qu'il fallait rendre M. Broussel et que le peuple le demandait de trop bonne grâce, ce qui excita un grand murmure. Apparemment, il n'avait pas bien cuvé son vin². »

Ce magistrat dépourvu de sobriété, cet alcoolique, dirions-nous aujourd'hui, fut très probablement le grand-père de M^{me} Turgot. La concordance des dates en fait foi.

La femme du prévôt avait été élevée dans ce monde futile et corrompu de la Régence que le système de Law avait profondément bouleversé, poussant pêle-mêle aux premiers rangs, à côté des nobles de vieille souche, les bourgeois parvenus, les marchands enrichis. Elle était de la société de la maison Bernard, « maison de jeu, de bonne chère, rendez-vous de la meilleure compagnie », affirme le président Hénault ; « le comte de Verdun y était en grande considération ; c'était un homme de qualité, infatué de bel esprit, assez ridicule et parlant avec autorité..., on y trouvait M. le cardinal de Rohan, à qui la nature avait donné tous les talents extérieurs, le prince de Rohan son frère, Le Bordage, M^{me} de Montbazon qu'ils se disputaient tous deux, Des Forts, depuis contrôleur général, M^{me} Turgot, M. d'Aumont, M^{me} Martel, Van Hoog, chez lequel on allait souper dans sa belle maison d'Issy ; le maréchal de Villeroi, attiré par M^{me} de Sagonne, fille de Bernard..., M. le comte de Verdun, grand janséniste et qui entretenait une danseuse à l'Opéra nommée la Menés..., Brossoré, conseiller au Parlement, courtisan du cardinal de Fleury et se donnant l'air d'être caustique, homme de bonne chère, le maître dans la maison de Bernard, l'homme de confiance de M. et de M^{me} du Maine. Qui donc dirai-je encore ? M^{me} de Maisons..., M^{me} Fontaine, fille de Dancourt et la maîtresse de Bernard ; enfin tout Paris : c'était de quoi faire des connaissances³ ».

Pour se complaire en ce milieu, M^{me} Turgot, sans doute, ne fut pas une mère de famille modèle. En tout cas, elle était fort laide.

1. Guy Joly, *Mémoires*, t. XLVIII, p. 22 (Collection Petitot).

2. *Ibid.*, p. 24.

3. *Mémoires du président Hénault* (édition François_Rousseau), in-8°, 1912, p. 25.

Caractères héréditaires chez les Turgot.

Nous venons de passer en revue, des origines au XVIII^e siècle, la généalogie des Turgot.

Il nous reste à voir, en résumé, si ces personnages dissemblables n'offrent pas entre eux des ressemblances héréditaires et si de l'ensemble de ces portraits particuliers ne se dégage pas par avance l'effigie représentative du grand Turgot.

Malheureusement, tous les Turgot (il s'en faut) ne nous sont pas connus, et beaucoup ne le sont que par les faibles indices d'une date, d'un titre, d'un nom de lieu.

Aussi est-il à craindre que notre essai d'inventaire ne soit très incomplet et qu'il ne faille en bien des cas nous y contenter de peu ou même de rien. Suivons, autant que possible, l'ordre chronologique.

De leurs ancêtres normands, les Turgot paraissent avoir conservé une certaine rudesse, qui s'atténua par l'influence d'un milieu de plus en plus policé, mais ne s'effaça jamais complètement. Par une véritable survivance, elle se perpétua surtout dans la branche des Tourailles; elle apparut notamment chez Georges Turgot, le colérique proviseur du collège d'Harcourt. Ces mêmes Tourailles qui, durant trois siècles, montèrent la garde aux pieds de la royauté, se sont distingués par leur courage, dont la contagion s'est étendue aux autres branches de la famille. Exemple : le capitaine Claude réprimant, d'un coup de pistolet, la prise d'armes de Vasteville. Avec le temps, ce courage militaire se transforma en courage civique. On vit Michel-Étienne, prévôt des marchands, se jeter entre deux troupes de soldats ameutés; son frère Michel-Jacques, torturé par la goutte, se faire porter au Parlement pour y occuper son siège de président à mortier.

Du petit nombre des Turgot qui firent partie du clergé se détache la claire figure de l'évêque Dominique-Barnabé, dont les qualités principales furent la simplicité et la courtoisie. Qui sait d'où lui venaient ces dons naturels, de sa mère, de sa grand-mère? Qui dira par quels détours ils parvinrent au prévôt des marchands touché par la baguette des bonnes fées?

Aux gens de robe, fils et continuateurs des légistes, les Turgot, famille noble, empruntèrent deux caractères très nets : le loyalisme monarchique et l'esprit laïque, origines probables de la théorie du bon despote.

Le roi Louis XV, qui se connaissait en généalogie, dit un jour des Turgot : « C'est une bonne race. »

Sur les cinq intendants que, durant un siècle et demi (de 1600 à 1750 environ), produisit la famille Turgot, il y aurait beaucoup à dire. Il est fort à craindre, nous l'avons vu, que l'ambitieux Jacques de Saint-Clair n'ait été trop complaisant et que de ses descendants l'un, Antoine, n'ait commis des négligences, l'autre, Jacques-Étienne, n'ait justifié sa révocation par sa gaucherie et par ses maladresses, tandis que François (qui d'ailleurs n'exerça aucune fonction) était réellement fou. Il y a là un groupe fâcheux de taches grises d'origine inconnue. Il est malaisé de suivre le chemin qu'elles ont parcouru dans les branches de Saint-Clair et de Sousmons : elles se sont très inégalement réparties, elles ont sauté une génération ; le prévôt des marchands a été totalement épargné, semblable à un crible qui ne retiendrait que le bon grain. Sa mère, Marie-Claudine Le Pelletier de Souzy, femme très distinguée, exerça sur lui sans doute une action bienfaisante et protectrice. Le président Michel-Jacques a été préservé de même. Enfin, le ministre est resté indemne, sauf peut-être en ce qui concerne la gaucherie et les maladresses. Quant à Étienne-François, le malheureux gouverneur de la Guyane, il paraît avoir reçu en héritage direct de sa mère la frivolité, de son grand-père paternel la maladresse et la gaucherie, en ligne collatérale de son trisaïeul une négligence que la gravité des circonstances rendit criminelle et un grain de folie.

Par une sorte de compensation à ces legs fâcheux, il est remarquable que tous les Turgot connus ont eu le culte des choses de l'esprit, ont été comme on dirait aujourd'hui des intellectuels.

L'évêque de Séez a été un bibliophile, le proviseur Georges un avocat éloquent des privilèges de l'Université, Antoine un écrivain ingénieux, Marc-Antoine avait réuni une riche bibliothèque, le prévôt a encouragé les savants et les artistes, Étienne-François lui-même a eu le goût des recherches scientifiques.

En résumé, rudesse, courage, simplicité, courtoisie, loyalisme monarchique, gaucherie et maladresse, culte des choses de l'esprit, tels sont les principaux traits héréditaires en partie contradictoires qui caractérisent les Turgot.

Pour former un tout concret de toutes ces abstractions éparées, il suffisait, mais encore fallait-il que naquit le grand Turgot.

Pierre FONCIN.

SISMONDI ET LE BLOCUS CONTINENTAL.

Dans quelle mesure les événements contemporains peuvent-ils exercer une influence sur les théoriciens de l'économie politique? Il serait intéressant de le rechercher, mais souvent bien difficile de le déterminer. Dans leurs traités, dans leurs exposés de doctrine, pour donner plus de généralité à leur raisonnement et lui conserver en quelque sorte toute sa valeur abstraite, ils ne parlent souvent que par allusion, — quand ils en parlent, — des événements auxquels ils ont assisté ou auxquels ils ont pu être mêlés.

Quand il critique le régime prohibitif et fait l'éloge du libre-échange, Jean-Baptiste Say néglige de faire savoir à ses lecteurs qu'il éprouva, comme industriel, la puissance de cette protection douanière dont il ne cachait pas, d'ailleurs, le danger¹.

Comme Jean-Baptiste Say, Sismondi édifia ses théories sur des observations personnelles et directes, et lorsqu'il critiquait, dans ses traités, les douanes et les prohibitions qui imposent aux consommateurs d'énormes sacrifices, excitent l'industrie d'une manière factice, mais provoquent des surproductions dangereuses, il dégagait une formule générale d'incidents précis où il avait été personnellement mêlé.

Secrétaire du Conseil de commerce du département du Léman créé en l'an X, « l'agriculteur » Sismondi devint, en outre, quelques années après, secrétaire de la Chambre de commerce². Un de ses biographes, qui semble l'avoir bien connu, raconte que dans ce poste, où il ne toucha, d'ailleurs, jamais aucun traitement, « il soutint les intérêts des négociants et de la ville contre les mesures brusques du despotisme impérial. « Ce n'est pas le règne de la Terreur », disait-il, « c'est celui de la mort, car la vie est le sentiment, et de sentiment il n'y en a plus ». Le préfet de Genève s'étonnait fort de l'audace du modeste secrétaire qui exposait, d'une façon aussi lucide qu'énergique et simple, l'inexactitude des assertions du ministre de l'Inté-

1. Dans un article sur *Jean-Baptiste Say et le Blocus continental* (*Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales*, 1911, n° 2), j'ai montré avec quelle franchise l'économiste, alors filateur à Aulchy-les-Moines, exprimait son opinion libérale en 1810.

2. E. Chapuisat, *le Commerce et l'industrie à Genève pendant la domination française*, 1908, p. 162.

rieur et de ses considérants, faits après coup, sur lesquels s'appuyaient des arrêtés inexécutables ou ruineux¹. »

Loyal autant que sensible, indépendant autant que clairvoyant, Sismondi ne se gênait pas, en effet, pour critiquer, sans le moindre ménagement, les mesures particulières qu'il jugeait dangereuses et le système général dont ces mesures n'étaient que des applications. Et les occasions ne durent pas lui manquer!

Un témoignage nous est resté de l'énergie avec laquelle l'auteur, déjà connu, de la *Richesse commerciale* prenait en mains les intérêts de sa ville et du commerce en général, quand il croyait ces intérêts menacés par une politique brutale; ce témoignage, le voici :

Au mois de novembre 1810, un décret, resté manuscrit, organisa le transit, par la Turquie et l'Illyrie, du coton et des denrées coloniales venant du Levant. Ce n'était plus par l'Autriche, l'Allemagne et Strasbourg que devaient parvenir ces denrées, mais par la Macédoine, la Bosnie, l'Illyrie, l'Italie. Après que des avis officiels eurent été insérés au *Moniteur* pour vanter la route nouvelle, une circulaire du ministère de l'Intérieur fut envoyée aux Chambres de commerce, pour leur montrer tous les avantages du système nouveau; la plupart des Chambres se contentèrent, n'osant rien dire, d'accuser réception; d'autres, — celles de nos ports de l'ouest, — remercièrent en déclarant que la mesure prise ne les touchait pas; une seule Chambre, celle de Genève, adressa au Ministre une lettre très ferme où elle examinait, pour les démolir, tous les arguments donnés en faveur de la route nouvelle; elle déclarait que ses renseignements particuliers contredisaient ceux du Ministre; elle demandait ironiquement au Ministre de lui communiquer le rapport qu'il avait dû recevoir, sur lequel il s'appuyait, et dont l'article du *Moniteur* n'était sans doute qu'un extrait; puis, s'attaquant à toute la politique économique suivie jusqu'alors, la Chambre en faisait une violente critique, n'hésitait pas à dire qu'elle ruinait le commerce maritime de la France, créait, par les licences, des monopoles dangereux et n'avait d'autre résultat, par ces « funestes secousses », que de décourager les commerçants honnêtes et de favoriser ceux qui, « jouant sur le fonds d'autrui, n'avaient à perdre ni honneur, ni fortune »².

1. *Vie et travaux de Ch. de Sismondi*, par A.-M. Paris, 1846.

2. Voir *Revue de Paris* du 25 novembre 1912 : *Napoléon et les routes balaniques*; au moment où je fis ce travail, le document analysé ici, et qui faisait partie des « résidus » de la série F¹², n'avait pas encore été classé; il aurait eu sa place marquée dans cette étude, dont il eût encore fortifié les conclusions.

L'attaque était vive ; Montalivet, ému, fit demander par ses bureaux le nom du rédacteur de la lettre¹ ; le 4 janvier 1811, la Chambre de commerce répondit : « La lettre est le résultat de deux séances de la Chambre. Elle a été rédigée par Simonde Sismondi, auteur de la *Richesse commerciale* et d'autres livres, qui, depuis la formation des Chambres de commerce, a toujours fait dans celle-ci, lorsqu'il s'est trouvé à Genève, les fonctions de secrétaire-rédacteur. » Sur l'ordre du Ministre, les bureaux préparèrent des observations à Sismondi, et Montalivet revit et corrigea lui-même la lettre « semi-confidentielle » où il devait marquer son mécontentement, « mais qu'il avait recommandé de faire avec mesure et avec soin ».

On reprochait à Sismondi son « ton de plainte peu convenable », ses « expressions très peu mesurées, qui montraient une grande ignorance des vrais intérêts du commerce français, ou un esprit antinational bien plus coupable encore » ; on répondait tant bien que mal à son argumentation et, après avoir essayé de lui démontrer « que le meilleur moyen de servir le commerce était de ne chercher ses intérêts que dans des opérations conformes aux vues du gouvernement », Montalivet lui faisait comprendre qu'il serait habile de sa part de se concilier l'esprit de l'autorité : « Il éviterait pour l'avenir des torts et des désagréments. »

Sismondi recommande quelque part aux économistes de « ne pas faire abstraction du temps et de l'espace ». Son rôle à la Chambre de commerce de Genève, que cet incident nous révèle très actif et très courageux à la fois², prouve qu'il tira de « son temps » des observations utiles et que sa science d'économiste ne fut pas seulement livresque. D'autre part, la lettre que lui valut sa critique acerbe des exagérations et des erreurs du système continental est un témoignage précieux de l'intolérance gouvernementale et du dogmatisme des bureaux, qui ne supportaient pas la moindre discussion de leurs doctrines.

Le 3 mai 1815, Napoléon, se promenant dans le jardin de l'Élysée avec Sismondi, lui disait le plaisir qu'il avait trouvé à la lecture de ses ouvrages : assurément Montalivet ne lui avait pas com-

1. Les bureaux avaient d'abord minué une lettre assez raide de ton ; Montalivet l'annota ainsi : « Demander simplement le nom. »

2. On peut se demander si le rapport très pessimiste que le Conseil de commerce adresse à Chaptal sur la réunion de Genève et ses effets économiques n'a pas été rédigé par Sismondi ; il pourrait également être l'auteur d'un avis de la Chambre de commerce sur la cause et sur la réduction des droits d'entrée sur le coton (6 janvier 1808). Voir Chapuisat, *ouvr. cité*, p. 162 et 271.

muniqué le rapport où il déclarait que la politique économique, adoptée par la France, ne favorisait que les spéculateurs sans scrupules¹.

Ch. SCHMIDT.

Les membres de la Chambre de commerce de Genève à Son Excellence monseigneur le ministre de l'Intérieur, comte de l'Empire, conseiller d'État à vie, grand officier de la Légion d'honneur.

Genève, 27 novembre 1810.

Monseigneur,

La Chambre de commerce de Genève a reçu, avec reconnaissance, la lettre que Votre Excellence a daigné lui adresser, en date du 11 novembre, sur les communications directes à établir avec la Turquie par les Provinces illyriennes. Sentant toute l'importance des avis qui lui étaient donnés, elle a cru devoir en faire part aux négociants qui, dans cette ville, suivent le commerce du Levant et les consulter sur sa réponse; voici, Monseigneur, quel a été le résultat de cette consultation.

Dès le mois d'avril dernier, on avait écrit de Genève, en Istrie et en Macédoine, pour prendre des renseignements sur une route qui paraissait devoir être plus courte et plus économique; les réponses que l'on reçut ne se sont point trouvées d'accord avec une note, datée de Trieste, insérée dans le *Moniteur* du 27 septembre, et que le commerce ne croyait point officielle. Les négociants de Trieste ont écrit à Genève que la charge de cheval, venant de Salonique, coûterait de port 280 florins d'Autriche, faisant, au change d'alors, environ 210 francs. Les négociants de Salonique ont écrit, le 12 juin, que, pour 150 piastres, ils enverraient une charge de cheval jusqu'à Brod, sur les frontières de l'Esclavonie; car, ne connaissant point de route pratiquée de Bosnaserai, par Costanitz à Fiume ou Trieste, ils comptaient rejoindre, par l'Esclavonie, la route d'Autriche.

On peut cependant calculer, d'après ces données mêmes, que, s'il y a un moyen de faire marcher une caravane de Bosnaserai à Trieste, la charge de cheval reviendrait à 200 piastres turques ou, environ, 240 francs. Ces prix sont plus que doubles de ceux qui sont indiqués dans le *Moniteur* du 27 septembre, cependant ils laisseraient encore un avantage au commerce sur ceux de la route d'Autriche, si toutes les lettres ne s'accordaient à parler du manque absolu de sûreté sur cette route et de la désolation des provinces qu'il s'agit de traverser.

1. Sur le curieux entretien de Sismondi avec Napoléon à Paris, en 1815, voir la *Revue historique*, t. I, p. 238, et les *Lettres à M^{re} d'Albany*, publiées par Saint-René Taillandier et Sainte-Beuve, *Nouveaux tunds*, t. VI, p. 66 et suiv. — Il faut noter qu'en 1810, quand il exprimait avec tant de courage son opinion, Sismondi n'était encore jamais venu à Paris.

On ne peut voyager en Turquie sans être assuré d'une protection puissante, il faut que les négociants sachent comment ils pourront y recourir; des caravanes de 600 chevaux ne peuvent traverser un pays qui ne présenterait aucune ressource pour la nourriture des hommes et des animaux; il faut qu'une population, autre que celle des brigands albanais, se trouve rapprochée de la route. Puisque Votre Excellence avait pris des renseignements officiels sur cette voie qu'elle désire ouvrir, elle est suppliée de les communiquer au commerce et de faire connaître, dans tous ses détails, le rapport qui lui a été fait, et dont, sans doute, la note insérée dans le *Moniteur* n'est qu'un extrait, fort incomplet; qu'elle daigne aussi faire obtenir aux cotons qui viendront par cette route une diminution, ou même une exemption complète de droits à leur entrée en France; les charges et les dangers d'un commerce aussi nouveau équivalent bien, pour le moment, à un impôt, même onéreux.

Enfin, que Votre Excellence fasse connaître, de la manière la plus précise, quels seront les certificats d'origine qui devront accompagner les marchandises provenant du Levant, afin qu'il ne reste aucune ambiguïté sur les formalités à remplir, et que les ballots qui, en traversant l'Illyrie, auront échappé à tant de dangers ne soient pas encore séquestrés à leur arrivée. Le commerce profitera, avec empressement, de ces lumières pour tenter, dans le courant de l'année prochaine, de faire venir des cotons par cette route; ce ne pourra être, cependant, encore qu'un essai qui servira à éclairer sur des opérations subséquentes. Il s'agit de commercer dans un pays avec lequel la correspondance est lente et peu sûre, où le nombre des hommes qui ont quelques connaissances est infiniment petit et où tous les renseignements sont difficiles à prendre. Le commerce a donc essentiellement besoin de temps pour changer son ancienne direction, il en a besoin surtout, après avoir éprouvé tant de secousses ruineuses qui ont rempli de crainte tous les spéculateurs. Lorsque la route de l'Illyrie sera praticable, lorsqu'elle sera bien connue, il ne sera nullement nécessaire de fermer celle de Vienne et de Strasbourg pour la faire abandonner; les marchands ne feront point faire, de préférence, plusieurs centaines de lieues de plus à leurs convois, en payant des ports très onéreux, pour aller chercher des douanes étrangères, où ils éprouvent des vexations infinies, mais ils ne peuvent point non plus, sur des renseignements aussi vagues que ceux qu'ils ont eus jusqu'à présent, faire partir des caravanes de Salonique, pour qu'elles soient pillées par les Albanais ou qu'elles périssent de misère dans les montagnes de la Bosnie. Lorsque la route sera organisée, le commerce demande, avec instance, qu'on accorde encore au moins un an de délai pour admettre en France les marchandises qui auront suivi l'ancienne route.

Nous saisisons cette occasion pour supplier Votre Excellence d'interposer, en faveur de ce commerce même, sa puissante protection; tous les cotons qui traversent l'Allemagne pour venir en France ali-

menter nos manufactures ont été tout à coup arrêtés, dans chacun des États de la Confédération, et soumis à des droits équivalents au prix entier de la marchandise, sans être pour cela dispensés de payer des droits, non moins onéreux, à leur entrée en France. Les saisies cependant faites sur l'ancienne route, en ruinant les marchands de Salonique ou ceux de France qui correspondaient avec eux, empêcheront absolument l'ouverture de la route que Votre Excellence nous a indiquée. Les mêmes capitaux qui faisaient arriver, de Macédoine en France, des cotons par l'Autriche, la Bavière et la Souabe sont ceux qui doivent, l'année suivante, les acheminer par les Provinces illyriennes; chaque faillite survenue dans ce commerce ne diminue pas seulement son fonds capital, elle jette un découragement et une défiance dans tous les esprits, que la difficulté des communications augmente et que le changement continu des lois financières ne rend que trop légitimes. Les exactions que les marchands français ont supportées en Allemagne leur feront perdre tout crédit en Grèce, et le commerce par l'Illyrie aura beau être avantageux, il n'en deviendra pas moins impossible, si ceux qui doivent l'exercer sont ruinés.

Votre Excellence indique aussi le commerce maritime comme devant fournir des cotons à la France; les mêmes négociants, qui cherchent à faire venir des cotons par l'Illyrie, ont aussi, pour leur malheur, essayé d'en faire venir de Smyrne par Livourne et Gènes; ils ont réparti la quantité de balles qu'ils avaient achetées sur plusieurs vaisseaux levantins ou barbaresques, pour diminuer les risques; une maison sur cinq vaisseaux en a perdu quatre, qui ont été pris par les Anglais, une autre sur cinq vaisseaux en a perdu trois; il est donc bien évident que ni l'une ni l'autre n'avait point payé de droit de protection aux Anglais : cependant, sous ce prétexte, les trois vaisseaux qui, par un bonheur inespéré, étaient entrés au port de Livourne ont été séquestrés et, lorsqu'ils ont été rendus ensuite, c'est à des conditions tellement onéreuses que les marchands ont préféré faire l'abandon de leurs marchandises plutôt que de les retirer à tel prix. Ainsi, échapper à l'ennemi est une preuve suffisante de complicité avec lui, et le marchand qui tombe entre les mains des Anglais est moins malheureux que celui qui rentre dans sa patrie, puisque, dans le premier cas, sa marchandise lui est payée par les assureurs, tandis que tout est perdu dans le second.

Cependant, le gouvernement désire, sans doute, conserver à la France un commerce maritime; Votre Excellence annonce elle-même qu'on délivrera des licences spéciales de navigation dans les ports de la Méditerranée et des permis aux villes de Marseille, Gènes et Livourne, en faveur des bâtiments levantins; mais ces licences seraient-elles des privilèges exclusifs accordés à quelques individus, au préjudice de toute la France? Sans répéter, ce dont tout le monde convient, que le monopole écarterait les négociants les plus industrieux et les plus utiles pour enrichir un petit nombre d'intrigants, nous sup-

plierons Votre Excellence d'observer que la navigation de la France est presque réduite à rien, qu'en la restreignant davantage par des privilèges exclusifs, on détruit le peu d'esprit d'entreprise qui peut exister encore, et qu'on met un obstacle insurmontable à la renaissance de la marine, dans des temps même fort éloignés. Nous supplions aussi Votre Excellence, qui nous appelle dans ce moment à un commerce lointain, de considérer que les lois financières de la France et de tous les pays soumis à son influence n'ont, depuis quelque temps, aucune stabilité, que les spéculations du commerce sont fondées sur l'ordre actuel, quel qu'il soit, et sur la croyance à sa durée, et que chaque secousse qu'éprouve cet ordre produit un bouleversement dans les fortunes, la ruine des entreprises mercantiles et un découragement universel. Les cotons d'Amérique alimentaient autrefois les fabriques françaises, ils ont été prohibés ou frappés de droits qui excèdent leur valeur, et ceux qui en avaient fait venir ont éprouvé une perte considérable.

Le gouvernement voulait ainsi encourager l'extraction par l'Allemagne des cotons de Macédoine, mais, tout à coup, ceux-ci sont séquestrés à leur tour dans les États qu'ils traversent et le transit leur est refusé; quelques États d'Allemagne annoncent, il est vrai, qu'ils rendent la liberté à cette circulation, mais Votre Excellence nous prévient, d'autre part, que bientôt la porte de Strasbourg sera fermée aux cotons pour entrer en France. Des négociants, sur des invitations précises et réitérées du gouvernement, avaient fait faire des chargements à Smyrne pour tous les ports de la Méditerranée; avant que leurs vaisseaux fussent arrivés à Naples, à Livourne et à Marseille, la législation avait encore changé et leurs cargaisons ont été confisquées. Quelle garantie ont aujourd'hui les négociants que le commerce par l'Illyrie, auquel on les invite, ne sera pas prohibé dans un an, dans dix-huit mois, avant que les spéculations qu'ils vont commencer soient terminées? L'effet nécessaire de tant de funestes secousses est de rendre le découragement général, d'éloigner du commerce tous ceux qui ont quelques capitaux et une réputation qu'il leur importe de conserver et de l'abandonner à ceux qui, jouant sur les fonds d'autrui, et n'ayant à perdre ni honneur, ni fortune, décréditeront (*sic*) le nom français chez les nations étrangères.

Nous avons l'honneur d'être, avec le plus profond respect, Monseigneur, de Votre Excellence les très humbles et très obéissants serviteurs.

BARANTE, président; J. ODIER; CLAVIER, vice-président; E. DUCHÈNE; HENTSCH; VIOLLIER; Henri MARTIN; J.-Ch.-L. SISMONDI, secrétaire¹.

1. Arch. nat., F¹² 1873.

BULLETIN HISTORIQUE

ANTIQUITÉS CHRÉTIENNES.

I. LITTÉRATURE ET SOURCES. — Une consciencieuse et utile étude de M. HAEUSER sur l'*Épître de Barnabé*¹ se compose de deux parties : 1° analyse et commentaire du texte (p. 5 à 106) ; 2° conclusions (p. 107 à 132) sur l'origine, la date, les caractères, le contenu doctrinal de la lettre, ses rapports avec le Nouveau Testament et les écrits des Pères apostoliques. La composition serait à placer au temps d'Hadrien. — M. GOODSPEED, qui nous avait donné, en 1907, un *Index patristicus*, instrument de travail indispensable à quiconque fréquente chez les Pères apostoliques, vient de publier un *Index Apologeticus*, qui nous rendra les mêmes services que son aîné, pour pénétrer dans la littérature apologetique du temps des Antonins². Quatre collaborateurs l'ont aidé à dépouiller ce qui nous reste de Quadratus, d'Aristide, de Justin, de Tatien, de Méliton et d'Athénagore, en tenant compte des variantes et leçons intéressantes. Théophile a été laissé de côté, parce que postérieur à 180 : c'est fâcheux. — L'édition des Pères apostoliques, entreprise naguère dans la collection Hemmer-Lejay (qui progresse bien lentement), a été terminée par un très estimable *Pasteur*, dû à M. LELONG³. Le texte est celui de Funk, sauf pour un court passage (fin de *Simil.* IV et début de *Simil.* V), modifié d'après le parchemin de Hambourg. La traduction, résolument interprétative, se lit aisément. L'Introduction, nourrie et sage, passe en revue les diverses questions que soulève depuis longtemps le livre : M. Lelong se prononce pour la composition du *Pasteur* à Rome vers le milieu du 11^e siècle, par un auteur unique, nommé vraiment Hermas, qui a cousu ensemble, assez maladroitement et en s'y reprenant à plu-

1. Philipp Haeuser, *Der Barnabasbrief neu untersucht und neu erklärt* (Forschungen z. christl. Literatur- und Dogmengeschichte, sous la direction de MM. Ehrhard et Kirsch, XI, 2). Paderborn, F. Schöningh, 1912, in-8°, 132 p.

2. E.-J. Goodspeed, *Index apologeticus sive clavis Iustini Martyris operum aliorumque apologetarum pristinorum*. Leipzig, Hinrichs, 1912, in-8°, vi-300 p.

3. A. Lelong, *le Pasteur d'Hermas. Texte grec, traduction française, introduction et index*. Paris, A. Picard et fils, 1912, in-12, cxx-347 p.

sieurs fois, diverses pièces antérieures; son livre n'est pas qu'un assemblage de symboles; il nous apporte de précieux renseignements sur l'histoire de la pénitence et sur la constitution de l'Eglise au II^e siècle; quoi qu'en ait dit Reitzenstein, il n'a pas imité *Poimandres* et il ne nous est plus possible de déterminer ses sources. Une bibliographie bien à jour et une bonne table analytique complètent heureusement le volume. — C'est à l'ensemble des apologistes du II^e siècle que M. PUECH a consacré un livre considérable et longuement mûri¹. Entre autres mérites, il a celui de mettre parfaitement au point nombre de questions controversées et délicates, et c'est de lui qu'il faudra dorénavant partir pour les étudier. De parti pris, il a laissé de côté, autant qu'il l'a pu, ce que les apologistes eux-mêmes considéraient comme la raison d'être de leur œuvre : leur polémique antipagane. Elle est en soi médiocre et, comme elle se contente de plagier la vieille polémique antiphilosophique et antimythologique des cyniques et des sceptiques du paganisme, elle retarde et bataille à vide contre des croyances désuètes ou des usages périmés; elle emprunte sans plus de discernement à l'apologétique juive. Ce que M. Puech demande aux apologistes, c'est, avant tout, un témoignage sur l'état de la doctrine chrétienne que chacun d'eux a connue; il prend d'ailleurs soin de noter (p. 15) qu'aucun de ces défenseurs du christianisme ne le représente officiellement; aucun n'exprime à coup sûr la croyance moyenne des fidèles, ni celle des autorités ecclésiastiques; ils ne nous montrent que « quelques formes individuelles du christianisme » et encore ne nous font-ils pas confiance de tout ce qu'ils savent et de tout ce qu'ils croient. Il reste à chercher quelle a pu être la part de chacun au développement de la doctrine et à quelles sources ils ont puisé les accroissements qu'ils lui ont peut-être apportés; ce qui, pratiquement, revient à se demander quelle a été l'importance de la philosophie profane dans la théologie de chacun d'eux; c'est la question qui domine tout le travail de M. Puech. Jamais les vieux apologistes n'auront trouvé critique qui les étudie avec plus de sympathie et avec un plus vif désir de les comprendre, ni, d'ailleurs, qui se fasse moins d'illusions sur leurs mérites et se laisse moins imposer par leur réputation : « Aucun d'eux, sans doute, ne fut un grand esprit, plusieurs même furent tout à fait médiocres. » L'impression que nous donne M. Puech, c'est que leur conviction et leur honnêteté foncière ne font point question, mais c'est aussi qu'ils n'ont jamais rien su ni

1. A. Puech, *les Apologistes grecs du II^e siècle de notre ère*. Paris, Hachette, 1912, in-8°, VII-344 p.

rien compris à fond, ou peu s'en faut, que, s'ils ont beaucoup parlé de philosophie, ils n'ont point pensé en philosophes et n'ont jamais dépassé une superficielle culture d'école; c'est pourquoi leur « philosophie » n'a guère influencé leur théologie; une tentative consciente d'harmonisation répugnait à leur foi et dépassait leur compétence; ils ne s'y sont point risqués. S'ils arrivent tout de même à une espèce de syncrétisme, c'est sans le vouloir et tout en se persuadant qu'ils dressent une solide barrière entre la pensée profane et la chrétienne. Je crois que, dans l'ensemble, M. Puech a raison; toutefois, il pourrait bien faire trop petite la part de l'hellénisme dans l'esprit et la doctrine de ses apologistes. Je veux bien que leur point de départ *conscient* se trouve dans le christianisme et que même leur Logos vienne du IV^e Évangile plutôt que du stoïcisme; mais, s'ils diffèrent du commun des chrétiens, n'est-ce point leur banale et superficielle culture hellénique qui en est cause? Et s'ils s'attachent à la théologie du Logos, n'est-ce pas parce que leur « philosophie » a retenu quelque chose aussi de la doctrine de l'école sur le Logos? Et n'est-ce pas encore pour la même raison qu'ils ont contribué à grandir la distance qui sépare déjà le christianisme hellénisé, de la quatrième ou cinquième génération chrétienne, de celui des *Synoptiques* et des *Actes*? Car je n'accepte point aisément que leur philosophie n'ait point gravement altéré en eux l'esprit du christianisme; ils n'ont assurément pas inventé la tendance à laquelle ils ont cédé, mais ils l'ont accentuée : ils ont largement contribué à sa fortune dans l'Église. M. Puech reconnaît qu'un Justin, ou un Tatien, dans le fond plus chrétien qu'il n'en a l'air et moins philosophe qu'il ne le paraît, n'est pourtant pas chrétien à la manière d'Ignace ou d'Irénée; il explique cette différence, — et particulièrement le peu d'attention que les apologistes prêtent à la fonction rédemptrice de Jésus, — par « une des tendances spontanées, une des manifestations possibles du christianisme primitif, qui se continue et s'exagère » (p. 305), tendance inverse de celle de Paul, dont la christologie est dominée par sa théorie du péché originel et place tout naturellement au premier plan l'idée du Christ rédempteur, alors que nos apologistes, préoccupés d'abord de la puissance du démon, imaginent plus volontiers que Jésus est venu sur terre pour la ruiner. L'hypothèse est ingénieuse, encore que difficilement vérifiable, mais pourquoi donc tant d'insistance sur la théorie du Logos, qui rend inévitable la constitution du dogme de la Trinité et qui, vraiment, semble le pivot de cette christologie des apologistes? N'est-elle qu'un développement, selon l'esprit chrétien, du prologue johannique? J'en doute fort. S'il est vrai,

— et je le crois, — que ces polémistes ont facilité « certaines transitions entre le christianisme et la philosophie », n'est-ce pas parce que, tout en s'assimilant mal les doctrines de la philosophie, ils ont souvent laissé dominer leur esprit par elles? Je m'en voudrais d'insister sur une divergence d'appréciation que les dernières lignes de la Conclusion de M. Puech réduisent à une simple nuance; et je regrette que la place me manque pour dire tout ce que les travailleurs trouveront de précisions et de suggestions dans le chapitre sur les apologies apocryphes et anonymes et dans les appendices, où l'auteur a rejeté diverses discussions excellentes sur la relation des deux apologies de Justin, sur le rapport de la vérité et de la fiction dans le *Dialogue*, sur le Logos spermatikos chez Justin, etc. L'extrême sagesse de M. Puech le retient quelquefois en deçà des limites critiques que je franchirais volontiers, mais c'est là un détail; son livre, œuvre approfondie de philologue et d'historien, n'en sera pas moins désormais l'introduction nécessaire à l'étude critique du christianisme hellénisant. — M. WALTZING, que d'excellents travaux sur Minucius Felix avaient attaché aux débuts de l'apologétique latine, a publié une nouvelle traduction commentée de l'*Apologetique* de Tertullien¹. C'est toujours une entreprise hasardeuse que de tenter de se rendre maître d'un traité du redoutable Africain; aux difficultés que sa langue tourmentée, pittoresque et obscure, au service d'une pensée souvent trop ingénieuse, fait surgir à chaque instant, s'ajoutent celles que comporte toute œuvre de polémique dont nous connaissons mal les « dessous ». M. Waltzing a traduit clairement et, si je ne suis pas d'accord avec lui partout, — il ne s'en étonnera pas plus que moi, — je suis sûr qu'il n'existe pas actuellement de meilleure traduction que la sienne, ni qui soit plus amplement justifiée. Le commentaire qui la suit (j'aurais préféré qu'il l'accompagnât) est d'un érudit entre tous averti : il marque nettement l'enchaînement des idées et il explique, dans la mesure du possible, tous les détails du texte, avec une abondance de raisons, de faits et de références qui ne laisse pas grand'chose à désirer. Dans les Appendices sont rassemblés des renseignements très utiles : les uns relatifs à Tertullien lui-même, à sa vie, à son œuvre, à sa langue, les autres propres à éclairer plus spécialement l'*Apologetique*. — Les études de M. LAWLOR² sur l'*Histoire ecclésiastique*—

1. J.-P. Waltzing, *l'Apologetique de Tertullien. Traduction littéraire, suivie d'un commentaire historique et de trois appendices*. Louvain, Pieters; Liège, Wégimont; Paris, H. Champion, 1910, in-8°, 367 p.

2. H. Jackson Lawlor, *Eusebiana. Essays on the ecclesiastical history of Eusebius, bishop of Caesarea*. Oxford, Clarendon Press, 1912, in-12, vi-308 p.

tique d'Eusèbe se composent de six essais publiés antérieurement dans divers périodiques, sur les *Hypomnemata* d'Hégésippe, le père de l'histoire ecclésiastique, sur l'hérésie des Phrygiens, sur l'usage par Eusèbe de recueils de *tracts*, sur la chronologie de ses *Martyrs de Palestine*, sur celle du IX^e livre de l'*Histoire ecclésiastique* et sur la première forme de cet ouvrage. Des six, le plus considérable est le premier, qui compte 107 pages et comporte un examen attentif des fragments qui nous restent du traité d'Hégésippe chez Eusèbe, Épiphane et Photius (un fragment); Épiphane aurait connu Hégésippe directement, mais dans un texte assez différent de celui dont disposait Eusèbe, et nous aurions, dans les citations de l'un et de l'autre, à peu près tout ce que le vieux chronographe disait de précis sur l'histoire de l'Église; mais Eusèbe n'a certainement pas cité exactement; il a rogné et supprimé sans beaucoup de scrupule. M. Lawlor croit pouvoir rapporter à Hégésippe une phrase d'Eusèbe sur Jean, son exil à Patmos et sa mort à Éphèse (HG. III, 18 et 20), qui se met en contradiction avec Papias, selon lequel Jean aurait été mis à mort par les Juifs. Il est singulier qu'un asiatique comme Papias n'ait pas su que l'apôtre était mort à Éphèse ou qu'Hégésippe, si au courant des choses de Palestine, ait ignoré qu'il avait péri à Jérusalem. La solution de la question johannique ne gagne rien à l'hypothèse de M. Lawlor. Le second essai pose la question de savoir s'il faut se fier à Tertullien pour pénétrer jusqu'au montanisme originel et, après une comparaison des divers témoignages, conclut à une évolution de l'hérésie phrygienne en Occident, où elle est une réaction contre « le sécularisme de l'Église »; un important travail de M. de Labriolle, présentement sous presse, nous ramènera bientôt à ce problème. En ce qui regarde la composition de l'*Histoire ecclésiastique*, M. Lawlor croit à plusieurs éditions refondues et augmentées en sept, huit et neuf livres et à l'addition postérieure du X^e livre, quand le cours des événements la réclame. En somme, importante contribution à l'étude d'Eusèbe. — Je signale un travail considérable de M. von DOBSCHÜTZ sur le *Décret de Gélase*¹; il pose divers problèmes, sur lesquels je reviendrai lorsque aura paru le livre que M. MASSIGLI achève sur le même sujet. — Encore une étude sur les *Odes de*

1. E. von Dobschütz, *Das Decretum Gelasianum de libris recipiendis et non recipiendis im kritischen Text herausgegeben und untersucht*. Leipzig, 1912, in-8°, xi-362 p. (*Texte und Untersuchungen*, 3^e série, VIII, 4). Cf. le compte-rendu de M. Massigli dans la *Revue d'histoire et de littérature religieuses* de mars-avril 1913.

Salomon; elle a pour auteur M. BERNARD¹, qui s'est particulièrement proposé de découvrir dans les *Odes* les habitudes de vie religieuse et de pensée du milieu où elles sont nées. Persuadé qu'elles étaient en rapport étroit avec le baptême, il s'est demandé si elles ne représenteraient pas une collection d'hymnes destinées à l'instruction et à l'édification des catéchumènes ou des nouveaux baptisés. Après avoir jeté un coup d'œil sur les éditions qui ont précédé la sienne et sur les théories qu'elles apportent touchant l'origine des *Odes*, M. Bernard étudie, en une suite de courts chapitres substantiels, le témoignage de Lactance, le silence des premiers Pères, la *Pistis Sophia*, la langue originale des *Odes* et toutes les questions qui se posent à leur sujet; une traduction annotée et un bon Index terminent le travail qui est un modèle de précision dans la sobriété. La traduction est faite d'après deux textes : celui que M. Harris a publié et celui que M. Burkitt a découvert en 1912 dans la *Nitrian Collection* du British Museum (il s'agit d'un ms. syriaque du x^e siècle, et peut-être plus ancien, qui contient les *Odes* depuis XVII, 7 jusqu'à la fin). Nos *Odes* datent de la seconde moitié du II^e siècle (150-190); elles sont d'origine asiatique et expriment les espérances des chrétiens d'Orient; elles ont été composées en syriaque. Les Pères n'attribuent à Salomon que les *Proverbes*, l'*Ecclesiaste* et le *Cantique*; il n'en faut pas conclure qu'ils ignoraient les *Odes*, mais seulement que leur attribution (qui se trouve dans Lactance, vers 305) n'était pas encore fixée. L'attribution à Bardesane proposée par Newbold n'est rien moins que prouvée. Il y a lieu de croire que S. Ephrem les connaissait et les utilisait. Étant donné que Lactance, la *Pistis Sophia*, la *Synopsis sacrae scripturae* de pseudo-Athanase les considèrent comme faisant partie de l'*Écriture*, la vraisemblance est pour qu'elles aient été employées au temps de leur composition comme hymnes dans l'Église. L'attribution à Salomon s'explique par une confusion : on a dû dire d'abord « les Psaumes de Salomon et les Odes », qui étaient anonymes, et cette formule est devenue « les Psaumes et les Odes de Salomon », d'autant plus aisément qu'un passage de *I Rois*, 4, 32, attestait que Salomon avait composé « cinq mille odes » (καὶ ἦσαν ὅσαι αὐτοῦ πεντακισχίλιαι). On s'étonne que, s'il s'agit de poèmes baptismaux, il n'y soit pas question du péché, que le baptême n'y soit pas nommé directement, non plus que l'Eucharistie : M. Bernard explique ces réticences, que corrigent de transparentes

1. J. H. Bernard, *The Odes of Salomon*. Cambridge, University Press, 1912, in-8°, vii-134 p. (*Texts and Studies*, VIII, 3).

allusions, par la « discipline de l'arcane » ; il ne reconnaît dans les *Odes* ni gnosticisme ni docétisme. Je trouve qu'il va un peu loin quand il affirme que l'auteur des *Odes*, non plus, sans doute, que les premiers chrétiens qui ont parlé du Logos, n'a rien dû ni à Philon ni à la philosophie alexandrine et que le Logos chrétien est d'origine palestinienne. Le commentaire qui accompagne la traduction s'efforce de justifier dans le détail l'hypothèse qu'il s'agit bien d'hymnes baptismaux, où sont censés parler tantôt l'Eglise, tantôt le Christ, tantôt le nouveau chrétien, et destinés au culte. Il me semble que l'explication de M. Bernard réunit les plus grandes vraisemblances. — C'est une admirable publication que celle des *Ecclesiae occidentalis Monumenta iuris antiquissima* due à M. TURNER. Les deux volumes qui viennent d'en paraître ont trait aux conciles de Nicée, de Gangres et d'Antioche¹. Les documents qu'ils nous apportent répondent pour leur part à la question : dans quelle mesure les Occidentaux ont-ils connu les débats, accepté les décisions, partagé les croyances des Orientaux ? Le premier volume contient les textes se rapportant au *Tomus Occidentalium*, c'est-à-dire au concile tenu à Rome, par Damase, vers 379, publiés avec un luxe extraordinaire de variantes, puis vingt-sept interprétations du symbole de Nicée qui présentent de l'intérêt touchant l'histoire du symbole en Occident ; le plus ancien est postérieur au concile de vingt-sept ou trente ans. L'étude des variantes est facilitée par un *Index diversarum symboli lectionum et interpretationum* et un résumé, en six points, des remarques les plus intéressantes (p. 320-328). Le volume contient encore un commentaire inédit du symbole (milieu du iv^e siècle, de 350 à 360) et un autre du *Tomus* de Damase (commencement du v^e siècle), l'un et l'autre accompagnés d'Indices minutieux, et enfin, d'après un ms. de Vérone (vi^e siècle), des fragments des *Constitutions apostoliques* (VIII, 41-46) et des *Canons apostoliques* (I-XLII et XLVII-LXXVII). Le second volume donne une suite d'interprétations des canons de Gangres (se ralliant à Gwatkin, M. Turner place le mystérieux concile vers 340) et d'Antioche. Il est impossible d'apporter à une publication plus de soin, de mettre mieux à la portée du lecteur tous les renseignements qui facilitent et fécondent son travail.

II. HISTOIRE GÉNÉRALE. — Avec ses tomes XIII, XIV et XV,

1. L. H. Turner, *Ecclesiae occidentalis Monumenta iuris antiquissima. Canonum et conciliorum graecorum interpretationes latinae. Tomi prioris fasciculus alter : Nicaenum concilium. Appendices et Supplementa. Pars prima : Symbolum. — Tomi secundi pars altera : Concilia Gangrense et Antiochenum*. Oxford, Clarendon Press, 1913, 2 vol. in-4^e, xvii-130 et vii-146 p.

qui ont paru depuis notre dernier *Bulletin*, *The catholic Encyclopedia*¹ touche au terme qu'elle s'était proposé; elle annonce un volume de Tables et de Suppléments : ce sera le dernier. La rapidité et la régularité, dont les éditeurs ne se sont pas un instant départis, sont dignes de tous éloges. J'ai dit, à plusieurs reprises, les mérites et les défauts de l'œuvre : beaucoup de soin dans la publication, des renseignements nombreux et précis sur tout ce qui regarde les églises anglaises et américaines et un certain nombre d'articles généraux où se trouve une bonne mise au point des connaissances actuelles; une disproportion parfois choquante entre la longueur de certains articles et l'importance de leur sujet, des hors-d'œuvre et des lacunes et, du point de vue strictement historique, des insuffisances plus ou moins voulues sur les questions difficiles à traiter scientifiquement par les catholiques. Conçue et conduite dans un esprit assez large, la publication n'en conserve pas moins le caractère confessionnel et, à vrai dire, c'est pourquoi les travailleurs indépendants, désireux de connaître les derniers points de vue catholiques, ou les concessions extrêmes que la critique orthodoxe est disposée à consentir, trouveront en elle un très précieux secours. Dans le t. XIII (de *Revelation* à *Simon Stock*), j'ai remarqué l'article *Revelation* (de *Joyce*), intéressant surtout en ce qu'il confronte la doctrine orthodoxe à la théorie de la révélation progressive; l'ensemble d'études groupées sous le titre général *Rites*, où se trouvent quantité de renseignements sur les rites particuliers aux ordres divers et ceux qui sont usités aux États-Unis; *Roman Colleges*, *Roman congregations*, *Roman Curia*; l'article *Rome*, qui abonde en détails sur l'histoire des églises et des titres, mais reste cependant superficiel et trop peu critique; *Rosary* (de *Thurston*), *Sacrifice* (de *Pohle*) et *Scapular* (de *Hilgars*). Je me demande pourquoi quatre-vingt-huit colonnes sur *Russie*, dont vingt-trois absolument étrangères à toute question religieuse; pourquoi un article sur *Rossini*, où l'on n'insiste nullement sur sa musique religieuse, et pourquoi pas un mot sur *Rousseau*, qui a pourtant sa petite importance dans l'histoire des idées, même religieuses? Et je trouve quelques articles faibles, par exemple *Sadducees*. Dans le t. XIV (de *Simony* à *Tournely*), *Sin*, *Society of Jesus* (bonne bibliographie), *States of the Church*, *Theology*, *Thomas Aquinas*, *Toleration* retiennent spécialement l'attention; *Spain* paraît trop long, *Socialism* et *Stoics* trop brefs, *Teniers* inutile, et on regrette l'absence d'un article sur le nombre *Trois*. Dans le t. XV (de

1. *The Catholic Encyclopedia*. T. XIII, XIV et XV. New-York, R. Appleton Company, s. d., 3 vol. in-4° de 800 p. chacun.

Tournon à Zwirner), dont les vingt-quatre dernières pages sont occupées par un Erratum général, *Tradition and living magisterium, Trinity, Union of Christendom, Vatican, Versions of the Bible* seront remarqués; mais pourquoi un Verne (Jules), quand on se contente de renvoyer Voltaire à sa place dans l'article *French Literature*? L'article *Virgin Mary (Devotion to the)* (de THURSTON) me paraît porter la marque de la mauvaise méthode confessionnelle, au moins dans ce qu'il dit du culte de la Vierge pour la période antérieure au v^e siècle, où il tend constamment à confondre les marques de respect, ou seulement les mentions que les textes ou les monuments font de Marie, avec les preuves d'un culte. *Virgin Mary* (de WALDRON), d'ailleurs pas ennuyeux, n'a aucune valeur critique. — Je passerai brièvement sur la publication conduite par M. BRICOUT, *Où en est l'histoire des religions*? dont le second volume a trait au judaïsme et au christianisme, puisque la *Revue historique* lui a déjà consacré un compte-rendu spécial. J'en dirai seulement que, si on veut bien laisser tomber quelques phrases fâcheuses et quelques précautions oratoires inévitables, si on entend certaines réticences, si on néglige la Conclusion, qui n'a pas de portée, si on sait quelquefois lire entre les lignes, on en peut tirer un bon parti. Les auteurs semblent souvent gênés, mais ils sont bien informés; il leur arrive rarement de s'arrêter à des pauvretés, comme celles dont M. Touzard paraît se contenter, derrière M. Bruckner, sur la littérature mosaïque; ils résument assez clairement les raisons qu'ils contredisent. Je louerai spécialement le chapitre de M. Vénard sur les *Origines chrétiennes*, difficile à écrire et qui témoigne d'une remarquable liberté d'esprit. Malgré ses mérites, le livre ne saurait pourtant prétendre à celui d'être une histoire scientifique et désintéressée des religions; il veut être avant tout et il est un antidote catholique contre l'*Orpheus* de M. S. Reinach. — M. TURNER² a réuni en un volume élégant divers articles publiés dans des périodiques, entre 1887 et 1894, sur des livres touchant l'organisation de l'Eglise et l'ancienne littérature chrétienne; comme l'auteur ne les a pas retouchés de façon appréciable, ils intéressent surtout l'histoire de la critique et des problèmes. — Sur les premières persécutions jusqu'au règne d'Hadrien inclus a paru un livre de M. CANFIELD³.

1. J. Bricout (et ses collaborateurs), *Où en est l'histoire des religions*? T. II : *Judaïsme et christianisme*. Paris, Letouzey et Ané, 1911, in-8°, 589 p. Cf. *Rev. histor.*, t. CXIII, p. 371.

2. C. H. Turner, *Studies in early church history. Collected papers*. Oxford, Clarendon Press, 1912, in-8°, xii-276 p.

3. L. Hardy Canfield, *The early Persecutions of the Christians*. New-York, Columbia University, Longmans, Green et C^o, 1913, in-18, 215 p.

Deux parties, l'une théorique, qui étudie les caractères généraux, le fondement légal, les principaux faits des persécutions en cause, l'autre pratique, où sont classés, cités et traduits les documents qui s'y rapportent. L'auteur admet l'existence d'une législation spéciale contre les chrétiens, mais il l'attribue à Trajan et non pas à Néron. On se demande alors pourquoi le légat de Lyon, sous Marc-Aurèle, paraît l'ignorer et pourquoi l'empereur ne l'y renvoie pas; pourquoi encore, en dehors des victimes de Pline, on ne peut attribuer à Trajan plus de quatre ou cinq martyrs, encore très douteux, et pourquoi Tertullien lui est si indulgent. M. Canfield, parfois superficiel (par exemple quand il parle du martyre de Pierre et de Paul), sait douter à propos, et c'est, en l'espèce, une grande qualité: il ne croit pas à une persécution générale sous Néron, non plus qu'au christianisme de Flavius Clemens et il se réserve sur celui de Domitilla et de Glabrio. Il a bien raison. En somme, un exposé méthodique et sage, mais pas de résultats très nouveaux. — Les opinions de M. THOMPSON, sur la persécution dite de Marc-Aurèle, étaient, au contraire, assez inattendues¹: nous ne connaissons l'affaire de Lyon que par la lettre rapportée au livre V de l'*Histoire* d'Eusèbe, rien ne garantit que ce dernier ne se trompe pas en la datant du temps de Marc-Aurèle; or, pas un écrivain contemporain ne place de persécution sous cet empereur et le texte eusébien, localisé au II^e siècle, offre de grosses difficultés d'interprétation; il a dû se produire dans l'esprit sans critique d'Eusèbe, ou dans le recueil où il a puisé la lettre, une confusion entre Marc-Aurèle et Aurélien et l'épisode de Lyon est à placer entre 270 et 275. Je suis bien loin de considérer la fameuse *Lettre* comme un document sûr et clair, mais, si on la place au dernier tiers du III^e siècle, on change des difficultés pour des impossibilités; c'est pourquoi l'hypothèse de M. Thompson a été généralement mal reçue. — A la crise finale, suivie de la victoire du christianisme, M. DE BACCI VENUTI² a consacré une étude de bonne tenue littéraire, mais parfois trop oratoire et un peu superficielle. Après une Introduction, qui comporte un examen sommaire, mais assez sage, des sources (un peu plus de défiance à l'égard des documents hagiographiques ne me semblerait pas excessif), l'auteur étudie la polémique religieuse et la crise morale dans l'Empire durant le III^e siècle (la première partie du chapitre n'est qu'une paraphrase de l'*Octavius*), la tétrarchie, l'Empire de 283 à 302, la

1. J. Westfall Thompson, *The alleged Persecution of the Christians at Lyons in 177*. Extrait de *The American Journal of Theology*, juillet 1912, 25 p.

2. T. de Bacci Venuti, *Dalla grande persecuzione alla vittoria del Cristianesimo*. Milan, Hoepli, 1913, in-12, xxxi-339 p.

persécution de 302 à 305, l'histoire de l'Empire et de la persécution de Galère jusqu'à la mort de ce dernier (311), la lutte pour la domination jusqu'à la victoire de Constantin sur Maxence en 312, l'édit de Milan, la fin de Maximin et la mort de Dioclétien, la lutte de Constantin et de Licinius, le conflit arien et le symbole de Nicée, la fondation de Constantinople, la bataille arienne de 331 à 335, le christianisme hors de l'Empire dans ce temps-là en Arménie, Éthiopie et Perse, la question de l'influence bouddhique, le manichéisme, la mort de Constantin, avec un retour sur sa conception des rapports de l'Église et de l'État, qui conduit à la victoire du christianisme. C'est là un vaste programme et dont on ne voit pas, du premier abord, l'unité. M. de Bacci Venuti a lu les principaux textes et les grands travaux de ses devanciers; il renvoie très rarement aux sources d'une référence directe et chemine vraiment avec trop d'aisance au milieu de cette histoire hérissée de problèmes ardu, coupée de controverses compliquées, qui s'arrangent mal des procédés de la vulgarisation littéraire, si sérieuse qu'elle soit dans son fond, et réclament des discussions approfondies et minutieuses. Il s'ensuit que l'ouvrage se lit avec agrément, mais qu'il ne nous apprend pas grand'chose de neuf. Sa thèse centrale, à savoir que, si Galère décide Dioclétien à la persécution, c'est qu'il lui représente le christianisme, en raison de ses principes anarchistes, comme un élément de ruine pour son œuvre de consolidation de l'État romain, une force nuisible, qui contrarie son effort d'unité religieuse de l'Empire, cette thèse, dis-je, demanderait à être serrée de plus près et plus nuancée. En somme, brillant essai, intéressant, bien que trop dispersé; mais ce n'est point là encore le livre que nous attendons sur cette période capitale de l'histoire chrétienne. — M. SCOTT-MONCRIEFF, mort en 1911, était un bon égyptologue et il s'était, durant les derniers temps de sa vie, attaché à l'étude du christianisme en Égypte, dans ses origines, sa préparation et, pour ainsi dire, sa détermination par les antécédents religieux du pays. Des mains pieuses ont publié son œuvre inachevée¹. Jusqu'ici, la question n'avait guère intéressé que des historiens ou des théologiens, qui, travaillant à peu près exclusivement sur des textes littéraires et des documents grecs, n'avaient pu descendre jusqu'au sous-sol proprement égyptien. M. Scott-Moncrieff, au contraire, a cherché à atteindre le christianisme populaire, qui n'est pas à confondre avec celui des Pères d'Alexandrie, et il a pu nous faire comprendre à la

1. P. D. Scott-Moncrieff, *Paganism and Christianity in Egypt*. Cambridge, University Press, 1913, in-12, viii-225 p.

fois comment la décadence de la vieille religion égyptienne a préparé la voie au christianisme et comment s'est faite l'adaptation de l'un à l'autre. Il étudie successivement la religion égyptienne à la fin de l'ère ptolémaïque, la religion égyptienne au début du III^e siècle, les commencements du christianisme, en comparant les témoignages littéraires et les témoignages archéologiques (interprétation, contre Gayet, des objets trouvés à Antinoë et à Akhmin), la première iconographie chrétienne en Égypte, les aspects du gnosticisme que nous offre la *Pistis Sophia*, les livres de Iéou et les autres fragments gnostiques égyptiens, l'avènement de l'ascétisme chrétien et du monachisme. Le tableau n'est pas complet et plusieurs parties n'en sont qu'esquissées; il le faut regretter; mais les perspectives qu'il nous ouvre suffisent à nous le rendre précieux. — M. HUMPHREY a choisi un titre plein de promesses que son livre ne justifie pas entièrement¹. Après une description superficielle de l'état politique et religieux de l'Empire vers 395, destinée surtout, je suppose, à marquer l'importance des questions religieuses en ce temps-là, et un court chapitre sur l'Orient, Eutrope et Chrysostome, il passe en Afrique pour ne la plus quitter. Encore restreint-il son récit aux seules questions qui ont intéressé Augustin et il insiste spécialement sur le donatisme. Un raisonnement tout simple l'a conduit à rétrécir ainsi le sujet qu'il semblait avoir choisi : comme les documents sont beaucoup plus abondants pour l'Orient et l'Afrique que pour l'Occident, on laissera l'Occident de côté; mais, comme « l'histoire de l'Orient est extrêmement compliquée, en raison de la variété de ses hérésies, religions et civilisations », on s'en tiendra à l'Afrique; et, comme l'Afrique est la résidence d'Augustin et que, par lui, elle absorbe alors la pensée et la direction du christianisme, elle constitue un champ de recherche spécialement représentatif. Et c'est pourquoi M. Humphrey se borne à étudier la « politique » d'Augustin. Ce serait encore un beau sujet; malheureusement, il l'ampute de ce qui en devrait faire l'intérêt principal : l'étude approfondie des idées et doctrines proprement « politiques » du grand docteur. Au reste, les questions traitées le sont avec soin et intérêt, et je n'aurais que peu de réserves à faire sur les jugements de l'auteur; j'ai tout de même du mal à trouver le *Contra Fortunatum* « mild and amicable ». Pas d'Index.

III. LE MONDE JUIF ET LE MONDE GRÉCO-ROMAIN. — M. WENDLAND vient de donner une seconde édition de sa *Civilisation hellé-*

1. Edw. F. Humphrey, *Politics and religion in the days of Augustine*. New-York, 1912, in-8°, 220 p. (n'est pas dans le commerce).

nistico-romaine¹, où il considère la *Kultur* hellénistique dans ses rapports avec le judaïsme et le christianisme; la première, devenue promptement classique, remontait à 1907 et d'importants travaux, parus depuis lors, exigeaient sa mise au point; ses 190 pages, trop compactes, ne se lisaient pas sans fatigue. Le nouveau volume compte 256 pages, mieux aérées et plus agréables à regarder; plusieurs parties de l'ouvrage ont été entièrement refondues, d'aucunes serrées, d'autres développées, d'autres transposées; nous avons donc un livre nouveau. Il enferme une description sobre, mais extraordinairement nourrie et suggestive, du monde hellénistique et du monde romain, considérés dans leur pensée, leur culture intellectuelle, leur vie politique, en tant que la religion et la vie religieuse s'y trouvent intéressées et en tant que tout cela a pu exercer sur le judaïsme et sur le christianisme une action précise. Restent tout spécialement à méditer les trois derniers chapitres : *Synchrétisme et gnosticisme*, *Hellénisme et judaïsme*, *Hellénisme et christianisme*.

IV. LE NOUVEAU TESTAMENT. — La seconde partie du livre de M. WENDLAND, intitulée : *les Formes primitives de la littérature chrétienne*, est indépendante de la première et se vend séparément; ce n'est pas une *Introduction au Nouveau Testament*, plus ou moins analogue à celle de Jülicher, c'est une histoire de la littérature néo-testamentaire et de la plus ancienne littérature chrétienne qui intéresse les origines. On s'y préoccupe de faire comprendre les caractères, les tendances et la portée de chaque écrit. Elle comporte cinq chapitres : *les Évangiles* (canoniques et apocryphes); *les Actes* (canoniques et apocryphes); *les Épîtres* (pauliniennes, pseudo-pauliniennes, catholiques et les épîtres en général); *les Apocalypses*; *l'Apologétique chrétienne*. Les planches, très bien choisies, sont commentées avec précision. Voilà un des rares ouvrages dont on peut dire qu'il ne quittera la table d'aucun travailleur. — M. OLLIER, sur les deux chapitres de l'*Apocalypse* qui contiennent les *Lettres aux sept églises d'Asie*², examine la grosse question des rapports de cet écrit avec le IV^e Évangile; il cherche spécialement si l'*Apocalypse*, à côté de morceaux d'origine ou d'inspiration juives, n'en contiendrait pas d'inspiration johannique,

1. P. Wendland, *Die hellenistisch-römische Kultur in ihren Beziehungen zu Judentum und Christentum*, 2^e et 3^e édit. *Die Urchristlichen Literaturformen*. Leipzig, Mohr, 1912, in-8°, vii-448 p. et 14 planches hors texte. Le volume constitue les 2^e et 3^e parties du *Handbuch zum Neuen Testament*, publié sous la direction de M. Lietzmann.

2. L. Ollier, *les Lettres aux sept Églises d'Asie (Apocalypse, II et III). Étude littéraire et historique*. Montauban, 1912, in-8°, 90 p.

c'est-à-dire de même source que le IV^e Évangile. L'étude de la langue et du vocabulaire des sept lettres, comparés à ceux du IV^e Évangile, lui semble conduire à la conclusion que ce sont écrits d'une même école, représentant les divers stades du développement d'une même pensée. Les lettres seraient de Jean et auraient été écrites à Patmos, vers 69. L'Évangile ne serait pas de lui, mais aurait été rédigé par un de ses disciples et sous son inspiration : l'Apocalypse, la nôtre, également de l'Apôtre dans son fond, aurait été rééditée sous Domitien par un chrétien, qui l'aurait corsée en y ajoutant des prophéties juives. Hypothèses que tout cela; l'auteur est un débutant, ce qui laisse espérer que le goût d'une exégèse plus positive lui viendra; son petit livre est sérieusement fait et pas ennuyeux : c'est quelque chose. — Les conférences réunies en volume par M. MILLIGAN¹ sont bien informées, clairement déduites et présentées, avec un souci des commodités du lecteur, qui est l'honneur des livres anglais, et, encore un trait anglais, chacune d'elles finit en sermon édifiant. Les questions passées en revue sont les suivantes : les manuscrits originaux du Nouveau Testament, constitution, matière, forme, disparition; leur langue, le grec néotestamentaire; caractères littéraires de ces écrits; comment on les a mis en circulation; comment ils se sont groupés en collection. Quatorze « excursus » examinent divers points de moindre importance. Écrit avec aisance, bien au point, complété par des Indices copieux et variés, le livre est à recommander aux non-spécialistes désireux de s'informer rapidement de l'état des questions; les travailleurs plus expérimentés y pourront aussi trouver à gagner. — C'est à eux, exclusivement, que s'adresse le *Manuel* de M. KENYON, dont la seconde édition vient de paraître². Il traite des fonctions de la critique textuelle, des autographes du Nouveau Testament et des papyrus, des manuscrits onciaux, des manuscrits minuscules, des versions anciennes, des citations patristiques, de la critique textuelle dans le passé, du problème textuel tel qu'il se pose actuellement. C'était là déjà, à peu près, le contenu de la première édition; les nouveautés consistent en une description du système de classification de Von Soden, en l'adoption de celui de Gregory (avec concordance de Von Soden), en l'addition d'une étude sur la théorie de Von Soden touchant l'histoire textuelle du Nouveau Testament et en quelques corrections de détail. Complété par des fac-similés bien

1. G. Milligan, *The New Testament documents. Their origin and early history*. Londres, Macmillan, 1913, in-8°, xvi-322 p. et 12 planches hors texte.

2. F. G. Kenyon, *Handbook to the textual criticism of the New Testament*, 2^e édit. Londres, Macmillan, 1912, in-12, xii-381 p.

choisis et de bons Indices, le livre introduit excellemment à l'étude technique du texte du Nouveau Testament. — M. JACQUIER, avec le second volume de son *Nouveau Testament dans l'Église chrétienne*¹, rendra un service analogue aux étudiants qui ne lisent pas l'anglais. Dans une première partie, il étudie les matériaux de la critique textuelle du Nouveau Testament (mss., versions anciennes, citations patristiques); dans une seconde, les règles de cette critique et, dans une troisième, l'histoire du texte grec du Nouveau Testament (texte manuscrit et texte imprimé). Bien informé, clair, intéressant, pratique, très préoccupé de ne rien omettre de ce que le lecteur pourrait ignorer ou mal savoir, — et partant un peu long, — l'ouvrage est vraiment pédagogique; il ne lui manque qu'un Index : négligence regrettable. La préoccupation constante de garer les dogmes du catholicisme actuel du choc en retour de quelques variantes textuelles et les phrases rassurantes pour l'orthodoxie, répandues dans la Conclusion, font parfois sourire; mais ces précautions nécessaires n'enlèvent rien à la valeur scientifique d'un livre qui représente un gros effort de travail et beaucoup d'abnégation. — Une seconde édition de la *Théologie du Nouveau Testament*² de M. FEINE a paru, et cela prouve le succès de la première; succès légitime du reste, car même en n'acceptant pas les positions théologiques de l'auteur, on ne pouvait que rendre justice à sa science et à sa conscience; il n'a point modifié ses tendances, mais il a mis un soin extrême à se tenir au courant des questions et des publications, au moins de celles qui ont paru en Allemagne. Un lecteur français s'étonnera de ne trouver à l'Index des auteurs cités ni Loisy, ni Lagrange, ni quelques autres de ses compatriotes, qui ont tout de même fait quelque chose pour l'étude du Nouveau Testament. Le livre enferme pourtant une matière énorme et, s'il est compact et d'abord quelque peu rébarbatif, on reconnaît à l'usage qu'il est assez facile à manier et à utiliser : son *Sachregister* restera un modèle du genre. Le développement présente un mélange curieux de vues sages et nettes, de formules excellentes, de pénétration critique et d'opinions conservatrices déconcertantes (voyez par exemple ce qui est dit de la résurrection, p. 171 et suiv., et le développement intitulé : *Paulus und die Bildung seiner Zeit*, p. 235 et suiv., et la conclusion : *Die Hauptgedanken des Neutestamentlichen Theologie*, pleine d'idées, parfois contestables, mais intéressantes). Le

1. E. Jacquier, *le Nouveau Testament dans l'Église chrétienne*. T. II : *le Texte du Nouveau Testament*. Paris, Gabalda, 1913, in-12, vi-535 p.

2. P. Feine, *Theologie des Neuen Testaments*, 2^e édit. Leipzig, Hinrichs, 1912, vi-731 p.

paulinisme a surtout attiré l'attention de l'auteur et tient la plus grande place dans l'ouvrage (p. 190-513). En somme, copieux manuel qui, en raison de ses caractères propres, a sa place marquée entre ceux de B. Weiss et de Holtzmann dans la bibliothèque de l'exégète. — M. SELWYN¹, en se plaçant au point de vue particulier de l'utilisation des *Oracles* bibliques par les rédacteurs néotestamentaires, a prétendu préciser l'usage de l'Ancien Testament dans la première littérature chrétienne et, en même temps, serrer d'un peu près la preuve apologétique dite « par les prophéties ». L'étude se développe sous des rubriques qui désignent les principaux agencements de thèmes prophétiques qu'offre le Nouveau Testament : les mages; Hérode l'Assyrien; les bergers; Hérode Agrippa I^{er}; le premier-né; Joseph; Jean-Baptiste; Judas; Pierre et Paul; la transfiguration; le discours sur le mont des Oliviers; la trahison. Les deux derniers chapitres sont consacrés à l'examen des positions des Pères apostoliques à l'égard des *Oracles* de l'Ancien Testament et à la discussion de diverses opinions de M. Schweitzer. L'esprit du livre ne paraît pas partout celui de la plus impartiale histoire, ni de la plus rigoureuse critique; tous les rapprochements indiqués ne sont pas incontestables et d'autres paraissent s'imposer, qui ne sont pas indiqués; d'autre part, la Table assez détaillée, placée en tête, ne remplace pas l'Index absent et la Table des citations ne contient que celles de l'Ancien Testament; la consultation du livre n'est donc pas des plus commodes; cependant, tel qu'il est, il représente une importante étude sur la constitution du fond du Nouveau Testament et sur les légendes chrétiennes primitives.

V. JÉSUS. — Le travail de M. CASE sur l'historicité de Jésus est un des meilleurs qui aient paru sur cette question, si souvent débattue depuis quelques années²; très bien informé, très clair, très modéré de ton, il est particulièrement à recommander à quiconque veut se mettre au courant rapidement des données du problème. La conclusion est favorable à l'existence du Jésus historique et à l'importance de son rôle dans la fondation du christianisme. Je ne dis rien du dernier chapitre relatif au « sens » que revêt encore la personne de Jésus pour la religion d'aujourd'hui. — M. LIPMAN a eu l'heureuse idée de traduire le compte-rendu des débats engagés, sur l'initiative de l'« Union moniste allemande », à Berlin, le 31 janvier et le 1^{er} février 1910, entre partisans et adversaires de l'histori-

1. Edw. Carns Selwyn, *The Oracles in the New Testament*. Londres, New-York, Toronto, Hodder et Stoughton, 1913, in-8°, xxiv-452 p.

2. S. Jakson Case, *The historicity of Jesus*. Chicago, The University of Chicago Press, s. d. (1912), in-8°, vi-352 p.

cité de Jésus¹ : Von Soden, Hollmann et Fischer, contre Drews, Steudel et Maurenbrecher. Le public français, s'il prend la peine de lire ce petit livre très vivant, traduit avec aisance et précision, aura une idée juste de la position des problèmes et des principaux arguments des parties. — Le *Jésus* de M. HEITMÜLLER² se compose de deux sections : l'une, proprement historique, qui n'est, en somme, qu'un article publié dans l'encyclopédie dite *Die Religion in Geschichte und Gegenwart*; l'autre, théologique, intitulée : *Jésus de Nazareth et le chemin de Dieu*, et destinée à repousser une attaque d'orthodoxes, provoquée par la première; c'est dire qu'elle ne nous intéresse pas directement. La partie historique résume clairement, suivant le plan habituel, les notions que les critiques modérés considèrent comme acquises sur Jésus : sources, historicité et « perceptibilité » (*Erkennbarkeit*) de Jésus, questions diverses touchant sa vie, description de son activité, de sa personnalité religieuse et de son œuvre. Quelques remarques bibliographiques en appendice, mais aucune autre référence que les renvois indispensables aux textes capitaux. Donc, aucune solution nouvelle et rien d'inattendu pour les spécialistes, mais un bon petit livre de vulgarisation scientifique, nourri et au courant de la science. La question de la résurrection a été écartée, comme n'appartenant pas à l'histoire de Jésus, mais à celle des communautés apostoliques. — M. SCHWEITZER continue de nous étonner par la variété de ses aptitudes : nous le savions philosophe, exégète, historien, théologien, prédicateur et musicien, le voilà médecin à cette heure, et c'est en cette qualité qu'il étudie le diagnostic psychiatrique de Jésus³; vieille question, traitée souvent de façon déraisonnable. Il nous montre, pour commencer, combien il est difficile de mener une enquête de psychologie morbide sur les témoignages d'hommes qui n'avaient pas la moindre idée de cette science; puis il passe en revue les thèses de Loosten, de Hirsch et de Binet-Sanglé; il n'a pas de mal à montrer qu'elles procèdent d'une parfaite ignorance des exigences et des limites de la critique et remplacent les arguments probants par des constatations à côté et des affirmations sans valeur. Il met à part Rasmussen, bien mieux au fait des textes et, d'une façon générale, plus largement informé; Jésus, selon lui, aurait été atteint d'une des maladies ordinaires des prophètes : épilepsie ou paranoïa.

1. *Jésus a-t-il vécu? Controverses religieuses sur le « mythe du Christ »*. Traduit par Arm. Lipman. Paris, A. Messein, 1912, in-12, 179 p.

2. W. Heitmüller, *Jésus*. Tübingen, Mohr, 1913, in-8°, vii-184 p.

3. Alb. Schweitzer, *Die psychiatrische Beurteilung Jesu. Darstellung und Kritik*. Tübingen, Mohr, 1913, in-8°, vii-46 p.

M. Schweitzer démontre que rien n'est moins prouvé et que le résultat de toutes ces recherches en l'air est égal à zéro. Il est des vérités qu'il ne faut pas se lasser de répéter. On trouvera dans ce petit livre, avec un peu moins d'âpreté que d'ordinaire, m'a-t-il semblé, les qualités de précision et l'originalité de style et de pensée habituelles à son auteur. — M. GOETHALS s'est fait une originalité de la confiance qu'il place en l'authenticité des additions slaves au texte de Josèphe; les hypothèses nouvelles qu'il fonde sur elles touchant le séjour de Jésus à Jérusalem¹ et qu'il enferme en sept petites dissertations suivies de six appendices n'ont guère chance, je le crains, d'emporter l'adhésion des historiens; par exemple, ils admettront difficilement que Barabbas et aussi les deux larrons aient été saisis au cours d'une bagarre suscitée par un complot de zélotes galiléens à propos et en faveur de Jésus, et que ce dernier ait été arrêté deux fois. Pourtant, son postulat mis à part, l'auteur est bien informé et ingénieux.

VI. L'ÉGLISE, LES DOGMES, LES HÉRÉSIES, LA LITURGIE. — M. SWETE donne une suite à ses précédentes études sur le Saint-Esprit dans l'Église primitive (*The Holy Spirit in the New Testament*); il conduit cette fois l'histoire du Saint-Esprit jusqu'à la fin de la période patristique². Elle est, du reste, singulièrement compliquée et incertaine : la théologie du Saint-Esprit ne se précise qu'au IV^e siècle et après de longs démêlés sur la nature de la troisième personne, son origine, son essence, ses rapports avec le Père et le Fils. M. Swete a divisé sa matière en trois parties : dans la première, il étudie l'histoire du Saint-Esprit durant la période anténicéenne, depuis la fin du I^{er} siècle; dans la seconde, il fait le même travail pour la période qui va du début du IV^e siècle à la mort de Grégoire le Grand; dans la troisième, il construit la synthèse des faits qu'il a fixés et des idées qu'il a analysées. Le volume est publié avec un tel soin et presque un tel luxe, avec ses manchettes, ses titres courants et ses quatre Indices qu'on s'étonne vraiment que son auteur se soit contenté d'une si misérable Table des matières. Quant au fond, toutes les questions qui devaient être posées le sont, tous les textes importants sont cités en original dans les notes, toutes les indications utiles sont données : la Conclusion révèle quelques préoccupations étrangères à l'histoire, mais le livre est un

1. A. Goethals, *Mélanges d'histoire du christianisme*. 3^e partie : *Jésus à Jérusalem*. Bruxelles, H. Lamertin; Paris, Fischbacher, 1912, in-8°, 81 p.

2. H. B. Swete, *The Holy Spirit in the ancient Church. A study of Christian teaching in the age of the Fathers*. Londres, Macmillan, 1912, in-8°, viii-429 p.

livre d'histoire, solide et original et qui comble une lacune avec une sûreté d'érudition qui n'est pas pour surprendre chez M. Swete. — Beaucoup plus restreint, mais encore très intéressant, est le sujet auquel s'est attaché M. LEHAUT en étudiant la question de l'éternité des peines de l'enfer chez saint Augustin¹. Son travail comprend trois parties : erreurs sur la question au temps d'Augustin ; réfutation de ces erreurs par Augustin ; exposition de la vraie doctrine catholique par Augustin. Écrit en toutes petites phrases hachées, avec des répétitions de formules fatigantes, il est assez pénible à lire, mais non point ennuyeux, et, s'il ne sort guère des textes d'Augustin, il les utilise du moins assez bien. Au temps d'Augustin, un vigoureux effort était conduit contre la croyance à l'éternité des peines de l'enfer ; il procédait à la fois d'Origène et de l'*humana benevolentia* (*Enchiridion*, 18), en réaction contre la rigueur pélagienne ; parallèlement, les incroyants attaquent cette croyance, qui les choque beaucoup, du point de vue du bon sens et du point de vue philosophique : l'intervention d'Augustin a peut-être sauvé un dogme auquel l'orthodoxie catholique attache du prix. M. Lehaut, qui est catholique, a le souci évident et louable de rester prudent et de donner aux nuances leur juste valeur ; sa démonstration, un peu sèche, est du moins méthodique et claire. — M. DE FAYE², qui, depuis de longues années, étudie les documents relatifs à la gnose, vient de nous donner sur elle un ouvrage capital. Il se défend d'avoir voulu écrire une histoire dont il juge l'entreprise prématurée, mais il en a préparé la construction par une vérification minutieuse des matériaux qui serviront à l'édifice. L'idée directrice et neuve de son travail, c'est que ce fut une erreur, où est lourdement tombé Bousset lui-même dans ses *Hauptprobleme der Gnosis*, de faire confiance aux hérésiologues de la grande Église, dans ce qu'ils nous racontent des gnostiques et de rejeter à l'arrière-plan les fragments qui nous restent des écrits de ces hérétiques. Les hérésiologues, d'Irénée à Augustin ou Philastrius, ne mentent pas sciemment sans doute, mais ce sont des polémistes ; ils présentent de l'adversaire qu'ils combattent le côté le plus désavantageux, sans dire qu'il y en a d'autres, l'idée la plus dangereuse à l'orthodoxie, sans fixer sa vraie relation au reste du système, qui, précisément, lui peut seule donner sa valeur exacte ; de très bonne foi, d'ordi-

1. Achille Lehaut, *l'Éternité des peines de l'enfer dans saint Augustin*. Paris, Beauchesne, 1912, in-8°, 205 p.

2. Eug. de Faye, *Gnostiques et gnosticisme. Étude critique des documents du gnosticisme chrétien aux II^e et III^e siècles*. Paris, Leroux, 1913, in-8°, 11-480 p.

naire, ils ne comprennent pas une pensée qu'ils examinent sans aucune sympathie et dont ils cherchent l'antidote. A vrai dire, ils sont mal renseignés pour la comprendre; ils confondent souvent le maître et les disciples, la doctrine authentique et les additions que le zèle intempestif d'admirateurs tardifs y a ajoutées; ils emmêlent des systèmes différents et rendent contradictoires, inintelligibles ou absurdes des spéculations dont le succès semble pourtant prouver qu'elles devaient être tout autre chose. Il semble beaucoup plus prudent de partir des fragments qui nous restent, d'en tirer les idées essentielles qu'ils enferment et de les prendre comme fondement de la reconstruction de chaque système, comme point de départ de la critique des hérésiologues. C'est la méthode qu'emploie M. de Faye; elle a ses dangers, que sa prudence réduit à leur minimum de nocivité, mais qui existent cependant : est-il sûr que les fragments nous donnent toujours les idées essentielles des hérétiques? Au moins, elles nous en présentent qui semblent exclusives de celles que leur prêtent les hérésiologues, et c'est déjà beaucoup. L'enquête de M. de Faye me paraît porter deux grands résultats, sans compter une très riche collection d'acquisitions de détail : l'un, c'est que les grands maîtres de la gnose, au lieu des métaphysiciens uniformément échevelés, incohérents, illogiques et quasi-délirants que nous nous représentons communément, sont des esprits vigoureux et des penseurs, dont la puissance et le bon sens ne le cèdent à aucun docteur orthodoxe de leur temps, mais qu'ils s'abandonnent, sans autant de réserves que la plupart des Pères, aux tendances syncrétistes de leur milieu et à l'habitude de mettre leurs idées sous forme de symboles, et que leur originalité très forte les isole nécessairement dans l'Église; l'autre, c'est que la classification des personnes, des systèmes et des idées a fait un grand pas. L'ouvrage se divise comme il suit : une Introduction pose le problème, définit la méthode et les principes de classification; une première partie étudie les grands gnostiques et leurs premiers disciples (Basilide; Valentin et ses disciples Héracleon et Ptolémée; Marcion et Apelle); une seconde partie examine les allégations des *Philosophumena*; une troisième est consacrée aux écrits gnostiques en langue copte; une quatrième aux gnostiques que nous ne connaissons que par les hérésiologues, c'est-à-dire de manière très incertaine; une cinquième partie constitue un essai de synthèse des systèmes divers par rapport aux tendances générales et à l'évolution du gnosticisme. Je ne saurais faire du livre un meilleur éloge que de dire que je me repens d'avoir parlé de la gnose avant de l'avoir lu. Sur quelques points, je pourrais chicaner, mais ce ne sont que vétilles auxquelles je ne

veux pas m'arrêter ici. Je regrette vivement l'absence d'un Index, d'autant plus que la Table des matières n'est pas analytique; c'est là une lacune que l'auteur voudra certainement combler dans la seconde édition. — Je suis assez embarrassé pour apprécier le livre de Dom FESTUGIÈRE sur la liturgie catholique¹; l'histoire n'en est pas absente, mais elle n'y est que l'accessoire et le moyen, non le principal et le but. Il s'agit de répondre à une question qui préoccupe beaucoup d'âmes religieuses : « La religion de l'esprit ne s'oppose-t-elle pas, du moins dans une certaine mesure, à la religion des rites? » L'auteur entend prouver que ce scrupule est mal fondé, que la liturgie n'est pas responsable des excès dont elle est la première à souffrir et que la science de la vie catholique et la biologie spirituelle du catholicisme protestent également contre les préventions dont elle est l'objet. Le livre se divise en trois parties : les origines et l'histoire; la liturgie catholique et le problème de l'expérience religieuse; raisons théologiques. Il témoigne de lectures étendues et d'une réflexion personnelle originale; surtout il révèle une mentalité très intéressante pour des laïques : celle d'un moine qui, dans la liturgie, voit le grand remède religieux, autant que le cadre qui tient la vie catholique entière et « la grande adversaire de la laïcité » (p. 69). La plus grande partie de l'ouvrage se réduit à un sommaire, où ne manquent d'ailleurs ni les idées intéressantes, ni les boutades amusantes, ni même les propositions historiquement insoutenables : par exemple, ce qui est avancé sur les origines de la liturgie en Jésus, p. 32 et suiv., et les affirmations *neutralisantes* touchant les emprunts de la liturgie chrétienne à la patenne, et celle-ci : « La science comparée des religions, besogne sans le vouloir et même en voulant le contraire, pour l'apologétique du catholicisme » (p. 30). Je ne m'en doutais pas. Je croyais, en revanche, que les religions finissaient dans la liturgie et l'abus du ritualisme : ce n'est pas l'opinion de M. Festugière. Il serait aisé d'allonger la liste de ces « malentendus ». — M. MORISON² est un philologue; c'est en lisant, pour ses recherches particulières, les *Ascetica* de saint Basile qu'il a conçu le projet de fonder sur eux une étude du monachisme chrétien primitif. Il retient les traités sur le jugement de Dieu, sur la foi, les *Moralia* et les deux règles; il croit pouvoir user aussi de la seconde homélie sur la renonciation au monde et

1. Dom M. Festugière, *la Liturgie catholique. Essai de synthèse, suivi de quelques développements*. Abbaye de Maredsous, 1913, in-8°, 200 p. Extrait de la *Revue de philosophie*, mai, juin et juillet 1913.

2. Ed. Morison, *St. Basil and his rule, a study in early monasticism*. Oxford, University Press, H. Frowde, 1912, in-8°, viii-150 p.

de celle sur la discipline ascétique, qui sont très contestées. Le tableau est limité à l'horizon de Basile et tourne autour de sa règle, mais il est clairement disposé; on y voit bien comment la théorie et la pratique de l'ascétisme et du monachisme basilien s'inspirent du dessein général de créer un foyer ardent de foi et d'enthousiasme, qui rayonne sur toute l'Église. Basile dit quelque part qu'en comparaison de la perfection des moines d'Égypte son propre ascétisme est enfantin : cette comparaison aurait présenté de l'intérêt; les quelques indications que contient la Conclusion ne sont vraiment pas suffisantes : elle montre surtout que l'esprit de Basile s'est perdu chez les moines d'Orient qui ont adopté sa règle; ce résultat n'a rien de surprenant. J'aurais souhaité un peu plus d'insistance sur les questions d'authenticité débattues au chapitre II.

VII. HAGIOGRAPHIE. — Les origines du culte des saints ont été l'objet d'un copieux, et d'ailleurs excellent, travail du P. DELEHAYE¹; toutefois, je ferai quelque différence entre les deux parties dont il se compose. La première est consacrée aux origines, aux développements, aux formes du culte des martyrs, sur ce que les martyrs ont été, dans l'antiquité, l'objet premier et principal du culte des saints; il s'y développe une thèse : le culte des martyrs est une combinaison de l'admiration tout naturellement attachée au martyr par le sentiment chrétien et du culte des morts, pratiqué chez les chrétiens, avec une piété fort analogue à celle des païens; le culte des héros, au contraire de ce que prétendait Lucius, n'y est pour rien. La seconde partie, où sont passés en revue les principaux centres du culte des martyrs, constitue un véritable catalogue des martyrs authentiques et la meilleure contribution au travail d'ensemble que l'auteur réclame : une statistique exacte du culte des martyrs dans le monde romain à la fin du VI^e siècle. La science étendue et sûre, la longue pratique hagiographique du P. Delehaye triomphent dans la solution des innombrables problèmes de détail que soulève la constitution d'une telle liste et ne laissent guère de doutes dans les solutions. Un dernier chapitre : *Déductions et systèmes*, résume le livre et en accentue les tendances; c'est à son propos, et en le rapprochant de la première partie, que j'aurais à faire quelques réserves. Évidemment, le P. Delehaye est tourmenté comme tous les catholiques par le livre de M. Saintyves, *les Saints successeurs des dieux*, et il se rend compte que mépriser l'adversaire est peut-être un procédé de critique rudimentaire; il discute, et sa discussion

1. H. Delehaye, *les Origines du culte des martyrs*. Bruxelles, Bureaux de la Société des Bollandistes, 1912, in-8°, VIII-502 p.

respire l'honnêteté et le bon sens, mais elle est, me semble-t-il, mal engagée, parce qu'elle semble partir de cette affirmation, prêtée à la thèse adverse, que la substitution des saints aux dieux s'est produite par une transposition *consciente* et une combinaison réfléchie de gens d'Église. Dans l'immense généralité des cas, il ne s'agit pas de cela (personne ne le conteste), mais seulement du glissement spontané et quasi-inévitable d'une personnalité ou d'un nom chrétiens sous la personne et la légende d'un héros païen, ou d'emprunts, faits par un hagiographe aux abois, de traits de cette légende, qu'il démarque au profit du saint dont il ne sait rien et dont il veut pourtant narrer les merveilles. Du reste, le P. Delehaye concède un point fort important : il accepte que, le culte d'un saint une fois établi, sa personne authentique peut se transformer sous l'influence d'une légende païenne. Mais alors, une légende païenne fortement enracinée n'a-t-elle jamais provoqué le culte d'un saint? Je ne dis pas : n'a-t-elle jamais fait naître un saint? Le P. Delehaye convient encore qu'entre les formes du culte des saints et celui des héros il y a des ressemblances, mais, là aussi, l'idée que les uns sortent des autres le chagrine et il se retranche derrière des répliques sans valeur, de saint Jérôme et de saint Augustin, pour se tirer d'affaire. C'est un des points faibles de son livre. Il attache une grande importance à un argument qui ne vaut guère, à savoir que le culte des saints ne saurait dériver de celui des héros, parce que si l'on peut retrouver dans le second la plupart des éléments du premier, on ne les y trouve pas organisés de même et selon le même esprit, qu'il faut chercher dans un grand nombre de cultes de héros pour trouver *tous* les traits groupés dans le seul culte des saints; cela revient à dire que le culte des saints s'est constitué par syncrétisme des divers cultes et combinaison de leurs traits les plus caractéristiques et non par adoption mécanique d'un seul de ces cultes, opération que leur variété, tout autant que la diversité des lieux d'origine du culte des saints, rendrait assez difficile à concevoir. Les emprunts, pour être de détail, n'en sont pas moins avérés. Il est « évident », ajoute le P. Delehaye, que le culte des saints nous met en présence « d'un développement parallèle et indépendant » (du culte des héros); parallèle, c'est certain; indépendant, c'est vrai, en ce sens, je le répète, qu'il n'y a pas eu confusion consciente entre eux; mais c'est inexact, en cet autre sens que l'un suit et, en quelque manière, calque l'autre. Au reste, c'est peut-être une concession suffisante que d'accorder, comme fait le P. Delehaye, que l'Église a pris autour d'elle les moyens d'expression dont elle avait besoin, car elle revient à avouer que l'Église a ramassé les idées fécondes et adopté les sentiments encore vivants

sur le terrain religieux païen. Le détail de la démonstration n'est pas sans mettre quelquefois l'auteur dans l'embarras. Par exemple, s'il est un fait acquis présentement, c'est la ressemblance des miracles des saints et des miracles des héros; le P. Delehaye se tire de la difficulté en disant que « la passion du surnaturel, le besoin de croire aux communications sensibles de la divinité » n'appartient pas en propre au paganisme classique et ne saurait être considéré comme son héritage, qu'il n'est donc pas logique de conclure à la survivance et à l'imitation. L'argument passera difficilement pour irrésistible. Ailleurs (p. 477), je m'arrête perplexe devant cette affirmation vraiment extraordinaire : « C'est en vain que l'on rechercherait dans les cultes païens quelque chose qui ressemble à la puissance des reliques. » Après avoir lu le récent ouvrage de Pfister, *Der Reliquienkult im Altertum*, j'étais, et je reste, persuadé du contraire. Mais je retiens l'aveu qui, en théorie, me suffit, que le point de vue, qui attribue à la venue en masse des païens dans l'Église des survivances inquiétantes, « n'est pas entièrement dépourvu de justesse ». En somme, là où les croyances et les habitudes confessionnelles du P. Delehaye gênent la liberté de son jugement ou la netteté de sa vision, son livre appelle quelques réserves; il n'en reste pas moins un des plus précieux instruments de travail dont dispose présentement la science hagiographique; il ne détruit pas, ni même n'affaiblit Lucius; il le complète et le tempère, et c'est profit pour tout le monde. — Très intéressante et très méthodique est l'étude de M. STRAUBINGER sur la légende de l'invention de la Croix¹. On entend qu'il ne s'agit pas de l'invention elle-même, mais seulement de sa légende, des versions qui nous en restent, de leur classement et de leur rapport. L'auteur étudie dans leurs versions diverses, et en en publiant les textes, deux légendes : celle de Cyriaque et celle de Protoniké. La première serait d'origine syrienne et rédigée d'abord en syriaque, aux environs de 400; la seconde serait sortie du même berceau, mais un peu plus tard. L'intérêt principal de la discussion est de fixer le rapport de ces deux légendes à celle d'Hélène. La légende de Protoniké (soi-disant femme de Claude) exclut la mention d'Hélène et de Constantin, pourtant elle est un développement de la légende d'Hélène et en dépend, celle de Cyriaque (juif converti devenu évêque de Jérusalem) dépend de Protoniké et d'Hélène. La Conclusion du livre nous donne une idée de la légende

1. Dr J. Straubinger, *Die Kreuzanfindungslegende. Untersuchungen über ihre altchristlichen Fassungen mit besonderer Rücksichtigung der syrischen Texte*. Paderborn, Schöningh, 1913, in-8°, vi-108 p. (*Forschungen zur christlichen Literatur- und Dogmengeschichte* d'Ehrhard et Kirsch, XI, 3).

de l'invention, depuis Cyrille de Jérusalem, qui en parle le premier, vers 348-350. Eusèbe n'en a rien dit, c'est qu'il n'en a rien su : Clos (*Kreuz und Grab Jesu*, 1898, p. 83 et suiv.) et Audollent (*Mélanges d'archéologie et d'histoire*, X, 1890, p. 454 et suiv.) ont soutenu, au contraire, que le *σωτήριον σημεῖον* de *Panég.* 9 désigne la Croix. On ne comprendrait vraiment pas si énigmatique manière de parler, et tout aussi inexplicable serait le silence de l'*Itinéraire de Bordeaux* (333), s'il y avait quelque fondement historique dans la légende d'Hélène. Il faut penser que c'est Cyrille qui parle bien le premier de l'invention de la Croix, — mais non pas de l'invention par Hélène, — parce que la légende de l'invention a dû se former entre 340 et 350. Il est toutefois à noter que la *Perigrinatio Silviae* (385), qui mentionne une église « de la Croix », ne paraît encore rien savoir de la découverte qui a favorisé la mère de Constantin, et que Jean Chrysostome n'en dit rien non plus. C'est d'Ambroise que semble dater l'introduction de l'impératrice dans l'affaire; alors se constitue la légende d'Hélène proprement dite, que Rufin et Paulin de Nole développent et sur laquelle se greffent les deux légendes orientales de Cyriaque et de Protoniké. *Fama crescit eundo*, dit justement M. Straubinger; c'est la formule de bien d'autres récits hagiographiques.

VIII. ARCHÉOLOGIE. — Sous le titre un peu ambitieux de *Manuel d'épigraphie chrétienne*, M. AIGRAIN a fait paraître un recueil d'inscriptions chrétiennes dont je ne connais que la partie latine¹; j'ai entendu dire du bien de la grecque. L'Introduction, qui définit les caractéristiques des inscriptions chrétiennes latines, semble un peu brève (8 pages); la bibliographie est suffisante. Les textes qui suivent, d'ailleurs assez bien choisis et commentés très discrètement, mais avec exactitude, seraient peut-être d'utilisation plus commode pour les débutants auxquels ils s'adressent, en se groupant par sujets, au lieu de suivre un ordre approximativement chronologique qui conduit, il est vrai, des plus simples aux plus compliqués. Au reste, un Index permet le groupement logique que j'aurais souhaité. Il faudrait que ce petit livre consciencieux se répandît dans le clergé des campagnes pour y éveiller la curiosité des vieilles pierres gravées et le souci de les conserver.

Ch. GUIGNEBERT.

1. R. Aigrain, *Manuel d'épigraphie chrétienne*. T. I : *Inscriptions latines*. Paris, Bloud, 1912, in-12, 126 p.

HISTOIRE DE FRANCE.

FIN DU MOYEN ÂGE

(1328-1498).

HISTOIRE GÉNÉRALE. GUERRE DE CENT ANS. — Nous avons parlé, dans notre précédent bulletin¹, de la publication des *Lettres de Jean XXII* (1316-1334) concernant les anciens diocèses des Pays-Bas, par M. Arnold FAYEN. L'ouvrage est maintenant terminé². Dans une courte introduction, l'éditeur fait valoir l'intérêt de ces documents pour l'histoire religieuse, politique, économique des pays qui forment aujourd'hui la Belgique. Les résultats de la fiscalité pontificale, le cumul de bénéfices, l'abus des dispenses, la décadence matérielle de certaines abbayes, le rôle des banquiers italiens dans la levée des taxes, les rapports de la Flandre avec l'étranger, la généalogie et la biographie des familles se trouvent éclairés par une foule de renseignements nouveaux et précis. Pour ce qui concerne l'histoire de France proprement dite, on trouvera dans le recueil de M. Fayen nombre d'actes relatifs à Charles IV et à Philippe VI et aux guerres de Flandre. Des index très détaillés permettent d'utiliser rapidement cette précieuse collection de textes.

Les d'Orgemont, famille de bourgeois financiers et officiers, déjà riches à la fin du XIII^e siècle, fournirent aux Valois plusieurs de leurs plus notables conseillers et ne cessèrent de grandir au XIV^e et au XV^e siècle, sauf quelques accidents inévitables en une époque aussi agitée. Les études de M. Léon MIROT sur *Une grande famille parlementaire aux XIV^e et XV^e siècles, les d'Orgemont, leur origine, leur fortune, le Boiteux d'Orgemont*³, nous retracent l'extension de leur puissance foncière et le désastre qui termina la carrière d'un d'entre eux. Leur fortune terrienne, consistant en domaines considérables au nord et à l'est de la capitale et en maisons sises à Paris, fut accrue principalement par Pierre d'Orgemont, le chancelier de Charles V, et ses deux fils, Pierre, évêque de Paris, et Amauri, seigneur de Chantilly; ils accumulaient terres, fiefs, hôtels; les frères agissaient de concert, s'entraidaient pour acquérir

1. *Rev. histor.*, t. CX, mai-juin 1912, p. 77.

2. T. II, 2^e partie : 1330-1334. Paris, Champion, 1912, in-8°, p. 449 à 977.

3. Paris, Champion, 1913, 320 p.; prix : 7 fr. 50, (*Bibliothèque du XV^e siècle*, t. XVIII.)

les biens convoités; et toute la famille se poussait, les coudes serrés, aux places lucratives. Le troisième fils du chancelier, Nicolas, dit le Boiteux, maître à la Chambre des comptes de Charles VI et chanoine à Notre-Dame, eut le malheur d'être compromis dans le complot tramé en 1416 pour livrer Paris au duc de Bourgogne et mourut en prison, dépouillé de ses dignités et de ses richesses. M. Mirot fait, à cette occasion, l'histoire politique de la capitale depuis l'assassinat du duc d'Orléans jusqu'en 1416; la connaissance approfondie qu'il a du règne de Charles VI et la découverte des pièces du procès de Nicolas donnent un attrait particulier à son récit. Le procès du Boiteux est un document intéressant. Il nous rend plus intelligible l'état d'esprit du parti bourguignon. Bien que les ducs de Bourgogne aient su s'attacher les Parisiens en défendant leurs libertés municipales et en protestant contre les impôts dont on les accablait, il est quelque peu surprenant que tant d'honnêtes bourgeois, tant d'hommes éclairés aient conservé fidélité à un prince aussi antipathique que Jean Sans-Peur. Nous voyons, par les déclarations du Boiteux, que tout au moins certains d'entre eux ne se faisaient aucune illusion sur le caractère de Jean; Nicolas d'Orgemont jugeait très sévèrement le duc et ses conseillers, sans vouloir cependant entrer dans le parti armagnac, qui, il faut bien le dire, ne valait pas mieux que le parti bourguignon.

Sur l'histoire même de la guerre de Cent ans, nous n'avons à signaler que deux monographies. M. Eugène LE BRUN, au cours de recherches sur la vie du capitaine de La Charité-sur-Loire, Perrinet Gressart, a examiné l'itinéraire de Jeanne d'Arc durant la campagne qui lui fut imposée par les intrigues de La Trémoille, après l'échec devant Paris. A défaut de textes, une étude attentive des routes et des conditions qui devaient déterminer la marche de l'armée l'a amené à conclure que la Pucelle avait dû passer trois fois par la petite ville forte du Veuredre¹.

M. V. HUNGER nous raconte, dans le plus minutieux détail, la prise de Caen par Charles VII en 1450². Ses conclusions, comme il le déclare lui-même, ne s'écartent guère de celles qu'avait établies Puiseux. Son exposé se présente avec un grand luxe de notes, de références et de pièces justificatives; les textes mêmes des chroniqueurs, tels que Jean Chartier ou Thomas Basin, sont reproduits

1. *Une étape de Jeanne d'Arc en Bourbonnais. Son passage au Veuredre en octobre et novembre 1429.* Paris, Champion, 1912, petit in-4°, 33 p., fig.; prix : 3 fr.

2. *Le Siège et la prise de Caen par Charles VII en 1450.* Paris, impr. Champion et Pailhé, 1912, in-4°, 70-cxii p., fig.

in extenso. Les documents inédits sont des lettres royales, des comptes et des quittances, puisés pour la plupart à la Bibliothèque nationale.

MAISONS PRINCIÈRES : BOURGOGNE, ORLÉANS, ANJOU. — L'attachante histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois occupe actuellement, comme il convient, bon nombre d'érudits français et allemands. Presque chaque année, les professeurs et les étudiants de l'Université de Dijon découvrent et utilisent d'importants matériaux, et on ne saurait trop louer cette activité méthodique et fructueuse. M. le professeur CHAMPEAUX, qui, en 1907, avait publié les *Ordonnances des ducs de Bourgogne sur l'administration de la justice du duché*, complète cette œuvre en nous donnant aujourd'hui les *Ordonnances franc-comtoises*¹. Il se justifie aisément de les imprimer dans une collection de textes publiée par l'Université de Dijon. Il y avait des liens très étroits entre le duché et la comté, et les ducs-comtes s'efforçaient de les réunir sous une administration commune. Non seulement la procédure comtoise eut une grande influence sur la procédure bourguignonne, mais certaines ordonnances de justice furent imposées aux deux pays à la fois. Ce ne fut pas sans peine. L'esprit féodal était encore très vigoureux en Franche-Comté. Il avait triomphé des tentatives faites par les ducs de la première race pour restreindre les « bones coutumes, libertez et franchises » de la noblesse, et il résista longtemps aux efforts des puissants ducs de la seconde race, appuyés sur leur parlement franc-comtois. C'est ce que montre la série des ordonnances, en grande partie inédites, réunies par M. Champeaux et présentées par lui dans une introduction très intéressante.

Un autre professeur de l'Université de Dijon, M. STOUFF, étudie depuis plusieurs années les origines de l'annexion de la Haute-Alsace à la principauté de Bourgogne. En Alsace aussi se perpétuait une féodalité vivace, mais d'un caractère bien particulier : féodalité de petits nobles, pauvres, souvent endettés, turbulents et pillards, mais liés par l'intérêt à leurs seigneurs les ducs d'Autriche, qui les tenaient par les « fiefs castraux » et les offices. Dans un nouvel ouvrage²,

1. *Ordonnances franc-comtoises sur l'administration de la justice, 1343-1477, avec une Introduction sur les sources, la rédaction et l'influence de ces ordonnances*. Paris, Picard; Dijon, Nourry, 1912, LXXVIII-271 p. (Collection de textes relatifs au droit et aux institutions de la Bourgogne. A paru aussi comme t. XXII, fasc. 1-2, de la *Revue bourguignonne*, publiée par l'Université de Dijon; prix : 8 fr.)

2. *Catherine de Bourgogne et la féodalité de l'Alsace autrichienne, ou un Essai des ducs de Bourgogne pour constituer une seigneurie bourguignonne*

fruit de laborieuses recherches, M. Stouff montre comment les ducs de Bourgogne, pendant le premier quart du xv^e siècle, s'efforcèrent de se créer un parti dans cette noblesse, à la faveur du mariage de Catherine, fille de Philippe le Hardi, avec Léopold d'Autriche. Leur but secret était de préparer l'annexion du landgraviat de Haute-Alsace et du comté de Ferrette. De même que sa nièce Jacqueline de Bavière, Catherine fut considérée par Jean Sans-Peur et Philippe le Bon comme un instrument de la politique bourguignonne. Plus docile que Jacqueline, et meilleure « Bourguignonne », elle accepta de bonne grâce ce rôle dangereux, qui lui valut beaucoup de déboires. Du vivant de son mari, elle gouverna en Alsace au profit de l'influence bourguignonne ; elle faisait, dit M. Stouff, les volontés de son frère Jean Sans-Peur, et Léopold faisait les volontés de sa femme. Après la mort de Léopold, elle se heurta à la résistance acharnée de son beau-frère autrichien, Frédéric à la Bourse vide, qui réussit pendant quelques années à l'évincer d'Alsace. Jean Sans-Peur et Philippe le Bon, absorbés par les affaires de France et de Flandre, ne purent pas lui donner l'argent et les hommes dont elle avait besoin. Elle mourut prématurément en 1426, et le parti bourguignon en Alsace sembla disparaître avec elle. Mais le projet qu'elle avait servi subsistait et devait être réalisé par Charles le Téméraire. La politique étrangère des grandes puissances, au moyen âge, était singulièrement tenace et forte. L'histoire de l'annexion de l'Alsace en est une preuve bien frappante.

Cette annexion, si longuement préparée, fut éphémère. La brutalité de Charles le Téméraire et de ses agents, qui rendit inutiles tant de persévérants efforts, fit une grande impression sur les contemporains. Nous en avons un témoignage de plus, qu'on avait négligé, dans un opuscule écrit très peu de temps après la mort de Charles le Téméraire, en 1478 ou même en 1477. Ce petit ouvrage avait échappé jusqu'ici aux historiens et il ne figure pas dans le répertoire d'Auguste Molinier, bien qu'on possède au moins cinq exemplaires de l'édition incunabile. Après une rapide allusion aux luttes de Charles le Téméraire avec le roi Louis XI, personnage dont il n'est plus question ensuite, l'auteur parle brièvement, en choisissant les faits essentiels, du gouvernement de Pierre de Hagenbach en Alsace, des guerres avec les Suisses et de la catastrophe de Nancy. Il insiste sur la cruauté et la tyrannie du duc de Bourgogne, fait l'éloge des *rustici* qui ont su le vaincre et parle en respectueux sujet de l'empe-

en Alsace (1411-1426). Paris, Larose et Tenin, 1913, 235 p. — 288 pages de notes et pièces annexes. (A paru aussi comme t. XXIII, fasc. 2 à 4, de la *Revue bourguignonne*, publiée par l'Université de Dijon ; prix : 12 fr.)

reur. Le *De preliis*, composé par un humaniste allemand, peut-être strasbourgeois, est à rapprocher du traité composé sur le même sujet à la même époque par l'humaniste suisse Albert de Bonstetten. Il est intéressant surtout par l'inspiration et le ton. M. LUGINBUEHL vient de nous en donner une traduction en allemand, accompagnée d'une reproduction figurée de l'incunable¹. Une simple édition du texte latin en caractères modernes eût été plus commode.

C'étaient des cadets de la maison de Bourgogne qui détenaient alors le comté de Rethel. Le tome III du *Trésor des chartes du comté de Rethel*, publié par M. L.-H. LABANDE d'après le fonds conservé aux archives du palais de Monaco², se rapporte à la période qui s'étend de 1415 à 1490. On y trouvera des renseignements nouveaux sur la politique des rois de France, sur leurs efforts pour se créer des appuis contre Philippe le Bon et Charles le Téméraire et aussi sur la détresse causée par les guerres. Signalons également un acte d'asseurement et un certain nombre de conventions entre les banquiers lombards et leurs clients. Mais les pièces les plus nombreuses sont des aveux et dénombrements ou des enquêtes et des pièces judiciaires, d'un intérêt assez limité. Des documents de ce genre peuvent, à l'occasion, être utiles. Mais on ne peut s'empêcher de songer, avec regret, en feuilletant ce volume, fort bien édité à tous égards, que des fonds bien plus importants, tels que le Trésor des chartes des rois de France, restent pour la plus grande partie, faute d'argent pour en assurer la publication, inaccessibles aux historiens qui ne peuvent travailler aux Archives nationales.

Il faut renoncer à deviner quelle méthode a dicté le choix et la publication de *Quelques pièces relatives à la vie de Louis I^{er}, duc d'Orléans, et de Valentine Visconti, sa femme*, par M. F.-M. GRAVES³. L'auteur n'a pas pris la peine de nous le faire savoir, et il aurait sans doute été embarrassé de le dire. Une introduction biographique, brève comme un article de dictionnaire, est suivie d'une liste des ouvrages cités, liste où les indications bibliographiques usuelles de lieu et de date sont omises; puis commence immédiatement la publication de cent quarante-quatre pièces. Elles sont toutes empruntées aux collections de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales; mais il ne faut pas en conclure que ces sources

1. Rudolph Luginbuehl, *Nicolai de preliis et occasu ducis Burgundie historia*. Bâle, Birkbaeuser, 1911, petit in-8°, 97 p., fig.; prix : 5 m.

2. Monaco et Paris, Alph. Picard, 1911, in-4°, 652 p. (*Collection de documents historiques publiés par ordre du prince de Monaco*.)

3. Paris, Champion, 1913, xu-310 p.; prix : 7 fr. 50. (*Bibliothèque du XV^e siècle*, t. XIX.)

ont été exploitées totalement par M. Graves, car il existe, notamment dans le fonds français, un nombre considérable de pièces que l'éditeur a laissées de côté, sans le dire et sans donner ses raisons. Les cent quarante-quatre pièces de M. Graves n'ont pas pour caractère commun d'être toutes inédites : il a reproduit nombre de documents imprimés déjà par Douët d'Arcq et Jarry. Elles concernent pour la plupart la vie privée du duc et de sa femme ; mais elles n'épuisent pas ce sujet ; et, d'autre part, il y a aussi parmi elles des pièces concernant la vie publique et la politique de Louis d'Orléans. Elles sont présentées avec un appareil critique des plus sommaires ; les personnes citées dans les textes sont rarement identifiées et il y a des notes incompréhensibles (par exemple la note de la p. 78). Aucune règle constante n'a été suivie pour l'accentuation des mots, la ponctuation, l'emploi des majuscules. Enfin l'index, bien qu'il ait certainement coûté un long travail, n'est pas complet. Tel qu'il est, ce recueil est cependant instructif, et l'on y voit au vif quel personnage fastueux et prodigue était Louis d'Orléans. Les historiens du règne de Charles VI utiliseront l'ouvrage de M. Graves. Mais pour-quoi une publication aussi informe ? On dirait d'une gageure.

Le roi René, qui ne fut pas moins malchanceux que ses cousins de la maison d'Orléans, aimait, à la fin de sa vie, à se consoler de ses déconvenues en se chauffant au soleil de Provence. Il acheta en 1454 le domaine de Gardane, près d'Aix. Feu l'archiviste Blancard avait trouvé, au dépôt départemental des Bouches-du-Rhône, onze registres relatifs à l'administration de cette terre et avait formé le projet d'en tirer la matière d'un livre. M. l'abbé CHAILLAN a réalisé son dessein, en partie à l'aide de ses notes¹. Il nous donne, à l'aide de ces documents complets et précis, des renseignements minutieux sur l'exploitation d'un domaine provençal au xv^e siècle, les salaires des journaliers, le rendement de la terre, les prix, etc., et il ajoute quelques traits à la biographie et à la psychologie du roi René, veilli, aigri par ses malheurs, devenu irascible et quinteux.

HISTOIRE DES MŒURS. — Il n'y a pas toujours grand profit, pour l'histoire des mœurs, à lire les moralistes, et notamment ceux du moyen âge, qui copient les anciens et se recopient les uns les autres infatigablement. Ce sont les critiques traditionnelles contre les vices du clergé, la sensualité des riches, la rapacité des gens de justice, les tromperies des marchands et des vilains, qu'on trouvera, si nous

1. *Le Roi René à son château de Gardane. Étude sur les conditions d'exploitation agricole en Provence au XV^e siècle.* Paris, Alph. Picard, 1909, 225 p.

en croyons M. Louis KARL¹, dans le *Roman de Mandevie* de Jean Dupin. Le *Roman de Mandevie* (Amende-Vie) et le résumé en vers intitulé *Mélancolies* paraissent avoir été composés entre 1336 et 1340, « avec la tendance de moralisation », ainsi que M. Karl, docteur ès lettres, s'exprime, en son français un peu pénible. Qui était Jean Dupin ? L'abbé de Cluny portant ce nom, affirme M. Karl ; ce n'est qu'une hypothèse. Quoi qu'il en soit, ce traité de morale générale, qui eut longtemps grand succès, méritait une étude précise et une analyse. La consciencieuse monographie de M. Karl, un peu trop brève et sèche, rendra service, mais à peu près uniquement au point de vue de l'histoire littéraire.

L'historien de la société française à la fin du moyen âge lira avec plus de plaisir et d'avantage l'agréable ouvrage² où M^{lle} Mathilde LAIGLE a analysé et commenté le *Livre des Trois Vertus* ou *Trésor de la Cité des Dames*, traité d'éducation féminine composé vers 1405 par Christine de Pisan. Autant que nous en pouvons juger par les citations et le copieux exposé de M^{lle} Laigle, le livre de Christine confirme ce que nous savons déjà des appétits et des extravagances de cette société dérégulée et jouisseuse ; Christine, en morigénant ses contemporaines, nous les dépeint, et quelquefois, — non pas toujours, — le trait est précis et le tableau est instructif. D'autre part, M^{lle} Laigle, qui va nous donner bientôt une nouvelle édition du *Livre des Trois Vertus*, a fait des recherches fort étendues, dont elle veut que ses lecteurs profitent : son texte et ses notes abondent en bibliographie et en renseignements de toutes sortes. Elle a réussi, comme elle le désirait, à « montrer que ce traité mérite notre intérêt » et à le « replacer dans son milieu historique et littéraire ». Nous n'irons point cependant jusqu'à partager l'enthousiasme qu'il inspire à M^{lle} Laigle. Christine de Pisan est une « féministe » clairvoyante, modérée et raisonnable, mais c'est trop dire que de parler à son sujet des abeilles de Platon. Sa morale est parfois vulgaire et plate ; témoin ce passage, cité deux fois par M^{lle} Laigle, où la femme qui reste douce et fidèle à un mauvais mari est conviée à espérer un testament avantageux pour elle. Enfin cette bonne Christine, devenue femme de lettres pour subvenir aux besoins des siens, compilait,

1. *Un moraliste bourbonnais du XIV^e siècle et son œuvre. Le Roman de Mandevie et les Mélancolies de Jean Dupin.* Paris, Champion, 1912, 60 p., 2 planches. (Extrait du *Bulletin de la Société d'émulation du Bourbonnais*, 1912.)

2. *Le Livre des Trois Vertus de Christine de Pisan et son milieu historique et littéraire.* Paris, Champion, 1912, 375 p., 2 planches ; prix : 7 fr. 50. (*Bibliothèque du XV^e siècle*, t. XVI.)

compilait, compilait, écrivait, écrivait, écrivait à se fatiguer les yeux et les doigts, sans prendre le temps de « faire court » : sa prose est vraiment un peu trop fluide et souvent bien vague et bien banale. Christine a encore les défauts des littérateurs du moyen âge, et M^{lle} Laigle l'a trop uniformément louée. M^{lle} Laigle doit du reste se méfier elle-même d'une facilité qui tourne presque au bavardage. Son livre est déparé par des hors-d'œuvre, des développements inutiles, des rapprochements bizarres, des notes sans rapport nécessaire avec le texte et dont la suppression serait d'autant plus désirable que les inexactitudes y abondent. M^{lle} Laigle est une médiéviste qui a le feu sacré; il nous sera permis de souhaiter qu'elle médite un vers de Boileau sur les auteurs qui ne savent se borner.

Christine de Pisan apparaît encore, mais cette fois en quelques pages seulement, dans un volume que la maison Macmillan a édité et illustré avec goût : *Six mediaeval women*, par M^{me} Alice KEMP-WELCH¹. De ces « six femmes du moyen âge », trois, Mahaut d'Artois, Christine de Pisan et Agnès Sorel, appartiennent aux xiv^e et xv^e siècles. M^{me} Kemp-Welch résume avec une agréable aisance ce que nous savons d'elles. Cette collection d'articles de revue n'a pas, j'imagine, d'autre prétention que d'intéresser un instant les curieux et ne s'adresse point à ceux que le souci de la précision historique et le goût de la nouveauté rendent un peu difficiles. Ces derniers se demanderaient d'abord pourquoi, dans son introduction, M^{me} Alice Kemp-Welch n'a pas justifié son choix. Mahaut et Christine de Pisan sont bien « représentatives » ; mais Agnès Sorel ? Pour qui connaît un peu profondément le xv^e siècle, d'autres noms que celui-là s'imposaient ; et je ne veux pas parler, bien entendu, de Jeanne d'Arc, dont on a eu certainement raison de ne pas nous rabâcher ici la biographie. Enfin les historiens, si ce livre était fait pour les instruire, s'étonneraient qu'on ait négligé de poser exactement les petits problèmes qui, chemin faisant, se rencontraient. On assure qu'Agnès Sorel eut un rôle politique et l'on va jusqu'à dire, avec une insistance quelque peu choquante, qu'elle a été « le complément de Jeanne d'Arc ». Sans doute, elle a contribué à tirer Charles VII de son assoupissement. Mais de quel droit prétendre qu'il n'eut d'énergie que pendant le temps qu'elle fut sa maîtresse ? Il faudrait pour cela fixer à quelle époque leur liaison commença. Or l'exposé de M^{me} Kemp-Welch ne jette aucune lumière sur cette

1. *Of six mediaeval women, to which is added a note on mediaeval gardens*. Londres, Macmillan, 1913, xxix-189 p., illustrations d'après les miniatures. — Les trois autres « femmes du moyen âge » sont Roswitha, Marie de France et Mechthilde de Magdebourg.

question obscure, et l'auteur constate « le silence de l'histoire ». Qu'alors elle soit plus modeste en ses conclusions.

Les littérateurs et les chroniqueurs du moyen âge négligent tant de choses dont nous voudrions être informés qu'il est de toute nécessité de recourir aux documents d'archives pour se faire une idée de la société et surtout de la vie des basses classes. Il n'y a pas longtemps qu'on s'est avisé que les plus basses de toutes, les « classes dangereuses », pouvaient être connues, grâce aux jugements et aux lettres de rémission, et qu'il y avait intérêt à pénétrer dans ce milieu abject, où la poésie de Villon a fleuri. Des érudits, plus curieux que soigneux, comme Francisque Michel et Auguste Vitu, avaient ouvert la voie indiquée jadis par Sauval. De nos jours, Longnon, Marcel Schwob, MM. Lazare Sainéan et Pierre Champion, pour ne citer que ceux-là, n'ont pu toucher à l'histoire des poèmes de Villon et de l'argot ancien sans entrer dans le même chemin et nous ont livré maints documents qui éclairent puissamment les bas-fonds du *xv^e* siècle. Les publications de M. SAINÉAN, où l'argot ancien est étudié, pour la première fois, avec toute rigueur scientifique, seront bien accueillies par l'historien comme par le philologue. On trouvera dans son plus récent ouvrage¹ l'édition intégrale du procès des Coquillards de Dijon (1455) et des ballades jargonnesques de Villon et un appendice, écrit par M. Pierre CHAMPION, sur l'histoire des classes dangereuses en France, des origines à la fin du *xv^e* siècle.

Nous devons faire des réserves sur la singulière théorie émise au début de cet appendice par M. Pierre Champion. « De la fin du *ix^e* au *xiii^e* siècle, dit-il, on constate un long silence des lois sur la répression des malfaiteurs. C'est qu'alors le brigandage est universel, sauf peut-être en Normandie... » C'est seulement à partir du règne de saint Louis qu'aurait été comblée « la lacune » qui existait « depuis le *x^e* siècle », et à ce sujet M. Champion adopte la tradition légendaire dont Joinville s'est fait l'écho, concernant la réforme de la prévôté de Paris donnée à Étienne Boileau, tradition dont M. Borrelli de Serres a démontré l'inexactitude. M. Champion reconnaît cependant que la maison capétienne a dû une partie de sa puissance à la « notion du roi justicier ». Comment, dès lors, quelques historiettes du moine Helgaud sur la patience du bon roi Robert suffisent-elles à lui suggérer l'idée qu'on laissait générale-

1. *Les Sources de l'argot ancien*. Paris, Champion, 1912, 2 vol. in-16; prix : 15 fr. T. I, *Des origines à la fin du XVIII^e siècle*, xv-427 p.; t. II : *le XIX^e siècle*, 470 p.

ment les voleurs impunis? Les prévôts du domaine royal n'avaient-ils point parmi leurs attributions essentielles la répression de tous les crimes et délits? Les innombrables chartes de protection accordées par les rois et aussi par les grands barons aux églises ne supposent-elles pas le châtimement des attentats perpétrés contre leurs propriétés? Pense-t-on que des princes comme Philippe-Auguste, comme les comtes de Champagne ou les comtes d'Anjou toléraient les brigandages? Une bonne justice était nécessaire et rapportait des profits considérables dont les seigneurs étaient avides. Toutes sortes de textes précis, à défaut d'ordonnances générales, indiquent que la poursuite et la répression étaient organisées bien avant le XIII^e siècle : outre les diplômes de protection aux églises, nous avons les actes instituant la paix des foires, maints articles dans les chartes de communes, etc. De ce que ces documents n'ont pas le caractère général des ordonnances postérieures, on a le droit de conclure que la justice, comme toutes les autres institutions, portait l'empreinte du particularisme féodal, mais non pas que jusqu'au règne de saint Louis la société a été désarmée contre les malfaiteurs.

Dès que M. Champion entre dans son domaine du XV^e siècle, qu'il connaît si bien et où il a fait tant de découvertes intéressantes, il reprend toute sa sûreté d'informations et nous donne une série de renseignements neufs sur les brigands, les mendiants, les porteurs de reliques et quêteurs, les faux monnayeurs, les joueurs, les mauvais écoliers, etc. Ces pages forment à certains égards le pendant du curieux livre de M. Jusserand sur la vie nomade et les routes d'Angleterre au XIV^e siècle.

Le mémoire joint par M. Champion aux études de M. Sainéan sur l'argot était comme un prélude au grand ouvrage que depuis plusieurs années il préparait sur *François Villon, sa vie et son temps* et qu'il vient tout récemment d'achever¹. Ce beau livre a été accueilli dans la presse quotidienne et les revues mondaines avec des éloges qui, pour manquer parfois de compétence, sont cependant justifiés. Mais les médiévistes pourront seuls évaluer à son prix, qui est considérable, l'effort fait par M. Pierre Champion et mesurer la part qui lui revient dans la connaissance que nous avons désormais du sujet. Le jeune historien a loyalement signalé l'importance des découvertes de ses prédécesseurs : il a parlé comme il convenait, dans sa Préface, des remarquables travaux d'Auguste Longnon et il a indiqué, en termes touchants, ce qu'il devait à son ami le subtil

1. Paris, Champion, 1913, 2 vol., 325 et 450 p., 50 pl. (*Bibliothèque du XV^e siècle*, t. XX et XXI).

Marcel Schwob, dont les essais sont dignes d'échapper à l'oubli. N'ayant pas les mêmes raisons que M. Champion pour voiler les mérites de son œuvre propre, nous pouvons dire que non seulement elle résume, vérifie et rectifie celle de ses devanciers, mais qu'elle y ajoute sans doute tout ce qui pouvait y être ajouté. Elle y ajoute même un peu trop, à notre gré personnel. La promenade que l'auteur nous fait faire dans le Paris du xv^e siècle est longue, et le plan qu'il a adopté l'oblige à bien des répétitions. Mais, disséminées dans ces deux gros volumes, que d'heureuses trouvailles ! Chacun sait que les vers de Villon sont bourrés d'allusions à des faits et à des personnes que l'histoire générale ignore. On en avait expliqué un certain nombre. La grande nouveauté de l'œuvre de M. Champion est qu'elle éclaire presque tout ce qui était resté obscur encore dans les *Lais* et le *Testament*. Il fallait pour cela beaucoup d'intelligence, de patience, de flair. Le livre de M. Champion est un notable exemple des services que les méthodes de l'érudition moderne peuvent rendre à l'histoire de la littérature et des idées, et il fait honneur à l'École des chartes comme à son auteur. La maison Honoré Champion en a donné une édition qui charmera les bibliophiles. Les vues du vieux Paris sont amusantes ; les miniatures et les sculptures reproduites sont très bien choisies, et telle de ces planches, comme celle du « Truand parlant à son âme », reconstitue vraiment l'atmosphère où Villon a mené une vie si laide et écrit de si beaux vers.

Au temps où il flânait, petit écolier, dans le cloître Saint-Benoit, un maréchal de France, convaincu de forfaits horribles, était condamné à mort : quand on pense à Gilles de Rais, grand seigneur lettré, amateur d'art et débauché sanguinaire, on en vient à comprendre aisément qu'un de ses contemporains ait pu être à la fois un grand poète et un voleur. Mais les crimes imputés à Gilles de Rais sont-ils prouvés historiquement ? N'y a-t-il pas eu en Bretagne, l'an 1440, une « affaire », avec « dossier secret » et machinations perfides, pour perdre un innocent ? M. Salomon Reinach n'a pas hésité à l'affirmer. Il est singulier qu'un savant aussi avisé se soit obstiné¹ à soutenir une thèse si complètement dépourvue, quand on l'examine de près, d'arguments convaincants. Il l'a présentée, bien entendu, avec son talent ordinaire, et il a réussi à ébranler certains érudits. Ici même², Gabriel Monod déclarait « vraiment impression-

1. Son mémoire, publié dans la *Revue de l'Université de Bruxelles* en décembre 1904, a été reproduit en 1912 dans le tome IV de *Cultes, mythes et religions*.

2. *Rev. histor.*, t. XCIII, 1907, p. 356-357. Cf. t. CXIII, p. 388.

nant » le « plaidoyer de M. Reinach ». Mais il ajoutait qu'il voudrait le voir « discuté par des médiévistes compétents ». C'est chose faite, et la discussion a abouti à une sentence définitive de condamnation. M. Noël VALOIS, qui est profondément versé dans l'histoire de cette époque, et qui connaît, chose utile en l'espèce, le droit canon et la procédure des tribunaux ecclésiastiques, vient d'étudier à nouveau la question, non seulement dans les textes publiés par de Maulde et connus de M. Reinach, mais dans les pièces inédites¹. Sa réfutation est péremptoire, et il ne subsiste rien des conclusions de M. Reinach.

Il reste cependant que l'évêque de Nantes ne s'est décidé à agir que lorsque Gilles de Rais eut violé les immunités ecclésiastiques, — coïncidence au moins fâcheuse. Enfin, il me paraît bien qu'en 1440 on a mis à mort un maniaque, exaspéré par l'alcoolisme et peut-être entraîné au crime par des scélérats qui exploitaient sa crédulité et ses vices. De nos jours, Gilles de Rais aurait été enfermé dans un asile d'aliénés; et sans doute il n'aurait pas pu, pendant plusieurs années, violenter et assassiner des enfants. Mais comment s'étonner de tout cela, pour peu qu'on connaisse le xv^e siècle? Gilles de Rais a commis ses atroces méfaits à l'époque où les écorcheurs, dans toute la France, en commettaient d'analogues. Si M. Reinach avait lu beaucoup de documents de ce temps, il n'aurait peut-être pas songé à une réhabilitation.

Ch. PETIT-DUTAILLIS.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

PUBLICATIONS RELATIVES A LA RÉFORME.

Depuis notre dernier bulletin (*Rev. histor.*, t. CII, p. 364 et suiv.), aucun livre relatif à l'histoire de la réforme allemande n'a fait autant de bruit que la biographie de Luther par M. Hartmann GRISAR, S. J., professeur à l'Université d'Innsbruck². Tout le monde est d'accord sur ce point que les trois gros volumes de M. Grisar renferment une somme admirable de travail et de très vastes connaissances. De même, il faut reconnaître que M. Grisar s'efforce d'éviter

1. *Le Procès de Gilles de Rais*. Paris, 1913, 47 p. (Extrait de l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, année 1912.)

2. Hartmann Grisar, S. J., *Luther*, 3 volumes. Freiburg-im-Breisgau, Herdersche Verlagshandlung, 1911-1912.

le ton grossier de son prédécesseur Denifle, de détruire des légendes haineuses dont beaucoup d'historiens catholiques ont chargé la mémoire du réformateur allemand et d'étudier « la psychologie de Luther dans ses rapports avec son histoire », sans blesser d'aucune manière « les sentiments justifiés des protestants ».

Cependant M. Grisar avait à lutter contre des obstacles insurmontables. Obligé, comme membre de la Société des Jésuites, de combattre l'hérésie et de défendre la papauté, il mesure la personnalité de Luther selon l'idéal de l'orthodoxie catholique. C'est pourquoi il ne peut pas comprendre la grandeur de son génie et de son œuvre. Il considère et il doit considérer la séparation de l'Église comme un sacrilège. Il lui manque l'indépendance de jugement nécessaire pour faire revivre celui qui, malgré des faiblesses et des défauts, restera l'une des figures les plus resplendissantes de l'histoire. D'ailleurs, M. Grisar commet çà et là des fautes de critique impardonnables, soit qu'il arrange les témoignages avec un parti pris visible, soit qu'il passe sous silence des faits qui ne conviendraient pas à la couleur générale de sa biographie. Il serait impossible d'énumérer tous les livres et tous les articles de revues écrits afin de réfuter l'ouvrage de M. Grisar, soit dans certains de ses détails, soit dans sa tendance générale. Qu'il me soit permis d'en indiquer en note seulement quelques-uns parmi les plus importants¹.

Il va sans dire que les travaux relatifs à des phases particulières de la vie du réformateur forment le complément le plus précieux de sa biographie. Dans cette série de travaux, les études minutieuses de M. KALKOFF gardent une place éminente. Dans un nouvel ouvrage sur la mission confiée à Charles de Miltitz en 1519, il diminue l'importance qu'on attribue en général au rôle joué par ce camérier pontifical, Allemand de naissance, dans l'histoire de Luther et de la réformation². Il est revenu aussi à l'histoire de la diète de Worms de

1. Gustav Kawareau, *Luther in katholischer Beleuchtung. Glossen zu H. Grisars Luther (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte)*. Leipzig, Haupt, 1911. — Walther Köhler, *Luther und die Lüge* (*Ibid.*, 1912). — Steinlein, *Kritische Anmerkungen zur neuesten katholischen Lutherbiographie* (*Kirchenzeitung*, t. XXII). — A. Harnack (*Theologische Literaturzeitung*, 1911, n° 10. Réimpression dans Harnack, *Aus Wissenschaft und Leben*, t. II). — A.-V. Müller, *Luthers theologische Quellen*. Giessen, 1912. — M. Grisar a répondu à quelques-unes de ses critiques dans un appendice au t. III de son ouvrage. Sur un point spécial, il s'est défendu contre M. Köhler (*Historisches Jahrbuch der Görres-Gesellschaft*, t. XXXIV). Luther autorise, il est vrai, dans certaines circonstances le mensonge « officieux »; mais M. Grisar ne craint pas (t. II, p. 460) de lui reprocher « un mépris des lois de la vérité ».

2. P. Kalkoff, *Die Miltitzade. Eine kritische Nachlese zur Geschichte des Ablassstreites*. Leipzig, Heinsius succ., 1911.

1521 et il a prouvé que le célèbre édit promulgué par cette diète a son origine dans une suite non interrompue d'« intrigues scandaleuses ourdies par toutes les ressources que pouvaient fournir les faux, la calomnie, la dissimulation, la surprise, la corruption, la flatterie »¹. Il fait remarquer avec beaucoup de finesse qu'un manifeste en faveur de Luther, affiché à Worms le 20 avril 1521, document très curieux et énigmatique, a eu pour auteur l'humaniste Hermann von dem Busche, l'ami bien connu d'Ulrich de Hutten². Il a élucidé les négociations du légat Cajetan avec l'électeur de Saxe à la fin de mai 1519 et montré comment a été rédigée la décrétale d'indulgence³.

L'excellente revue dans laquelle M. Kalkoff a fait paraître ces deux derniers travaux contient dans ses tomes VI-XII (1909-1912) beaucoup d'autres articles ou notices qu'il ne faut pas négliger pour l'étude de la vie de Luther en rapport avec l'histoire générale de la réforme allemande. Mentionnons ceux de N. MÜLLER, *Die Wittenberger Bewegung 1521 und 1522* (t. VI, VII, VIII), d'E. KROKER, *Rerers Handschriftenbände und Luthers Tischreden* (t. VII, VIII), d'E. KÖRNER, *Unbeachtete Briefstücke Luthers* (t. VIII).

Comme l'édition complète, donnée à Weimar, des œuvres de Luther n'est pas à la disposition du grand public, il était désirable d'avoir au moins les œuvres choisies du réformateur, dans une édition critique et destinée particulièrement à l'usage des étudiants. Cette lacune sera comblée par l'excellente édition entreprise par M. Otto CLEMEN⁴. Tout en s'imposant les sacrifices nécessaires, M. Clemen veut montrer en quatre volumes Luther tout entier, comme réformateur et fondateur d'une civilisation nouvelle, comme écrivain moraliste, comme traducteur et interprète de la sainte écriture, comme polémiste et auteur satirique. Les volumes de son édition que nous avons reçus jusqu'ici méritent tous les éloges. Les textes

1. P. Kalkoff, *Die Entstehung des Wormser Ediktes. Eine Geschichte des Wormser Reichstages vom Standpunkt der lutherischen Frage*. Leipzig, Heinsius succ., 1913. M. Kalkoff a utilisé les deux projets de l'édit de Worms, découverts et publiés par M. Wrede et M. Brieger. Sur ses travaux antérieurs, voy. *Rev. hist.*, t. CII, p. 374 et suiv.; il y faut ajouter, *Die Romzugverhandlungen auf dem Wormser Reichstage 1521*. Breslau, 1911.

2. P. Kalkoff, *Der Humanist Hermann von dem Busche und die lutherfreundliche Kundgebung auf dem Wormser Reichstag vom 20. April 1521* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, herausgegeben von Walter Friedensburg, t. VIII, p. 342-379). Leipzig, 1911.

3. P. Kalkoff, *Die von Cajetan verfasste Ablassdekretale und seine Verhandlungen mit dem Kurfürsten von Sachsen in Weimar den 28. und 29. Mai 1519* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, t. IX, p. 142-171). Leipzig, 1912.

4. *Luthers Werke in Auswahl*. Unter Mitwirkung von Albert Leitzmann, herausgegeben von Otto Clemen. Bonn, A. Marcus und E. Weber's Verlag, 1912 et suiv.

originaux sont rendus avec la plus grande exactitude, les introductions et les notes sont fort instructives, l'impression ne laisse rien à désirer.

Les autres réformateurs sont loin d'occuper une aussi grande place que Luther dans la série des publications récentes. Cependant on ne se lasse pas de poursuivre leur activité dans les différents territoires de langue allemande. Abstraction faite de la Suisse, où Zurich forme le centre naturel de ces études¹, c'est l'Allemagne du Sud et particulièrement la Souabe qu'intéresse une publication récente : la correspondance des deux frères Thomas et Ambroise Blaurer, publiée, pour les deux premiers volumes, aux frais de la Commission historique du grand-duché de Bade, et pour le troisième aux frais communs de cette Commission et du *Zwingli-Verein* à Zurich². Cette correspondance du prédicateur et du bourgeois de Constance, contenant entre autres beaucoup de lettres de Butzer et de Bullinger, n'importe pas seulement à l'histoire ecclésiastique, mais aussi à l'histoire générale de la première moitié du xvi^e siècle. M. SCHIESS, le savant archiviste de la ville de Saint-Gall, a exploré principalement les archives et les bibliothèques de Zurich, Saint-Gall, Strasbourg, Bâle, Munich, Stuttgart. Il ne donne pas tout ce qu'il a trouvé; il a préféré maintes fois, et avec raison, ne publier que de simples extraits. D'autre part, il n'a rien négligé pour élucider cette correspondance soit dans son introduction, qui est fort instructive, soit dans ses notes. C'est à lui que sera confiée l'édition de la correspondance de Bullinger, successeur de Zwingli, que le *Zwingli-Verein* se propose d'entreprendre. Un autre réformateur souabe, J. Brenz, souvent mentionné dans la correspondance des frères Blaurer, occupe M. W. KÖHLER³. Les documents divers qu'il publie ont été recueillis en vue d'une bibliographie des œuvres de Brenz; ils pourront servir à écrire une biographie détaillée de ce réformateur, qui manque encore.

Passons aux travaux récents qui concernent l'histoire politique

1. Cf. la mention de la revue *Zwingliana* dans nos derniers comptes-rendus. Le regretté M. Egli, éditeur de cette revue, qui est continuée après sa mort, a laissé le premier volume d'une histoire de la réforme suisse, dont la valeur est généralement reconnue (Emil Egli, *Schweizerische Reformationsgeschichte*; t. I : 1519-1525. *Im Auftrag des Zwinglivereins in Zürich*, herausgegeben von Georg Finsler. Zürich, Zürcher und Furrer, 1910). L'édition nouvelle des œuvres de Zwingli fait des progrès.

2. *Briefwechsel der Brüder Ambrosius und Thomas Blaurer*. Bearbeitet von Dr. Traugott Schiess, Stadtarchivar in St. Gallen, t. I-III. Freiburg-im-Breisgau, E. Fehsenfeld, 1903-1912.

3. *Brentiana und andere Reformatoria* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, t. IX, p. 79 et suiv.).

au temps de la réforme allemande. Ici, nous rencontrons de nouveau le nom de M. Kalkoff. On sait qu'à la diète de Worms de 1521 les ministres de Charles-Quint s'efforcèrent d'obtenir la promesse d'une expédition militaire, dont le but aurait été le couronnement de l'Empereur à Rome. Kalkoff nous fait connaître deux documents relatifs à ce sujet assez obscur¹. Le premier, emprunté aux manuscrits Baum de la bibliothèque de Strasbourg, est la copie d'un mémoire du nonce Caracciolo, adressé à l'archevêque Albert de Mayence. Le second, emprunté à la bibliothèque de l'Université de Bâle, est le brouillon d'une analyse de ce mémoire, due à la plume de Capito, conseiller de l'archevêque Albert. On remarque très bien la différence des points de vue de Caracciolo et de Capito. Ce qui leur est commun, c'est l'aversion contre la prépondérance de la France.

Mentionnons, comme la dernière fois, quelques travaux relatifs à l'histoire de la guerre des Paysans. Le programme général des paysans de l'année 1525, « les douze articles », reste un sujet favori des historiens et des philologues. M. H. BOEHMER, professeur à l'Université de Bonn, a eu la bonne idée de publier ce programme dans la collection bien connue des « Petits textes pour servir aux conférences et exercices théologiques et philologiques »² et d'y ajouter une série d'autres documents, dont la plupart se rapportent à l'histoire des « douze articles ». Sans se prononcer d'une manière décisive sur la question débattue entre M. Gœtze et M. Stolze sur la question de la priorité des imprimés, M. Boehmer a choisi pour sa publication un exemplaire de ce que M. Gœtze considère comme l'*editio princeps* des « douze articles » (cf. *Rev. histor.*, t. LXXXII, p. 349, 350). Mais, en reconstituant un texte précis, il diffère quelquefois d'avis avec M. Gœtze³. D'ailleurs, il refuse d'admettre, — ce que M. Gœtze, en corroborant mon opinion, avait si bien démontré, — que les « douze articles », loin de procéder des articles présentés par

1. *Die Romzugverhandlungen auf dem Wormser Reichstage 1521. Mit ungedruckten Denkschriften des Nuntius Caracciolo und des kurmainzischen Rates Capito*, von Paul Kalkoff. Breslau, Verlag von Trewendt und Garnier, 1911.

2. *Kleine Texte für theologische und philologische Vorlesungen und Uebungen*, herausgegeben von Hans Lietzmann, n° 50 et 51; *Urkunden zur Geschichte des Bauernkrieges und der Wiedertäufer*, herausgegeben von Dr. H. Böhrer. Bonn, A. Marcus und E. Weber's Verlag, 1910 (le dernier document de cette collection, les « Sept articles de Schlatt », se rapporte à l'histoire des Anabaptistes).

3. Il est à regretter que M. Boehmer n'ait pu profiter d'une petite étude de M. Peter, *Der älteste Druck der zwölf Artikel* (*Historische Zeitschrift*, 1910, vol. CV, p. 568-570). Or, M. Peter nous paraît avoir prouvé d'une manière

les paysans de Memmingen, en sont au contraire la source. M. Bœhmer a tout particulièrement étudié cette épineuse question de l'origine des « douze articles ». Malgré des observations très justes, malgré des remarques fines et pénétrantes (par exemple en ce qui concerne l'influence de la soi-disant *Reformation Kaiser Sigmunds*¹ sur le contenu des « douze articles »), il n'a pu me persuader sur le point le plus important de la controverse. S'appropriant en général les assertions de M. Baumann, il considère les « douze articles » comme une revision des articles des paysans de Memmingen selon les vœux du corps des paysans de Baltringen. Il regarde Sébastien Lotzer, pelletier de Memmingen, non seulement comme l'auteur unique des « douze articles », mais aussi comme l'auteur des articles des paysans de Memmingen. Quant à Christophe Schappeler et à Balthasar Hubmaier, il nie qu'ils aient pris aucune part à leur rédaction. Des documents trouvés aux archives de Memmingen et d'Augsbourg lui ont permis de prouver que Lotzer a été le secrétaire (*Feldschreiber*) du corps des paysans de Baltringen et que la pétition des paysans de Memmingen du 24 février 1525, précédant leurs « articles » du 1^{er} mars, a été écrite de sa main. Je veux bien admettre que les articles des paysans de Memmingen, dont l'original malheureusement n'a pas été retrouvé, ont été de même écrits de la main de Lotzer. Mais ce que je ne peux pas concéder, c'est que les « douze articles » soient émanés des articles des paysans de Memmingen. D'ailleurs on pourrait très bien séparer les deux questions de savoir qui a été l'auteur ou qui a été l'écrivain de tel ou tel document.

Quant à la question capitale de la priorité des « douze articles » et des articles des paysans de Memmingen, M. STOLZE, dont le beau livre *Der deutsche Bauernkrieg* est bien connu des lecteurs de la *Revue historique*, s'est rangé de nouveau de mon côté². Il fait valoir en particulier contre M. Bœhmer que, plusieurs jours ou plusieurs semaines déjà avant le 24 février et avant le 1^{er} mars 1525, il y avait dans les articles des paysans de Baltringen des pétitions tout

incontestable, contre les assertions de M. Stolze, la priorité de l'imprimé M. (cf. *Rev. hist.*, t. XCII, p. 375-376). Il y a dans l'imprimé, préféré comme édition princeps par M. Stolze, des notes marginales bibliques auxquelles le texte, qui y manque, correspond dans l'imprimé M.

1. *Die Entstehung der zwölf Artikel der Bauern von 1525* (*Blätter für württembergische Kirchengeschichte*, Neue Folge, XIV. Jahrgang). Stuttgart, C. Scheufele, 1910.

2. Wilhelm Stolze, *Zur Geschichte der zwölf Artikel* (*Historische Zeitschrift*, 1912, vol. CVIII, p. 97 et suiv.). Dans la première partie de cet article M. Stolze combat l'étude de M. Peter (voir la note 3 de la page précédente). Mais ses arguments ne m'ont pas convaincu.

à fait conformes au contenu des « douze articles ». Reste à savoir d'où ce document est parvenu dans la Haute-Souabe avant qu'il eût commencé de se répandre dans le public.

M. Bœhmer s'était sans doute flatté d'avoir éliminé pour toujours Balthasar Hubmaier de cette histoire compliquée de l'origine des « douze articles ». Mais voici que, deux années après son travail, il ressuscite. Le prédicateur de Waldshut, le fondateur d'une communauté anabaptiste à Nikolsburg, a trouvé un nouveau biographe qui a su profiter des travaux de beaucoup de prédécesseurs¹. M. MAU a très bien reconnu la grande importance des idées et de l'activité de Hubmaier. Il dépeint nettement la position particulière de cet intelligent sectaire, penseur plutôt éclectique qu'original, « qui réussit à confondre les éléments divers des idées du moyen âge, de l'anabaptisme, de Luther et de Zwingli » (p. 171). Il analyse les écrits de Hubmaier et il établit leur connexion avec les phases de sa vie agitée; il corrige en passant quelques-unes des assertions des biographes antérieurs. Cependant il faut regretter qu'il n'ait pas ajouté à son ouvrage une liste bibliographique des écrits de Hubmaier. Quant au rôle politique très important que Hubmaier a joué pendant la guerre des Paysans de 1525, M. Mau, comme M. Stolze l'a fait il y a quelques années, reprend avec beaucoup de chaleur la thèse que j'ai exposée déjà en 1868. En première ligne, il attribue à la plume de Hubmaier la rédaction des « douze articles », le manifeste général des paysans, qui même avant sa publication servait de modèle aux articles de beaucoup de paysans, par exemple de ceux de Memmingen. Il démontre la haute valeur du témoignage de l'évêque Faber et il s'appuie sur la conformité des idées et des expressions du prédicateur de Waldshut et du programme général des paysans. Il écarte même l'hypothèse que Hubmaier ait eu un collaborateur quelconque. Il développe l'idée ingénieuse que le texte original manuscrit des « douze articles » a subi des changements dans les copies successives qu'on en a faites et que le texte le plus ancien qui ait été imprimé, et que l'on doit à Sébastien Lotzer, n'a été que le « remaniement d'un travail littéraire dû à une autre plume » (p. 53, 70). Quant à moi, je me permets de renvoyer de nouveau les lecteurs de la *Revue historique* aux remarques que j'ai déjà faites ici même (t. XCH, p. 375-376). On y verra entre autres choses que j'attribue, ce que ni M. Mau ni M. Bœhmer ne voudront concéder, l'introduction des « douze articles » à la plume de Christophe Schappeler, le prédicateur bien connu de Memmingen.

Il y a dans le travail de M. Mau un passage que je ne peux pas

1. Balthasar Hubmaier, von Dr. Wilhelm Mau (*Abhandlungen zur mittle-*

laisser passer sans protestation. M. Mau refuse d'admettre que Thomas Muenzer, qui séjourna durant l'automne de 1524 dans les environs de Waldshut, ait eu aucune influence sur l'âme de Balthasar Hubmaier. Or, le « projet de constitution », qu'on trouva après la conquête de Waldshut parmi les papiers de Hubmaier, contient des expressions qui trahissent la connaissance des écrits de Muenzer. Telle est aussi l'opinion de M. Otto Schiff, qui d'ailleurs s'efforce de diminuer le rôle politique de Muenzer dans la région rhénane¹. Il montre en particulier que les paysans du Klettgau ne se laissèrent pas entraîner par lui et qu'ils continuèrent d'observer les mandements ecclésiastiques de Zurich, parce qu'ils espéraient obtenir la protection de cette ville. Un des mérites de l'étude de M. Schiff est d'apporter beaucoup de faits nouveaux à la biographie d'Ulrich Hugwald², jeune humaniste enthousiaste qui rêvait d'un état paradisiaque de la société et qui seconda Muenzer lors des prédications de celui-ci aux confins de la forêt Noire.

Nous devons aux soins d'un professeur au lycée d'Ulm, M. GREINER, une histoire de cette ville et de ses environs pendant la guerre des Paysans³. Il connaît très bien les ouvrages relatifs au sujet et il s'est servi de matériaux manuscrits tirés des archives d'Ulm, d'Augsbourg et de Stuttgart. Il sait mettre en lumière les rapports entre les idées religieuses et les souffrances économiques qui, aux environs d'Ulm comme ailleurs, préparèrent le soulèvement des paysans, et il reconnaît les traces d'une « propagande suivant un plan prémédité » déjà visibles à la fin de l'année 1524 et au commencement de l'année 1525. C'est pourquoi lui aussi défend la thèse d'une influence secrète des « douze articles » avant leur publication sur beaucoup des articles de communes particulières ainsi que sur ceux des paysans de Memmingen. L'opinion qui voit dans Balthasar Hubmaier l'auteur du programme général des « douze articles » trouve en M. Greiner un défenseur inébranlable. Quant à son sujet principal, il démontre clairement les raisons inévitables de la défaite des paysans et les suites désolantes de leur insuccès.

ren und neueren Geschichte, herausgegeben von Georg von Below, Heinrich Fincke, Friedrich Meinecke). Berlin und Leipzig, Dr. Walther Rothschild, 1912.

1. Otto Schiff, *Thomas Muenzer und die Bauernbewegung am Oberrhein* (*Historische Zeitschrift*, vol. CX, 1912).

2. Cf. Clemen, *Beiträge zur Reformationsgeschichte*. Berlin, Schwetschke, 1902, 1903, II, 45-85 p.; III, 107.

3. *Ulm und Umgebung im Bauernkrieg*, von Professor Dr. Greiner (*Mitteilungen des Vereins für Kunst und Altertum in Ulm und Oberschwaben*, Heft 16). Wagner'sche Buchdruckerei in Ulm, 1909, in-4°, 68 p.

L'histoire des antécédents de la guerre de Smalcalde a été élucidée récemment par un travail très solide et instructif de M. Paul HEIDRICH, paru dans la collection des « Recherches historiques » de l'Académie de Francfort-sur-le-Mein¹. Utilisant, outre le très grand nombre de livres imprimés, beaucoup de documents conservés aux archives, M. Heidrich a montré l'importance des diètes de 1541 jusqu'à 1546 pour la politique de l'empereur Charles-Quint vis-à-vis du parti protestant. Les quatre premières diètes de cette période convainquent l'empereur de la nécessité de combattre les protestants, mais il n'ose pas encore se préparer immédiatement à la lutte. Les trois dernières diètes le décident, après la victoire remportée sur le duc de Clèves, à exécuter ses résolutions belliqueuses.

C'est aussi de la ligue de Smalcalde que s'occupe M. Kurt KÖRBER². Il étudie les procédés de la ligue en ce qui concerne la sécularisation des biens ecclésiastiques. Le résultat de ses recherches n'est pas très flatteur pour la politique des ligueurs. Sans doute ils réussirent à obtenir, pour le règlement des biens ecclésiastiques dans leurs territoires, des concessions au moins provisoires de la part de l'empereur et des membres catholiques de la diète. Mais eux-mêmes se bornèrent à proclamer des principes très généraux sur l'emploi des biens ecclésiastiques, et la plupart d'entre eux refusèrent de s'y conformer dans leur territoire. M. Körber fait précéder son travail d'une introduction intitulée « la Théorie du droit ecclésiastique relative à l'administration et à l'emploi des biens ecclésiastiques et la pratique du moyen âge ». Il s'occupe, dans la première partie de son travail, de la question des biens ecclésiastiques pendant les dix premières années de la réforme allemande. Il prouve que l'auteur du célèbre projet d'une sécularisation générale qui devait être soumis à la diète d'Augsbourg de 1525 a été Jean de Schwarzenburg, « Landhofmeister » du margrave Casimir de Brandebourg. M. Körber mentionne dans la préface trois travaux qui ont paru après le sien et qui témoignent du vif intérêt provoqué par son étude³.

La guerre de Smalcalde elle-même a suscité de très nombreux

1. *Karl V und die deutschen Protestanten am Vorabend des Schmalkaldischen Krieges*, Zwei Teile, von Dr. phil. Paul Heidrich (*Frankfurter Historische Forschungen*. Mit Unterstützung der Akademie und der Historischen Kommission herausgegeben von Dr. G. Kuntzel). Frankfurt-a.-M., Joseph Baer et Co., 1912.

2. *Kirchengüterfrage und schmalkaldischer Bund. Ein Beitrag zur deutschen Reformationgeschichte*, von Dr. Kurt Körber (*Schriften des Vereins für Reformationgeschichte*, n° 111-112). Leipzig, R. Haupt, 1913.

3. Viktor Ernst, *Die Entstehung des württembergischen Kirchengutes*. Stutt-

pamphlets, émanés des deux partis en lutte. M. O. WALDECK a eu le mérite de dresser catalogue de ces écrits contemporains en prose et en vers et de signaler les tendances diverses qui s'y manifestent¹. Il a tout à fait raison de dire avec J.-G. Droysen que « ce qu'on désigne à raison ou à tort comme des œuvres des publicistes a autant de valeur que des pièces d'archives ».

L'étude des pamphlets qui ont paru durant la période de la réformation allemande sera beaucoup facilitée par deux petits livres qu'on ne saurait assez recommander. Le premier, dû à M. Frédéric LEPP, explique les termes caractéristiques empruntés aux saintes écritures et qu'on rencontre toujours dans la littérature de ce siècle². M. Lepp a dédié son travail à M. Alfred GOETZE, qui lui-même a composé un glossaire du dialecte haut-allemand; cet ouvrage est un instrument de travail indispensable, surtout pour les théologiens, les historiens, les philologues³.

Ce sont surtout, comme on sait, les premières années de la Réforme qui ont produit la plus grande masse de pamphlets. Dans notre dernier bulletin, nous avons mentionné un recueil de ces écrits devenus rares entrepris par M. O. CLEMEN⁴. Ce précieux recueil qui a été poursuivi comprend quatre volumes. On y trouve la réimpression de pamphlets très intéressants, avec d'instructives introductions. Le premier fascicule du tome IV contient par exemple le célèbre pamphlet intitulé *Karsthans* : il a été publié par M. Herbert BURCKHARDT avec une introduction de 74 pages. Dans le troisième fascicule de ce quatrième volume, M. Joseph GREVING publie le *Colloquium Cochlaei cum Luthero Vormatiae olim habitum* (1521). Malheu-

gard, 1912. — Alfred Hilpert, *Die Sequestration der geistlichen Güter in den kursächsischen Landkreisen Meissen, Vogtland und Sachsen* (*Mitteilungen des Altertumsvereins zu Plauen*, 1912). — W. Wolff, *Die Säkularisation und Verwendung der Stifts- und Klostergüter in Hessen-Kassel unter Philipp dem Grossmütigen und Wilhelm IV. Gotha, Perthes, 1913.*

1. *Die Publicistik des schmalkaldischen Krieges* (*Archiv für Reformationsgeschichte*, t. VII, p. 1-55; t. VIII, p. 44-133).

2. *Schlagwörter des Reformationszeitalters*, von Friedrich Lepp (*Quellen und Darstellungen aus der Geschichte des Reformationsjahrhunderts*, herausgegeben von Dr. G. Berbig, VIII). Leipzig, Heinsius succ., 1908.

3. *Frühneuhochdeutsches Glossar*, von Alfred Götze (*Kleine Texte für Vorlesungen und Übungen*, herausgegeben von H. Lietzmann). Bonn, Marcus und Weber, 1912.

4. *Flugschriften aus den ersten Jahren der Reformation*. Halle-a.-S. et Leipzig, Rud. Haupt, 1906-1911, 4 vol. (Mentionnons entre parenthèses une dissertation de M. L. Zopf, *Zwei neue Schriften Murners*. Freiburg-i.-B., Druckerei C.-A. Wagner, 1911. Il s'agit de deux dialogues dirigés contre Luther de 1531 et de 1534. M. Zopf prouve par des raisons très fortes que Thomas Murner est l'auteur de ces pamphlets versifiés.)

reusement l'éditeur, à cause des sacrifices pécuniaires qu'il a déjà dû supporter, se voit forcé d'interrompre la publication. Ces quatre volumes resteront un monument très notable sur l'histoire de la Réforme allemande.

Un des pamphlets les plus célèbres et des plus énigmatiques de cette époque est intitulé « Réformation de l'empereur Frédéric III ». On sait que ce projet de réforme de la constitution allemande, dont l'auteur s'abrita derrière le nom de l'empereur Frédéric III, en imitant la « Réformation de l'empereur Sigismond », a joué un certain rôle pendant la guerre des Paysans (cf. le compte-rendu d'un travail de M. Kluckhohn, *Rev. histor.*, t. LVI, p. 383, où il faut lire 1523 au lieu de 1525). Beaucoup d'historiens se sont occupés de ce pamphlet anonyme, mais leurs efforts pour éclaircir le mystère de son origine ont été vains. Dernièrement, M. H. WERNER crut avoir résolu l'énigme¹. D'après lui, l'auteur du pamphlet serait le chevalier Hartmuth de Kronberg, l'ami bien connu de Sickingen ; il faudrait voir d'ailleurs dans ce document, non point l'expression des vœux d'un particulier, mais un programme de réforme, représentant les idées de la chevalerie de l'Allemagne occidentale. Cette thèse est ingénieuse et contient beaucoup d'observations intéressantes. La première partie est assez convaincante. Il y a évidemment beaucoup d'idées et même beaucoup d'expressions semblables ou identiques dans les écrits de Hartmuth de Kronberg et dans la « Réformation de l'empereur Frédéric III ». Ces ressemblances peuvent, il est vrai, s'expliquer en partie par l'usage d'une source commune : la « Réformation de l'empereur Sigismond »², dont il y eut quatre éditions imprimées, appartenant aux années 1520, 1521, 1522. D'ailleurs, tout ce que le texte du pamphlet nous révèle sur la personnalité de l'auteur s'accorde admirablement avec le caractère et les idées de Hartmuth de Kronberg. Enfin, il y a un argument en faveur de la conjecture de M. Werner qui a échappé à son attention.

1. H. Werner, *Die sogenannte « Reformation des Kaisers Friedrich III » ein Reichsreformplan der westdeutschen Reichsritterschaft (Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst, Trier, t. XXVIII, p. 29-70; t. XXIX, p. 83-117, 1909-1910)*. On doit déjà à M. Werner une nouvelle édition de la *Reformation Kaiser Sigmunds (Ergänzungsheft des Archivs für Kulturgeschichte, 1908)*. Il attribue cet écrit à la plume de Valentin Eber, citoyen et secrétaire de la ville d'Augsbourg ; mais ses conclusions ont provoqué de très fortes critiques.

2. Il ne faut pas passer sous silence que déjà M. Koehne, dans son travail *Studien zur sogenannten Reformation Kaiser Sigmunds (Zeitschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte, VI)*, a relevé les ressemblances des deux « Réformations ».

Un des deux imprimés de la « Réformation de l'empereur Frédéric III », et qui est sans doute l'*editio princeps*, a été publié à Zwickau par Joerg Gastel. Or, il y a un traité de Hartmuth de Kronberg de l'année 1523, *Ein christliche Schriftt und Vermanung an alle Stend des Roemischen Reychs*, etc., dont l'*editio princeps* a été publiée de même par Joerg Gastel à Zwickau (cf. Eduard Kück, *Die Schriften Hartmuths von Cronberg. Flugschriften aus der Reformationszeit*, t. XIV. Halle, Niemeyer, 1899, p. XLIX). Quant à la seconde partie de la thèse de M. Werner, elle soulève plus d'une contradiction. Pour n'insister que sur un point, aucun témoignage suffisant n'atteste l'existence d'un programme quelconque des chevaliers, rassemblés autour de Sickingen à Landau, excepté leur « Union fraternelle » (cf. l'excellente biographie de Sickingen, due à M. Ulmann, 1872). Les expressions employées dans le rapport de Pack, ambassadeur du duc de Saxe à la diète de Nuremberg, « *verbundnis und reformation* », sur lesquelles s'appuie M. Werner, peuvent très bien se rapporter à ce document unique. En tout cas, la forme tout individuelle qu'emploie l'auteur de la « Réformation de l'empereur Frédéric III » (il s'adresse souvent au lecteur à la première personne) ne convient pas à la rédaction d'une déclaration publique faite par un parti quelconque. En voulant identifier « les nobles chrétiens de tous les rangs, rassemblés par Dieu dans le Saint-Empire romain », auxquels l'auteur s'adresse, avec l'assemblée des chevaliers de Landau, M. Werner commet un véritable tour de force. Peut-être Hartmuth de Kronberg a-t-il rédigé le texte de l'« Union fraternelle ». Quant à l'écrit qu'il adresse le 14 août 1522, vraisemblablement de Landau, à Luther, et qu'on n'a pas pu retrouver jusqu'aujourd'hui, M. Werner suppose que c'était le manuscrit du célèbre pamphlet imprimé plus tard à Zwickau et ailleurs (1523). L'hypothèse est sans doute ingénieuse; mais on pourrait en accepter une différente, exprimée avec de plus fortes raisons par M. Kück (*loc. cit.*, p. LVI).

M. Werner annonce une nouvelle édition de la « Réformation de l'empereur Frédéric III » (*loc. cit.*, t. XXIX, p. 116). C'est là sans doute qu'il utilisera un manuscrit contemporain de la « Réforme de l'empereur Frédéric III », dont il mentionne la découverte dans un supplément de son travail (*loc. cit.*, t. XXIX, p. 405-406). C'est là aussi qu'il faudra tirer au clair l'addition du nom du falsificateur bien connu « Rixner » (Ruexner) dans le pamphlet. Il va sans dire que la nouvelle édition gagnerait beaucoup à la collaboration de l'historien et d'un philologue, connaissant bien les différents dialectes allemands.

Qu'il nous soit permis de terminer ce bulletin en signalant deux travaux d'un caractère général. M. FRIEDENSBURG a esquissé, d'une manière magistrale, les progrès qu'a faits la connaissance de l'histoire de la Réforme depuis la fondation de la société qui consacre ses efforts à ce sujet. Le centième cahier des publications de cette société contient comme première étude cette instructive esquisse¹.

Un savant Anglais, le Rév. B. J. KIDD, qui enseigne à Oxford l'histoire de la Réforme continentale, a eu la bonne idée de composer un manuel des sources de cette histoire au profit de ses élèves². C'est une collection de documents avec des introductions et des éclaircissements. La première partie du volume s'occupe de Luther et du luthéranisme, la seconde de Zwingli, de Calvin et des effets de leur activité. Il va sans dire que, dans cette seconde partie, ce n'est pas seulement la Suisse allemande et la Suisse française qu'intéresse ce recueil de documents, mais aussi la Hongrie, l'Allemagne, la Pologne, la France, les Pays-Bas. La dernière partie contient quelques textes relatifs à l'histoire de la Réforme écossaise. M. Kidd a fait imprimer les documents latins, grecs (cf. p. 179, la lettre de Mélanchton sur le mariage de Luther), français, anglais dans leur forme originale. Mais il a jugé indispensable de traduire les textes allemands en anglais.

Alfred STERN.

1. *Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte. Jubiläumsschrift*, Heft 100. Leipzig, R. Haupt, 1910. Friedensburg, *Fortschritte in Kenntnis und Verständnis der Reformationsgeschichte seit Begründung des Vereins*. Il y a dans ce fascicule des travaux de M. Scheel, *Die Entwicklung Luthers bis zum Abschluss der Vorlesung über den Römerbrief*; de M. Bauer, *Luther und der Papst*; de M. Fr. Herrmann, *Evangelische Regungen zu Mainz in den ersten Jahren der Reformation*, et de petits articles de MM. Kawerau et Benrath.

2. *Documents illustrative of the Continental Reformation*, edited by Rev. B. J. Kidd, D. D. Keble College; Tutor of Non-Collegiate Students, Lecturer of Pembroke College, and Vicar of St. Paul's Oxford. Oxford, at the Clarendon Press, 1911, xix-742 p.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

G. LOISEL. **Histoire des ménageries de l'antiquité à nos jours.**

T. I : *Antiquité, Moyen âge, Renaissance*; t. II : *Temps modernes (XVII^e et XVIII^e siècles)*; t. III : *Époque contemporaine (XIX^e et XX^e siècles)*. Paris, O. Doin et fils, 1912. 3 vol. in-8°, 319, 392 et 563 pages, avec 60 planches hors texte.

Docteur ès sciences et en médecine, directeur de laboratoire à l'École des Hautes-Études, M. Gustave Loisel nous apparaît comme un savant de premier ordre. Passionné pour l'histoire naturelle, il a entrepris en 1905 et 1906, afin d'obtenir la réorganisation de notre ménagerie du Muséum, une campagne à la suite de laquelle il s'est vu confier plusieurs missions pour étudier les jardins zoologiques d'Europe et d'Amérique. Au cours de ces voyages, il a été amené à rechercher les origines de ces divers établissements dans les archives, les bibliothèques et les musées. De ces études est sorti l'ouvrage qu'il vient de publier tout entier en une année et où il a fait « l'histoire de la garde et de l'élevage des animaux sauvages ou étrangers depuis l'antiquité jusqu'à nos jours » (t. I, p. 6).

La documentation en est considérable : M. Loisel paraît posséder à fond la bibliographie de son sujet; il semble avoir très souvent, en dehors des ouvrages de seconde main, recouru directement aux textes, non seulement des naturalistes et des voyageurs, mais des littérateurs anciens et modernes; il a fait de fructueuses recherches de documents manuscrits, notamment aux Archives nationales; il a utilisé de très nombreux documents iconographiques, monuments égyptiens, vases grecs, mosaïques romaines, tapisseries médiévales, tableaux modernes, même des documents numismatiques comme les médailles contorniates, et la plupart de ces documents figurés ont été reproduits dans son livre.

De cette ample information, il a tiré un ouvrage très complet, surtout pour l'époque contemporaine, ne laissant guère de côté que l'histoire de la vénerie et de la fauconnerie, qui ont déjà été traitées à fond. Il croit devoir s'excuser d'avoir donné à la France un rôle un peu démesuré en reconnaissant que la documentation en a été pour lui « naturellement plus abondante et plus facile » et en constatant que du xv^e siècle à peu près jusqu'à la fin du xviii^e notre pays « a été, de tous les pays du monde, celui où les ménageries ont été le plus florissantes », et que celles de Versailles et du Muséum « ont servi de modèles » à toutes celles qui leur sont immédiatement postérieures.

(t. I, p. 5-6). Loin de nous plaindre de cette apparente disproportion, nous en féliciterions volontiers l'auteur : nous nous bornerons, dans ce compte-rendu, aux peuples qui ont joué un grand rôle historique et nous insisterons spécialement, comme l'auteur, sur la France.

La coutume de garder des animaux sauvages en captivité paraît être d'origine religieuse, et M. Loisel, avec les sociologues contemporains, la rattache au *totémisme*. Le premier peuple chez qui apparaissent les ménageries sont les Égyptiens et le plus ancien jardin d'acclimatation semble avoir été celui de la reine Hatasou, qui précéda sur le trône de Thèbes le fameux conquérant Thoutmès III. Il y eut ensuite des ménageries dans tous les royaumes de l'Orient et de l'Extrême-Orient; en Europe, elles datent des Grecs et des Romains. Les Grecs apprivoisaient volontiers les oiseaux, les levrauts et les faons, que les jeunes gens offraient comme gages d'amour à leurs fiancées; les Athéniens élevaient surtout des paons, les montagnards du Nord-Ouest chassaient les lions et les premiers éléphants furent amenés d'Asie par Alexandre. Les Romains domestiquaient aussi des oiseaux, dont beaucoup furent pour eux l'objet d'un culte; comme les Grecs, ils eurent peu de chats parce que les Égyptiens les conservaient jalousement. A partir des guerres puniques, ils prirent l'habitude des combats d'animaux exotiques, envoyés comme cadeaux par les princes étrangers et surtout capturés par les gouverneurs des provinces. Tous les empereurs eurent des ménageries d'animaux féroces et de véritables parcs zoologiques pour les animaux paisibles; M. Loisel nous raconte en détail les combats et les supplices de l'amphithéâtre et nous donne des détails curieux sur les *bestiaires*, qui semblent avoir été « des sortes d'acrobaties exercées à toutes les souplesses du corps et familiarisées avec toutes les ruses des animaux », et dont, par suite, les exercices étaient beaucoup moins périlleux qu'on n'est porté à se le figurer (t. I, p. 132).

Après la chute de l'Empire romain, les combats de l'amphithéâtre subsistent à Byzance. Les premières grandes ménageries de l'Europe occidentale apparaissent au XIII^e siècle en Italie, à la cour de Frédéric II, ce prince d'esprit si curieux, fils d'une princesse orientale et d'un empereur allemand, qui avait créé à Palerme, sa résidence habituelle, une sorte de jardin zoologique; mais déjà il y avait en Angleterre une ménagerie, fondée à Woodstock par Guillaume le Conquérant. En France, où l'amour des animaux fut « une des passions favorites » de tous les Valois, la première ménagerie du Louvre date de Philippe VI et elle devait durer de 1333 à 1375; Charles V en créa une à l'hôtel Saint-Pol, qui devait faire l'amusement de Charles VI et de sa femme Isabeau de Bavière : elle subsista jusqu'à François I^{er}.

Avec les grands mouvements qui marquent le début des temps modernes, Renaissance et découvertes maritimes, les ménageries se sont développées considérablement : on en trouve à partir du XV^e siècle dans les principales villes d'Italie, notamment à Florence, Milan, Rome et Naples, en Espagne, au Portugal, aux Pays-Bas. Dès le

xiv^e siècle les ducs de Bourgogne, au xv^e siècle le duc de Lorraine, René II, le vainqueur de Charles le Téméraire, et son grand-père, René I^{er}, comte d'Anjou et de Provence, en possédaient, et la ménagerie du « bon roi René » à Angers « est peut-être la plus complète que nous ayons eue en France avant Louis XIV ». Aussi conceit-on que la sœur de ce prince, Marie d'Anjou, femme de Charles VII, ait eu le goût des animaux et l'ait passé à son fils, Louis XI, qui entretenait une ménagerie à Plessis-lès-Tours; la fille du roi, Anne de Beaujeu, eut la même passion, qui fut partagée par la nouvelle reine de France, Anne de Bretagne; mais ce fut surtout François I^{er} qui développa la ménagerie du château d'Amboise, sans préjudice de celles qu'il avait à Paris et à Tarascon. Henri II créa celle de Saint-Germain; Charles IX rétablit celle du Louvre que supprima Henri III et fonda celle des Tuileries; Henri IV augmenta celle-ci et en créa de nouvelles à Vincennes et Saint-Germain. En même temps, divers seigneurs formaient des ménageries particulières, ainsi les Montmorency celle de Chantilly.

Louis XIII avait le goût des animaux, surtout des oiseaux pour lesquels il créa à Versailles une basse-cour ou « ménage », mais non une ménagerie, comme on l'a souvent répété; sous Louis XIV, Mazarin en établit une à Vincennes, qui paraît avoir été peuplée avec les animaux sauvages des Tuileries, en attendant leur envoi à Versailles. Au début de son règne personnel, quand le grand roi eut résolu de développer dans cette dernière ville le domaine créé par son père, « un de ses premiers soins, le premier peut-être, fut d'y faire construire une nouvelle ménagerie » (t. II, p. 102), dont la construction, confiée à l'architecte Le Vau, commença vers 1662. L'originalité de cette création consista à concentrer dans un même espace les animaux qui, jusque-là, étaient dispersés sur plusieurs points : ainsi naquit en France le premier jardin zoologique. Au centre s'élevait un pavillon octogonal, dont un côté était occupé par la porte d'entrée et les sept autres étaient percés de grandes fenêtres donnant sur les cours où étaient parqués les animaux, *quartier des cygnes, des demoiselles* (grues de Numidie), *cour des pélicans, rond d'eau, cour des autruches, cour des oiseaux et basse-cour*; ces sept emplacements, limités par des grilles et disposés en éventail autour d'une cour centrale, pouvaient ainsi être embrassés d'un coup d'œil.

Louis XIV s'occupa beaucoup de sa ménagerie, dont la direction générale dépendait de Colbert; « c'était, avant tout, un établissement d'apparat », qui ne servait pas seulement à amuser le roi et sa cour, « mais encore à distraire les grands personnages étrangers de passage à Versailles; le roi avait réglé lui-même l'ordre dans lequel il fallait faire visiter le parc à ses hôtes » (t. II, p. 118). Parmi les visiteurs de marque figurèrent M^{lle} de Scudéry et La Fontaine, qui tous deux décrivent la ménagerie. A la fin du règne, Louis XIV la donna à sa petite-fille, la jeune duchesse de Bourgogne, et la fit, pour elle, déco-

rer par Mansart. Négligée ensuite sous les deux règnes suivants, la ménagerie de Versailles fut détruite peu après le 10 août 1792.

A l'exemple du grand roi, les princes et les princesses de sa cour avaient eu la leur, dont les plus célèbres furent celles de Chantilly et de Vineuil, qui appartinrent au grand Condé et à la famille des Bourbons. Parmi les grands établissements étrangers, la ménagerie du Belvédère fut construite par le prince Eugène à l'imitation de celle de Versailles et celle de Schœnbrunn, par l'empereur François 1^{er}, sur le mode à la fois de celles du Belvédère et de Versailles; celle de Loo, aux Provinces-Unies, fut envahie en 1795 par les Français qui en firent transporter les animaux à Paris. Déjà le XVIII^e siècle avait vu créer en France des jardins d'acclimatation, comme celui de Montbard, où Daubenton, le collaborateur de Buffon, avait amélioré la race des moutons français; sous l'inspiration du même Daubenton, on avait adjoint à l'école vétérinaire d'Alfort une ménagerie scientifique peu avant la Révolution et, pendant celle-ci, transformé la ménagerie de Versailles en une ferme d'expériences.

Avec les temps contemporains, les ménageries nationales vont succéder à celles des souverains. La France a été encore ici l'initiatrice; la Convention, réorganisant le Jardin royal sous le nom de Muséum d'histoire naturelle, y installa une ménagerie qui, d'abord alimentée par les animaux des montreurs de bêtes confisqués par la police municipale, ne tarda pas à se remplir après nos victoires. Napoléon y fit commencer la construction d'un grand bâtiment et mit à la tête de l'établissement Frédéric Cuvier, le frère de l'illustre naturaliste, sous la surveillance de Geoffroy Saint-Hilaire; en 1837, on en sépara les reptiles et elle devint la Grande Ménagerie, dont l'intérieur fut peu à peu aménagé tel qu'il est aujourd'hui. En dehors de la France, il ne s'est proprement créé de ménagerie nationale qu'aux États-Unis, avec le parc zoologique de Washington.

Au contraire, il s'est établi un peu partout des ménageries fondées par des sociétés destinées au progrès des sciences, surtout aux Iles Britanniques, notamment à Londres, aux Pays-Bas à Amsterdam, en Belgique à Anvers, en Allemagne à Berlin, où elles ont pris pour modèle le Muséum, aux États-Unis à New-York, où elle est indépendante de la France. Dans notre pays, des parcs d'acclimatation avaient été fondés depuis la seconde République, le Jardin zoologique d'acclimatation fut établi en 1860, et c'est à son exemple qu'on a créé ceux de Moscou et de Lisbonne¹.

Telle est, dans ses grandes lignes et considérée surtout du point de

1. Malheureusement, aujourd'hui, la France a perdu peu à peu cette première place; mais elle a gardé son rang pour le goût et l'aménagement de ses ménageries conformément à leur fonction. Depuis 1870, le jardin zoologique de Berlin a inauguré « les constructions massives de styles variés qui rappellent les temples, les palais, les riches habitations des divers pays d'origine des animaux », et ce genre a été imité un peu partout en Europe et même dans l'Amé-

vue français, l'histoire des ménageries depuis leur origine jusqu'à nos jours. Cet ouvrage a, naturellement, dans la pensée de l'auteur, une utilité surtout scientifique (t. I, p. 4-5); le rôle que les ménageries ont joué dans l'élaboration de la zoologie est une question très intéressante pour l'histoire des sciences. On trouve là-dessus de nombreux renseignements épars à travers l'ouvrage et surtout au tome II, dans les chapitres XVI et XVII, où l'auteur étudie le rôle des ménageries en zoologie descriptive, en anatomie comparée et en zoologie expérimentale, de l'antiquité au début du XIX^e siècle. Là encore, la France devance le monde civilisé : sans remonter jusqu'à Pierre de Maricourt, le maître de Roger Bacon au XIII^e siècle, nous remarquons que, depuis la fin du XVII^e, la ménagerie de Versailles offrit aux savants « la plus belle collection d'animaux vivants qui ait jamais été réunie dans un même lieu depuis les anciens » ; Louis XIV faisait représenter en peinture et en miniature les animaux nouveaux qui y entraient; Claude Perrault dirigeait les dissections et mourut « des suites d'une maladie qu'il avait contractée en disséquant un chameau atteint de la gale » ; plus tard, Daubenton étudia l'anatomie des animaux que décrivait Buffon, et c'est sous l'influence de celui-ci, un des promoteurs de la zoologie expérimentale, que son collaborateur fera sur la race ovine les essais dont nous avons parlé plus haut. Au XIX^e siècle, où la ménagerie du Muséum est dirigée par deux dynasties de savants, les Geoffroy Saint-Hilaire et les Milne-Edwards, les progrès scientifiques sont dus en particulier à François Cuvier, qui étudia l'intelligence des animaux, les conditions et les effets de la sociabilité chez eux. Cet établissement est incontestablement celui « qui a rendu le plus de services à la zoologie, dans les premiers tiers du XIX^e siècle, à une époque où les autres ménageries ne faisaient guère qu'exhiber des animaux » (t. III, p. 140). A un point de vue plus utilitaire, les ménageries françaises et le jardin d'acclimatation n'ont pas rendu moins de services, comme nous l'avons vu déjà et comme l'auteur le montre à la fin du tome II (chapitre XVIII), où il étudie le rôle des ménageries dans l'acclimatation et la zoologie économique du XIV^e à la fin du XVIII^e siècle.

Outre cet intérêt scientifique, le livre de M. Loisel a un intérêt purement historique. On y voit, dit-il, « la part immense que la coutume de garder les animaux sauvages en captivité a prise dans les mœurs des grands et dans les amusements des peuples d'autrefois » (t. I, p. 5) et il la résume dans cette page : « L'étude des ménageries de l'antiquité et celles du moyen âge nous a montré que l'animal sauvage gardé en captivité joua d'abord un rôle essentiel dans les différentes manifestations du fâste; il fut utilisé pour le culte et pour les

rique du Sud; nous n'avons qu'à comparer le palais indien pour éléphants et le temple égyptien pour autruches (t. III, p. 234, planche XIV) à notre cabane des lamas et à notre maison des zèbres (t. III, p. 132, planche VI) pour apprécier la simplicité et le charme discret des constructions du Jardin des Plantes de Paris.

fêtes religieuses chez les Indiens et chez les Égyptiens, pour la chasse et la guerre chez les Perses, les Assyriens, les Carthaginois et, plus près de nous, chez les Suisses et les Allemands; il servit à l'amusement du peuple romain dans l'amphithéâtre et à celui de nos rois et des seigneurs dans les châteaux féodaux; enfin, toujours et partout, il fut un objet de grand luxe et parfois même un symbole de noblesse » (t. II, p. 285). A cet intérêt proprement historique s'en joint un autre, d'un caractère artistique, car l'histoire des ménageries fait mieux comprendre « comment l'art des animaliers a pu se former », grâce à la coutume de garder les animaux en captivité, « et comment il a évolué avec elle »; M. Loisel regrette de n'avoir ni pu faire l'histoire des animaliers, ni même donner « le nom de tous les artistes qui ont représenté des animaux de ménagerie », mais fait espérer qu'il reprendra un jour cette étude (t. I, p. 5, note).

Il a atteint pleinement le but qu'il se proposait; rien ne manque à son ouvrage pour en faire un des plus complets, des plus intéressants et des plus attrayants que nous connaissions. L'auteur est d'une science complète et d'une érudition presque impeccable; c'est à peine si on trouve dans ses trois volumes quelques fautes d'impression (t. I, p. 272, lire 1564 au lieu de 1664; t. II, p. 299 et 300, il faudrait choisir entre Du Verney et Duverney). Les deux derniers volumes, pour lesquels on a des renseignements beaucoup plus nombreux et plus complets que pour le premier, renferment des documents annexes, concernant en particulier les ménageries de Versailles et de Chantilly aux XVII^e et XVIII^e siècles et celles de Hollande sous l'administration française, et diverses notes et compléments sur les ménageries actuelles. L'ouvrage contient différentes listes, comme celle des animaux sauvages qui ont vécu dans les ménageries romaines, sous leur nom latin avec la traduction française (t. I, p. 135-139), sans préjudice de la liste générale des animaux cités dans l'ouvrage avec concordance des noms scientifiques et vulgaires (t. III, p. 445-462), et la liste des ménageries publiques existantes ou en voie de formation dans le monde, au 1^{er} février 1912 (t. III, p. 430-444). Chaque volume se termine par un index bibliographique contenant les références et les sources, qui comprend le titre complet des ouvrages dont on a indiqué seulement l'auteur dans les notes, ce qui permet d'abrégier considérablement celles-ci. A la fin du dernier volume, est une table générale et index zoologique en quatre caractères différents, ce qui en permet l'utilisation complète à l'historien comme au naturaliste.

L'auteur a, non seulement l'esprit scientifique, mais encore le sens historique : jamais il ne parle d'un pays sans rappeler quelles en sont les conditions politiques. Sans tomber dans les excès de matérialisme historique, il montre que la richesse de ces établissements « a suivi, au cours de l'histoire du monde, les fluctuations et les déplacements de la richesse » (t. II, p. 4), comme lorsque les spectacles de l'amphithéâtre ont disparu de l'Empire romain avec « la perte des grandes

richesses » (t. I, p. 133) ou que les ménageries se sont plus développées dans les Provinces-Unies que dans les Pays-Bas espagnols à cause de la décadence de l'Espagne (t. II, p. 21). L'ouvrage fourmille de scènes ou de portraits historiques, comme les combats de l'amphithéâtre romain, le vœu du faisan, Louis XI et les oiseaux parleurs après Péronne, Louis XIII et sa fauconnerie, Louis XIV et la duchesse de Bourgogne. L'auteur nous apprend ou nous rappelle à chaque instant l'histoire et la signification de certains mots comme *ménagerie* (t. I, p. 6), l'étymologie d'autres comme *serins* (t. II, p. 323), l'origine d'expressions comme *hommes de paille* (t. I, p. 126, note 5), *payer en monnaie de singe* (t. I, p. 182), de noms géographiques comme le *Parc aux Cerfs* (t. II, p. 95), *l'île aux Cygnes* (t. II, p. 329), de coutumes comme celle de garder dans un bocal de petits poissons rouges, mise à la mode par M^{me} de Pompadour (t. II, p. 269, et t. III, p. 351). Aussi, M. Loisel est-il trop modeste quand il dit n'avoir « ni l'éducation, ni l'érudition d'un historien ou d'un archéologue » (t. I, p. 4). Certainement, des critiques pointilleux pourraient lui reprocher soit d'avoir employé des éditions périmées (exemple t. I, p. 274, note 6, où il cite L'Estoile d'après l'édition Petitot au lieu de l'édition Brunet, Halphen et Jouaust), considéré comme authentiques certaines légendes fondées uniquement sur des traditions (t. I, p. 162 et note, le récit du combat de Pépin le Bref contre le lion d'après le moine de Saint-Gall); mais ce serait là des vétilles qui nous mériteraient des représailles, le jour où nous nous aventurerions à parler sciences zoologiques; d'ailleurs, l'auteur montre, en général, suffisamment d'esprit critique, et cet esprit apparaît souvent d'une façon très nette (exemple t. I, p. 162 et note, les prétendus miracles des *Actes des Apôtres*).

Savant et historien, M. Loisel est un artiste. Il écrit d'un style clair et agréable et son ouvrage est parsemé d'anecdotes savoureuses, comme Auguste et l'oiseau (t. I, p. 67-68), le moineau de Lesbie (t. I, p. 71), l'ours de Florence sonneur de cloches raconté d'après Gebhardt (t. I, p. 150-151), François I^{er} et le sanglier (t. I, p. 266-267), le lion jaloux (t. II, p. 66), l'éléphant de Louis XIV (t. II, p. 117 et suiv.), l'ours de Nancy et le petit Savoyard (t. II, p. 91-92), le lion et son gardien (t. III, p. 134-135), l'aigle et le coq (t. II, p. 135), la girafe de Charles X qui fut quelque temps à la mode et à l'occasion de laquelle un plaisant fit frapper une médaille avec cette inscription : « Il n'y a rien de changé en France, il n'y a qu'une bête de plus » (t. III, p. 138-139). Non seulement l'ouvrage est admirablement édité, sur papier de choix, mais il est rempli de belles gravures, empruntées aux monuments, tirées des meilleurs maîtres ou de photographies. Enfin, l'auteur termine son livre par un projet de colline pour le logement des lions, qu'il a présenté au Salon de 1908, qui renouvellerait l'architecture des ménageries de la façon la plus heureuse tout en étant parfaitement adaptée à sa fonction (t. III, p. 388-405).

L'*Histoire des ménageries* de M. Loisel est donc un livre qui fait

honneur à son auteur, à la science française et à la France; il aura, croyons-nous, beaucoup de lecteurs de toutes sortes et nous souhaitons vivement que l'auteur lui donne un complément dans l'ouvrage qu'il projette et que nous indiquions plus haut.

Louis DAVILLÉ.

Cl. HUART. **Histoire des Arabes**, t. II. Paris, P. Geuthner, 1913. In-8°.

L'histoire des pays arabes, traitée dans ce volume, part du commencement des Croisades et se termine à la fin du moyen âge pour ceux qui ont été incorporés dans l'Empire ottoman et à l'époque contemporaine pour les autres. De cette distinction, il résulte que le lecteur ne pourra rien apprendre des événements postérieurs au xvi^e siècle dont les provinces conquises, Algérie, Tunisie, Tripolitaine d'une part, Égypte, Syrie, Mésopotamie de l'autre, ont été le théâtre.

Le chapitre des relations diplomatiques et commerciales des pays arabes avec l'Europe est particulièrement intéressant. L'histoire des Wahhâbi n'a pas été conduite jusqu'à notre temps; cependant, après l'occupation égyptienne, il y avait lieu de signaler la lutte de Ibn Sa'ûd contre Ibn Rachîd, représentant l'un le parti nationaliste arabe aidé par le gouvernement anglo-indien, l'autre le parti turc poussé par l'Allemagne; ce mouvement est lié à la résistance du Cheyhh al Mobâarak d'Elkuwât. Nous y voyons aussi la répétition d'un fait du moyen âge, la rivalité des princes de Ghassân et de ceux de Hira, auxiliaires les uns de l'Empire byzantin, les autres de l'Empire perse.

La conclusion souligne l'importance de la langue classique dans le mouvement intellectuel de ces pays. Mais il eût été bon de faire remarquer que ce mouvement est circonscrit à l'élite, à la classe restreinte des lettrés et que la masse du peuple y reste étrangère. Cette langue, par la difficulté de son acquisition, est fermée au vulgaire; c'est à tort que beaucoup de nationalistes arabes d'aujourd'hui espèrent la voir devenir langue commune; l'arabe littéral est parfaitement mort en dehors des madrasé. D'autre part, la diversité des dialectes restera le grand obstacle à l'union intellectuelle et linguistique de la majorité de la nation, à moins que les événements politiques ne viennent modifier la situation.

Quelques critiques de détail : p. 74. Dire les *'ahqāf* avec le pluriel. — P. 83. Lire *angubîn* avec *u* (= ou français) et non *a*. — P. 94. Tous les habitants d'Arabie, même au temps de Mahomet, n'étaient pas bédouins; le Yaman, Hadramût et 'Omân, ont toujours eu une population sédentaire, industrielle, agricole, commerçante. — P. 100. Lire *'abou qalamoun* et non *bou*. — P. 112. Ayâs, port de Cilicie aujourd'hui ruiné ainsi que son château, est en territoire ottoman. —

P. 114. *Fondoq* vient de *πανδοχείον* forme attique de *πανδοχείον*, « auberge », probablement par la forme araméenne; *παντοδοχείον* n'existe pas. — P. 123. Rappeler à ce propos l'article 15 de l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681, qui prescrit contre les capitaines de navire dans un certain cas une « peine de 500 livres d'amende applicables au rachat des captifs ». — P. 248. Corriger 1258 en 1238. — P. 256. La bibliographie du Yaman est un peu succincte. — P. 265. *Masqat* est la forme classique, mais non moderne, qui a donné en anglais *Muscat* et en français *Mascate*. — P. 283. C'est *el' owēna* qui est la vraie forme dont *el' oyayna* est une orthographe savante. — P. 292. Lire les *Montefiq* avec qāf. — P. 295. La province de Nadjd en question est *el qaṣim*, avec qāf et cād, et non *el qāsim*, comme on le lit à plusieurs reprises. — P. 362. Il eût été juste de citer la *Poésie arabe anté-islamique* de René Basset, 1880, et surtout la *Civilisation musulmane* de Stanislas Guyard, 1884.

Pour la transcription des mots et noms arabes empruntés à la langue classique, l'emploi de *e* pour *a* est à éviter : il est mieux de dire Mohammad, Bakr'al Madīna. — Il vaut mieux suivre l'usage arabe pour l'emploi de l'article et sa suppression et dire : al Mançoûr, al Mas'ouddi, al Mozhaftar; mais 'Omān, Nadjd, Hadramût.

Cette histoire, malgré ses lacunes volontaires, sera consultée avec fruit par le grand public et aussi par ceux des orientalistes qui n'ont pas fait du monde arabe une étude spéciale.

A. BARTHÉLEMY.

D^r Fritz BAER. Studien zur Geschichte der Juden im Königreich Aragonien während des 13 und 14. Jahrhunderts. Berlin, Verlag von Emil Ebering, 1913. In-8°, 212 pages. (*Historische Studien*, Heft 106.)

Ce mémoire a été présenté comme thèse de doctorat à la conférence de M. Finke, professeur à l'Université de Fribourg-en-Brisgau. Il a été établi à l'aide du texte de consultations rabbiniques et de travaux parus sur la matière dans la *Revue des Études juives*, le *Boletín de la Academia de la Historia* de Madrid. L'auteur a cru pouvoir se dispenser de se rendre aux Archives de la couronne d'Aragon, à Barcelone. Il n'a utilisé comme actes royaux que les mandements de Jaime I^{er}, qui ont été publiés par M. F. de Bofarull dans son étude sur les Juifs de Barcelone ou analysés par nous-même dans notre *Catalogue des actes des rois d'Aragon concernant les Juifs*. Comme il n'a paru de ce catalogue que les actes correspondant au règne de Jaime le Conquérant, M. Baer a été obligé de laisser dans l'ombre la presque totalité des actes émanés des rois qui ont suivi : Pedro III, Alfonso III, Jaime II, etc. La documentation de M. Baer est donc forcément très incomplète. Il aurait pu se borner à tracer une esquisse

de l'organisation intérieure des communautés juives en se limitant à l'utilisation des sources rabbiniques. Mais son exposition, ainsi restreinte, n'aurait pas manqué de paraître fort mince. Sans attendre plus longtemps, M. Baer a cru devoir nous présenter la synthèse des résultats obtenus. Malheureusement, ces résultats sont encore bien insuffisants et la tentative de M. Baer ne laisse pas de nous apparaître quelque peu prématurée; son étude est plutôt un article de revue, une dissertation éphémère, qu'un livre définitif. Néanmoins, tel qu'il se présente, ce mémoire rendra des services; on y trouvera coordonnées les informations hébraïques, espagnoles ou autres, que M. Baer a recueillies, éparpillées dans les périodiques allemands, français, anglais ou castillans, sans compter les ouvrages spéciaux consacrés au moyen âge aragonais. Le texte d'un plan d'organisation d'ensemble dressé pour les Juifs d'Aragon en 1354 a permis notamment à l'auteur de brosser un tableau très net de leur situation au milieu du XIV^e siècle. M. Baer a aussi su tirer un bon parti des quelques documents qu'il a pu colliger dans les bibliothèques d'Allemagne. Son plan, qui lui a été suggéré par l'étude des consultations rabbiniques, nous paraît très rationnel. Dans la première partie, il examine les rapports des Juifs avec le roi, les seigneurs, les villes, l'Église, leurs relations avec leurs compatriotes chrétiens. Un chapitre est consacré à la constitution et au développement des communautés juives. La deuxième partie traite de la situation économique; l'auteur y étudie la participation des communautés juives aux contributions royales; il y présente même quelques données statistiques sur l'importance numérique des juiveries par rapport à la population chrétienne et à cette occasion dresse un état alphabétique de ces juiveries. Il examine ensuite l'activité économique des Juifs dans les métiers et dans les différentes branches du commerce : vente au détail, courtage, grand négoce, trafic maritime, banque. Une digression nous initie au rôle joué par les Juifs dans l'administration financière de l'État aragonais. En appendice, l'auteur publie des extraits de consultations rabbiniques.

En somme, toutes les formes de l'activité juive dans les États de la couronne d'Aragon ont été examinées par M. Baer, mais seulement esquissées. M. Baer eût pu nous donner un très bon livre s'il avait eu plus de matériaux d'archives à sa disposition. Puisqu'il s'est révélé bon architecte, nous l'engageons bien vivement à ne pas se contenter de l'essai caduc qu'il vient de livrer à l'impression. Qu'il poursuive ses recherches dans les dépôts publics. La mine est riche à Barcelone. Il y a de l'ouvrage pour une équipe de travailleurs. J'ai dû limiter, pour ma part, mon investigation aux registres de Jaime I^{er}, Pedro III, Alfonso III et à une partie de ceux de Jaime II. Je souhaite que M. Baer puisse faire un long séjour dans la capitale catalane et mener à bonne fin le dépouillement des registres de la chancellerie aragonaise jusqu'à l'expulsion des Juifs en 1492. Il y a là de quoi

renouveler toute l'histoire des Juifs de la couronne d'Aragon, que n'ont fait qu'entrevoir Amador de los Rios, Graetz et les autres judaïsants.

Jean RÉGNÉ.

Joaquim MIRET Y SANS. **El procès de les hosties contrals Jueus d'Osca en 1377.** 1911. In-4°, 24 pages. (Extrait de l'*Anuari de l'Institut d'estudis catalans*.)

Les Archives d'Aragon ont permis à M. Miret y Sans de nous faire connaître un curieux procès qui fut intenté à plusieurs Juifs de Huesca, accusés d'avoir acheté des hosties consacrées qu'un chrétien avait volées à l'église de Tardienta. L'infant don Juan, fils aîné de Pedro IV, s'intéressa avec passion aux poursuites. Il ressort des documents que certains fonctionnaires étaient désireux de trouver un motif de persécution. Le procès fut prestement expédié; le chrétien fut écartelé et les deux juifs, désignés par lui, furent brûlés. Ces deux derniers, soumis à la torture, avaient dénoncé plusieurs de leurs coreligionnaires, déterminant ainsi, par leurs faux aveux, de nouvelles poursuites. Au cours de ce long procès, le roi apparaît prudent et perspicace. Il a le sentiment que les inculpés sont plutôt des victimes de la malveillance que de véritables sacrilèges. Mais l'infant, plus jeune, plus impulsif, s'est fait l'écho de l'émotion populaire et son impatience est grande à précipiter la procédure. De plus en plus, le désaccord s'accroît entre le roi et son fils aîné. Pedro IV, qui se rend compte que l'accusation repose sur des témoignages bien fragiles, prescrit des suspensions de procédure.

En faisant remarquer que pareille accusation fut portée à plusieurs reprises contre les Juifs au cours du moyen âge, l'auteur conclut qu'il n'est pas certain que le fait ne se soit pas produit quelquefois, mais, qu'en général, c'étaient des délits imaginaires, des accusations inspirées par des vengeances personnelles, par le fanatisme et par la haine ou la jalousie, qui ne manquaient pas de se manifester presque partout contre les communautés juives.

On pourrait appliquer cette appréciation si judicieuse à d'autres accusations que les Juifs ont souvent essuyées de la méchanceté humaine dans tous les états et dans tous les temps, en particulier à l'accusation de meurtre rituel.

Jean RÉGNÉ.

E. RODOCANACHI. **Les monuments de Rome après la chute de l'Empire.** Paris, Hachette, 1914. In-4°, 209 pages. Illustré de 116 gravures tirées hors texte. Prix : 20 fr.

Voici un beau livre d'étrennes, qui offre un heureux choix d'illustrations commentées par un amateur distingué, épris d'art et d'érudi-

tion. Dans les huit premiers chapitres, M. Rodocanachi a esquissé l'histoire des monuments anciens de la Ville éternelle, c'est-à-dire celle de leur destruction, au temps des invasions barbares, durant le moyen âge, pendant la Renaissance, où la ville antique, mise au pillage par les architectes, fournit les matériaux pour reconstruire une ville nouvelle. Le chap. iv, sur les chauxfourniers qui ont si consciencieusement travaillé, pendant tant de générations, à convertir en chaux les marbres sculptés, gravés et inscrits, est un des plus tristement instructifs qu'on puisse lire. Heureux les monuments qui, ensevelis sous les décombres, protégés par l'amoncellement progressif des terres végétales, n'ont pas été exploités comme de vulgaires carrières qui fournissaient d'admirables matériaux tout taillés ! Puis M. Rodocanachi étudie les obélisques, le mausolée d'Auguste, le Panthéon, les thermes de Dioclétien, les arcs de triomphe, le Palatin et les nombreuses églises qui se logèrent dans ses ruines, enfin le Colisée, qui fut déshonoré par tant de déprédations et d'œuvres malsaines. De nombreuses photographies, qui reproduisent des gravures anciennes¹, des médailles, l'aspect actuel des monuments enfin respectés, donnent au volume un attrait tout particulier. L'annotation est abondante ; M. Rodocanachi a le souci très louable d'indiquer les sources où il a puisé ses informations ; il a donc composé un ouvrage utile en même temps qu'un beau livre. Sans doute la critique trouverait bien l'occasion çà et là d'exercer son office de censure². Mais il serait peu équitable d'insister sur des négligences. Le livre est fait pour plaire et il y réussit parfaitement.

Ch. BÉMONT.

1. Ces gravures n'ont pas toutes une égale valeur documentaire. Celles de du Pérac en particulier sont d'une fantaisie vraiment excessive.

2. On est quelque peu choqué de trouver des manières d'écrire telles que celles-ci : « dans le temple Antonini et Faustinae », les « ruines du temple *Æsculapii* » (p. 22) ; ne pouvait-on pas traduire ces noms propres ? Page suivante, on rencontre les noms de M. *Falvius Nobiliore*, d'*Emilius* Lepidus, de M. *Paulus Æmilius*, qui présentent un curieux amalgame de formes latines parfois incorrectes et de formes italiennes latinisées. Page 84, il est question d'« un des *Septemviris (sic) epulorum (sic)* chargés de veiller à la table des dieux ». Certains passages de chroniqueurs sont cités d'après des éditions vraiment trop vieilles : l'*Historia major* de Mathieu de Paris d'après celle de 1640 (d'ailleurs, le fait emprunté à ce chroniqueur est de 1258 et non de 1252 ; cf. éd. Luard, t. V, p. 709) ; l'histoire de Louis IX (et non de Louis XI) par Guillaume de Nangis (p. 57) d'après l'édition de Duchesne. Il faudrait corriger des phrases comme la suivante : « Le Panthéon aurait failli de peu être le lieu d'une vengeance nationale. » Ajoutons bien vite, si l'on veut, que ce sont des vétilles.

Édouard MAUGIS. *Histoire du Parlement de Paris, de l'avènement des rois Valois à la mort de Henri IV. T. I : Période des rois Valois.* Paris, Auguste Picard, 1913. In-8°, xxvii-734 pages.

On a déjà beaucoup écrit sur le Parlement de Paris; mais nous ne pensons point qu'aucun érudit ait dépouillé avant M. Maugis tous les registres qui nous ont été conservés aux Archives nationales : registres du Conseil, plaidoiries, après-dinées, criminel, matières diverses, etc., environ 2,000 volumes. M. Maugis ne s'en est pas fié aux anciens inventaires; il a lu la masse énorme de tous ces documents dans leur pêle-mêle; il les a annotés et en a tiré la substance. Il le faut féliciter de ce courage héroïque. Déjà, une première fois, il avait manié ce fonds pour en tirer la liste précise des principaux officiers du bailliage d'Amiens; il l'a repris une seconde fois pour étudier le Parlement en lui-même et, cette fois, il a tout noté. L'ouvrage dont il nous donne aujourd'hui le tome I^{er} ne contient qu'une partie de sa récolte; il en tient d'autres en réserve et nous souhaitons que bientôt il publie le tableau des membres du Parlement avec toute une série de notices biographiques, complément nécessaire du présent volume.

Il est peut-être dommage que, dans un chapitre d'introduction, M. Maugis n'ait pas repris la question des origines du Parlement, n'ait pas montré comment des parlements au pluriel, formés une ou deux fois par an et composés de conseillers qui pouvaient varier, est sorti le Parlement, corps constitué, ayant son personnel fixe, divisé lui-même en chambres, rendant la justice au nom du roi et en général hors de sa présence. Mais cette question a été élucidée par le recueil de textes qu'a publié M. Ch.-V. Langlois et par son article de la *Revue historique* (t. XLII, p. 74). Nous regrettons davantage que M. Maugis n'ait pas commencé son ouvrage aux ordonnances de Philippe VI de 1343 et 1345; en somme, le titre qu'il lui donne est inexact; il ne nous apprend rien sur le Parlement au temps de Philippe VI, de Jean le Bon; il ne nous donne que peu de détails et incidemment sur l'époque de Charles V. Il ne débute véritablement qu'avec le règne de Charles VI, ou plutôt avec l'ordonnance de 1389; pourtant M. Maugis sait mieux que personne que le travail de M. Aubert, très estimable sans doute et qui a rendu service, n'est pas assez fouillé et traite surtout de la procédure. Pourquoi donc n'a-t-il abordé son sujet à la date où le Parlement est devenu un corps permanent?

Mais, à partir du règne de Charles VI, M. Maugis devient le plus sûr des guides. Son volume se divise en trois livres, non point dans un cadre chronologique, mais chacun traitant une question particulière. Le livre premier s'occupe du recrutement et de la composition du Parlement. M. Maugis passe en revue, en autant de chapitres, les pratiques sous chacun des règnes de Charles VI à Henri II; un unique chapitre est consacré aux trois derniers Valois. En principe, le droit

d'élection est reconnu au Parlement ou le droit de présentation de candidats entre lesquels le roi choisit ou, au moins, dans une période suivante, le droit d'acceptation du candidat directement désigné par le roi; mais ce principe lui-même est subordonné au droit antérieur et supérieur du roi de nommer à son gré les magistrats auxquels il délègue sa puissance judiciaire, et les deux principes vont entrer en conflit. Pour connaître la réalité, il ne faut point consulter les ordonnances, comme on le fait trop souvent. Toutes ou à peu près proclament la nécessité de l'élection, l'obligation de choisir le plus digne. Mais les réalités de l'histoire se trouvent moins dans les textes de lois que dans les actes de la jurisprudence, et c'est dans les seuls registres du Parlement que M. Maugis a cherché comment étaient nommés les conseillers. L'humeur de chaque roi se reflète en quelque sorte dans ces nominations, le désir de Charles VII d'effacer les traces de la guerre civile quand il ouvre le Parlement de Paris reconstitué aux anciens Bourguignons; le despotisme brouillon de Louis XI, nommant directement les conseillers, destituant ceux qui ne suivaient point ses ordres, — et c'est ce prince qui formule la théorie de l'immovibilité! — la condescendance de Charles VIII, qui accepte les résignations faites entre ses mains de père à fils, de beau-père à gendre, d'oncle à neveu, etc., si bien que l'hérédité fait des progrès; la fausse bonhomie de Louis XII, qui, sous des dehors doux, introduit le régime de la vénalité; enfin, la coupable prodigalité de François I^{er} et de Henri II pour qui toute nomination est une manière de battre monnaie et qui multiplient les offices vendus par eux. En 1589, la vénalité a triomphé et elle entraînera bientôt l'hérédité. Que de faits M. Maugis nous apporte dans ces divers chapitres! Il a dressé la statistique de toutes les nominations; il sait quelle fut, dans chaque nomination de conseiller, la part exacte de l'élection, du choix, de la faveur et de l'argent; il dose exactement chacun de ces facteurs.

Le livre II porte le titre : l'administration de la justice. Nous assistons à l'ouverture annuelle du Parlement, après les vacances; puis nous sommes conduits à l'audience et aux délibérations du Conseil. Nous aurions souhaité ici quelques détails complémentaires sur les diverses chambres du Parlement, notamment sur les enquêtes et les requêtes; mais M. Maugis nous renvoie, pour toutes les questions de procédure, à M. Aubert, du moins pour le xiv^e et le xv^e siècle. Sur la juridiction disciplinaire et les mercuriales, sur les relations du Parlement avec la Chambre des comptes et avec la Cour des aides, il nous donne les détails les plus précis. Il nous dit aussi comment du Parlement unique sont sortis les Parlements provinciaux; il démêle fort bien la double origine de ces cours, l'une locale et féodale, les échiquiers, les conseils ou grands jours des anciens seigneurs, l'autre royale et parlementaire, les délégations des présidents et conseillers envoyés périodiquement de Paris pour siéger dans ces assises locales et qui les ont élevées par leur présence à des juridictions supérieures.

Le livre se termine par de très amples renseignements sur les gages, les épices et les pensions que touchent les membres du Parlement, sur les immunités fiscales et les privilèges ecclésiastiques dont ils jouissent.

Le livre III est consacré au rôle politique du Parlement et il soulève bien des problèmes intéressants. Comment le Parlement a-t-il acquis le droit d'enregistrer les édits royaux et de faire des remontrances? Il semblerait au premier abord que le Parlement, issu de l'ancienne *Curia regis*, ait possédé dès l'origine le pouvoir d'intervenir dans la confection des lois; or, il n'en est rien. C'est lentement, par une évolution fort bien décrite par M. Maugis, que le Parlement, corps judiciaire, étend ses attributions. Au début, il ne fait qu'enregistrer les édits et ordonnances qu'il doit appliquer; l'enregistrement confère à ces actes un caractère officiel; le greffier en donne des extraits authentiques qui font foi. Puis le Parlement présente, à propos de ces édits, de timides observations; les articles sont vus, lus et corrigés par les « seigneurs du Parlement royal », comme il est dit à la fin d'un acte du 25 juillet 1366. Bientôt le Parlement signale les défauts des ordonnances royales, les contradictions qu'elles présentent avec des actes précédents déjà enregistrés; contre les caprices d'un roi qui passe, il veut défendre la royauté permanente: d'où les remontrances et la lutte qu'il engage contre divers rois. M. Maugis nous raconte notamment les conflits qui éclatèrent au temps de François I^{er} et de Henri II. Sans doute François I^{er} a multiplié le nombre des conseillers, a vendu des charges et porté atteinte à la dignité du Parlement; mais ce corps plus nombreux est devenu moins maniable; il s'est fortifié d'éléments plus jeunes, mais aussi plus résolu et plus bruyants, et l'audace de tous a augmenté pour résister à l'arbitraire. Les derniers chapitres du livre sur les relations du Parlement avec les États-Généraux, sur la doctrine du Parlement en matière financière, sur le gallicanisme parlementaire ne le cèdent point en intérêt aux précédents et pourraient donner lieu à bien des observations; mais il nous faut conclure.

Le livre de M. Maugis appelle des réserves. Le cadre méthodique qu'il a adopté l'a condamné à quelques redites; il raconte par exemple à deux reprises les luttes de François I^{er} et du Parlement à propos du Concordat de 1516; nous reconnaissons pourtant que le plan suivi est le meilleur et, avec un peu plus de souplesse, l'auteur eût fait disparaître ces inconvénients. M. Maugis systématiquement a écarté tous les témoignages des chroniqueurs ou mémorialistes sur le Parlement; il récusé « ces gens à courte vue, d'intelligence bornée pour la plupart », et il s'en tient aux seuls registres de la Compagnie. Nous pensons qu'il a eu tort. Pour comprendre l'histoire du Parlement, il importe de savoir jusqu'à quel point il était soutenu ou contrecarré par l'opinion publique, ce qu'on pensait de lui, et, en vérité, ne serait-il pas bizarre de faire l'histoire du Parlement sous la Fronde, sans ouvrir

les *Mémoires* du cardinal de Retz ou d'Omer Talon? Le livre de M. Maugis aurait-il donc perdu à citer telle page de Commynes sur l'inamovibilité des offices ou à prononcer le nom de Nicolas de Bray? Telle est la superstition de M. Maugis pour les registres, pour cette cote X¹₁, qui revient sans cesse dans ses notes, que les Ordonnances des rois ne sont pas signalées autrement. Sans doute, les éditions données dans le recueil de Laurière sont défectueuses et il est à souhaiter qu'un jour la collection soit refaite; mais enfin nous pouvons nous référer à ces textes bien plus aisément qu'aux manuscrits des Archives nationales. Ajoutons que M. Maugis est un peu sévère pour ses prédécesseurs et apparemment lui, qui a vu tous les registres, a le droit de critiquer ceux qui ne les ont vus que partiellement ou ne les ont pas vus du tout; mais nous aimerions un peu plus de nuances dans ses jugements. Ce sont là les défauts de ce volume compact et touffu. Mais, d'un autre côté, nous admirons très sincèrement M. Maugis pour l'effort considérable qu'il a fourni; nous avons pleine confiance dans les résultats de son travail; car il a bu goulument à la source. Nous lui savons gré d'avoir sacrifié les anecdotes pour s'attacher au fond même de son sujet; il a cherché à pénétrer la vie de ce grand corps et l'esprit qui l'animait, à connaître sa doctrine sur toutes les grandes questions de la vie nationale; il a voulu s'élever à la grande histoire et, si le livre reste surtout un livre d'érudition très droite et très sûre, il est de ceux qui font réfléchir et il tiendra une place des plus honorables dans la production historique de notre temps.

Chr. PFISTER.

Mémoires d'un calviniste de Millau, édités par J.-L. RIGAL.
Rodez, Carrère. (*Archives historiques du Rouergue*, t. II.)

Ces *Mémoires*, que vient de publier M. Rigal, sont une preuve que l'histoire locale peut être d'un grand intérêt pour l'histoire générale. Ils ont été écrits à la fin du xvi^e siècle, vers 1582, et rien, au cours du récit, ne nous permet de savoir exactement le nom de l'auteur. C'était un protestant, connaissant avec précision la région de Millau; il avait peu d'instruction, parlait un français lourd et vulgaire et se bornait à rapporter les faits en chroniqueur naïf.

Son récit embrasse vingt-deux années, depuis 1560 jusqu'à 1582, et il déclare lui-même qu'il a fait tous ses efforts pour narrer des événements « véritables et dignes de foi ». Mais presque toujours ses sources sont orales; il raconte ce qu'il a entendu dire à « des amis incapables de référer paroles vaines ». Rarement il a eu entre les mains des documents écrits, et, lorsqu'il en a eu, il les a copiés et résumés avec inexactitude. En outre, il apporte dans ses récits un esprit de parti qu'il laisse apparaître naïvement: il tient à ce que, dans les batailles, les pertes des « papistes » soient plus graves que

celles des protestants. A la bataille de Jarnac (13 mars 1569) il y aurait eu, selon lui, « beaucoup plus de morts » chez les catholiques que chez « ceux de la Religion », alors qu'il est bien établi aujourd'hui que les protestants y furent deux fois plus éprouvés que les « papistes ».

Les erreurs du calviniste de Millau sont ainsi très nombreuses, souvent grossières. Il ne se reconnaît pas toujours au milieu des événements. Il se trompe de dates. Il lui arrive d'omettre les faits les plus importants : en lisant les *Mémoires* d'un réformé qui commencent en 1560, on est étonné de ne pas trouver une seule fois le nom de Calvin, mort en 1564.

Il ne faut pas demander à ce médiocre annaliste, qui rapporte les faits sans le moindre sens critique, le souci de les exposer avec netteté ; il ne s'occupe pas de rechercher leurs causes et leurs conséquences, se bornant à les relier par un banal « donc », « de sorte que », « de fait ». Il est donc nécessaire de vérifier sans cesse les affirmations du calviniste par les autres *Mémoires* de l'époque ou par les documents d'archives. La vérification est facile quand il s'agit d'événements ayant trait à l'histoire générale ; mais lorsque les faits sont purement locaux et concernent la région aveyronnaise, la critique devient moins aisée, l'histoire de la Réforme en Rouergue n'étant pas encore établie scientifiquement. M. J.-L. Rigal a eu l'excellente idée de commencer le dépouillement de certains fonds à Millau et à Rodez. Les archives de l'Aveyron, dont le catalogue imprimé est loin d'être achevé, dont, pour bien des endroits, il n'existe que des recensions manuscrites informes, offrent un grand intérêt pour l'étude de la Réforme. La ville de Millau a joué dans la deuxième moitié du xvi^e siècle un rôle considérable, et c'est un des mérites des *Mémoires du calviniste* d'avoir aidé à le mettre en évidence. Dès 1560, la ville était presque tout entière gagnée au protestantisme, et elle resta le centre des résistances huguenotes en Rouergue, opposant ses forces à celles de la capitale épiscopale, essentiellement « papiste », Rodez. Le conflit fut d'autant plus aigu que les deux cités étaient depuis longtemps rivales d'influence dans les domaines politique et administratif. Millau devint peu à peu une des villes les plus importantes de la « nouvelle religion ». L'assemblée générale des églises réformées s'y tint en 1573-1574. Elle eut pendant longtemps un gouverneur désigné par les princes protestants et elle fut le lieu de réunion régulier des États provinciaux des « religionnaires ». Encore aujourd'hui, il y a trace des luttes anciennes dans tout le sud-est de l'Aveyron ; l'opposition entre les deux confessions reste très vivée.

Tout compte fait, les *Mémoires du calviniste de Millau* valent surtout parce qu'ils reflètent l'état d'esprit d'un huguenot de petite bourgeoisie, presque homme du peuple, qui a vécu dans une ville où les passions étaient surexcitées et où l'on haïssait fort les « caffarts » et les « cagots ». On assiste à la déformation des théories des grands

Réformateurs dans un esprit simple et naïf. Le pape devient l'antéchrist qui « se fait adorer par tout le monde, en faisant adorer le bois, la pierre et le dieu Mausin ». En nous entretenant de tous les petits faits, de tous les menus événements journaliers, des « grands signes » qui se montraient dans les cieux, il contribue à une esquisse intéressante de la mentalité du peuple protestant d'une ville de province à cette époque. Beaucoup plus qu'un récit pouvant servir à l'élaboration d'une histoire scientifique du protestantisme, ces *Mémoires* sont un document curieux pour l'analyse des idées et des sentiments au temps des guerres de religion.

M. l'abbé J.-L. Rigal les a présentés en une édition excellente à beaucoup de points de vue. Elle a été faite avec la plus grande conscience et après un méritoire dépouillement de plusieurs fonds d'archives du département. La bibliographie est abondante, peut-être trop; elle aurait gagné à être moins copieuse et plus raisonnée; l'index a été soigneusement rédigé; le commentaire est aussi complet que le permettaient nos connaissances embryonnaires sur l'histoire de la Réforme en Rouergue. Ainsi édités, ces *Mémoires* seront indispensables à ceux qui voudront faire l'étude du développement du protestantisme dans la région aveyronnaise et à ceux qui, s'intéressant à l'histoire générale de la Réforme, voudront connaître, par un document vécu, l'état d'âme d'un huguenot à la fin du xvi^e siècle.

Jean ALAZARD.

Comte A. DE MAHUET. *Biographie de la cour souveraine de Lorraine et Barrois et du parlement de Nancy*. Nancy, Charles Poncelet, 1911. In-4°, xx-316 pages, 42 portraits et 280 blasons.

Id. *Biographie de la Chambre des comptes de Lorraine*. Ibid., 1914. In-4°, xxxviii-200 pages, 10 portraits, 2 planches et 195 blasons.

La cour souveraine de Lorraine fut créée en 1641 par le duc Charles IV, dont les Français occupaient à ce moment les états, et suivit le duc en ses courses aventureuses; juridiction lui fut donnée à la fois sur la Lorraine et le Barrois et ce fut un instrument d'unification des deux duchés. Quand, en 1663, Charles IV recouvra la ville de Nancy, la cour s'y installa, pour en être chassée de nouveau avec le duc en 1670. Le petit-neveu de Charles, le duc Léopold, rétablit la cour, quand il fut appelé, après le traité de Ryswick, à régner sur les états de ses ancêtres. Stanislas la respecta; la cour rendit depuis 1737 la justice en son nom, et, à partir de 1766, au nom du roi de France. En 1771, lors des troubles causés par les réformes de Maupeou, le parlement de Metz fut uni à la cour de Nancy; Turgot lui rendit son autonomie en 1775; mais, désormais, la cour de Nancy prit le titre de parlement et elle subsista sous ce nom jusqu'en 1790. M. de

Mahuet n'a pas voulu refaire l'histoire de cette cour qui a été autrefois fort bien racontée par M. Krug-Basse; il a voulu seulement dresser, par ordre alphabétique, le dictionnaire biographique de ses membres et indiquer les armoiries de chacun d'entre eux; car en Lorraine tous les conseillers appartenaient à la noblesse. Il n'a épargné aucune peine pour que la liste fût aussi complète, les renseignements aussi précis que possible. A ce premier travail fait pendant celui qu'il vient de consacrer à la Chambre des comptes de Lorraine; le Barrois garda jusqu'à la Révolution sa Chambre des comptes et son administration financière spéciales¹. L'origine de ces Chambres n'est pas encore élucidée; celle de Lorraine ne fut véritablement organisée qu'à la fin du xv^e siècle, et c'est à partir de cette date que nous avons des renseignements sur ses conseillers dont M. de Mahuet a pu établir la liste depuis 1473, pourtant pas tout à fait complète au début. A côté des conseillers, il a mentionné les procureurs généraux de Lorraine de 1473 à 1663; à partir de cette date, il y aura un procureur général unique des Chambres des comptes de Lorraine et du Barrois, et, dans ce volume, on trouvera la biographie de ceux qui se sont succédé dans cette charge; l'auteur ne néglige pas les avocats généraux dont la charge fut créée en 1709, et même à la fin on trouvera une nomenclature des huissiers. Toutes les notices sont faites comme précédemment avec beaucoup de soin. Les deux volumes sont ornés de près de 500 blasons, fort exactement dessinés par M. E. des Robert, et constituent comme un armorial de la Lorraine; imprimés avec luxe, ils seront fort recherchés des bibliophiles lorrains.

Chr. PFISTER.

E.-V. TARLÉ. *Le Blocus continental (Continentalnaja blocada)*. Moscou, 1913. In-8°, 739 pages.

Ce livre, comme l'indique l'auteur dans sa préface, doit servir de trait d'union entre les travaux qu'il a déjà publiés sur l'histoire économique de la France à l'époque de la grande Révolution et ceux qu'il compte entreprendre sur la question ouvrière au temps du Consulat et de l'Empire, et l'influence du Blocus continental sur les autres pays européens. Les Archives nationales de Paris, celles des Bouches-du-Rhône,

1. L'histoire de la Chambre des comptes de Bar a été écrite par Charles-Louis de Longeaux qui y fut conseiller de 1730 à 1767. Son manuscrit a été publié en 1907 par le baron de Dumast (*la Chambre des comptes du duché de Bar*, Bar-le-Duc, Contant-Laguerre, 1907, in-8°, xxv-541 p.); il a surtout un intérêt généalogique; l'éditeur a rectifié souvent en note les généalogies de Longeaux et les a poursuivies jusqu'à nos jours. Nous eussions préféré qu'il refit entièrement le travail de Longeaux, substituant à l'ordre chronologique des réceptions l'ordre alphabétique, comme l'a fait M. de Mahuet; puis il aurait dû rejeter en appendice les longues généalogies.

de la Seine-Inférieure, du Rhône, de la Chambre de commerce de Lyon; à l'étranger, celles du Public Record Office, de La Haye et de Hambourg ont été explorées par l'auteur et lui ont fourni des matériaux abondants pour son volume qu'il a partagé en trois parties. La première traite de l'état économique de la France sous le Consulat et l'Empire et étudie le Blocus continental et les moyens employés par Napoléon pour l'imposer à l'Europe. La seconde présente des aperçus sur les relations économiques entre Napoléon et différents pays étrangers; la troisième donne des analyses détaillées de chaque branche d'industrie française à l'époque du Blocus.

Les conclusions auxquelles arrive l'auteur sont les suivantes : Napoléon, qui considérait les intérêts de l'industrie bien au-dessus des intérêts du commerce, a été soutenu surtout par les industriels dans son idée du Blocus; mais il fit du protectionnisme, qui lui avait été légué par ses prédécesseurs au gouvernement de France, l'idée maîtresse de son règne. Par ce moyen, il se proposait de forcer l'Angleterre par la ruine économique à chercher la paix, et d'affranchir les produits français de la concurrence anglaise sur les marchés européens. Mais tous ses efforts pour réaliser le Blocus, toutes ses dépenses pour les douanes, l'inspection jalouse à laquelle il astreignait les pays où il se sentait maître ne purent empêcher la contrebande anglaise de ruiner ses grands projets. Dans les pays opprimés, l'importation anglaise était favorisée par les populations et leur gouvernement, les îles de Helgoland et de Malte, l'Espagne et le Portugal étant les routes principales de la contrebande.

Le Blocus continental eut pour la France d'autres conséquences auxquelles on était loin de s'attendre. Tout en favorisant les industries des métaux, des draps et du sucre, il fut fatal aux industries des toiles de lin, des soieries et des objets de luxe, et surtout à l'industrie du coton, qu'il privait totalement de matière première. L'Europe continentale était appauvrie et la France perdait par ce fait des débouchés précieux; le commerce maritime était presque anéanti. L'échec de l'industrie française s'explique aussi par l'activité des fabriques de Saxe, de Suisse, de Silésie et du duché de Berg qui se procuraient clandestinement le coton et les autres matières premières, tandis que la France, sévèrement astreinte au Blocus, manquait presque totalement de ces produits.

Ainsi les pays que Napoléon avait compté exploiter pour ses intérêts personnels se jouèrent de lui et de sa politique. Mais l'empereur lui-même fut le premier à enfreindre le Blocus dans l'intérêt de la France; le système des *licences*, données presque exclusivement aux Français, était de sa part une reconnaissance tacite de son impuissance à soutenir intégralement le principe du Blocus. Les *licences*, en excitant le mécontentement de la Russie, contribuèrent à la rupture de l'alliance franco-russe et à la guerre de 1812. Cette lutte acharnée, dont l'Angleterre sortit victorieuse, affirma sa suprématie économique au

lieu de la terrasser. Napoléon avait cru pouvoir opposer toute l'Europe à l'Angleterre, mais l'Europe se leva contre lui et se lia à son ennemi. Son utopie grandiose, de changer par sa politique personnelle l'histoire économique européenne, sombra dans le néant.

Le livre a certainement de grands mérites; il étudie à fond la question du Blocus, analyse en détail l'état des différentes industries françaises dans les différents départements; il nous fait connaître des documents nouveaux et fort instructifs, par exemple l'enquête faite par le gouvernement, dans l'été et l'automne de 1811 (Arch. nat., AF iv 1062, nos 67, 68 et 69), sur l'état des industries dans différents départements, après la crise économique que la France traversa en 1810-1811. Cette crise est longuement analysée par l'auteur, mais ce qui reste inexplicable c'est sa courte durée.

Si elle avait vraiment de profondes causes économiques, pourquoi ne dura-t-elle que quelques mois et par quels moyens fut-elle si vite enrayée? Il est vrai que l'optimisme de Montalivet était exagéré; cependant il est manifeste qu'en 1812 l'état général de l'industrie française pouvait être regardé comme satisfaisant.

Nous devons savoir gré à M. Tarlé, qui relève dans son ouvrage beaucoup de données statistiques, de nous mettre en garde contre une foi trop absolue accordée aux chiffres, que les fonctionnaires de l'Empire ne se gênaient pas de fausser.

Il est à regretter qu'après avoir fait de si fructueuses recherches aux archives il ne nous ait donné que 39 pages de documents inédits sur 700 pages de texte. Il est probable qu'il n'a pas voulu alourdir son volume; cependant il nous semble que sa composition aurait pu être quelque peu resserrée et certains détails sacrifiés ou relégués en notes sans beaucoup d'inconvénients. La bibliographie, où la plupart des ouvrages sont longuement analysés, même quand ils sont sans aucune valeur, aurait pu être considérablement abrégée. Un livre de cette ampleur exigeait aussi certainement un index. La rédaction semble en général avoir été faite à la hâte; nous nous bornerons ici à attirer l'attention de l'auteur sur deux négligences regrettables: les parties II et III portent des titres généraux, tandis que la partie I n'en porte pas. Dans les documents inédits, la provenance du document V n'est pas indiquée. Ces petites remarques pourront être utiles à l'auteur, qui a l'intention de faire traduire son livre en français. Ces recherches intéressantes et minutieuses sont dignes d'attirer l'attention d'un public moins restreint que le public russe, et son livre aura sûrement un succès bien mérité en France, s'il est présenté sous une forme un peu plus dense et plus soignée.

Inna LUBIMENKO.

Alexandre-C. STOURDZA. **L'Europe orientale et le rôle historique des Maurocordato (1660-1830)**, avec un appendice contenant des actes et des documents historiques et diplomatiques inédits. Paris, Plon, 1913. In-4°, vi-463 pages.

Le titre imposant de cet ouvrage, son étendue, le luxe d'un panegyrique destiné à flatter l'orgueil de plusieurs hauts fonctionnaires grecs et roumains, les nombreuses illustrations représentant des personnages plus ou moins mêlés à l'histoire de l'Orient et à la généalogie des Maurocordato, la façon dont l'auteur parle de ses travaux et des cours qu'il a faits à la Sorbonne, la prétention de traiter les événements et les personnages à un point de vue « européen », en faisant abstraction de tout sentiment pour la race à laquelle il appartient et dont il expose gravement l'origine et la formation, et enfin les notes méprisantes et pour la plupart sans aucun fondement réel qu'il prodigue à M. Xénopol et à l'auteur de ces lignes, pourraient impressionner un lecteur peu au courant des choses roumaines. Nous remplissons un devoir en signalant que ce gros ouvrage, bourré de citations, — la plupart des livres cités n'ont été guère utilisés et les nôtres n'ont fourni qu'une minime partie des renseignements qu'ils renferment sur les Maurocordato, — ne contient sur l'Orient rien d'important et que la biographie des princes et hommes d'État de la famille dont M. Stourdza s'est proposé d'écrire l'histoire, en la rattachant à toutes les vicissitudes de l'Europe orientale, reste encore à écrire. Le grand homme d'État de la Grèce ressuscitée, Alexandre Maurocordato, nommé ici « Missolonghi » à cause de son rôle à Missolonghi, a à peine quelques pages, tout à fait superficielles. L'appendice contient un certain nombre de documents tirés des archives de Vienne, de Venise et de Londres ; il faut parcourir le document italien publié aux pages 336 et 337 pour se rendre compte du courage qu'a eu l'auteur en éditant des documents dans une langue qui lui est tout aussi inconnue que le grec et l'allemand même. M. Stourdza ne se donne pas la peine de revoir ses épreuves, même pour les documents roumains, qui sont estropiés d'une manière absolument bizarre. Enfin la liste des princes roumains, qui a la prétention de se distinguer de celle que contient le second volume de notre *Geschichte des romanischen Volkes*, fruit d'un long labeur honnête (M. Stourdza s'avise dans une de ses notes de nous interdire formellement les occupations historiques), pourra induire en erreur ceux qui croiraient aux connaissances et à la critique de l'auteur¹.

1. On peut trouver dans cet ouvrage des princes moldaves et valaques mentionnés au ^{xiii}e siècle, alors que la Valachie fut fondée vers 1300 et la Moldavie un demi-siècle plus tard, ou bien encore des assertions comme celles-ci : que les Balcha albanais, d'origine roumaine, descendent des Baux, que « Maranont » était Français (p. 11), etc. De telles affirmations foisonnent. L'auteur ne con-

L'histoire de l'Orient européen commence à intéresser le public occidental; il doit cependant se bien garder d'accorder sa confiance au premier guide incompetent qui se présente pour l'initier.

N. JORGA.

Sir H. Mortimer DURAND. *Life of the Right Hon. Sir Alfred Comyn Lyall*. Londres, Blackwood, 1913. 1 vol. in-8°, xvi-492 pages.

La biographie de Sir Alfred Lyall par Sir H. Mortimer Durand sera très lue dans les milieux où l'on s'intéresse aux questions indiennes. L'auteur a voulu laisser, autant que possible, la parole à Sir Alfred lui-même, utilisant avec discrétion, mais avec fruit, la correspondance de son ancien chef et ami. Toutefois, il y a joint des souvenirs propres et, par moments, une légère touche descriptive des hommes et des choses qui donnent à ce livre un charme particulier.

Le caractère très personnel de Lyall fut un mélange d'intellectualisme aigu et d'activité administrative rare dans la carrière et qui, tout en le favorisant au début dans une certaine mesure, l'empêcha d'arriver au premier rang. Né le 4 janvier 1835, dans une famille de *clergymen* dont il ne tarda pas à scandaliser les opinions religieuses par son amusant scepticisme, il débarquait dans l'Inde, le 2 janvier 1856, tout à point pour voir encore debout l'édifice imposant, mais sourdement miné, de la Compagnie des Indes. L'année suivante éclatait la révolte. Le jeune *civilian* dut commencer par brûler la cervelle à un *cipaye* et, quelques jours plus tard, il fuyait à franc étrie, laissant derrière lui son bungalow en feu. Alors s'ouvrit une vie de guerre et de dangers, où il paya bravement de sa personne et qui lui fut un enchantement. Mais, trait à noter pour l'historien, Lyall vit, en somme, dans cette grave insurrection, moins un soulèvement contre la puissance anglaise qu'un retour au bon vieux temps d'anarchie, où chacun pouvait à discrétion brimer et piller son voisin : le renversement du Turc dans les Balkans nous montre quelque peu de cet esprit.

Au retour du calme, il eut à sévir dans les règles, mais sans se départir d'un discernement et d'une courtoisie de bon aloi quand il condamnait les gens à la corde, pensant que les pauvres hères, après tout, étaient un peu dans leur rôle : « J'ai eu, ces temps-ci, une étrange crainte de ce que les Grecs d'autrefois appelaient la Némésis. De sorte que je fais tout juste mon devoir en les pendant et rien de

naît pas même la date du combat de Kossovo (*ibid.*). A la page 21, Zamoyiski, le fameux chancelier, est « Zaomijski » ! Dans cet ouvrage écrit en français, il est parlé des « Maghyares ». Cantémir, le prince historien, est Circassien (p. 69) ! Nous n'avons jamais été « le panégyriste quand même des Pharnariotes » (*ibid.*, p. 72, n. 1), etc.

plus. Pour la même raison, j'évite de les insulter ou de les maudire... Mais je suis jusqu'au bout particulièrement bienveillant, si bien que quelques-uns d'entre eux ont pu croire que je les relâcherais » (p. 73). Cette impartialité d'allure, bonne à méditer pour nos affaires coloniales, valut à Lyall des critiques amères, sans doute de la part de ceux qui invectivaient en même temps le gouverneur général, *Clemency Canning*.

De sa carrière administrative qui suivit, nous n'avons à rappeler ici que le soin qu'il prit d'observer les mœurs et les religions de ses administrés, avec une pénétration qui lui permit, comme on sait, d'en renouveler entièrement l'étude. Ses premiers essais littéraires attirèrent l'attention et lui valurent la protection de Sir Richard Temple, d'où un avancement qui lui procura de nouvelles facilités de recherches. Il est telle description de son cortège ordinaire, comme agent général du Radjpoutana, qui mériterait d'être citée, ainsi qu'il le notait lui-même, comme un exemple vivant de ce que devaient être au moyen âge le train et la suite d'un seigneur féodal (janv. 1875; p. 182-183). Et si naturellement cet ancien élève d'Eton, notre contemporain sous tant de rapports, entrait dans les idées d'un prince du vieux temps, qu'il refusait d'intervenir dans les querelles des chefs indigènes et leur conseillait de régler leurs différends par une bonne petite guerre sans inconvénients sérieux : « Je crains que nous n'améliorions pas la noblesse en l'empêchant de se battre », disait-il, « car, dans les combats, le meilleur prend le dessus, tandis qu'aujourd'hui les sots et les lâches survivent aussi bien que les gens de valeur » (p. 183, 185-186).

Cependant, les circonstances le ramenèrent bientôt à la vraie politique actuelle. Avant d'administrer le Radjpoutana, il avait été secrétaire de l'Intérieur. Devenu, en 1878, secrétaire des Affaires extérieures, il dut prendre parti entre les deux politiques étrangères qui se partageaient les conseils du gouvernement : celle de « l'inaction magistrale », léguée par Lord Lawrence, et celle de l'activité persévérante que soutenaient alors Sir Robert Sandeman et Lord Roberts. Avec quels scrupules il sut se résigner à la guerre d'Afghanistan, avec quelle énergie mêlée d'anxiété il mena les hostilités, Sir Mortimer, qui faisait sous les ordres de Lyall son apprentissage diplomatique, en donne les preuves dans son livre. Le point capital à dégager est que Lyall, déjà sympathique aux Russes, inaugura, malgré les difficultés, la politique d'entente avec la Russie, qui, de l'Inde, s'est répandue en Angleterre et contribue maintenant à l'équilibre si délicat des puissances européennes.

Lorsque, après avoir terminé sa carrière indienne comme lieutenant-gouverneur des Provinces du Nord-Ouest, — aujourd'hui Provinces-Unies, — Lyall rentra définitivement en Angleterre, il s'attendait, mélancolique, à mener une vie dépourvue d'intérêt auprès de l'existence brillante qu'il avait menée en Orient. Ce fut le contraire.

Mêlé à tous les milieux littéraires, politiques, diplomatiques et mondains, il acquit une singulière influence; sans doute le retrouvera-t-on dans les mémoires et correspondances du temps qui seront publiés un jour. De ses ouvrages historiques et de ses nombreux articles de revues, dont plusieurs font partie de ses fameuses *Asiatic Studies*, nous ne reparlerons plus ici : sans doute suffira-t-il de dire que son *Esquisse de la domination anglaise dans l'Inde* est considérée comme magistrale, tandis que sa biographie de Lord Dufferin pêche par trop de réserve et de timidité. On lui offrit le gouvernement de la Nouvelle-Zélande, qu'il refusa pour cause de fortune, puis celui de l'Afrique du Sud, qu'il déclina pour cause de santé. Eût-il prévenu la guerre des Boers? On s'est posé la question, sans pouvoir naturellement y répondre. Un seul poste l'eût tenté, celui de vice-roi de l'Inde, dont on parla pour lui en 1894 et que jamais n'avait occupé un *civilian* de carrière, sauf Lord Lawrence, en des conditions exceptionnelles. Toutefois, on élimina sa candidature, craignant que, avec son habitude prudente de peser le pour et le contre, il manquât de décision; peut-être songeait-il à ce déboire, quand, à propos d'un diplomate de ses amis, qui avait dû se retirer spontanément et qui a publié sur les Balkans un livre de rare mérite, il écrivait que les administrations n'aiment pas les gens trop intelligents. Mais la vérité semble être bien que la question porte plus haut que lui. Lord Cromer, qui vient de consacrer un article des plus sympathiques au livre de Sir Mortimer, pense que, indépendamment de son âge un peu avancé, Lyall n'était pas assez politicien pour tenir tête aux influences parlementaires de la métropole (*Quarterly Rev.*, juillet 1913, p. 193). Il se pourrait plutôt que la difficulté vint de l'Inde et que les Indiens de tout ordre, des Rajahs aux simples étudiants, initiés par leurs voyages en Europe aux vraies conditions de l'Angleterre, ne se contentent plus d'un homme politique, si élevé soit-il, mais d'un rang inférieur aux chefs indigènes, à la tête de leur administration. Peut-être leur faudra-t-il, comme on l'a dit, un membre de la famille royale, exerçant une sorte de régence, avec une cour à demeure, jusqu'au jour lointain, dont Lyall ne jugeait pas la venue impossible, où les Anglais seraient obligés de se retirer avec armes et bagages, laissant l'Inde abandonnée aux haines intestines, dont il avait vu l'effet durant la *Mutiny*.

R. DE KERALLAIN.

Wlad-W. KAPLUN-KOGAN. *Die Wanderbewegungen der Juden*.

Bonn, A. Marcus, 1913. In-8°, viii-164 pages. (*Kölnner Studien zum Staats- und Wirtschaftsleben*, Heft II.)

Le chapitre le plus intéressant, disons même le seul à retenir, de l'ouvrage M. Kaplun-Kogan est le troisième, qui s'occupe de l'émigration transatlantique des Juifs au XIX^e et au XX^e siècle. Il y a là des

statistiques précises, qui seront nouvelles pour beaucoup de lecteurs, et une analyse pénétrante des conditions économiques du prolétariat juif de Russie, principal réservoir de cette émigration. Une observation importante et juste est celle-ci : en Russie, le travailleur juif, originaire des villes, a plus de besoins personnels que le travailleur chrétien, paysan transplanté dans une fabrique; il doit, en outre, entretenir sa famille, tandis que le paysan-ouvrier laisse la sienne à la campagne où il garde un lopin de terre. De là (entre autres causes) une infériorité économique qui exclut de plus en plus le travailleur juif de la grande industrie et le condamne à s'expatrier. En Amérique, contrairement à ce qui s'est vu ailleurs dans les siècles passés, l'émigrant juif n'est pas un élément de progrès; il occupe les places vacantes, qui sont ici les échelons inférieurs de la vie économique. L'auteur ne croit ni à l'absorption ou à l'assimilation des juifs américains, ni à la fixation prochaine de la population juive, dont le déplacement incessant obéit à des lois physiques; le mouvement peut être, non arrêté, mais dirigé; M. Kaplun-Kogan souhaite qu'il le soit.

Les chapitres précédents, beaucoup moins développés, sont consacrés à une revue rapide des migrations juives dans le passé : antiquité reculée, époque gréco-romaine, moyen âge. Le parti pris d'exagérer l'importance des motifs économiques de ces migrations, la forme dogmatique et tranchante donnée à des conclusions insuffisamment fondées, une information de seconde main, souvent incomplète, ont entraîné ici l'auteur à pas mal d'erreurs qu'il serait sans grand intérêt d'énumérer. Notons simplement, à titre d'échantillons, qu'il fait commencer l'émigration juive en Asie Mineure dès l'époque perse (p. 14) et en Espagne sous la république romaine (p. 29), que Néhémie est qualifié de prophète (p. 16), qu'il est question de banquiers juifs à la cour des empereurs romains (p. 21), de juifs qui accompagnent des légions romaines (p. 22) et même d'un roi *argentin* (*sic*) de Majorque (p. 154). Un amusant « doublet » concernant le juif Jurnet de Norwich (p. 34) témoigne d'une rédaction un peu précipitée.

Ces critiques de détail ne doivent pas empêcher de rendre justice aux qualités d'intelligence et de méthode déployées par un écrivain dont la jeunesse autorise les meilleures espérances; car il s'agit ici d'un travail de « séminaire », né dans les conférences économiques que dirige à Cologne le professeur Adolphe Weber.

Th. REINACH.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

— *The Cambridge medieval history*, planned by J. B. BURY, edited by H. M. GWATKIN et J. P. WHITNEY. Vol. II : *The rise of the Saracens and the foundation of the western empire* (Cambridge, at the University press, 1913, in-8°, xxiv-889 p. Atlas; prix : 20 sh.). — Ce volume comprend les chapitres suivants : I et II : Justinien; le rétablissement de l'empire en Occident; le gouvernement de l'empire d'Orient, par Ch. DIEHL; III : le droit romain, par H. J. ROBY; IV et V : la Gaule sous les rois mérovingiens, histoire et institutions, par Chr. PFISTER; VI : l'Espagne sous les Wisigoths, par R. ALTAMIRA; VII et VIII a : l'Italie sous les Lombards; l'administration impériale en Italie et en Afrique, par L. M. HARTMANN; VIII b : Grégoire le Grand, par le Rév. W. H. HUTTON; IX : les successeurs de Justinien, par N. H. BAYNES; X : Mahomet et l'Islam, par A. BEVAN; XI et XII : les conquêtes arabes, par C. H. BECKER; XIII : les successeurs d'Héraclius jusqu'en 717, par E. W. BROOKS; XIV : l'expansion des Slaves, par T. PEISKER; XV a : le paganisme celtique en Gaule, par C. JULLIAN; XV b : le paganisme celtique dans les îles Britanniques, par Sir Edward ANWYL; XV c : le paganisme en Germanie, par Miss B. PHILLPOTTS; XVI a : la conversion des Celtes en Bretagne, en Irlande et Écosse, par le Rév. F. E. WARREN; XVI b : la conversion des tribus germaniques en Angleterre et en Germanie, par le Rév. J. P. WHITNEY; XVII : l'Angleterre jusque vers l'an 800 et les institutions anglaises, par W. J. CORBETT; XVIII : la révolution carolingienne et l'intervention franque en Italie, par G. L. BURR; XIX : Charlemagne, ses conquêtes et son couronnement comme empereur, par le Dr G. SEELIGER; XX : les fondements de la société; origines de la féodalité, par Paul VINOGRADOFF; XXI : législation et administration de Charlemagne, par le Dr G. SEELIGER; XXII : la papauté jusqu'au temps de Charlemagne, par le Rév. F. J. FOAKES-JACKSON. — Dans l'atlas, quatorze cartes (plus quatre qui ont été refaites pour l'atlas du t. I); celles qui retracent l'expansion du monde slave sont vraiment neuves.

— Guglielmo FERRERO. *Entre les deux mondes*. Ouvrage traduit de l'italien par G. HÉRELLE (Paris, Plon, 1913, in-12, iv-418 p.). — On connaît le grand succès très mérité remporté par les six volumes de M. Guglielmo Ferrero sur les derniers temps de la République

romaine et sur la fondation de l'Empire. Voici de lui un ouvrage de caractère tout différent, différent pour la forme, puisqu'il se compose d'une série de dialogues, à la manière de Platon et de Galilée, différent pour le fond, puisqu'il traite de quelques-uns des grands problèmes qui agitent le monde contemporain. M. Ferrero a souvent fait la traversée d'Europe en Amérique et réciproquement; se trouvant entre les deux mondes, il a réfléchi à l'opposition entre les civilisations européennes, fondées sur la tradition, et la nouvelle civilisation de l'Amérique, affranchie de tout lien avec le passé. Et cet antagonisme, de façon plus générale encore, représente pour lui « la lutte ardente entre la quantité et la qualité, c'est-à-dire entre la force qui pousse les hommes à détruire toutes les limites pour prendre possession de la terre entière et pour en conquérir tous les trésors, et le besoin naturel qu'ont les hommes de se circonscrire dans des limites pour être capables de reconnaître avec certitude le Bien, le Beau et le Vrai ». Ce sont ces idées, d'autres considérations encore d'esthétique et de morale, qui sont développées en ce volume un peu touffu et entremêlées à de curieux croquis de voyage. C. Pf.

— Ernest GRANGER. *Petite histoire universelle depuis les origines jusqu'à nos jours* (Paris, Hachette et C^{ie}, in-12, VIII-197 p.). — L'ouvrage commence avec les origines de l'humanité et nous donne l'histoire des peuples classiques jusqu'à l'époque présente. On nous parle des Égyptiens et des Assyriens : mais pourquoi n'est-il pas questions des anciens Chinois et Japonais? Pourquoi rien sur l'Amérique précolombienne? L'auteur a accumulé, dans cette revue sommaire, trop de dates et de noms propres; de-ci de-là, il a laissé échapper quelques fautes d'impression. P. 96, 1203 pour 1302 (Boniface VIII); p. 100, 1170, pour la date de la mort de Barberousse, au lieu de 1190; mais, en général, il est assez bien informé et il a émis quelques idées intéressantes. C. Pf.

— Alfred STERN. *Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815. Erste Abteilung : Geschichte Europas von 1815 bis 1830*. 2^e éd. 2 vol. (Stuttgart et Berlin, Cotta, 1913, in-8°, XVII-653 et XVI-571 p.; prix : 12 m. 50 et 11 m.). — Ces deux volumes sont la reproduction presque textuelle de la première édition. Le nombre de pages est le même; les pièces publiées en appendice n'ont été ni changées ni augmentées. La réimpression a été faite à peu près page pour page, si bien que les renvois à la première édition peuvent servir presque toujours pour la seconde. Ceci est un avantage. C'est aussi un double mérite du livre, qu'après moins de dix années, les deux premiers volumes aient été épuisés en librairie et que l'auteur ait pu, sans notables modifications, conserver sa rédaction originale. Du moins a-t-il mentionné et utilisé les plus importants des ouvrages parus depuis la première apparition des tomes I et II; il a remanié, par exemple, un passage concernant l'instruction publique en France d'après le volume de M. Aulard sur *Napoléon et le monopole uni-*

versitaire (1911). Dans une très courte préface, il insiste sur le plan de son travail; il répète qu'il s'est uniquement proposé de faire l'histoire politique de l'Europe; le mouvement littéraire, économique, social, etc., ne pouvait donc être étudié par lui qu'autant qu'il fait mieux comprendre l'organisation politique des États et les révolutions qui l'ont modifiée de 1815 à 1871. Rappelons enfin que l'ouvrage de M. Stern est divisé en trois sections comprenant chacune trois volumes: les deux premières (1815-1830-1848) sont actuellement terminées; l'auteur travaille sans repos à ses trois derniers volumes qui l'amèneront jusqu'au traité de Francfort. Ch. B.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

— DAREMBERG et SAGLIO. *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, 48^e fascicule, *Tibia-triumpus* (Paris, Hachette, 1913; prix: 5 fr.). — Fascicule particulièrement riche en articles importants pour l'histoire des institutions et des mœurs: *Toga* (COURBEY et HUNZIKER), *Tormenta*, traité sur les machines de guerre et l'artillerie, soit de campagne, soit de position (A. DE ROCHAS et G. LAFAYE), *Tragedia* (O. NAVARRE), *Trapezitai*, notions sur les banques privées et publiques, *Triumviri*, *Tribuni*, *Tribunal*, *Tributum* (Ch. LÉCRIVAIN), *Tribus* (V. CHAPOT). L'article *Trierarchia* est tout un traité sur l'organisation maritime en Grèce qui occupe quarante-six colonnes, par Maurice BRILLANT.

— OTTO RICHTER. *Das alte Rom* (Leipzig et Berlin, B.-G. Teubner, 1913, in-12, 80 p. et planches; prix: 1 m. 25. Forme le t. 386 de la collection: *Aus Natur und Geisteswelt*). — Une introduction très rapide expose l'histoire de Rome, depuis sa fondation jusqu'à sa prise par Alaric, et même donne quelques faits sur le moyen âge; puis, dans un ordre topographique, sont décrits les principaux monuments du centre de la ville, avec les divers forums, le Capitole, le Colisée, etc., de là l'auteur nous mène à la périphérie, sur les bords du Tibre avec le Champ-de-Mars, le Panthéon et le mausolée d'Hadrien, du côté de l'est, où nous quittons la cité pour explorer les tombeaux de la voie Appienne. Guide bien informé à travers la Rome païenne, mais tout de même un peu sommaire. C. Pr.

— W. SCHOTT et ROSENBERG. *Cæsars Feldzüge in Gallien und Britannien, von T. Rice Holmes* (Leipzig, Teubner, 1913, in-8^e, xiv-300 p., 2 cartes). — L'ouvrage en question ne peut être d'aucun intérêt pour les savants français. C'est, par moitié une traduction, par moitié une adaptation ou un résumé des livres de M. Rice Holmes (*Cæsar's conquest of Gaul*, 2^e éd., 1911; et *Ancient Britain and the Invasions of Julius Cæsar*, 1907); et les érudits de chez nous auront tout avantage à consulter ces deux volumes dans leur édition originale. J'ajoute que, même en se plaçant au point de vue allemand, les érudits d'outre-Rhin pourraient se plaindre de la façon dont le présent

livre a été conçu. Cela n'ôte rien, d'ailleurs, à la valeur des deux ouvrages initiaux. C. J.

— Paul ALLARD. *Les esclaves chrétiens depuis les premiers temps de l'église jusqu'à la fin de la domination romaine en Occident*, 5^e édition entièrement refondue (Paris, J. Gabalda, in-12, xiii-484 p.). — La première édition de ce livre parut en 1876. Tous les travaux publiés dans l'intervalle, toutes les recherches nouvelles faites par l'auteur lui-même l'ont confirmé dans l'opinion que ses premières conclusions étaient justes, et, au lieu de les atténuer, il les renforce. Ces conclusions sont les suivantes : les philosophes anciens, même les stoiciens, n'ont rien fait pour améliorer le sort des esclaves ; le système soutenu « avec une âpreté sectaire » par Ernest Havet dans son livre « justement oublié » sur le *Christianisme et ses origines* ne tient pas debout. Ce n'est pas non plus l'évolution économique qui adoucit le sort des esclaves ; non, les esclaves doivent leur émancipation au seul christianisme, à la doctrine et à la morale chrétiennes. Au livre premier, *l'Esclavage romain*, où est tracé un sombre tableau de l'esclavage au début de l'Empire, s'opposent les livres II, *l'Égalité chrétienne*, et III, *la Liberté chrétienne*, où l'on nous dépeint l'état de l'esclave à la fin du iv^e siècle et au cours du v^e sous les couleurs les plus riantes ; l'esclavage lui-même serait presque en train de disparaître. L'auteur a dépensé beaucoup de science et cité beaucoup de faits pour nous prouver que le siècle des invasions valait mieux que celui de Marc-Aurèle. Les empereurs païens firent de nombreuses lois en faveur des esclaves, M. Allard le reconnaît ; mais il ajoute : « Ces lois durent être très souvent renouvelées, parce qu'elles tombaient vite en désuétude. » Au temps des empereurs chrétiens, au contraire, « ces lois se précipitèrent comme d'elles-mêmes, par une sorte de vitesse acquise, dans le sens de la justice et de la charité ». M. Allard aurait raison de nous accuser de partialité, si nous étions tenté de renverser l'ordre de ces deux phrases. — C. Pr.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

— Henry H. HOWORTH. *Saint Gregory the Great* (Londres, John Murray, 1912, in-8°, LVII-340 p., 1 carte et 7 grav.). — *Saint Augustine of Canterbury* (Londres, John Murray, 1913, in-8°, xcix-451 p., 1 carte, 13 grav.). — La part prise par Grégoire le Grand à la fondation de l'Église anglaise le désignait particulièrement à l'attention des historiens d'outre-Manche. Dans ces dernières années, leurs travaux se sont multipliés : après ceux de Mann, de Dudden, de Barmby, après les innombrables études sur la mission d'Augustin, voici encore deux livres consacrés à ces mêmes sujets. J'ignore ce que valent les ouvrages antérieurs de l'auteur sur l'histoire des Mongols et sur la période glaciaire ; malheureusement, on s'aperçoit trop vite

qu'ils ne l'ont qu'insuffisamment préparé à l'étude des VI^e et VII^e siècles chrétiens. Il n'y a vraiment rien d'original dans ces deux volumes : le premier n'est qu'un médiocre résumé du livre de Dudden, le second ne vaut guère mieux, malgré les nombreuses digressions qui l'ont gonflé au delà de toutes proportions. On souhaiterait du moins des gravures bien choisies ; mais M. Howorth se porte-t-il garant de l'authenticité de la table et du trône de saint Grégoire qu'on montre aujourd'hui aux fidèles et aux touristes dans les chapelles du Coelius et qu'il reproduit pieusement ? Comment surtout ne pas éprouver quelques inquiétudes en lisant « *Monte Cassino, the cradle of the Benedictines* », sous une gravure représentant la ville de Cassino et la Rocca qui la domine ? Cet à peu près caractérise assez bien les livres mêmes.

R. M.

— Louis PASTOR. *Histoire des papes depuis la fin du moyen âge*. Traduit de l'allemand par Alfred POIZAT. T. IX et X (Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1913, 380 et 430 p.). — Ces deux volumes de la traduction française correspondent au tome IV, 2^e partie, du texte allemand, paru à Fribourg-en-Brisgau en l'année 1907. Ils sont remplis par l'histoire du pontificat d'Adrien IV (1522-1523) et de Clément VII (1523-1534). M. Pierre Bourdon a rendu compte ici même de l'original (*Rev. histor.*, t. XCVIII, p. 418) ; nous ne pouvons que nous rallier à ses conclusions. Nous répéterons pourtant que l'œuvre de Pastor est une des plus belles parmi les travaux historiques parus en ces derniers temps, que l'auteur nous a apporté toute une série de documents nouveaux, que son exposé est toujours élégant et qu'il a un très grand souci d'impartialité. L'œuvre reste toutefois une œuvre catholique et Pastor n'aurait pas voulu qu'il en fût autrement. S'il ne dissimule point les défauts et même les vices des papes, il cherche à les diminuer et plaide des circonstances atténuantes ; surtout il exalte l'Église et ses institutions : qu'on lise le dernier chapitre du tome X, si vivant, où il raconte les débuts de la « contre-réforme » catholique, la fondation de nouveaux ordres religieux, les origines de la Compagnie de Jésus. Nous ajoutons que la traduction de M. Alfred Poizat est très littéraire ; l'ouvrage n'a rien perdu à être mis en une autre langue. Nous regrettons seulement que la traduction ne soit pas accompagnée d'un index alphabétique comme le texte. Une dernière réflexion. On nous a donné en français les grands ouvrages catholiques allemands, ceux de Hefele, de Janssen, de Pastor ; mais se trouvera-t-il un traducteur et un éditeur pour de fort belles œuvres à tendances libérales, comme l'histoire de l'Église allemande de Hauck ou l'histoire de la Réforme de von Bezold ?

C. PF.

HISTOIRE DE FRANCE.

— *Chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise*, publiées par Louis HALPHEN et René POUPARDIN (Paris, A. Picard,

1913, in-8°, xcv-316 p., dans la Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire). — Cette édition se divise en deux parties. Dans la première sont reproduites, d'une façon critique, les trois chroniques contenues dans le manuscrit latin 6218 de la Bibliothèque nationale : 1° le *Liber de compositione castri Ambaziae et ipsius dominorum Gesta*, histoire ancienne et légendaire de la région d'Amboise, qui s'appuie sur les *Gesta Romanorum*, l'*Historia Britanniae* de Gaufrey de Monmouth et quelques textes provenant de Saint-Martin de Tours; 2° la *Chronica de Gestis consulum Andegavorum*, qui est ici donnée pour la première fois sous sa forme primitive ou du moins dans le texte le plus ancien que nous connaissions. Pour des raisons très plausibles, les éditeurs attribuent cette première rédaction à Thomas de Loches. Le texte primitif s'est augmenté de toutes sortes d'additions; d'autres manuscrits nous font connaître ces textes allongés et c'est d'après eux que jusqu'ici le document avait été publié. Tous ces développements, provenant d'une seconde rédaction, due probablement à Breton d'Amboise, et de deux autres rédactions qui sont certainement l'œuvre de Jean de Marmoutier, sont rejetés en note ou même, si ces passages sont un peu longs, dans la seconde partie; 3° les *Gesta Ambaziensium dominorum*, œuvre sans doute d'un chanoine de Saint-Florentin, qui s'est servi, pour l'histoire générale de l'Anjou, de la chronique précédente. La seconde partie, outre les *Additamenta aux Gesta consulum Andegavorum* que nous avons signalés, comprend : 1° l'*Historia Gaufredi* de Jean de Marmoutier; il s'agit de Geoffroi le Bel, comte d'Anjou et duc de Normandie, frère du roi d'Angleterre Henri II; 2° le fragment d'histoire d'Anjou de Foulque le Réchin (1067-1109); 3° le traité de *majoratu et senescalcia Franciae*, de Hugue de Clefs, dans lequel décidément on ne saurait avoir aucune confiance; 4° diverses anciennes généalogies des comtes d'Anjou. Est-il besoin de dire que les divers textes sont établis avec le plus grand soin? Les noms des éditeurs nous le garantissent. L'introduction reproduit, avec quelques légers changements, la thèse complémentaire de M. Halphen (*Études sur les chroniques des comtes d'Anjou et des seigneurs d'Amboise*, Paris, 1906) et une table alphabétique des noms de lieux et de personnes, très détaillée, rend les recherches faciles dans cette édition qui remplace celle de Marchegay et Salmon et qui, elle, ne sera pas remplacée.

C. PF.

— Otto CARTELLIERI. *Beiträge zur Geschichte der Herzöge von Burgund. IV : König Heinrich V von England und Johann von Burgund im Jahre 1414* (Heidelberg, 1913, 32 p.; extraits des *Sitzungsberichte der Heidelberger Akademie der Wissenschaften. Philosophisch-historische Klasse*). — M. Otto Cartellieri poursuit ses intéressantes études sur les ducs de Bourgogne de la dynastie des Valois. La présente est la quatrième de la série. M. Cartellieri publie pour la première fois les préliminaires d'un traité, arrêtés le 23 mai 1414

à Leicester entre les députés du roi d'Angleterre Henri V et ceux du duc de Bourgogne Jean Sans-Peur, un accord conclu le 27 août de la même année à Ypres, un autre du 29 septembre à Saint-Omer, entre le second et les ambassadeurs du premier, les trois pièces provenant des archives de la Côte-d'Or. Et il commente fort bien ces trois documents. Jean Sans-Peur trahissait dès lors son roi et la France, dans sa haine contre les Armagnacs et son désir de demeurer le seul maître dans le pays.

C. PF.

— François RABELAIS. *Œuvres*, édition critique publiée par Abel LEFRANC, etc. T. II : *Gargantua* (ch. XXIII-LVIII) (Paris, Champion, 1913, in-4°, p. 214-458). — La monumentale édition que nous devons à la munificence de M^{me} Arconati-Visconti et au zèle de M. Lefranc et de ses collaborateurs (MM. J. Boulenger, H. Clouzot, P. Dorveaux, J. Plattard et L. Sainéan) continue à paraître avec une très louable régularité. Nous avons maintenant tout le *Gargantua*. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit du soin apporté à l'établissement du texte. L'annotation reste à la fois sobre, précise et savoureuse. Malgré la multiplicité des collaborateurs, on n'y relève guère de disparates. Aussi ne manquerons-nous pas, pour la rareté du fait, de signaler celle-ci : p. 223, n. 70, les caractères « antiques » sont à tort opposés aux romains et assimilés aux gothiques; p. 409, n. 59, lettres « antiques » et lettres « romaines » ne font plus, comme il sied, qu'une seule et même chose.

H. HR.

— Sébastien CASTELLION. *Traité des hérétiques, à savoir si on les doit persécuter...*, édition nouvelle par A. OLIVET. Préface de E. CHOISY (Genève, A. Julien, 1913, in-8°, x-198 p.). — Il faut remercier les éditeurs de nous avoir donné une transcription de la traduction française, parue en 1554 et devenue rarissime, du petit livret où « un simple prote », a dit Michelet, « posait pour tout l'avenir la sainte loi de la tolérance ». Il est essentiel de rappeler, par des textes, que le siècle des persécutions et des guerres religieuses fut aussi le siècle où fut proclamé le droit des consciences. Malheureusement, le traité de « Martin Bellie » est loin d'être une œuvre littéraire. C'est un fatras où les sentences empruntées à autrui, les exemples historiques, etc., se mêlent à la prose, assez indigeste, de Castellion. Calvin et Théodore de Bèze, avec leur dialectique passionnée, avec leur langue à la fois précise et drue, avaient beau jeu contre ce piètre adversaire.

H. HR.

— Georges LIZERAND. *Les doléances du tiers état du bailliage de Sens* (Auxerre, typographie de l'*Indépendant auxerrois*, 1913, in-8°, 107 p.). — M. Ch. Porée a publié, en 1908, dans la Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française, les cahiers de doléances du bailliage de Sens, communauté après communauté. Restait à grouper ces doléances d'une manière systématique sous différents chefs : le roi, le gouvernement, le clergé, la noblesse,

la justice, les finances, armée, industrie, agriculture et commerce. M. Lizerand nous dit les vœux exprimés sur ces sujets par les villageois du bailliage, en reproduisant leurs phrases les plus caractéristiques. Il prouve qu'en somme les demandes étaient modérées et ne dépassaient pas une réforme administrative du royaume, qui en théorie n'eût pas diminué le pouvoir du roi. Pourtant l'opinion du tiers était prête à accepter une révolution totale, si elle devait se produire.

C. Pr.

— E. LAMOUZÈLE. *Les appointements des professeurs de l'Université de Toulouse sous l'ancien régime* (Toulouse, Édouard Privat, 1913, in-8°, 31 p.; extrait de la *Revue des Pyrénées*, 15 septembre 1913).

— Les professeurs de Toulouse étaient d'abord payés par les comtes de Toulouse; puis ils vécurent de l'argent que leur donnaient leurs étudiants et des droits d'examens. Au *xvi^e* siècle, ils réclament un traitement fixe, s'adressant successivement aux capitouls, aux États de langue d'oc, aux États généraux, au roi. Charles IX, en 1565, écoute leurs doléances, leur assigne des émoluments sur les bénéfices de la province de Toulouse, sur le sel vendu dans le ressort du parlement toulousain, sur les amendes prononcées par le sénéchal; mais il leur faut soutenir de longs procès pour être payés sur ces divers fonds. Louis XIV, enfin, ordonne en 1679 que les professeurs soient payés directement par le trésor royal; mais c'en est fait alors de l'autonomie universitaire: l'Université de Toulouse est devenue un établissement royal. M. Lamouzèle le montre de façon claire et agréable.

C. Pr.

— F. UZUREAU. *Andegaviana*. 13^e série (Angers, Siraudeau; Paris, A. Picard et fils, 1913, in-8°, 464 p.). — C'est une nouvelle série d'environ soixante-dix articles, ou de notices plus ou moins longues, qui forme le treizième volume des *Andegaviana* de M. l'abbé Uzureau, dédié à M. l'évêque d'Angers. Comme d'habitude, ils s'espaient sur plusieurs siècles, depuis l'établissement d'un droit de péage sur la Loire, près d'Angers, en 1369, jusqu'à la visite de Ferdinand Brunetière en cette ville (1895). Ce sont, ou des pièces inédites, tirées des archives et des bibliothèques locales, ou des coupures de vieux journaux, des réimpressions d'anciennes plaquettes et de feuilles volantes, *farrago* instructive sans doute, mais toujours produite en un trop beau désordre qui n'est pas un effet de l'art. Parmi les documents plus anciens, nous notons le voyage de Léon Godefroid à travers l'Anjou, en 1638, d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale (p. 232-254). Mais la plupart d'entre les pièces appartiennent de nouveau à l'histoire de la Révolution: telle *Une famille angevine sous la Terreur* (les Castelnau) (p. 363-381); *Entre terroristes* (la Commission militaire d'Angers, sept.-oct. 1794) (p. 398-424); le *Bannissement des prêtres monceaux et manceaux en 1792* (p. 51-83), etc. Mentionnons encore quelques notices biographiques (les députés Bri-

chet, Bizard et Louvet, l'évêque Freppel, le savant Théodore Pavie, et une étude sur les *Almanachs angevins de 1690 à 1802* (p. 8-20). — R.

— Marquis DE CHATEAUBRUN. *Notice sur le comte Stanislas de Clermont-Tonnerre, député aux États-Généraux* (Paris, Honoré Champion, 1912, in-16, 86 p., portrait). — Stanislas-Marie de Clermont-Tonnerre, né en 1759, député de la noblesse aux États-Généraux, est assurément un des types les plus intéressants et les plus sympathiques parmi ces grands seigneurs libéraux qui se joignirent en 1789 au tiers pour revendiquer les droits de la nation. Deux fois président de l'Assemblée nationale, le comte de Clermont-Tonnerre y exerça d'abord une influence assez sensible et le recueil publié de ses *Opinions* montre qu'il a parlé souvent et sur de nombreux sujets. Malheureusement, la brochure de M. de Chateaubrun est assez maigrement documentée, surtout en ce qui concerne les faits postérieurs à la clôture de la Constituante, les relations de Clermont-Tonnerre avec Louis XVI, sa mission auprès du duc de Brunswick, etc., jusqu'à sa mort tragique, quand il fut massacré, le 10 août 1792, à l'hôtel de Brissac. La brochure a été rédigée surtout, nous dit l'auteur, « pour remettre en lumière sa brillante personnalité qui, à des époques analogues, peut servir de fanal » (p. 84). — Le *Poème du roi-martyr* de La Harpe ne peut guère passer pour une source historique. P. 71, lire *Molleville* pour *Mollevil*. R.

— *Notes et souvenirs inédits de Prieur de la Marne*, publiés, avec une introduction et des notes, par Gustave LAURENT (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1912, in-8°, XII-169 p., portrait). — Cette publication forme le premier volume de la *Bibliothèque de la Revue historique de la Révolution française et de l'Empire* publiée sous la direction de M. Charles Vellay. Elle renferme une notice d'une quarantaine de pages, très sympathique, sur Prieur (de la Marne), due à M. G. Laurent, et des notes autographes du conventionnel, découvertes en 1887 parmi de vieux papiers destinés à alimenter les feux de cuisine chez une vieille dame de Lyon. Elles ont été acquises par la bibliothèque de Reims et M. Laurent s'est chargé de mettre au jour ce qui, selon lui, méritait d'être publié. Il a bien largement fait les choses et on lui aurait volontiers fait grâce des versiculets balins et des discours maçonniques de son héros. Les notes autobiographiques de Prieur ont été rédigées en réponse à la notice publiée sur lui dans la *Biographie moderne* de Leipzig; elles se rapportent surtout à son rôle durant la Constituante et dans la journée de prairial de l'an III. Ce qu'il raconte de son exil, comme régicide, est moins intéressant. L'éditeur a malheureusement amalgamé les rédactions diverses de ces notes, retravaillées incessamment par Prieur; c'est un procédé peu scientifique. R.

— Charles FOLEY. *Fantoches de la peur (1792-1794)* (Paris, Bloud et Cie, in-18, 1913, 318 p.). — M. Charles Foley, le créateur de *Zéphy-*

rin Baudru, l'auteur de trente-six romans, tous énumérés sur le faux titre, a voulu faire concurrence, pour une fois, aux historiens professionnels, en publiant, sous le titre de *Fantoches de la peur*, une série de croquis sur des personnages, presque tous secondaires, qui ont figuré dans la Révolution, « fantoches qui crèvent, se dégonflent et se vident sous le scalpel, loques misérables qu'enflait le souffle de la grande épouvante » (p. 7). Ils y ont figuré soit comme dupes, soit comme dupeurs dupés. Une préface d'un style apocalyptique est jointe à ces esquisses de « fantoches » burlesques ou tragiques, qui n'ont pas dû coûter à l'auteur de bien longues recherches, qui n'apprendront rien aux historiens et dont la critique sérieuse peut se désintéresser. C'est un réquisitoire échauffé contre la Révolution tout entière, fondé surtout sur la lecture d'un certain nombre d'auteurs bien pensants. Elle n'est pour lui qu'une orgie de fous de Bicêtre, et il fourre indistinctement dans le même sac le marquis de Girardin et Henriot, le général Lafayette et le général Rossignol, Latude, Prier (de la Marne) et Fouquier-Tinville. Un exemple suffira pour établir sa documentation fantaisiste ; p. 31, il fait embrasser par les poissardes de la halle le poète allemand Klopstock, qui n'a jamais mis les pieds à Paris!

R.

— Paul GAULOT. *Les petites victimes de la Terreur* (Paris, Plon-Nourrit, 1912, in-18, v-329 p.). — Sur un sujet forcément monotone autant que lugubre, M. Gaulot, étudiant certains dossiers du Tribunal révolutionnaire absolument ignorés de la plupart des professionnels eux-mêmes, a su maintenir éveillé jusqu'au bout de son récit l'intérêt des lecteurs. Si Dervillé et Lavergne, si Charles Noël et Claude Cuper, Catherine Cler, Rosalie Dalbert et Marguerite Boulet sont des inconnus pour nous, le romancier qui écrit *l'Épingle verte* et *l'Illustre Casaubon* n'a pas eu tort pourtant de choisir précisément ces « petites victimes » de la Terreur pour nous faire mieux voir que l'échafaud de 1793-1794 ne fut pas dressé seulement pour de grands coupables ou des adversaires de marque. Dans l'atroce guerre civile qui se poursuivait alors, il y eut infiniment plus de victimes quasiment anonymes que de têtes illustres, tombant sous le couperet de la guillotina, victimes dont l'existence ne pouvait nuire en rien au parti triomphant. La frénésie seule du soupçon délateur, la folie du meurtre chez les uns, la lâcheté chez les autres, parmi les juges et les jurés du fameux tribunal, ont pu faire prononcer certaines sentences qui éveillent en nous plus de stupéfaction encore que d'horreur et de mépris.

R.

— Le baron DE BATZ. *Vers l'échafaud, germinal-floréal-prairial an II. Documents historiques* (Paris, Calmann Lévy, s. d. [1912], in-18, 350 p.). — L'auteur raconte dans ce volume les péripéties de l'existence et le triste sort final d'une famille parlementaire de Toulouse, les Montégut, dont le chef fut l'arrière-grand-père de M. de Batz.

Jean-François de Montégut, né en 1729, fils d'une femme poète, Jeanne de Ségla, fut lui-même un écrivain érudit, un artiste amateur raffiné qui, dès les débuts de la Révolution, s'exposait à des poursuites pour avoir rédigé la protestation contre la suppression du parlement de Toulouse. Réfugié d'abord en Espagne, revenu au pays après l'amnistie de 1791, il fut arrêté derechef en avril 1793, gardé près d'un an en prison, puis dirigé avec les siens sur Paris; traduits devant le Tribunal révolutionnaire le 13 juin 1794, ils furent guillotинés le lendemain. — Pour faire de cet épisode de l'histoire familiale un volume, l'auteur y a joint une étude sur un autre président de la Cour souveraine de Toulouse, « les faits et gestes de M. le président de La Bourgade » (1517-1595), rédigés en un style volontairement archaïque. Enfin l'on trouvera vers la fin de l'ouvrage sous le titre : *Un officier de marine pendant la guerre d'Amérique (1778-1785)*, des lettres de Henri de Montégut, fils cadet du président; après s'être vaillamment battu aux Indes, cet officier se noya, par accident, en rade de l'Île-de-France (août 1785).

R.

— Xavier DE PÉTIGNY. *Beaurepaire et le premier bataillon des volontaires de Maine-et-Loire à Verdun, juin-septembre 1792* (Angers, Grassin, 1912, in-8°, 194 p., portrait). — Dans ce mémoire, extrait de la *Revue de l'Anjou*, l'auteur reprend, une fois de plus, la minutieuse enquête, refaite récemment par MM. Pionnier et Saintelette pour aboutir à des conclusions bien différentes, l'un tenant pour l'assassinat et le second pour le suicide. M. de Pétigny arrive sur ce point tout spécial à un verdict suspensif, rien n'autorisant, selon lui, à affirmer le crime, soit de Moudon, soit d'un inconnu, rien ne permettant non plus d'affirmer catégoriquement que le commandant de Verdun s'est tué lui-même. On ne saura sans doute jamais la vérité vraie sur ce dénouement; l'auteur, tout en réduisant le héros antique à des proportions plus humaines, nous montre que Beaurepaire était un brave homme et un chef consciencieux; il montre aussi que la conduite de la population civile fut plutôt lâche et ses démonstrations ne permettent guère de douter que parmi les officiers supérieurs de la garnison il s'est trouvé des traîtres.

R.

— Ernest DAUDET. *Tragédies et comédies de l'histoire. Récits des temps révolutionnaires*, d'après des documents inédits (Paris, Hachette, 1912, in-18, 293 p.). — L'auteur a réuni sous ce titre quelques études sans aucun rapport entre elles. La première du volume est la prétendue *Conspiration Magon*, racontée d'après des papiers de famille. Dénoncé par Héron, le vieux Magon de La Balue, riche armateur de Saint-Malo, fut condamné à mort par le Tribunal révolutionnaire, le 19 juillet 1794, et monta sur l'échafaud avec onze des siens, dont un adolescent de dix-sept ans. La seconde étude, *Autour d'une chambre royale*, nous entretient de la naissance, prétendue illégi-

time, de Gustave IV-Adolphe de Suède; M. Daudet repousse l'accusation formulée par la reine-mère Louise-Ulrique contre sa belle-fille, Sophie-Madeleine. *Une campagne à Naples (1798-1800)* est au fond une apologie de la reine Marie-Caroline et de sa clique, de leur conduite après le triomphe de la réaction à Naples. « Les procédés auxquels recoururent les souverains pour se défendre ne furent pas plus blâmables que ceux qu'on employa pour les détruire. » Une dernière notice, *Une mission diplomatique en Russie (1799)*, raconte les efforts du marquis de Gallo pour obtenir de Paul I^{er} des secours pour le royaume de Naples. — Comme d'habitude, M. Daudet ne fournit aucune note, aucun renvoi aux sources. P. 160, au lieu de « propos tenus dans une heure d'agrément », il faut lire sans doute « propos tenus dans une heure d'égarement ». R.

— L. THIOT, secrétaire de la Société académique de l'Oise. *Isoré, député à la Convention* (Abbeville, Paillart, 1911, in-8°, 114 p., portrait). — Le mémoire de M. Thiot, extrait du *Bulletin de la Société archéologique de Clermont-sur-Oise*, nous raconte l'existence de Jacques Isoré, ancien clerc de notaire, mais agriculteur depuis sa vingt-unième année et fermier très à son aise quand éclata la Révolution dont il acclama les principes. Administrateur du district de Clermont en 1791, il fut élu à la Convention en septembre 1793 et siégea sur la Montagne. Il acquit bientôt une certaine notoriété parce que, parmi tous ces avocats et journalistes, il était un des rares députés qui entendissent quelque chose à la pratique agricole. Aussi fut-il souvent chargé du rapport sur les décrets relatifs aux cultures, aux approvisionnements, etc. Envoyé en mission à Beauvais, à Lille, son zèle jacobin ne parut pas assez fervent; aussi fut-il dénoncé par Joseph Lebon. Non réélu aux nouveaux Conseils en 1795, il fut révoqué de ses fonctions de commissaire du Directoire près l'administration centrale de l'Oise, après le dix-huit brumaire. Expulsé comme régicide en 1816, il revint en France dès 1818 et mourut longtemps après à Liancourt, en 1839. Il avait publié en 1802 un *Traité de la culture des terres* en deux volumes. On lit avec plaisir la notice de M. Thiot; d'un style simple et sans phrases, il raconte la vie peu accidentée d'un personnage de second plan qui semble avoir été, malgré la fièvre révolutionnaire qui le prit pendant quelques années, un brave homme. Une note comme celle-ci sur chacun des députés de nos assemblées d'alors constituerait un excellent *Dictionnaire parlementaire de la Révolution*. R.

— Édouard CHAPUISAT. *De la Terreur à l'annexion. Genève et la République française (1793-1798)* (Genève, Atar; Paris, Champion, s. d. [1912], in-8°, VIII-316 p., planches et portraits). — M. Chapuisat, avantagement connu par divers ouvrages historiques sur Genève pendant la domination française, a réuni dans le présent volume une série d'articles publiés dans différentes revues suisses et

françaises, relatifs pour la plupart au passé de cette petite république durant les années qui s'écoulèrent entre les mouvements de 1792 et la conquête de 1798, c'est-à-dire durant la Terreur genevoise, qui fut un peu moins féroce que la nôtre. Pour ses récits, l'auteur a consulté les Archives de l'État, le riche fonds des manuscrits de la Bibliothèque publique, des papiers de famille et aussi nos dépôts parisiens. La première d'entre ces études, la plus longue, est intitulée *De la Terreur à l'annexion*; une seconde, la *Vie chère (1793-1797)*, est de nature essentiellement économique; la troisième, *Un agent commercial sous la Révolution*, raconte l'activité professionnelle de Merle d'Aubigné, agent avisé de la France, qui disparut en 1799 dans l'Allemagne du Sud, sans qu'on ait jamais su ce qu'il était devenu. Mentionnons encore l'article *Un frère de l'Ami du peuple*, qui retrace la vie de l'horloger Jean-Pierre Marat; ce dernier joua un rôle, très insignifiant d'ailleurs, dans la Révolution genevoise et ne serait mort qu'en 1857, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Un article concerne *Carnot fugitif* qui, traqué par le résident français, Félix Desportes, en pluviôse de l'an VI, réussit à se sauver de Genève déguisé en garçon blanchisseur. Le reste est plutôt insignifiant.

R.

— BARADE et BRÉGAIL. *Le général La Roche-Duboucat (1757-1831)* (Auch, impr. Cocharaux, 1913, in-8°, 35 p., portrait). — Notice biographique extraite du *Bulletin de la Société archéologique du Gers*, qui raconte la vie d'Antoine La Roche-Duboucat, né près de Condom en 1757, engagé au service hollandais au Cap, à Ceylan, major dans la légion du Luxembourg. Licencié en 1790, il est élu en 1793 lieutenant-colonel au 4^e bataillon des Landes, passe, deux mois plus tard, adjudant général et, dès le mois d'octobre, général de brigade à l'armée des Pyrénées-Orientales. Destitué par Bouchotte en prairial de l'an II pour incivisme, il est rappelé au service en 1794, puis destitué une seconde fois, — les auteurs négligent de nous apprendre pourquoi, — enfin nous le voyons à l'armée de Rhin et Moselle, où il se distingue sous Moreau. Il commandait à Strasbourg, comme général de division, au moment de l'assassinat de Rastatt. Mais trop attaché à Moreau pour être bien en cour auprès de Bonaparte, il est mis à la retraite dès 1808. La Roche-Duboucat est mort longtemps après, dans ses terres de Las, en 1831. — Les noms de lieux sont trop souvent défigurés; lire par exemple : *Ettingen*, *Weil*, *Nechar*, *Reschen*, *Calw*, *Kniebis*, etc., pour *Etingen*, *Veil*, *Necker*, *Reuchen*, *Calv*, *Knubis*, etc.

R.

— G.-H. QUIGNON. *École centrale de l'Oise (25 juillet 1796-18 août 1803)* (Beauvais et Paris, H. Champion, 1913, in-8°, 92 p.). — Extraite du *Bulletin de la Société des études historiques et scientifiques de l'Oise* (t. VIII), cette notice de M. Quignon, professeur au lycée de Beauvais, enrichit d'une bonne monographie le dossier des Écoles centrales créées par la Convention expirante et détruites par le gou-

vernement consulaire en 1802. Celle du département de l'Oise, ayant vécu un peu plus longtemps que la plupart des autres, a une histoire un peu plus longue aussi. L'auteur a su rendre justice aux intentions des législateurs, ainsi qu'aux efforts du jury départemental d'instruction publique et à ceux des maîtres qui enseignèrent à Beauvais. Il a étudié tous les dossiers afférents aux Archives nationales, départementales et municipales, les imprimés officiels et les journaux locaux de l'époque. Peut-être, dans un désir légitime de répondre aux accusations réactionnaires d'alors et d'aujourd'hui, a-t-il un peu trop admiré l'organisation, bien défectueuse encore, de ces Écoles, et leur programme imprécis, bien trop vaste pour des élèves presque enfants, et pourtant plein de lacunes, si les Écoles centrales devaient remplacer les Universités défunctes et les collèges de l'ancien régime. — R.

— DONAT, professeur au lycée d'Albi. *Le culte et la crise religieuse à Larrazet pendant la période révolutionnaire, 1789-1795* (Toulouse, impr. Privat, 1912, in-8°, 64 p.). — Larrazet, aujourd'hui commune du canton de Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne), appartenait en 1789 à l'abbaye royale de Belleperche, dont l'évêque de Montauban, Le Tonnelier de Breteuil, était abbé. Dans son travail, publié d'abord dans la *Revue des Pyrénées*, M. Donat nous raconte comment l'accord entre le clergé local et la population civile y resta complet (le curé s'étant rallié à la Constitution civile du clergé et ayant donné ses cloches à la patrie) jusqu'à la mort de cet ecclésiastique, en septembre 1793. Mais le district ayant refusé de lui donner un successeur, les radicaux l'emportèrent et mandèrent au président de la Convention, le 3 brumaire an II : « Nous n'avons plus de curé; nous savons nous en passer. » Tout culte cessa, les morts furent ensevelis sans rites religieux, l'église devint le temple de la Raison, puis on y adora l'Être suprême. Mais, dès juin 1795, les cérémonies catholiques reprenaient par les soins de l'ex-vicaire de 1791. — R.

— LÉON DUBREUIL, docteur ès lettres. *Le régime révolutionnaire dans le district de Dinan (25 nivôse an II-30 floréal an III)*. Publication de textes avec une introduction (Paris, H. Champion, 1912, in-8°, CXXII-181 p.). — Nous avons déjà parlé des études de l'auteur de *la Révolution dans le département des Côtes-du-Nord*. Il nous offre ici la reproduction d'un registre de la correspondance du Directoire du district de Dinan, du 14 janvier 1794 au 19 mai 1795, conservé aux archives de Saint-Brieuc. Il renferme quatre-vingt-quatre lettres adressées au Comité de Salut public et au Comité de Sûreté générale, relatives à la chouannerie, des comptes-rendus décadaires, etc. L'introduction nous donne une véritable *Histoire du district de Dinan* pour la période indiquée. Le style de certains de ces documents est savoureux, soit qu'il soit question de « la chasse à l'espèce d'animal féroce qu'on appelait autrefois prêtres », soit qu'on dénonce plus tard « l'infâme Robespierre » comme « un autre Encelade qui osa, dans ses fougueux emportements, escalader le ciel de la Liberté ».

Administrateurs fidèles, ils promettent « qu'ils sauront précipiter le char de la Révolution au travers des précipices creusés sur sa route ». Aveu significatif; cette administration radicale déclare en octobre 1794 : « La République des prêtres est le mot de reconnaissance des gens simples et de tous les habitants de la campagne. » — P. 29, Philippeaux n'était nullement, — M. Mautouchet l'a démontré, — « l'ami de Danton ».

R.

— F. FOIRET. *Une corporation parisienne pendant la Révolution : les notaires*, avec une préface de M. Paul VIOLLET, de l'Institut (Paris, H. Champion, 1912, in-8°, XII-493 p.). — L'ouvrage de M. Foiret n'est pas écrit par un historien professionnel et ne touche pas directement à ce qu'on appelle un peu ridiculement la « grande histoire »; mais on le lira avec intérêt, car il ne laisse pas d'apporter un contingent très appréciable de détails curieux et bien documentés sur l'histoire de la Révolution et spécialement de la Terreur parisienne. La confrérie des notaires a joué dans le grand drame un rôle assez actif, surtout durant les premières années; puis, à mesure que le mouvement s'accélérait, les bourgeois cossus qu'ils sont, électeurs, commandants de la garde nationale, etc., s'effraient. Leur gestion des biens d'émigrés, leurs propres richesses les signalent à la vindicte jacobine et plus d'un se voit condamné par le Tribunal révolutionnaire en même temps que ses nobles clients. Après thermidor, ceux qui ont survécu à la tourmente sont en majeure partie réintégrés, les traditions sont reprises et sous le Consulat l'ancienne compagnie se reconstitue. Une trentaine de pièces justificatives sont annexées au récit, qui ne suit pas toujours l'ordre chronologique; ce sont plutôt d'aimables causeries d'un « bon ouvrier », comme dit M. Paul Viollet, qui retrace « un portrait de famille » en nous parlant du notariat parisien de 1789 à 1799.

R.

— Hubert BOURGIN, agrégé et docteur ès lettres. *L'industrie de la boucherie à Paris pendant la Révolution* (Paris, E. Leroux, 1911, in-8°, 160 p.). — Très consciencieuse et substantielle monographie sur un sujet aussi intéressant que peu étudié jusqu'ici, l'histoire de la boucherie parisienne depuis les débuts de la Révolution jusqu'au Consulat, l'organisation de l'ancien métier corporatif, les modifications amenées par la liberté de l'industrie, etc. M. Bourgin nous conduit chez les fournisseurs, aux marchés, aux abattoirs; il nous initie aux détails de la vente, soit par colportage, soit sur les marchés et dans les boutiques; il nous oriente sur le nombre, la situation et l'importance des différents établissements; il nous raconte la fluctuation chronologique du monopole à la liberté pour revenir, en fin de compte, au monopole sous l'administration consulaire et impériale. Les déductions de l'auteur sont lucides et convaincantes, ses conclusions prudentes, ni trop vastes, ni précipitées, en ce qui concerne les fluctuations du commerce de la boucherie et l'influence exercée sur lui par les lois et arrêtés administratifs. M. Bourgin s'est fortement documenté aux

Archives nationales, à celles de la Seine et de la préfecture de police; il a réuni tous les imprimés et rapports contemporains sur la matière. S'il y avait lieu d'exprimer un léger regret à propos de cette excellente monographie, ce serait que l'auteur ne nous ait pas mis un peu plus en contact avec le public parisien de l'époque révolutionnaire, avec *l'acheteur* de la viande de boucherie, comme il l'a fait pour le *vendeur*. Il est probable qu'il aurait pu relever plus d'un détail curieux dans les rapports des *observateurs* de la police, par exemple, ou dans certains journaux du temps. R.

— OTTO KARMIN, chargé de cours au Collège libre des Sciences sociales à Paris. *La question du sel pendant la Révolution* (Paris, H. Champion, 1912, in-8°, II-184-LXXXVIII p.). — Le régime du sel à la veille de la Révolution fut certainement un des motifs qui ont le plus agi sur les masses et déchainé le mécontentement des classes agricoles; l'abolition de la gabelle fut réclamée par tous les cahiers du royaume, et les exigences du fisc amenèrent des émeutes tant à Paris que dans les provinces. L'Assemblée constituante discuta bien des propositions à ce sujet, mais, en présence des besoins budgétaires, la loi du 23 septembre 1789 maintint provisoirement l'impôt sur le sel. Les réclamations irritées des intéressés le firent remplacer (loi du 30 mars 1790) par un nouvel impôt que les contribuables payèrent aussi peu que possible et qui ne satisfait personne. C'est seulement le décret du 17 prairial an II (5 juin 1794) qui, supprimant l'impôt de remplacement, libérait définitivement le sel. Malheureusement, ce *définitif* se trouva seulement *temporaire*, car l'Empire, rétrogradant sur ce point, comme sur tant d'autres, vers l'ancien régime, rétablit l'impôt sur le sel. M. Karmin a joint à sa consciencieuse et très instructive étude plusieurs pièces annexes et les principaux textes législatifs sur la matière, de 1789 à 1795. Nous ne voudrions pas être discourtois à l'égard d'un étranger venant nous renseigner et bien nous renseigner sur une phase de notre propre histoire économique, mais il aurait pu peut-être retoucher un peu plus son style et ne pas nous infliger des phrases comme celle-ci : « La crainte de ces émeutes donne une note *realpolitisch* à ces amendements » (p. 89). R.

— Capitaine LOÏ. *Deux femmes soldats picardes du temps de l'épopée Révolution-Empire*, d'après des documents inédits (Paris, Edm. Dubois, 1912, in-12, 45 p.). — C'est la silhouette de deux engagées volontaires que nous retrace ici l'auteur. L'une, Française Paillette, d'Amiens, se présente à la municipalité avec son fiancé, pour « servir la patrie, en septembre 1792, et part pour Reims en étapes de noces; seulement, incorporée au 5^e bataillon de la Somme, elle revient accoucher à Amiens, tandis que ses camarades se battent à Hondschoote (sept. 1793), et l'année suivante une seconde grossesse la fait revenir encore une fois dans sa ville natale, qu'elle quitte pour Paris en 1796, sans qu'on sache ce qu'elle est devenue. Quant à la

seconde volontaire, Véronique Vivien, ses services militaires ne furent que de trois semaines. Son mari, Desmarests, appelé au service comme garde national, ayant déserté après Waterloo, sa brave femme, indignée, quitta ses enfants et courut prendre sa place dans la garnison de Maubeuge, « dissimulant sa faiblesse sous les habits d'un autre sexe », comme l'écrivait le préfet de la Somme, et acceptant jusqu'au dernier moment du siège le rôle pénible d'un homme de guerre. Heureusement pour elle, Maubeuge capitula dès le 14 juillet 1815. Le second Empire donna bien tard à la pauvre vieille une pension et la médaille de Sainte-Hélène; elle est morte en 1869, presque nonagénaire, à l'hospice de Corbie.

R.

— Joseph COMBET. *La société populaire de Monaco-Fort-Hercule* (Nice, typographie Lersch, 1912, in-8°, 15 p., planche); — Id. *Les fêtes révolutionnaires à Monaco* (Paris, E. Leroux, 1912, in-8°, 15 p.). — Nous avons déjà bien des fois signalé les travaux, plus ou moins considérables, mais toujours si solidement documentés, que le professeur niçois consacre à la période révolutionnaire en Provence et dans le comté de Nice. Dans la première de ces deux nouvelles brochures, l'auteur, bien que les papiers de la Société de l'égalité de Fort-Hercule aient disparu, a réussi à reconstituer à peu près l'histoire de ces Jacobins locaux et de leur activité; il les suit dans leurs luttes avec la municipalité dont ils combattaient le modérantisme, luttes plus bruyantes d'ailleurs que sanglantes, et nous raconte leur décadence et leur disparition dès 1795. Dans la seconde étude, extraite des *Annales révolutionnaires*, M. Combet retrace le détail des fêtes patriotiques et révolutionnaires qui furent célébrées à Monaco après que la principauté eut été officiellement réunie au territoire de la République en février 1793. Il montre, d'après les archives de la principauté, qu'elles ont commencé même avant cette date, dès novembre 1792; il en résume les réjouissances, un peu monotones à la longue, jusqu'en vendémiaire de l'an VII.

R.

— Georges MATHIEU, archiviste de la Corrèze. *Notes et documents sur l'instruction publique en Corrèze pendant la Révolution* (Paris, H. Champion, 1912, in-16, 87 p.). — Près de la moitié de cet opuscule est consacrée à l'histoire de l'École centrale de Tulle; un autre chapitre nous expose l'état des petits collèges et autres établissements secondaires existant dans le département. Les dernières vingt pages s'occupent de la situation de l'enseignement primaire dans la Corrèze, mais aussi (comme c'est le cas pour les chapitres antérieurs) principalement pour la période du Directoire et non pour les années 1789-1795. Le spécialiste trouvera dans l'étude de M. Mathieu une série de renseignements utiles et des renvois aux dossiers des archives départementales. Ils s'accordent avec tout ce que nous savons déjà, depuis qu'une enquête plus précise est ouverte, sur le triste état de l'instruction publique en France durant les années de la crise révo-

lutionnaire proprement dite, alors « que les questions d'instruction étaient reléguées au second plan et éclipsées par les nécessités de la défense nationale » (p. 14). R.

— P. DELARUE. *Le clergé et le culte catholique en Bretagne pendant la Révolution. District de Dol*, documents inédits; 6^e partie : *Cantons de Roz-sur-Couesnon et Le Vivier-sur-Mer* (Rennes, Plihon et Hommay, 1910, in-8^e, 396 p.). — Dernière partie de cet excellent recueil de documents relatifs à la situation ecclésiastique du district de Dol pendant la Révolution, que nous avons déjà plusieurs fois recommandé à l'attention de nos lecteurs. M. P. Delarue y continue ses extraits des archives paroissiales, judiciaires, départementales, enquête des plus intéressantes, parce que sincère et soigneuse. On y trouvera bien des détails curieux : exhibition d'une bannière aux fleurs de lis par la municipalité de Saint-Broladre, lors d'une procession en février 1794 (p. 61); assassinat du curé Guillaume Lochet, prêtre marié, martyrisé par les chouans dans la nuit du 5 novembre 1795 (p. 149); apparition de l'abbé Morel, fusillé en 1793, devant la petite pastoure Victoire Coquerel en 1821 (p. 167), etc. De bonnes tables des noms de personnes et de lieux, ainsi qu'un tableau synoptique par ordre chronologique des matières contenues dans l'ouvrage entier terminent le volume. R.

— Eug. DEFANCE. *La conversion d'un sans-culotte : Gabriel Bouquier, peintre, poète et conventionnel, 1739-1810*, documents inédits (Paris, *Mercur de France*, 1912, in-18, 287 p., portrait). — M. Defrance nous offre ici la biographie d'un artiste fort peu connu, d'un poète très médiocre, à en juger par les fragments cités de ses œuvres, d'un conventionnel des plus obscurs. Né à Terrasson (Dordogne) en 1739 et mort dans ce bourg soixante-dix ans plus tard, Bouquier, d'après son biographe lui-même, ne fut guère qu'un « semblant de poète et un semblant de tribun » (p. 277), mais il aurait été un « vrai peintre », question difficile à trancher, puisqu'on ne connaît presque rien de ses tableaux et de ses dessins. Le livre de M. Defrance, consciencieusement écrit d'ailleurs, a été rédigé d'après les papiers du conventionnel. Ceux-ci ont été légués à l'Assistance publique en même temps qu'un capital d'environ soixante mille francs pour l'Hôtel-Dieu par sa fille Zénobie, décédée en 1866. On y trouvera quelques détails intéressants sur la vie de Bouquier à Paris avant la Révolution, sur son séjour en Italie; il avait dépassé la cinquantaine quand la Dordogne l'envoya à la Convention, où il se montra « amateur de guillotines » (p. 173), présida les Jacobins et fit l'apologie de Marat, mais sans marquer autrement dans la crise révolutionnaire. En 1795, il regagna Terrasson, qu'il ne quitta plus jusqu'à sa mort, et devint un fervent catholique, chantant la religion après avoir chanté les Grâces. R.

— *La vérité sur Louis XVII. Souvenirs de la comtesse d'Archier*, précédés d'une introduction sur Louis XVII par Jean DE BON-

NEFON (Paris, Dorbon aîné, s. d. (1912), in-8°, 344 p., planches et portraits). — Cette fois, ce n'est pas des Bourbon-Naundorff qu'il s'agit. Dans les *Souvenirs* de la comtesse d'Apchier, née de Corteilles de Vaurenard, morte en 1861, c'est un revenant bien antérieur qui vient troubler le sommeil de Louis XVIII à Saint-Denis, le Hervagault, puis Mathieu Bruneau de 1818, qui, se disant duc de Normandie, errant d'Europe en Amérique, trainé de prison en prison, reparait enfin comme baron de Richemont et finit par mourir chez ladite comtesse, au château de Vaurenard, le 10 août 1853. Le « baron » éprouvait une haine profonde contre « l'horloger prussien » (p. 33), le « faux dauphin de profession inventé par le gouvernement » (p. 34); mais ses propres droits ne semblent guère mieux établis que ceux de Naundorff, du moins aux yeux de la critique, car M^{me} d'Apchier y croyait pieusement, si tant est que ses *Souvenirs* soient bien authentiques. On ne nous apprend pas, en effet, où ils se trouvent actuellement, on n'en décrit pas le manuscrit, etc. Et même, si ce devaient être des papiers émanant vraiment de la comtesse, on n'y pourrait souvent voir que des hallucinations, comme lorsqu'elle raconte l'empoisonnement de l'impératrice Joséphine (p. 117), ou qu'elle affirme que Louis XVIII mourant a ordonné de proclamer Mathieu Bruneau roi (p. 120). — Le morceau le plus important du volume : *Histoire du Dauphin raconté par lui-même* (p. 57-129), fourmille d'in vraisemblances et, si l'on peut admettre au besoin que cette bonne vieille a cru naïvement héberger « le Roi », — un roi démocrate et antiphilippiste, — si même, par impossible, il a pu croire l'être réellement lui-même, il n'y a aucune raison pour que nous nous décidions à partager cette erreur. R.

— Comte DE PIMODAN. *Les fiançailles de Madame Royale, fille de Louis XVI, et la première année de son séjour à Vienne*, d'après des documents nouveaux (Paris, Plon-Nourrit, 1912, in-8°, II-114 p., portrait). — Après les volumes de M. Ernest Daudet sur l'émigration et le travail spécial de M. G. Lenôtre, il n'y avait guère de révélations nouvelles à attendre sur le voyage de la fille de Louis XVI à Vienne, ni sur ses fiançailles avec son cousin d'Angoulême. Pourtant, l'auteur a trouvé aux Archives impériales un volume de lettres écrites par elle et par son entourage ou écrites à son adresse par divers, de 1796 à 1797, lettres dont la police de François II avait fait prendre copie avant de les laisser arriver à destination. Ce dossier a fourni quelques détails nouveaux à M. de Pimodan sur les sentiments intimes de la princesse et sur les froissements qui se produisirent entre la cour de Vienne et le prétendant à Blanckenbourg et retardèrent le rapprochement avec le comte de Provence; ce n'est qu'en 1798 qu'elle alla le rejoindre à Mitau et qu'elle y épousait son triste mari; « c'est le chaste roman d'une exilée ». Quelques pièces justificatives sont jointes au récit. R.

— Jules VASSIAS. *Historique du 69^e régiment d'infanterie (1673-1912)* (Paris, Chapelot, 1913, in-8°, 429 p.). — Par une sorte de con-

vention, le 69^e régiment d'infanterie qui, depuis les 5 et 7 octobre 1873, tient garnison à Nancy, se rattache au régiment suisse créé en 1673 et qui eut pour premier colonel Wolfgang de Greder; il porta les noms des colonels qui le commandèrent successivement après Greder, d'Af-fry, Wittmer, Waldner, Vigier; le 1^{er} janvier 1791, les noms particuliers des corps furent supprimés et des numéros d'ordre leur furent substitués, d'après l'ordre d'ancienneté : c'est ainsi que Vigier devint le 69^e régiment d'infanterie; mais ce régiment fut licencié en 1792 comme tous les régiments suisses. La Convention nationale forma des demi-brigades et notre 69^e revendique l'héritage de la 69^e demi-brigade, tant celle de première formation (1795-1796) que celle de seconde (1793-1803). La demi-brigade devint de nouveau le 69^e régiment d'infanterie de 1803 à 1815; et M. Vassias nous raconte toutes les batailles auxquelles ces corps successifs ont pris part; ce sont, aux XVIII^e et XVIII^e siècles, Fleurus, Malplaquet, Raucourx, Minden, etc.; puis c'est l'épopée de la Révolution et de l'Empire; sur le drapeau du régiment actuel sont brodés les noms de Castiglione, Aboukir, Elchingen, Friedland. Il y eut d'autres formations d'un 69^e régiment sous la première Restauration (1814-1815), pendant les Cent-Jours (1815). De 1815 à 1820, il y eut encore une 69^e légion départementale; mais en 1820 ce chiffre disparut de la nomenclature des corps français : il ne reparait qu'en 1840 où le nombre des régiments de ligne fut porté de 68 à 75. Le 69^e prend part à la guerre de Crimée et de 1861 à 1866 occupe les États pontificaux. M. Vassias insiste surtout sur la part prise par lui à la guerre de 1870. Hélas! le régiment, enfermé dans Metz, est réduit à se rendre le 29 octobre; mais il se forma un 69^e régiment de marche qui se distingua à l'armée du Nord et dans la lutte contre la Commune et avec lui fusionnèrent en septembre 1871 les éléments libérés de l'ancien 69^e. Tous ces faits sont exposés avec soin dans ce livre qui est puisé aux sources et qu'on lit avec le plus grand plaisir. En appendice on trouve la biographie des divers colonels depuis 1673, un état des officiers tués ou blessés à l'ennemi, même celui de tous les soldats tués en 1870-1871. C'est une des meilleures monographies de régiment que nous possédions.

C. PF.

— Julien AIGOIN. *La promotion des officiers-élèves de Saint-Cyr. Souvenirs de 1870* (Paris, Chapelot, 1913, in-8°, 145 p.).

— En juin 1870 avaient été passées en France les épreuves écrites pour l'admission à l'École militaire de Saint-Cyr; le 4 juillet avaient commencé les examens oraux à Paris : ils furent interrompus par la déclaration de la guerre. Le 10 novembre 1870, le ministre de la Guerre déclara que tous les candidats reconnus admissibles pourraient être nommés à titre provisoire au grade de sous-lieutenant d'infanterie; un grand nombre d'entre eux n'avaient pas attendu cette faveur pour s'engager. Quelle fut la conduite de ces jeunes gens pendant la guerre? M. Aigoin nous l'expose dans ce volume. 24 furent tués, 18 blessés pendant la lutte, soit contre les Prussiens soit contre la Commune,

et l'auteur leur consacre des notices émues; 5 furent nommés chevaliers de la Légion d'honneur, 2 décorés de la médaille militaire; 10 avaient été nommés capitaines, 50 lieutenants. En 1871, il n'y eut point de concours pour Saint-Cyr; tous les admissibles de 1870 entrèrent à l'École le 1^{er} septembre 1871, en conservant leur qualité d'officier; seulement la Commission de la revision des grades les remit tous sous-lieutenants. M. Aigoïn suit les membres de cette promotion dans leur carrière : elle devait donner à l'armée 189 officiers supérieurs et 44 officiers généraux ou assimilés. La lecture de cet opuscule est attachante.

C. PF.

— Capitaine Jean HANOTEAU et Émile BONNOT. *Bibliographie des historiques des régiments français* (Paris, Édouard Champion, 1913, in-8°, xiv-354 p.; prix : 15 fr.). — Les publications sur l'histoire militaire se sont multipliées en ces derniers temps; notamment sur la plupart de nos régiments ont paru des monographies, les unes très fouillées et ayant un caractère vraiment scientifique, les autres œuvres de vulgarisation ou patriotiques, imprimées par les presses régimentaires ou simplement autographiées. MM. Hanoteau et Bonnot ont fait œuvre très utile en dressant le répertoire de ces ouvrages. Le plan adopté par eux est très simple. Après une bibliographie générale, ils suivent le classement de l'*Annuaire militaire* de 1910, passant tour à tour en revue les trois armes, le génie, les corps spéciaux : tour des équipages, troupes coloniales, artillerie et infanterie de marine, gendarmerie et garde républicaine, sapeurs-pompiers de Paris, gardiens de la paix, écoles militaires, etc. Grâce à la riche collection de M. l'intendant général Courtot, l'inventaire a pu être très complet. La description des livres est bien faite. Les noms anciens des régiments sont toujours indiqués, et on ajoute à la bibliographie proprement dite de chaque unité le relevé des documents manuscrits qui se trouvent aux archives historiques de la Guerre. Une table alphabétique où il était sans doute inutile de relever les noms des éditeurs rend les recherches faciles dans le volume, qui est considéré comme le Supplément XI de la *Revue des bibliothèques*.

C. PF.

— Camille PITON. *Le costume civil en France, du XIV^e au XIX^e siècle* (Paris, Ernest Flammarion, 1913. 12 livraisons avec 700 illustrations reproduites par la photographie, in-4°, 380 p.; prix : 15 fr.). — L'ouvrage est maintenant terminé. On ne remarque pas, dans les dernières livraisons, un souci aussi constant que dans les premières de faire connaître par le costume toutes les classes de la société, celle des artisans comme celle des gens qui « s'habillent ». Vers la fin, on a trop l'impression de feuilleter un journal de modes. Le début promettait mieux. Tel qu'il se présente cependant et malgré sa rédaction forcément mal équilibrée, l'ouvrage mérite de retenir l'attention de l'historien.

Ch. B.

— Eugène GUITARD. *Deux siècles de presse au service de la*

pharmacie et cinquante ans de l'Union pharmaceutique (Paris, Pharmacie centrale de France, 1913, in-8°, v-316 p.; prix : 3 fr. 50). — Cet ouvrage comprend deux parties : d'abord la bibliographie et l'histoire des périodiques intéressant les sciences, la médecine et spécialement la pharmacie en France et à l'étranger depuis 1665, date de la fondation du *Journal des sçavants*, jusqu'à 1860, date de la fondation de l'*Union pharmaceutique*. La seconde partie contient une monographie de ce dernier journal, qui est l'organe de la Pharmacie centrale, de 1860 jusqu'en 1912. Compilé par un homme du métier, fils de pharmacien et chartiste, qui est à la fois un bibliographe et un érudit très au courant des connaissances spéciales à la pharmacie, ce volume intéresse l'histoire d'une grande industrie française, et même par endroits celle des sciences en général. Les profanes goûteront particulièrement l'illustration du volume. — Ch. B.

— J.-L. BORGERHOFF. *Le théâtre anglais à Paris sous la Restauration* (Paris, Hachette, 1913, xi-247 p.). — Cette thèse de doctorat de l'Université de Paris, soutenue le 30 mai dernier par un professeur de l'Université de Cleveland, jette une vive lumière sur les premiers temps du romantisme, en montrant que, comme Nodier l'écrivait dans le *Mercure du XIX^e siècle* (n° 19), « l'établissement du théâtre anglais à Paris est un des événements de l'époque, un de ces événements dont les résultats seuls peuvent faire apprécier toute l'importance » (p. 179). Ce théâtre fut inauguré le 6 septembre 1827 à l'Odéon, après une tentative qui avait échoué piteusement en 1822 devant la violente opposition des nationalistes d'alors criant : « A bas Shakespeare! C'est un lieutenant de Wellington » (p. 14). Encore en 1828, les murmures et les critiques qui accueillirent l'acteur Kean dans *Othello* firent dire à Victor Hugo : « J'ai entendu bourdonner à mes oreilles le vulgaire le plus profond que jamais l'ignorance parisienne ait déchainé dans une salle de spectacle. C'en était assez pour me faire rougir d'écrire pour de tels Gaulois » (p. 183). Pourtant, le terrain semblait préparé déjà, sinon par la traduction de Letourneur (1776), revue par Guizot, et par les adaptations de Ducis, même interprétées par Talma, du moins par les critiques de Schlegel et de M^{me} de Staël, les romans de Goethe et de Walter Scott, les poésies de Byron et les œuvres de Chateaubriand, par la *France* de Lady Morgan (1817), le *Racine et Shakespeare* de Stendhal (1822), le *Voyage* de Pichot (1825), etc. Dès 1820, Ch. de Rémusat poussait la cri d'alarme dans le *Lycée* (n° 5) : « Que les amis du passé, que les partisans de l'usage se dérobent, mais qu'ils se résignent, une inévitable révolution menace notre théâtre. »

Après avoir étudié la troupe et le répertoire, l'auteur examine l'effet des représentations sur le public, sur les acteurs, sur les écrivains et les artistes (Al. Dumas et Berlioz furent surtout impressionnés) et conclut que l'influence anglaise « précipita l'essor du grand débat en agissant comme stimulant sur les auteurs et en préparant le public

aux essais nouveaux » et « aida puissamment la nouvelle école en lui apportant l'appui du grand nom de Shakespeare... », considéré comme exemple d'indépendance dramatique plutôt que comme modèle à suivre. Le livre de M. Borgerhoff, écrit en un style clair et ferme, est des plus suggestifs¹.
Th. SCHOELL.

— Étienne DUPONT. *Les prisons du Mont-Saint-Michel, 1425-1864, d'après des documents originaux inédits* (Paris, Perrin, 1913, in-8°, x-355 p., orné de 8 grav.; prix : 5 fr.). — Le Mont-Saint-Michel a été étudié sous toutes ses faces; mais, « comme lieu de détention, il n'a pas encore trouvé son historien ». M. Dupont était bien qualifié pour devenir cet historien. Non seulement il a déjà publié une série de monographies micheliennes², mais il avait « le meilleur des guides, à la mémoire duquel il était juste que ces pages fussent dédiées » et qui lui a « révélé de vive voix tant de choses intéressantes sur les prisons du Mont de 1830 à 1863 ». C'était son père, notaire à Avranches, qui prenait note « de tous les événements auxquels participait la petite ville » et qui d'ailleurs « s'occupa constamment de l'histoire de l'Avranchin ». En outre, M. Dupont a, naturellement, utilisé les mémoires des détenus politiques, les rapports officiels, le *Journal d'Avranches*, etc. Son livre se lit parfois comme un roman. Il y a toutefois beaucoup de hors-d'œuvre qui ne sont là que pour assaisonner le récit et aussi pour grossir un sujet en lui-même assez maigre. Déjà la date de 1425 qui s'étale complaisamment sur la couverture n'est obtenue que par une sorte d'artifice; car le premier chapitre traite de la visite de Louis XI en 1470, et même ce chapitre n'arrive à compter dix-neuf pages qu'à force de remplissages. En réalité, jusqu'au XVIII^e siècle, nous n'avons, pour écrire l'histoire du Mont comme prison de guerre et lieu de détention, « qu'une quittance de 1425 au receveur général de Normandie, quelques lignes du registre de l'hôtel de Louis XI sur une femme otage et un long extrait du registre des tabellions de Cherbourg, relatif à plusieurs gentilshommes écossais, internés dans le château ». Tout le reste, par exemple la prétendue captivité de Noël Bêda et de Balue, n'est que légendes, et il faut aller jusqu'au XVIII^e siècle pour trouver des documents plus précis et plus abondants. Même la période révolutionnaire, l'incendie de 1834, l'internement de Barbès et de Blanqui ne présentent qu'un intérêt relatif, et le titre du chapitre VII, « brouilles et menu fretin », pourrait sans grande injustice être étendu à une bonne partie du volume. Où saint Paul a-t-il dit : « Seigneur, préservez-moi de mes

1. P. 181, l. 17 : la Trinité (Bible, Homère, Shakespeare) était celle de Herder et du jeune Goethe; les circonstances du moment n'ont pas eu besoin de la fournir à Victor Hugo.

2. *Le Mont-Saint-Michel. Études et chroniques*, 1899; *le Mont-Saint-Michel et les pays étrangers*, 1902; *le Légendaire du Mont-Saint-Michel*, 1911; *le Mont-Saint-Michel inconnu*, 1912; *le Pèlerinage d'un enfant au Mont-Saint-Michel au XV^e siècle*.

amis? » (p. 250). Les gravures sont habilement choisies; leur provenance est indiquée p. 243.

Th. SCHOELL.

— A. LECHEVALIER. *Les sources de l'histoire locale dans la Seine-Inférieure* (Rouen, Lecerf fils, 1912, in-8°, 8 p.). — Il s'agit d'une publication de la Société des études locales dans l'enseignement public, dont la section de la Seine-Inférieure est remarquablement active; elle a voté l'impression de ce travail à ses frais. L'auteur, instituteur et secrétaire de mairie, a le goût des archives anciennes; à ceux qui, comme lui, « autant pour leur satisfaction personnelle que pour l'instruction de leurs écoliers », caressent le projet d'écrire l'histoire de leur commune, il donne les meilleurs conseils. Documents locaux manuscrits : a) état civil, dont les registres seront complétés, s'il y a lacune, par ceux du greffe du tribunal civil d'arrondissement; — b) livres du Trésor restés aux mains des représentants des fabriques; — c) Registres des délibérations des municipalités, depuis la Révolution, et Imprimés, tout est classé, et bien classé. Souhaitons que cette intelligente notice nous vaille de bonnes monographies de nos villages; à tout le moins, elle en fournit la base.

Roger LÉVY.

— René FAGE. *La cathédrale de Limoges* (Paris, Henri Laurens, 1913, in-12, 116 p. Collection des *Petites monographies des grands édifices de la France*). — Charmant opusculé, bien composé, bien illustré. La cathédrale actuelle est une œuvre du XIII^e siècle; c'est une église gothique construite sur le type des églises du nord de la France; elle présente, dans ses parties principales, de frappantes analogies avec la cathédrale de Clermont-Ferrand, commencée en 1248 sous la direction de Jean Deschamps, et avec celle de Narbonne, commencée en 1272 sur les plans du même architecte. La cathédrale de Limoges, commencée en 1273, est due, sans doute, au même artiste. Elle témoigne en tout cas de l'influence exercée par l'art du nord dans les contrées où les écoles méridionales régnaient presque en souveraines. Terminée seulement à la fin du XIX^e siècle, elle offre cependant une grande unité dans le détail de la construction, et ceci est encore une fois bon à noter.

Ch. B.

— *Annales de l'Est*, année 1912, fasc. I : G. MAY. *La lutte pour le français en Lorraine avant 1870. Essai sur la propagation de la langue française dans les départements de la Meurthe et de la Moselle* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1912, 214 p.). — Fasc. III : *Bibliographie lorraine, 1911-1912* (Ibid., 256 p.). — Année 1913, fasc. I : René PERRIN. *L'esprit public dans le département de la Meurthe de 1814 à 1816* (Ibid., 1913, 123 p.). — Les *Annales de l'Est*, comme nous l'avons dit (t. CX, p. 220), ont cessé d'être un périodique; mais tous les ans paraissent sous ce titre trois fascicules traitant chacun d'un sujet différent. Deux fascicules de 1912 doivent être signalés aux historiens, le troisième, dû à M. Grenier, étant consacré à la philologie (*Étude sur la formation et l'emploi des composés nominaux dans le latin archaïque*). Le fascicule qu'a signé M. Gaston May

constitue en réalité un véritable volume; et combien intéressant est le sujet qu'il traite! Une partie de la Lorraine formait, au temps du duché indépendant, le bailliage d'Allemagne et, avant la guerre, on disait encore couramment, la Lorraine allemande, puisque les populations parlaient un dialecte allemand, assez semblable à celui qui a cours en Alsace. Quels efforts a faits l'administration française pour introduire en cette région sa langue? Voilà ce que recherche l'auteur. On croit trop couramment que le gouvernement ne s'est point préoccupé de propager le français. Il en fut, sans doute, ainsi sous l'ancien régime; la Révolution n'eut que des velléités de substituer le français à l'allemand: elle fit des déclarations pompeuses et, en réalité, n'agit point. Mais, au XIX^e siècle, la France tenta réellement d'introduire l'enseignement du français dans les écoles réorganisées. Les préfets et sous-préfets, les conseils généraux et les conseils d'arrondissement, l'administration universitaire comprirent leur devoir et prirent des mesures efficaces. Nous regrettons un peu que M. May se soit strictement cantonné dans la Lorraine et n'ait pas étendu ses recherches à l'Alsace où le problème se posait de la même façon et où ont été appliqués les mêmes règlements généraux. En tout cas, il nous dit les tentatives faites pour donner, à l'école, une place de plus en plus grande au français, malgré les protestations du clergé qui enseignait le catéchisme exclusivement en allemand, malgré une certaine opposition des populations elles-mêmes qui, en 1869, envoyèrent une pétition à Napoléon III contre le programme français, que l'Empereur eut le tort de faire rapporter. En 1870, certainement le français commençait à s'introduire dans les villages de langue allemande, et nous ne pensons pas, avec M. May, qu'il faille faire une différence entre la Meurthe et la Moselle, malgré les conclusions diverses des rapports d'inspecteurs (l'inspecteur du premier département, Maggiolo, était optimiste, celui du second, Hanriot, pessimiste). En Lorraine comme en Alsace, tous les jeunes gens ayant fréquenté l'école primaire commençaient à comprendre le français, l'écrivaient tant bien que mal et se servaient même entre eux de cette langue. Encore cinquante années de domination française et le français n'aurait sans doute pas supplanté l'allemand, mais serait entré en concurrence avec lui. Nous remercions M. May d'avoir attiré l'attention sur cette question et de l'avoir traitée, à l'aide des documents d'archives, avec beaucoup de soin et une véritable pénétration scientifique. Son livre met fin à une légende. — La *Bibliographie lorraine* pour 1911-1912, comme les deux volumes de bibliographie parus précédemment, se distingue par l'exactitude de l'information et la justesse des jugements. Aucune brochure, si mince soit-elle, n'a été oubliée et l'on nous dit très exactement ce que vaut chaque publication. M. Auerbach s'est occupé de la géographie, M. Robert Parisot de l'histoire lorraine générale et de l'histoire spéciale par périodes jusqu'en 1766. La plus grosse partie du volume (p. 55-126) est occupée par les livres sur l'histoire de 1766 à nos jours; elle est due à M. Georges Pariset et elle embrasse

deux années (1910-1912). M. Collignon a passé en revue les ouvrages sur l'histoire littéraire, — nous retrouverons l'an prochain l'histoire de l'art, — et notre collaborateur M. Rod. Reuss a écrit, avec sa haute compétence, le bulletin alsatique. Le titre exact du fascicule serait : *Bibliographie lorraine et alsacienne*. — La brochure de M. René Perin est le remaniement d'un mémoire présenté pour le diplôme d'études supérieures d'histoire et de géographie. Le sujet a été bien choisi et est fort convenablement traité. Les archives de Meurthe-et-Moselle et les archives de Nancy ont été consultées avec soin et des sondages ont été faits aux Archives nationales. Ce qui est dit de l'opinion publique dans la Meurthe à la fin du premier Empire, sous la première Restauration, pendant les Cent-Jours et pendant la Terreur blanche, est sagace. Les habitants se seraient volontiers ralliés à Louis XVIII, si toutes les faveurs n'avaient été réservées aux anciens émigrés, s'ils n'avaient craint le gouvernement des prêtres et la reprise des biens nationaux aux légitimes acquéreurs. Les récits du séjour du duc d'Artois à Nancy du 19 mars au 7 avril 1814, du « passage » de son fils, le duc de Berry, fin septembre, sont excellents. Riouffe fut nommé préfet le 29 octobre 1808 et non pas seulement en 1811; l'auteur de l'*Histoire de Lunéville* est Baumont, non Beaumont; la note 1 de la p. 44 répète la note 2 de la p. 12.

C. PF.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— Ludwig SCHMIDT. *Die germanischen Reiche der Völkerwanderung* (Leipzig, Quelle et Meyer, 1913, in-12, 411 p.; prix : 4 m. Forme le t. 120 de la collection *Wissenschaft und Bildung*). — M. L. Schmidt est l'historien spécialiste des royaumes barbares. Il nous a raconté leurs destinées dans deux volumes parus à Berlin (1904-1913), dans le *Handbuch* de von Below et Meinecke, dans la *Cambridge Medieval History*. Nous lui devons une histoire particulière des Vandales qui est excellente. Une fois de plus, il traite ici le même sujet. Une moitié du volume est consacrée aux Germains avant les invasions, à la répartition géographique des diverses tribus sur la rive droite du Rhin; la seconde s'occupe des royaumes barbares depuis celui des Wisigoths jusqu'à celui des Francs. Six pages résument l'histoire de ce dernier jusqu'à Charlemagne.

C. PF.

— Ernst BERNHEIM. *Quellen zur Geschichte des Investiturstreites*, t. I : *Zur Geschichte Gregors VII und Heinrichs IV*, 2^e édition (Leipzig et Berlin, B.-G. Teubner, 1913, in-12, 121 p.). — On sait tous les services rendus aux séminaires historiques par la collection de textes sur l'histoire allemande, collection que dirigent E. Brandenburg et G. Seeliger. Elle met à la disposition des maîtres et des étudiants les principaux documents sur une grande question à élucider. Elle contient les petits volumes édités par J. Haller sur les origines de l'état pontifical, par M. Krammer sur l'élection des souverains allemands jusqu'à la bulle d'or, par R. Kötzschke sur la colonisation allemande dans

l'est du XII^e au XIV^e siècle, par M. Fester sur la candidature de Hohenzollern en Espagne, de 1866 à 1870, d'autres encore. Ces recueils ont le plus grand succès; et voici qu'une seconde édition est donnée, du moins du tome I^{er} des documents réunis par E. Bernheim, sur la querelle des investitures. Ce volume débute par de longs extraits du livre de Humbert de Moyenmoutier contre les simoniaques et par le décret sur l'élection des papes de 1059 et il conduit jusqu'à la mort de Grégoire VII en 1085. Le second volume (1^{re} édition en 1907) roule autour du Concordat de Worms (1122). C. PF.

— Aloys MEISTER. *Deutsche Verfassungsgeschichte von den Anfängen bis ins 14. Jahrhundert*, 2^e édition (Leipzig et Berlin, B.-G. Teubner, 1913, in-4^o, 166 p.; prix : 3 m. 20. Dans la collection *Grundriss der Geschichtswissenschaft*). — Ces manuels, qui donnent une bibliographie très précise et toujours au courant, qui indiquent de façon sommaire la solution des principaux problèmes historiques, ont en Allemagne un grand succès; celui d'A. Meister en est à sa seconde édition. Il se divise en quatre parties : les institutions de l'ancienne Germanie, les institutions depuis les invasions jusqu'à la fin de l'époque carolingienne, l'état féodal du moyen âge jusqu'au grand interrègne, nouvelles formes de la constitution et transition à l'état moderne. Le plan est en général net : on est pourtant étonné que tout ce qui concerne les villes soit renvoyé à la quatrième partie, comme si, au temps des Hohenstaufen et même des Franconiens, les villes n'avaient joué aucun rôle. Puis forcément dans un manuel les solutions adoptées paraissent trop tranchantes. Ce qui est dit sur le *thunginus*, le centenier, le *sacebaro* de l'époque franque me paraît très contestable. Mais nous préférons insister sur les mérites très réels de cette œuvre et la recommander aux étudiants d'histoire français. Avec le livre de Meister, celui de Werminghoff sur la constitution de l'église allemande pendant le moyen âge et celui de Rudolf Kötzschke sur l'histoire sociale allemande, ils auront sous la main trois excellents guides pour explorer l'histoire médiévale de l'Allemagne. C. PF.

— Aloys SCHULTE. *Die Schlacht bei Leipzig* (Bonn, Marcus et Weber, 1913, in-8^o, 32 p.; prix : 1 m. 80). — C'est un discours prononcé par l'auteur le jour (18 octobre 1913) où il a pris possession des fonctions de recteur à l'Université de Bonn. Le sujet s'imposait pour ainsi dire à un historien allemand, en cette année jubilaire, surtout à un historien parlant à Bonn, puisque Frédéric-Guillaume III datera, — après coup, — du 18 octobre la charte de fondation de cette Université. M. Schulte a réussi, en quelques pages, à être clair et net : on suit bien les diverses péripéties des quatre journées. Des notes éclairent quelques questions controversées. Un plan accompagne la brochure. C. PF.

— Eberhard WAITZ. *Georg Waitz, ein Lebens- und Charakterbild zu seinem hundertjährigen Geburtstag* (Berlin, Weidmann,

1913, in-8°, 100 p.). — L'auteur de la *Deutsche Verfassungsgeschichte*, Georges Waitz, mort le 23 mai 1886, était né à Flensburg dans le Schleswig-Holstein, le 9 octobre 1813. A l'occasion du centenaire de sa naissance, l'un de ses fils, pasteur à l'église Saint-Marc à Hanovre, publie une biographie où l'on trouvera indiqués les diverses étapes de sa carrière universitaire, ses distinctions honorifiques, ses ouvrages et leurs éditions successives, ses principaux élèves, parmi eux notre fondateur Gabriel Monod, avec des renseignements très précis sur ses ancêtres, sur ses nombreux enfants, etc. Sorte de « régestes » de la vie de Waitz, pieusement rassemblés. — C. PF.

— Erich MARKS. *Historische und akademische Eindrücke aus Nordamerika* (Leipzig, Quelle et Meyer, 1913, in-12, 55 p.; prix : 1 m. 20). — C'est un discours adressé par Marks à ses fidèles auditeurs de Hambourg, en prenant congé d'eux le 11 juillet dernier pour aller enseigner à l'Université de Munich. Il y raconte les impressions qu'il éprouva lors d'un voyage en Amérique, où, de février à avril 1913, il a fait une série de conférences sur la civilisation allemande en diverses Universités et villes. C. PF.

— *Geistes- Wissenschaften. Verlagsverzeichnis von B.-G. Teubner* (Leipzig et Berlin, octobre 1913, in-12, 396 p.). — Le catalogue des livres littéraires et scientifiques édités par la célèbre maison Teubner est disposé de façon très méthodique : philologie et histoire ancienne, histoire moderne, philosophie, histoire des religions, géographie, histoire du droit, science de l'éducation. Il reproduit quelques-unes des illustrations des volumes édités. Il y a profit et plaisir à le feuilleter. C. PF.

— *Verlagskatalog der C.-H. Beck'schen Verlagsbuchhandlung in München, 1763-1913. Mit einer geschichtlichen Einleitung* (Munich, C. H. Beck, in-4°, 376 p.). — Le 9 septembre 1763, Karl Gottlob Beck fonda, dans la ville de Nördlingen, une importante librairie qui, en septembre 1889, établit une seconde maison à Munich. En 1913, la librairie a ainsi célébré le 150^e anniversaire de sa fondation, et, en l'honneur de ce jubilé, elle a fait paraître un beau volume renfermant, en 148 pages, son histoire, due à la plume du Dr ph. h. c. Oskar Beck, avec les portraits des chefs de la maison et divers autographes; c'est un véritable livre de raison, comme on disait autrefois, et en même temps un chapitre important dans l'histoire de l'industrie allemande. Le reste du volume est occupé par le catalogue alphabétique des volumes qui sont en dépôt à la librairie; nous signalerons parmi eux le *Handbuch der klassischen Altertumswissenschaft* d'Iwan von Müller. Les ouvrages épuisés ou périmés sont indiqués en plus petits caractères. C. PF.

HISTOIRE DE ROUMANIE.

— *Documente privitoare la storia Românilor, culese de Eudoxico*

de Hurmuzaki. Vol. XV : *Acte si Scrisori din archivele oraselor ardeleni (Bistrita, Brasov, Sibiu)*, publ. par N. JORGA (Bucarest, in-4°, 1^{re} partie : 1358-1600, LXXVIII-775 p. (1911); 2^e partie : 1601-1825, CIII-776-1943 p.). — Nous ne pouvons qu'annoncer aujourd'hui ce tome XV des « Documents sur l'histoire des Roumains » réunis par le baron Eudoxe de Hourmouzaki. Il suffira de dire qu'en 1,800 pages sont publiés ou analysés tout près de 4,000 documents rédigés non seulement en roumain, mais encore en hongrois, en allemand et en latin. Les textes en latin dominent d'ailleurs, et de beaucoup, dans la première partie du volume. Ajoutons que l'édition, faite aux frais de l'Académie roumaine, a été confiée à M. Jorga, professeur à l'Université de Bucarest et membre de l'Académie, ce qui est une précieuse garantie. Un copieux index des noms propres termine le volume.

Ch. B.

HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE LATINE.

— Domingo FIGAROLA-CANEDA. *Escudos primitivos de Cuba, contribución histórica* (Habana, impr. « La Universal », 1913, petit in-4°, XII-118 p., photogravures; tiré à 300 exemplaires). — Sous le titre d'*Écus primitifs de Cuba*, M. D. Figarola-Caneda, directeur de la Bibliothèque nationale de La Havane et membre de l'Académie de l'histoire de Cuba, apporte le résultat de ses recherches méritoires touchant les blasons de la république de Cuba et de dix-huit villes de cette ancienne colonie espagnole. Il reproduit par la photogravure les armoiries qu'il a retrouvées et qui sont au nombre de cinquante-trois, dont vingt-six se rapportent à la ville de La Havane; pour chaque armoirie, il donne l'indication bibliographique correspondante de l'ouvrage ou du document où il l'a rencontrée. Par cette publication figurée, rangée dans l'ordre alphabétique et chronologique, l'on peut se rendre compte des variantes ou altérations apportées aux différents blasons au cours des derniers siècles. Cet ouvrage présente aussi un intérêt historique et non pas exclusivement héraldique, car M. Figarola-Caneda s'est préoccupé de rechercher les actes authentiques relatifs à chacun des blasons qu'il y publie et pour la plupart il a pu en donner le texte, notamment des « cédules » royales de concession ou de confirmation d'armoiries à l'île de Cuba (1517) et à la ville de La Havane (1665); les autres documents vont de 1612 à 1894; ces textes sont publiés avec soin. Il y a là un précieux recueil de renseignements pour l'histoire de l'île et des cités cubaines.

E. M.-C.

CORRESPONDANCE.

A propos du compte-rendu, par M. GRILLET, du livre sur les *Origines de l'influence française en Allemagne* (*Rev. histor.*, t. CXIV, p. 155), l'auteur, M. REYNAUD, nous adresse la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

L'article que M. Grillet a consacré à mon livre *les Origines de l'influence française en Allemagne* appelle quelques observations que je vous serais très obligé de vouloir bien publier dans un prochain numéro de votre estimable périodique, selon les usages suivis en pareil cas.

M. Grillet me reproche d'avoir « dénigré systématiquement » l'Allemagne et sa « culture ». J'ai dit dans ma préface que je me proposais de montrer pourquoi, dans le duel moral qui s'engage dès le x^e siècle entre ce pays et le nôtre et qui se termine au xii^e siècle par le triomphe complet de celui-ci, la civilisation allemande devait succomber. On n'explique pas une défaite en énumérant des perfections. L'Allemagne a eu le dessous parce que, sur toute la ligne, sauf peut-être dans le domaine économique, elle est restée immobile, tandis que la France allait de l'avant. Faire ressortir cette immobilité, telle était ma tâche. Certains historiens allemands ont jugé cette époque du passé de leur pays plus sévèrement que moi. Taire ce qu'on croit être la vérité stricte sous prétexte que, par hasard, elle fait honneur au génie du peuple auquel on appartient, c'est là une idée qui, je l'avoue, ne me serait jamais venue et dont la justification ne m'apparaît pas. Nous avons assez souvent, au cours des dix siècles de notre histoire, l'occasion de dire du mal de nous. Tout ce qu'on est en droit de me demander, ce sont des preuves. Je les ai données, qu'on les discute. On ne peut pas faire que la France n'ait été au moyen âge la grande puissance créatrice de la chrétienté.

M. Grillet, à ce propos, cite une phrase de mon livre qui, séparée de son contexte, a, en effet, une apparence quelque peu naïve. La voici : « L'origine de ces rares perfections montre qu'ici encore notre pays seul a pu et dû les produire. » En réalité, c'est la conclusion de tout un développement (p. 43-47) tendant à prouver que les vertus surhumaines déployées par certains Clunisiens du x^e et du xi^e siècle étaient comme la réaction nécessaire des âmes contre les brutalités effroyables qui déparaient la société féodale à cette époque, surtout la société française. Si M. Grillet eût ajouté les mots qui la complètent : « Là où était l'excès du mal fut aussi l'excès du bien », il l'eût rendue plus compréhensible, mais eût perdu, il est vrai, son effet.

Un peu plus loin, M. Grillet oppose à mes déductions quelques formules qu'il a bien l'air de présenter comme des axiomes historiques. Je ne connais pas d'axiomes en histoire. A ses affirmations j'oppose tranquillement les miennes. Le lecteur choisira. Je sais bien qu'il est difficile dans un compte-rendu de justifier ses dires, mais on ne se débarrasse tout de même pas en deux ou trois phrases de conclusions établies sur de patientes recherches et

documentées. M. Grillet simplifie les faits autant que la méthode historique quand il écrit que « la Réforme a triomphé grâce aux concessions de Henri III qui a laissé toute liberté d'agir à Léon IX et renoncé à exercer la tutelle impériale sur la papauté ». Toute la question est de savoir s'il pouvait agir autrement. Conciliant, certes, il l'a été, ayant été élevé par sa mère dans le respect de la Réforme clunisienne, mais je crois avoir montré que ses concessions n'ont satisfait personne et qu'il avait devant lui un parti puissant qui ne se défendait pas, mais attaquait, parti où les Français l'emportaient de beaucoup. Est-ce que, par hasard, après la mort de ce roi, la Réforme n'a pas eu à vaincre Henri IV qui lui résistait de toutes les forces de son génie fertile en expédients et avec toutes les ressources de son empire? S'il n'y avait eu que des hommes en présence, justement, l'accord se serait fait sous Henri III et Léon IX. *Mais c'était le conflit de deux systèmes.*

Je n'ai pas dit que la Réforme avait suscité la lutte des princes contre l'empereur, j'ai même dit tout le contraire; à savoir que cette lutte était aussi vieille que la monarchie allemande, qu'elle avait jusque-là abouti au triomphe des souverains et que la Réforme, en la ravivant et en la soutenant, l'avait terminée par la victoire des ducs et des adversaires du pouvoir central en général.

M. Grillet affirme que Canossa et le traité de Worms ne marquent pas la fin du système ottonien, lequel, sous Barberousse, aurait brillé de tout son éclat. Est-ce un paradoxe? Le système ottonien, qui consistait, on le sait, à s'appuyer sur Rome et l'Eglise allemande pour tenir en respect les éléments particularistes, a si bien brillé sous Barberousse, que celui-ci, après cinq expéditions en Italie, s'est vu contraint par la défection d'un duc et la pression de ses évêques, sans parler de l'hostilité des Lombards, ces vieux alliés de la Réforme, de s'humilier devant le pape Alexandre III. Le règne de Barberousse représente l'effort désespéré de l'ancienne monarchie allemande pour sauver ses conditions d'existence. Après ce prince, c'est la décadence irrémédiable, c'est l'Allemagne anarchique dominée par les papes et les rois de France. Quant aux types d'évêques ottoniens que M. Grillet rencontre sous Barberousse, il omet de nous dire que ce sont des exceptions, alors que, autrefois, leurs semblables étaient la règle.

M. Grillet déclare que « la fusion des ministériels et vassaux en un corps de « Ritter » est surtout due à la politique des Staufens qui s'appuient sur la basse noblesse, etc., etc. »; cela, nous le savions tous et depuis longtemps; mais c'est une cause seconde. La cause première, c'est la révolution politique opérée par la Réforme qui a soustrait les ducs et les évêques à l'autorité royale.

Enfin, M. Grillet reste encore à la surface des faits quand il assure que « les Saxons, adversaires par excellence des Saliens, n'ont jamais été pénétrés d'idées françaises ». Je crois avoir établi que sous Grégoire VII, ses prédécesseurs et ses successeurs, la curie était peuplée de Français et obéissait à des suggestions françaises. Or, c'est bien la curie qui a soutenu et fait triompher la révolte saxonne. D'ailleurs, les moines clunisiens étaient nombreux en Saxe à la fin du XI^e siècle et on sait le rôle politique direct qu'ils ont joué dans la querelle des Investitures.

Toutes les erreurs que je reproche à M. Grillet proviennent, en somme, de ce qu'il n'a pas su ou voulu descendre jusque dans l'analyse intime des événements et s'est contenté d'opposer des solutions générales, traditionnelles, qui n'infirment ni ne confirment ma thèse, à l'interprétation nouvelle, — justifiée je pense par le point de vue auquel je me plaçais, — que j'ai essayé de donner de la lutte du Sacerdoce et de l'Empire. J'ai prétendu montrer que la pensée

et les armes françaises avaient collaboré essentiellement à la victoire du Saint-Siège sur la monarchie ottonienne, j'ai cité des noms, des faits caractéristiques. C'est cela qu'il fallait discuter. Je sais certes bien qu'on peut envisager le problème sous un autre jour, mais j'avais, moi, à l'envisager sous ce jour-là. Ai-je fait fausse route oui ou non ? Toute la question était là.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée,

L. REYNAUD.

M. Grillet, à qui nous avons communiqué cette lettre, répond par les observations suivantes :

1^o M. Reynaud dénigre systématiquement l'Allemagne. Il suffit de feuilleter son livre pour s'en convaincre. Que le lecteur se reporte de préférence au chapitre sur l'absence d'une évolution morale en Allemagne et il sera édifié. Les vices qu'il découvre dans l'Allemagne ottonienne et salienne, il les tient pour spécifiques et il s'acharne à démontrer qu'ils persistent à travers toute l'histoire de ce pays et sont encore d'une incontestable actualité. C'est le cas pour l'absence de chasteté, le manque de respect envers la femme, la laide sensualité, la conception du mariage, la cruauté. Il puise ses preuves aux sources les plus diverses; la *Germania* de Tacite, les légendes mérovingiennes et jusqu'aux pratiques actuelles des populations rurales sont mises à contribution. L'allure acerbe qu'il imprime à sa pensée laisse supposer qu'il n'a pas complètement évité les travers des historiens d'outre-Rhin et par instants s'est plu à imiter cette « littérature patriotique pour écoles primaires ».

Pour s'en tenir aux *x^e* et *xi^e* siècles, peut-on affirmer la complète immobilité d'un pays dans une période qui se marque par un essai pour réaliser le rêve unitaire du moyen âge, par une expansion politique au delà de toutes les frontières, par la durable germanisation, colonisation et conversion des régions entre Elbe et Oder et au sud du Danube, par la prolongation de la renaissance latine, par l'essor économique et l'originale floraison des villes ? La monarchie des Ottons n'a-t-elle pas rendu possible cet essor en faisant régner un ordre relatif à l'intérieur et la sécurité à l'extérieur ?

2^o La Réforme a été facilitée et introduite dans l'Empire par Henri III ; il a durant sa vie été le puissant instrument des idées que représentait l'ordre de Cluny. N'a-t-il pas agi en pleine entente avec l'abbé Odilon ? La Réforme se serait-elle imposée avec tant de vigueur au *xi^e* siècle, si l'empereur n'avait entrepris l'épuration préalable de la papauté ? Au concile de Sutri en 1046, il se montre plus radical que les moines et Pierre Damien, qui se seraient accommodés du simoniacque Grégoire VI. Dans le choix des pontifes, il observe en apparence les vieilles formalités de l'élection par le peuple et le clergé romain ; il a le souci constant de ménager l'opinion publique et de plaire au parti orthodoxe. Il renonce en faveur de Victor II à la dignité de patrice et à l'anneau d'or, qui lui conférerait le gouvernement sur Rome, le droit de présider au choix du pontife et de l'instituer. Au synode d'Aix-la-Chapelle (1046), il interdit la simonie et s'engage à ne jamais la pratiquer ; le premier soin de son pape Clément II est de confirmer cette défense. Il encourage Léon IX, lui laisse toute liberté d'agir et l'invite à se rendre au concile de Reims. Il tolère que l'archevêque Halinard de Lyon lui refuse le serment de fidélité. Personne ne l'obligeait à se comporter de la sorte ; aucune puissance politique ou religieuse ne pouvait lui faire obstacle et nul de son vivant n'eut l'idée de s'opposer à

son œuvre. Il pouvait exercer sur l'Église une autorité que nul n'avait eue depuis Charlemagne, mais il était persuadé que l'Église ne pouvait lui rendre service qu'à la condition d'être morale. A sa mort, les prélats qui détiennent le pouvoir, Adalbert de Brême et surtout Anno de Cologne, contribuent en partie au triomphe de la Réforme. Ils se prononcent pour les papes clunisiens et aident à la victoire de Nicolas II et d'Alexandre II sur l'intrus Benoît et sur Cadalous.

La papauté, dans son effort vers l'indépendance, a procédé avec prudence; le décret de 1059 réservait les droits de Henri IV et n'excluait pas ceux de ses successeurs. D'ailleurs, Henri IV n'était pas animé d'une hostilité systématique envers la Réforme. S'il ne s'était agi que du trafic des dignités ecclésiastiques et du célibat des prêtres, l'entente aurait été moins longue à se faire. L'empereur avait intérêt à ce que les évêques ne fussent point mariés. Nulle raison pour douter de sa sincérité lorsqu'en 1082, à Milan, il prête le serment de ne point pratiquer la simonie et qu'en 1083, son pape Clément recommande aux clercs de vivre selon la chasteté, alors qu'un an auparavant Grégoire VII avait faibli sur le célibat des prêtres. Mais, très vite, ces questions passèrent à l'arrière-plan. La lutte pour la primauté, l'aspiration des papes au gouvernement universel de la chrétienté, la prétention à disposer des couronnes furent le principal objet de la querelle. Il s'agissait aussi, et M. Reynaud ne l'a point fait ressortir, d'intérêts matériels très précis. En donnant un sens extensif au mot « simonie » et en brisant le lien d'investiture qui rattachait le clergé à la royauté, Grégoire VII coupait les vivres à la monarchie salienne. Les biens des évêchés et abbayes étaient considérés comme biens royaux, comme propriétés du souverain; l'Église en avait la jouissance et la possession, à ce titre pesaient sur elle les lourdes obligations financières et militaires dont étaient exempts les feudataires laïques. Pour conserver ses moyens essentiels d'existence, la royauté elle-même devait lutter et elle est parvenue à son but par le concordat de Worms.

3° Le concordat de Worms ne termine pas la lutte entre le Sacerdoce et l'Empire et il ne marque ni la ruine du Saint-Empire ni la destruction du système ottonien. Il a été imposé à la royauté non par le pape, mais par les princes. La féodalité allemande a été l'arbitre entre Henri V et Calixte II. Les questions sur lesquelles avait roulé le débat sont tranchées d'une sorte qui laisse le clergé allemand dans la dépendance de l'empereur. Il s'était agi de la propriété éminente du royaume sur les biens des églises royales, et le pacte est avant tout une explication à ce sujet; le droit de propriété était maintenu et le lien qui rattachait les détenteurs de ces biens au propriétaire suprême était garanti par l'investiture; évêques et abbés sont astreints à la *fidelitas* et à l'*hominium*; les lourdes charges qui grèvent leurs domaines persistent et les ressources des rois du XII^e siècle dépendront surtout du clergé. Il s'était agi d'interdire à l'empereur toute ingérence dans la nomination aux dignités ecclésiastiques et l'empereur conservait une double influence, grâce aux clauses de la *presentia regis* et de l'investiture avant la consécration; il pouvait ainsi écarter le candidat qui lui déplaisait. L'empereur, certes, ne reçoit pas dans toute leur étendue les droits de ses prédécesseurs, mais les grands problèmes pour lesquels Grégoire VII avait dépensé son activité ne sont pas résolus. Le pape renonce à ses prétentions; il ne jouit même pas d'un pouvoir illimité sur les évêques allemands. La perte de pouvoir que subit le roi profite non à la papauté, mais à la féodalité princière, dont l'influence sera décisive dans les élections épiscopales. L'Église s'est bien rendu compte que le concordat de Worms ne constituait pas une victoire; elle l'a tenu pour une simple suspension d'armes. Les

lamentations de Gerhard de Reichersperg sur la dépendance des prélats sont particulièrement instructives. Dès le lendemain, l'Eglise a tenté de s'affranchir. On sait l'opposition qui se déclina au concile de Latran de 1123 lorsqu'il fallut le ratifier; en 1139, le concile de Latran l'annula implicitement. Le programme des revendications de l'Eglise est contenu dans la *Narratio de electione Lotharii*. La papauté répand le bruit qu'il s'agit d'une simple concession personnelle à Henri V et jamais elle ne l'invoquera dans son combat contre les prétentions des rois souabes.

4° Le règne de Barberousse, n'en déplaise à M. Reynaud, est une restauration. Il est parvenu à rétablir la puissance dominatrice de la royauté sur les princes d'Eglise. Il a fait de l'Eglise allemande le meilleur instrument de la politique et a définitivement encadré les évêques dans le système féodal. Les évêques à Besançon protestent auprès du pape Hadrien contre les termes ambigus de sa missive. A Würzburg en 1165, tous, sauf deux, prêtent le serment de toujours demeurer dans l'obédience d'un pape impérial. Faut-il enfin signaler la dernière lutte de Frédéric contre la curie en 1186, où tous protestent contre l'intervention du pape Urbain III dans les affaires du royaume et reconnaissent la légitimité de leurs obligations? Du droit de propriété sur les biens des églises royales Frédéric a tiré les conséquences extrêmes en s'attribuant la garde des régales et le droit de dépouilles pendant la vacance des sièges épiscopaux. A propos des nominations aux dignités ecclésiastiques, il laisse subsister en apparence les élections, mais s'arroge un droit de désignation et son intervention apparaît efficace dans toutes les élections, sur le détail desquelles nous sommes renseignés. Il a utilisé les membres du haut clergé soit comme généraux, soit comme conseillers, soit comme diplomates; presque tous sortent de sa chancellerie ou lui sont unis par des liens de parenté. Le type du prélat politicien ou de l'évêque-prince, soucieux d'extensions territoriales, caractérise le clergé du XII^e siècle. Il me suffit d'évoquer les principaux représentants, Wibald de Stavelot, les archevêques Rainald de Dassel, Philippe de Cologne, Arnold et Christian de Mayence, Wichmann de Magdebourg, les évêques Éberhard de Bamberg, Hartmann de Brixen, Otton de Freising. On ne peut citer un seul clerc uniquement préoccupé de sa mission religieuse qui parvienne à l'épiscopat. Par la paix de Venise, Frédéric renonce à sa grande œuvre, l'organisation monarchique de la Haute-Italie; mais son pouvoir en Allemagne n'est pas diminué. La chute de Henri le Lion (qui n'a jamais fait défection, puisque les princes laïques n'étaient pas obligés de participer aux expéditions italiennes) et les grandes diètes sont des manifestations éclatantes de sa puissance. Alexandre III s'attache à ménager l'empereur, reconnaît la plupart des évêques schismatiques, déclare au chapitre de Brème en 1177 que pour une élection épiscopale la *favor principis* est nécessaire. Pas plus que le concordat de Worms, la paix de Venise ne tranche la grave question qui divisait l'Empire et le Sacerdoce. L'Eglise allemande n'était pas absorbée dans l'Eglise universelle et, si le but de la Réforme avait été son indépendance, on en était complètement éloigné à la fin du règne de Frédéric I^{er}.

5° Je n'ai pas eu la prétention de découvrir que la fusion des ministériels et vassaux en un corps de « Ritter » est due à la politique des Staufen; mais j'étais contraint de le mentionner puisque M. Reynaud paraît l'ignorer. D'après lui, la fusion résulterait de l'intervention française, de l'opinion publique qui assimile le ministériel au baron et de la révolution politique qui soustrait au roi les contingents des évêques et des ducs. Or, le roi continue, après comme avant le concordat, à utiliser les troupes des princes. La poussée des « Dienst-

männer » dans la hiérarchie sociale est due essentiellement à l'importance du service militaire à cheval, à la haute considération qui s'attache au service de cour. La politique de Frédéric et de Henri VI qui les favorise (Landfrieden de 1186 et de 1187), leurs riches dotations, leur emploi comme conseillers, soldats et surtout fonctionnaires achèvent l'ascension. La similitude de la profession et du mode de propriété amène le rapprochement avec les vassaux; les avantages accordés par les Staufens déterminent l'entrée des vassaux dans la ministériatité; la fusion n'est complète que dans le premier tiers du XIII^e siècle.

6^e La victoire du Sacerdoce sur l'Empire est due à la querelle civile qui a compliqué la guerre étrangère. Or, M. Reynaud ne parle jamais de la lutte des princes, c'est-à-dire de la haute féodalité contre la royauté; il la réduit aux soulèvements des ducs, dans lesquels il voit les protagonistes d'idées régionales, ce qui commence à n'être plus vrai dès la fin du X^e siècle et ne l'est plus du tout au XI^e et au XII^e siècle; les grands voulaient achever la transformation de leur office administratif en un office féodal et restreindre les obligations de leur contrat; dans les concessions qu'il arrachent aux antioirs, l'autonomie n'est pas en jeu et il ne veulent pas se séparer du royaume.

La révolte des Saxons contre Henri IV est antérieure à la querelle des Investitures; elle a été provoquée par des motifs politiques; elle a facilité la tâche de Grégoire VII, puisqu'elle lui a permis d'intervenir dans les affaires de l'Allemagne, d'abord comme médiateur, puis comme juge : les moines clunisiens peu nombreux en Saxe n'y ont joué aucun rôle.

7^e M. Reynaud enfonce une porte ouverte, lorsqu'il affirme que la France a été au moyen âge la grande puissance créatrice. J'admets volontiers, comme presque tous les historiens français et allemands, une influence de notre pays sur l'Allemagne; mais M. Reynaud a repris et développé cette idée avec une vigueur qui l'a parfois entraîné à caractériser le problème des relations du Sacerdoce et de l'Empire sous un seul de ses aspects; j'ai voulu montrer quelques-unes des raisons pour lesquelles on ne saurait approuver toutes ses déductions, et je crois y avoir réussi.

Pierre GRILLET.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires**. 1913, oct.-déc. — Albert MATHIEZ. Fabre d'Églantine et la falsification du décret de liquidation de la Compagnie des Indes (la culpabilité de Fabre dans cette affaire est certaine). — E. LESUEUR. Comment Robespierre composa l'éloge de Gresset; d'après des documents inédits (en 1784). — Fr. VERMALE. La désertion dans l'armée des Alpes, après le 9 thermidor (fin). — J. MASSÉ. Retour de l'île d'Elbe. Le colonel Durand, du 11^e de ligne (commandant le 11^e de ligne à Grenoble, Durand resta fidèle au serment prêté à Louis XVIII jusqu'à ce que le roi fugitif l'en eût délié. Il rejoignit alors Suchet. Mal récompensé de son loyalisme par les Bourbons, il quitta le service en 1821 et mourut en 1849, après avoir eu la joie de voter, en 1848, pour le prince président contre Cavagnac). — François CHABOT, représentant du peuple, « à ses concitoyens qui sont les juges de sa vie politique » (suite).

2. — **Bibliothèque de l'École des chartes**. 1913, mai-août. — H. OMONT. Le mystère d'Emmaüs (*Ordo ad Peregrinum*), d'après un ms. du XII^e siècle de la cathédrale de Beauvais (ce ms. est aujourd'hui à la Bibliothèque nationale; il contient le texte d'un drame liturgique qui se déroulait à vêpres le lundi de Pâques, texte assez différent de ceux qui ont été déjà publiés). — P. GUILHIERMOZ. De l'équivalence des anciennes mesures (à propos des *Recherches* publiées récemment par M. Brutails, que l'auteur soumet à une critique très rigoureuse). — J. DE LA MARTINIÈRE. Instructions secrètes données par Charles VI au sire d'Albret pour soulever la Guyenne contre Henri IV (fin d'oct. 1399 à janv. 1400). — Robert ANDRÉ-MICHEL. Matteo de Viterbe et les fresques de l'Audience au palais pontifical d'Avignon. — P. DE VAISSIÈRE. Sous les derniers Valois. M. de La Primaudaye (analyse du procès criminel intenté à M. de La Primaudaye pour l'assassinat de M. du Refuge. La Primaudaye, condamné à mort, fut décapité aux Halles de Paris, le 5 août 1579). = C.-rendus : Ch. H. Haskins. Further notes on sicilian translators of the twelfth century (étude substantielle et fort documentée). — Al. Cartellieri. Marsilius von Padua « Defensor pacis ». Erstes Buch (reproduction littérale de l'édition princeps de Bâle, 1522). — W. Platzhoff. Frankreich und die deutschen Protestanten, 1570-1573 (dissertation nourrie et précise). — V. Hunger. Le siège et la prise de Caen par Charles VII en 1450

(bon). — G. Robert. Les fiefs de Saint-Rémi de Reims aux XIII^e et XIV^e siècles (beaucoup de faits nouveaux). — Fr. Lesueur. Ménars; le château, les jardins et les collections de M^{me} de Pompadour et du marquis de Marigny (curieux et intéressant). — J. Régné. Étude sur la condition des Juifs de Narbonne, du V^e au XIV^e siècle (excellent). — Recueil de généalogies vaudoises, t. I, fasc. 1. — R. Federn. Répertoire bibliographique de la littérature française, des origines à nos jours (très utile).

3. — Feuilles d'histoire du XVII^e au XX^e siècle. 1913, 1^{er} nov. — A. CHUQUET. Un salon à Paris en 1769 (note sur une petite société de gens de lettres qui s'était formée à Paris durant l'hiver de 1769 et qui se composait de Dumouriez, Crébillon fils, Guibert et Favier). — Th. DE LAMETH. Note sur les souvenirs de la marquise de Créquy (suite; fin le 1^{er} déc.). — Fr. LE LORRAIN. Un conventionnel désabusé : Pérard (conventionnel et régicide, Pérard, sous la première Restauration, renia la Révolution et défendit la mémoire de l'Empereur. Après les Cent-Jours, il s'enfuit en Angleterre d'où il revint seulement après les journées de Juillet. Mort à Paris le 6 avr. 1833). — G. VAUTHIER. Édifices et promenades de Paris, an III-an VIII. — A. BIOVÈS. 1813. Souvenirs du capitaine Maurice. Le siège de Dantzig. — C. WELVERT. André Dumont, fonctionnaire impérial. — A. DE TARLÉ. Quelques documents. — M. CITOLEUX. Gibbon et Vigny, historiens du christianisme (Vigny s'inspira de Gibbon quand il écrivit *Daphné*). — 1^{er} déc. A. CHUQUET. La galerie des aristocrates militaires (analyse un mémoire rédigé sous ce titre par Dumouriez en 1768 sur les généraux de la guerre de Sept ans, sur leur jalousie et leur indiscipline, causes de l'humiliation de la France; ce mémoire, resté secret et peut-être oublié par lui, il le fit sortir de ses cartons et le publia sans nom d'auteur en 1790). — R. GUYOT. Talleyrand et Lord Yarmouth (Yarmouth avait, en juillet 1806, amorcé la discussion avec le gouvernement français en vue d'un traité, quand il fut rappelé; or, s'il fut rappelé, c'est qu'il faisait des affaires de bourse et qu'à ces affaires était mêlé l'homme de confiance de Talleyrand, Montrond, sinon Talleyrand lui-même. Dénoncé au nouveau plénipotentiaire anglais, Lauderdale, Yarmouth est obligé de repartir pour Londres, 21 août. Comme ils avaient été les maîtres de la hausse et de la baisse à la Bourse, Yarmouth et Montrond réalisèrent sans doute de beaux bénéfices). — Commandant MINART. La brigade de cuirassiers saxons von Holtzendorff à la bataille de Leipzig (cette brigade ne suivit pas le reste des Saxons dans leur défection; elle resta fidèle à l'empereur jusqu'au 19 octobre, où elle fut autorisée à se rendre à Leipzig, « S. M. pensant qu'il serait agréable à votre bon roi d'avoir ces corps de sa garde près de sa personne dans les circonstances actuelles »). — G. VAUTHIER. Un barbiste en 1813-1814 (publie six lettres que François René Allain-Targé écrivit de Saumur à son fils Henri François, alors interne à Sainte-Barbe). — Eug. WEL-

VERT. Lettres d'exilés, 1816 (émanant de Thibaudeau ou le concernant). — A. DUBOIS-DILANGE. La rétractation de La Primaudière (des protestations qu'elle souleva dans la presse et qui émurent jusqu'au préfet de la Sarthe). — G. W. Lettres tirées des papiers de Xavier Eyma (sept lettres ou billets de 1840 à 1873).

4. — La Révolution française. 1913, 14 oct. — A. AULARD. La féodalité sous la Révolution; survivances, vicissitudes, suppression (fin; entre le 10 août 1792 et le 17 juillet 1793, les Français payaient encore des droits seigneuriaux : le cens, le champart, etc., en beaucoup de cas et en beaucoup de lieux. L'abolition des droits féodaux fut complète seulement à partir du moment où fut appliquée la loi du 17 juillet 1793). — Cl. PERROUD. André Chénier à Versailles en 1793. — A. ARTONNE. Les papiers de Maignet (analyse les registres de sa correspondance conservés à Clermont-Ferrand). — E. LEBÈGUE. Thouret et le bicamérisme (Thouret était partisan, dès 1789, de l'unité du Corps législatif, mais à condition que le roi fût armé d'un veto efficace). = Documents : une lettre de Condorcet à Diderot sur le Parlement, 1774. — Une lettre du comte de Provence à l'ex-constituant Virieu, de Hamm, le 23 août 1793. = 14 nov. L. DUTIL. Les « communes » en 1792 et le Comité central des sections de Toulouse, sept.-déc. (contre-coup de la révolution parisienne du 10 août). — J. BOUAULT. L'arrestation de Mesdames, tantes du roi, à Arnay-le-Duc, 22 février-4 mars 1791 (cette fuite de Mesdames, qui faisait déjà présager celle du roi, suscita la même défiance; elles purent, heureusement pour elles, échapper aux mains des Jacobins). — D. BAUD. Le parti libéral à Lyon, de 1824 à 1827. = Documents : Un mémoire de Verninac, publié par A. TUETEY (mémoire de Verninac de Saint-Maur sur une mission en Suède en l'an II).

5. — Revue des études napoléoniennes. 1913, nov. — Éd. DRIAULT. Le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch de Russie et les études napoléoniennes (longue analyse de certaines publications de la Société impériale d'histoire de Russie et surtout des importants volumes publiés, d'après les Archives impériales, par le grand-duc Mikhaïlovitch). — Joseph DURIEUX. Bonaparte au Luc, 1799 (publie et commente un mémoire dressé par un certain Perraimond qui était en 1799 président de l'administration municipale du canton du Luc, près de Draguignan, lorsque Bonaparte y relaya en rentrant d'Égypte. Bonaparte voulait continuer sa route, en pleine nuit; Perraimond réussit à le retenir en lui montrant que la route, infestée de brigands, était fort peu sûre. L'enthousiasme manifesté par les habitants dès cette première étape dut montrer au général qu'il pouvait tout oser contre le Directoire. Il repassa au Luc, en fugitif, le 26 avril 1814). — E. CAZES. Napoléon à Versailles et à Trianon (fin; l'iconographie napoléonienne à Versailles). — G. GROMAIRE. Arndt et Napoléon (les idées et le caractère d'Ernest-Moritz Arndt expliquent l'opposition que celui-ci

ne cessa de faire à Napoléon). — Mémoires et documents : Correspondance de Sébastiani, ambassadeur à Constantinople, du 24 déc. 1806 au 10 mars 1807, publiée par Éd. DRIAULT. — G. VAUTHIER. Les ouvriers de Paris sous l'Empire (publie un rapport très détaillé qui fut adressé par la préfecture de police au ministre de l'Intérieur, le 30 mai 1807; on y donne un « état statistique des ouvriers de Paris employés dans les arts mécaniques »; cet état est dressé « par ordres, genres et espèces, et les ouvriers y sont considérés sous les rapports du nombre de ceux qui sont pourvus de livrets, ainsi que sous les rapports de l'industrie, politique, physique et moral »). — R. GUYOT. Les études napoléoniennes en Allemagne, 1911-1912. — G. VAUTHIER. L'arc de triomphe en 1810 (représentation en charpente et en toile du futur arc de triomphe, dont en cette année les pieds-droits ne s'élevaient encore qu'à sept mètres du sol. Notes sur les emblèmes et les inscriptions à placer sur l'arc de triomphe).

6. — **Revue des questions historiques.** 1913, 1^{er} oct. — L. CRISTIANI. Luther au couvent, 1505-1517 (Luther est le premier responsable des erreurs qui ont eu si longtemps cours sur sa jeunesse; c'est lui qui a créé sa propre légende. Il a en effet éprouvé, sur le tard, le besoin de justifier sa sortie du couvent; il était peut-être de bonne foi en s'attribuant des sentiments qu'il n'avait pas éprouvés. Dupe de lui-même, il a naturellement trompé, non seulement ses adversaires, mais ses amis). — Ch. CONSTANTIN. L'élection de l'évêque constitutionnel de la Meurthe en 1791. — P. MONTARLOT. Un agent de la police secrète, 1800-1817 : Jean-Marie François (suite et fin; François servit ponctuellement Fouché, puis Savary jusqu'en 1814; c'est lui qui rédigeait le Bulletin de police qui, revu par Desmarets et signé par Fouché, était envoyé à l'Empereur. Destitué en 1814, il rentre au ministère avec Fouché pendant les Cent-Jours; à partir du 1^{er} mai 1817, il ne participe plus à la confection du Bulletin. Le souvenir des services rendus autrefois à la cause royaliste l'empêcha de tomber dans la misère. Mort en 1825). — J. GAILLARD. Essai sur quelques pamphlets ligueurs. — H. DE MONTBAS. Un récit inédit de la bataille de Rocroy (publie une lettre de François Barton, vicomte de Montbas, lieutenant au régiment Royal-Cavalerie, qui assistait à la bataille; elle est du 20 mai 1643). — J. GUIRAUD. Ozanam, historien chrétien. — C.-rendus : *Beuchat*. Manuel d'archéologie américaine (important). — *Vatikanische Quellen zur Geschichte der päpstlichen Hof-und Finanzverwaltung, 1316-1378* (analyse des documents publiés par F. Gæller et K. H. Schäfer). — *L. Barthou*. Mirabeau (apologie éloquent, où l'on apprendra à connaître encore mieux M. Barthou que Mirabeau lui-même). — *Ch. Maréchal*. La famille de Lamennais sous l'ancien régime et la Révolution. La jeunesse de Lamennais (excellent). — *Ch. Boutard*. Lamennais, sa vie et ses doctrines, t. III, 1834-1854 (plein d'idées et de faits). — *Mgr Laveille*. Chesnelong, sa vie, son action politique et parlementaire, 1820-1899 (très intéressant; utilise beaucoup de lettres

de Chesnelong). = Bulletin historique : Edm. FEHRENBACH. Courrier anglais. — M. BESNIER. Chronique d'histoire ancienne, grecque et romaine.

7. — Revue historique de la Révolution française. 1913, juill.-sept. — F. D'IVERNIS. Documents relatifs à la correspondance secrète de F. d'Ivernois avec la cour de Berlin, 1808-1809, publiés par O. KARMIN (le baron de Jacoby, ambassadeur de Prusse à Londres, prévoyant, au commencement de février 1808, que le gouvernement français exigerait que l'ambassade prussienne quittât Londres, proposa au Genevois F. d'Ivernois, depuis longtemps fixé dans cette capitale, de continuer secrètement le service d'informations nécessaires à sa cour. D'Ivernois accepta, de concert avec Canning, et à condition que toute la correspondance fût communiquée au ministre britannique. Ainsi fut fait; à suivre). — Serge GORIAINOW, Le sphinx dévoilé. Une nouvelle étude sur Alexandre I^{er} (analyse très serrée et substantielle du récent recueil de documents publiés par le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch; ces documents permettent enfin de découvrir la véritable nature du tsar Alexandre I^{er}). — H. W. MEIKLE. Les sociétés écossaises des « Amis du peuple », juill.-déc. 1792 (article détaché de l'ouvrage intitulé *Scotland and the french Revolution* et traduit par R. Altier; cf. *Rev. histor.*, t. CXII, p. 141). — O. BEUVE. L'invasion de 1814-1815 en Champagne (publie : 1^o le récit par l'abbé Virguin, curé d'une des paroisses de Châlons-sur-Marne, des démarches faites par la délégation communale auprès de Macdonald et du général d'York, commandant l'armée qui bombardait Châlons dans la nuit du 3 au 4 février 1814; 2^o le récit d'un certain Finot, régisseur du château d'Arcis, où le tsar Alexandre et Napoléon I^{er} installèrent tour à tour leur quartier général). — R. VALLENTIN DU CHEYLARD. Sanary et le siège de Toulon (suite). — MARIE-CAROLINE, reine des Deux-Siciles. Lettres inédites au marquis de Gallo, 1789-1806, publiées par le commandant WEIL (suite; janv.-avr. 1801; la reine est alors à Vienne ou à Schœnbrunn). — H. MONIN. Le collège Louis-le-Grand, séminaire de la Révolution (extraits tirés d'un ouvrage de l'abbé Proyard en 1803; il y est affirmé que les « monstres » de l'époque révolutionnaire ont été formés au collège Louis-le-Grand). — Ch. VELLAY. Une brochure faussement attribuée à Robespierre (c'est la *Lettre à un avocat au parlement de Flandre*, dont l'auteur fut l'avocat Guiffroy). — Id. Une lettre inédite de Saint-Just (de 1790 ou 1791). — O. KARMIN. Une lettre inédite de Talleyrand sur l'Amérique, 25 août 1795 (elle est anonyme, mais l'écriture et le cachet dévoilent son auteur).

8. — Journal des Savants. 1913, oct. — G. PERROT. Un helléniste allemand : Ulrich von Wilamowitz-Möllendorf (fin). — P. MONCEAUX. Un grammairien donatiste (essai de dégager, d'après un des traités de saint Augustin contre les Donatistes qu'a publiés Petschenig, le *Contra Cresconium*, les éléments du pamphlet composé par ce Cresconius, grammairien donatiste, qui fut un jour l'adversaire

d'Augustin; fin en nov.). — L. LEGER. L'origine du slavon (bref résumé des conclusions auxquelles est arrivé V. Jagić dans son étude sur l'origine de la langue usitée dans l'église slave, en particulier sur Cyrille et Méthode). — V. DEHÉRAIN. La correspondance archéologique du baron Jean de Witte conservée à la bibliothèque de l'Institut (fin). — Nov. A. MOREL-FATIO. Une réhabilitation de Philippe II (critique large et compréhensive du livre du Danois Bratli).

9. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1913, 4 oct. — G. Jéquier. Histoire de la civilisation égyptienne, des origines à la conquête d'Alexandre (suite d'indications bien choisies et illustrées de nombreuses photographies sur les divers âges du peuple égyptien et le développement graduel de sa civilisation. Quelques réserves à faire en ce qui concerne la littérature et la langue, qui ont évolué elles aussi. « Il n'y a pas une époque classique de la littérature égyptienne, mais plusieurs époques classiques dont chacune correspond à un état spécial de la langue »). — Cicero. 7^e, 8^e, 9^e, 10^e Philippische Rede, édit. W. Sternkopf (bonne édition; les obscurités ne sont pas toutes assez éclaircies). — Cornelius Nepos, édit. K. Witte (reprise de la onzième petite édition de Nipperdey; très soignée). — Eigenbrodt. Bismarck und seine Zeit (série d'études de détail, de digressions, d'excursus, avec une apologie immodérée de Bismarck. Défend contre Lenz ou Marcks la véracité des *Mémoires* de Bismarck). — Goyau. Bismarck et l'Église, t. III et IV (remarquable). — 11 oct. H. Angenot. Matériaux pour servir à l'histoire de l'industrie lainière (à Verviers; bon). — W. E. Rappard. Le facteur économique dans l'avènement de la démocratie moderne en Suisse (bon). — Ch. Foley. Les fantoches de la Peur, 1792-1794 (curieux et d'un effet dramatique un peu gros, mais puissant). — Despatys. Magistrats et criminels, 1795-1844 (d'après les *Mémoires* de Gaillard; c'est de la toute petite histoire, très peu instructive et assez ennuyeuse). — L. Leger. Serbes, Croates et Bulgares (recueil d'essais fort intéressants). — 18 oct. J. Thierry. De religieuze betekenenis van het ægyptische koningschap (thèse très intéressante sur le concept religieux de la royauté pharaonique; du protocole officiel des rois d'Égypte). — L. Borchardt. Die Pyramiden (après avoir fouillé et reconstitué sur le papier la pyramide de Sahouriya près d'Abousir, Borchardt en a construit un modèle en relief et il en donne l'explication archéologique dans cette brochure qui a plus qu'une valeur de circonstance, car on y trouve les idées de l'auteur sur les origines de la tombe royale et des pyramides en général). — H. Cordier. Bibliotheca Japonica. Dictionnaire bibliographique des ouvrages relatifs à l'empire japonais rangés par ordre chronologique jusqu'à 1870 (important). — A. Taranger. Norges gamle love (2^e partie de cet important recueil des anciennes lois de la Norvège; elle est consacrée aux lois et ordonnances ecclésiastiques de 1388 à 1447; index et lexique très utiles). — V. F. Büchner. Merovingica (études assez minutieuses sur Grégoire de Tours et sur For-

tunat). — *A. Hauss.* Kardinal Oktavian Ubaldini, ein Staatsmann des 13 Jahrhunderts (bonne biographie). — *P. Kalkoff.* Die Entstehung des Wormser Edikts (important pour les origines de la contre-Réforme et le rôle joué par Aléandre). — *Rachel Weigall.* Correspondence of lord Burgherst, afterwards eleventh earl of Westmoreland, 1808-1840 (peu de lettres de Burgersh; mais on en trouve de Wellington, de Campbell, de Lord Stewart; intéressant). — *G. Apollinaire, F. Fleuret, L. Perceau.* L'Enfer de la Bibliothèque nationale; icono-bio-bibliographie de tous les ouvrages composant cette célèbre collection (bon). = 25 oct. *O. Scheel.* Die Kirche im Urchristentum (analyse, en s'inspirant surtout des épîtres de saint Paul, l'idée que les premiers chrétiens se faisaient de l'Eglise). — *G. Pasolini.* Adriano VI (élégante et solide biographie qui intéresse tous les amateurs de la Renaissance). — *Vermeil.* Jean-Adam Mœhler et l'école catholique de Tubingue, 1815-1840 (excellent). = 1^{er} nov. *H. Junker.* Vorbericht über die zweite Grabung bei den Pyramiden von Gizeh (important pour l'histoire de l'architecture mortuaire et de ses développements). — *A. Wiedemann.* Der Tierkult der alten Ägypter (excellent). — *A. Crémieux.* La censure en 1820 et 1821 (bon). = 8 nov. *H. Willemssen.* Lateinische Inschriften (très bon manuel pour les classes). — *Teuffel.* Geschichte der römischen Literatur, 6^e édit., t. III (l'ouvrage a été bien mis au courant, mais surchargé de parenthèses qui le rendent obscur). — *Bergert.* Die von den Trobadors genannten oder gefeierten Damen (bon). — *A. Pereire.* Autour de Saint-Simon (menus articles sur Saint-Simon le socialiste). = 15 nov. *Alf. Steiner.* Der Fiskus der Ptolemaer. I (ce n'est encore qu'une introduction, mais qui promet). — *Fr. Magnus.* Ägypten (bon tableau de la vie économique de l'Égypte contemporaine). — *G. Kurth.* Souvenirs d'Égypte (œuvre originale, vivante, très partielle). — *Burchardt et Pieper.* Handbuch der ägyptischen Königsnamen, I (bon catalogue des Pharaons qui ont régné sur l'Égypte depuis l'antiquité la plus haute jusqu'à la dix-septième dynastie). — *Lippold.* Griechische Porträtstatuen (conscientieux). — *L. Reynaud.* Les origines de l'influence française en Allemagne, t. I (long et important compte-rendu par Rod. Reuss). = 22 nov. *F. W. von Bissing.* Die Kultur des alten Ägyptens (excellent petit résumé). — *O. Gilbert.* Griechische Religionsphilosophie (bonne histoire générale de la philosophie grecque étudiée au point de vue des concepts religieux). — *M. Wundt.* Geschichte der griechischen Ethik. II : der Hellenismus (va d'Aristote à Marc-Aurèle; très intéressant). — *A. de Maricourt.* Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon-Penthièvre, duchesse d'Orléans. I : la jeunesse (bon). — *P. Dufay.* Les sociétés populaires de l'armée, 1791-1794 (livre de parti pris; l'auteur généralise beaucoup trop vite; il ne voit le passé qu'à travers les passions du temps présent). = 29 nov. *Pley.* De lanae in antiquorum ritibus usu (recueil abondant de textes cités *in extenso*, avec une bibliographie). — *A. Brückner.* Die Wahrheit

über die Slavenapostel (livre de polémique très intéressant et vivant). — Le condizioni dei Lituani cattolici nella diocesi di Vilna e gli eccessi del panpolonismo (expose de nombreux faits de violence exercés par les Polonais contre les Lithuaniens du diocèse de Vilna, pour empêcher la célébration de la messe et la prière, même individuelle, en lithuanien).

10. — Nouvelle revue historique de droit français et étranger. 1913, juill.-août. — E. JOBBÉ-DUVAL. Les idées primitives dans la Bretagne contemporaine. Seconde étude : les Ordales (suite; VII, épreuve par la fontaine; VIII, le culte animiste des pierres; IX, le culte des animaux). — Edg. BLUM. Le projet de revision attribué à Miro-mesnil (de l'ordonnance de mars 1673 sur le commerce). — C.-rendus : P. Collinet. Études historiques sur le droit de Justinien. I : le caractère oriental de l'œuvre législative de Justinien et les destinées des institutions classiques en Occident (fort intéressant : l'œuvre de Justinien fut vraiment utile et opportune; elle répondit aux besoins du temps et réalisa un réel progrès; mais il faut la juger au point de vue du droit non seulement classique, mais aussi et surtout byzantin. Les interpolations qu'on y découvre à chaque page s'expliquent par les nécessités d'un état social très différent de celui qui régnait à Rome au temps des jurisconsultes classiques). — Fr. Peltier. Le livre des ventes du Mouwata de Málík ben Anas (important pour la connaissance du droit musulman au II^e siècle de l'hégire).

11. — Revue de l'histoire des religions. 1913, janv.-févr. — J. CAPART. Bulletin critique des religions de l'Égypte, 1908-1909 (suite et fin). — Ad. REINACH. Le rite des têtes coupées chez les Celtes (s'explique comme bien des coutumes de peuplades sauvages actuellement connues). — P. MASSON-OURSSEL. La démonstration confucienne; note sur la logique chinoise préboudhique. — Mars-avr. R. HERTZ. Saint Besse, étude d'un culte alpestre. — A. MORET. Le Ka des Égyptiens est-il un ancien totem? — GOBLET D'ALVIELLA. La sociologie de M. Durkheim et l'histoire des religions (d'après le dernier livre de M. Durkheim : *les Formes élémentaires de la vie religieuse*). — Mai-juin. Ad. REINACH. L'origine des amazones. A propos d'une explication nouvelle de la légende amazonienne (cette légende s'est enrichie au contact de toutes les guerres nationales que les Grecs ont soutenues contre les barbares du Nord et du Levant; elle en est devenue comme le résumé et le symbole). — Isidore LÉVY. Sarapis (suite). — A. VAN GENNEP. Contribution à l'histoire de la méthode ethnographique (notes sur Lafitan, auteur des *Mœurs des sauvages américains*; à suivre). — Juill.-août. E. GUIMET. Les âmes égyptiennes (comparaisons curieuses avec des conceptions philosophiques de peuples primitifs). — P. MASSON-OURSSEL. Sur la signification du mot « Yoga ». — A. VAN GENNEP. Contributions à l'histoire de la méthode ethnographique (Goguet, 1716-1758, le président de Brosses, 1709-1777,

Boulanger, 1722-1759). — H. DUSSAUD. Un monument du culte syrien et d'époque perse (représenterait la déesse Atargatis, déesse syrienne, et prouverait la pénétration du Liban par le culte syrien).

12. — Revue des bibliothèques. 1913, avr.-juin. — Ch. MORTET. Règles et usages observés dans les principales bibliothèques de Paris pour la rédaction et le classement des catalogues d'auteurs et d'anonymes, 1912. Voir plus loin, p. 237.

13. — Le Correspondant. 1913, 10 oct. — Général DE WITTE. Comment se perd une bataille. La cavalerie à Rezonville, le 16 août 1870 (étude très précise où sont utilisées des notes de témoins oculaires). — Paris de 1842 à 1845. La cour, la société, les mœurs. Extraits du Journal de Victor DE BALABINE, secrétaire de l'ambassade de Russie, publ. par E. DAUDET. — G. GOYAU. Chaminade, fondateur des Marianistes. Son action religieuse et scolaire (nombreuses œuvres pieuses créées par l'abbé Joseph Chaminade à Bordeaux, à partir de 1800; en 1816, il fonda l'institut des Filles de Marie à Agen; puis, en 1817, celui de la Société de Marie à Bordeaux, l'un et l'autre caractérisés par ce fait que l'élément sacerdotal et l'élément laïque y étaient associés par une sorte de « compénétration ». Chaminade mourut en 1850). — INGRES. Lettres inédites à M. Marcotte; publ. par M. LAPAUZE (fin). — Éd. GACHOT. Le drame de Leipzig; prodromes et récits (publie un certain nombre de documents inédits).

14. — Études. Revue fondée par des Pères de la C^{ie} de Jésus. 1913, 5 mai. — Paul BERNARD. A la remorque de la France. I : l'Allemagne avant Iéna (remarques générales sur l'influence française et l'imitation de la France dans la littérature allemande au XVIII^e s.). = 20 mai. Marcel VILLER. La paix de l'Eglise. L'édit de l'année 313 (à l'occasion du jubilé de l'édit de Milan). = 5 juin. Paul BERNARD. A la remorque de la France. II : l'âme allemande et la réaction romantique. — Joseph BRUCKER. Nouvelles publications sur la C^{ie} du Saint-Sacrement (l'abbé Auguste, Maurice Souriau, Féron). = 5 juill. Paul GALTIER. L'évêque-docteur : saint Irénée de Lyon (la fin le 20 juill.). — S. TYSZKIEWICZ. Un épisode du mouvement d'Oxford : la mission de William Palmer (essais, entre 1840 et 1850, de rapprochement de l'église russe et de l'église anglicane puis, en 1855, conversion de Palmer au catholicisme; son activité jusqu'à sa mort en 1879; suite et fin, 20 juill. et 5 août). — J. BRUCKER. L'éducation dans les collèges des Jésuites de l'ancienne France, d'après M. A. Schimberg. = 20 juill. R. DE BEAUREPAIRE-LOUVAGNY. Le canal de Panama (fin le 5 août; historique des travaux). = 5 sept. A. SOLANET. Un épisode de la guerre des Camisards. I. La mort de l'abbé du Chaila, 29 sept. II. La mémoire de l'abbé du Chaila. — A. NOVON. Bulletin d'histoire du moyen âge. = 5 oct. Louis LAURANS. Armées d'autrefois (notes de tactique sur les armées grecque et romaine; la supériorité de l'armée romaine vient de la souplesse de son organisation tactique, de l'en-

durance et de l'activité du soldat). — J. BRUCKER. Publications sur l'histoire de la Cie de Jésus (Fouquerey, Duhr, Braunsberger, Rodeles, Le Bachelet, etc.).

15. — La Grande revue. 1913, 10 oct. — J. CORBIN. Un officier français en mission secrète à Constantinople en 1894 (c'était le commandant Albert Corbin, alors professeur de fortification permanente à l'École d'application de Fontainebleau; sa mission, désirée par le sultan et tenue secrète, n'eut aucun résultat; deux années plus tard, c'est aux Allemands qu'Abdul Hamid s'adressa; mais c'est le projet de Corbin qui, soumis au comité de défense que présidait Von der Goltz, fut adopté. Il est vrai qu'il n'a été exécuté qu'en partie).

16. — La Revue de Paris. 1913, 15 oct. — L. LIARD. Souvenirs de petite ville (Falaise, son collège et son château, il y a cinquante ans). — M. MAUSS. L'ethnographie en France et à l'étranger (2^e art.; décrit les principales institutions étrangères où l'ethnographie est étudiée et enseignée. Chez nous, sur ce domaine, presque tout est à créer). = 1^{er} nov. Contre-amiral D. Les centenaires de nos défaites et la campagne de 1813 (recherche les causes de ces défaites, qui font peut-être oublier un peu trop les vingt ans de victoires et de conquêtes qui avaient précédé). — Abbé DEGERINE. Lettres de Crimée, 1854-1855 (l'abbé Degerine était aumônier de la marine à bord de l'Alger; ses lettres sont adressées à un ami de Paris, l'abbé Lemaitre. Écrites sous l'émotion même du moment par un homme observateur et désintéressé, elles ont un réel intérêt, plus encore par les réflexions qu'elles contiennent que par les faits qu'elles mentionnent; fin le 15 nov.). — C. RADULESCU-MOTRU. Charles I^{er}, roi de Roumanie. = 15 nov. Claude GÉVEL et Jean RABOT. La censure théâtrale sous la Restauration. — G. GRAVIER. La nouvelle Serbie. = 1^{er} déc. E. DELAGE. La jeunesse universitaire en Allemagne.

17. — Revue des Deux Mondes. 1913, 1^{er} oct. — G. HANOTAUX. L'histoire et les historiens. II : les Historiens grecs (Hérodote, Thucydide, Polybe et Plutarque); suite le 15 oct. : les Historiens latins (les grands sujets suscitent les grands historiens; témoins César, Salluste, Tite-Live et Tacite. Voilà pour le passé; quant au futur, le principal devoir de l'historien est d'éviter « le paradoxe et le fatras », d'éliminer les détails stériles et de « dégager les grandes lignes avec leurs prolongements sur l'avenir »). — Vicomte G. D'AVENEL. Les moyens de transport depuis sept siècles. I : Routes et voyageurs à cheval. — A. BEAUNIER. Villon. = 15 oct. H. LORIN. L'Espagne en 1913. = 1^{er} nov. MONTALEMBERT. Lettres à la comtesse Sophie Apponyi, publiées par la comtesse Louis APPONYI (1861-1862; lettres intéressantes où Montalembert parle de la Pologne et de la Hongrie, de ses chers amis Dollinger et Lacordaire; il flétrit la conduite impolitique du gouvernement autrichien à l'égard de la Hongrie; il reproche à la comtesse, son amie, son goût pour l'absolutisme :

« Vous êtes la pire espèce des absolutistes, de ceux qui font de la religion la base ou l'excuse de leur préférence pour le despotisme. » Quant au pape, il n'admet pas qu'il « veuille rester à Rome avec Victor-Emmanuel et consacre, même par sa résignation, le triomphe du sacrilège ». Il trouve « infect » le *Parfum de Rome* de L. Veullot; c'est, ainsi que *l'Église devant la Révolution* de Crétineau-Joly, un livre « fait exprès pour détourner les catholiques d'avoir le sens commun et pour dégouter les honnêtes gens d'être catholiques ». Belle page sur le duc de Norfolk et sa mort si vraiment sainte; suite le 15 nov. (1862-1868; la correspondance devient de plus en plus triste et désolée. Notons cependant ce reproche que Montalembert renouvelle à la comtesse : « Comment une femme bien née, délicate et distinguée comme vous » a-t-elle pu « se laisser séduire par cet ensemble grossier de passions, de préjugés et de rancunes qui se personnifie dans le *Monde*! » Si elle avait pu entendre, pendant cinq minutes seulement ce qu'en pensaient Dupanloup et Falloux, elle aurait été édifiée). — R. PINON. Anatole Leroy-Beaulieu. — P. DE NOLHAC. Le jardin de Marie-Antoinette au Petit-Trianon (et de l'art des jardins au XVIII^e siècle. « A cette reine charmante, l'art français doit bien peu de chose; si, dans la musique, elle n'avait soutenu l'œuvre de Gluck, on pourrait passer son rôle sous silence; mais elle a créé un jardin parfait »). = 15 nov. LANZAC DE LABORIE. Paul Thureau-Dangin, 1837-1913. L'homme et l'œuvre. — A. BEAUNIER. Joubert, juge de paix. = 1^{er} déc. Comte D'HAUSSONVILLE. M^{me} de Staël et Necker, d'après leur correspondance inédite; t. V : M^{me} de Staël à Metz (c'est à Metz qu'elle commença vraiment à s'intéresser à la littérature allemande qu'elle ignorait auparavant; son initiateur fut Charles de Villers, Français émigré, pour qui l'Allemagne était devenue une seconde patrie. Elle séjourna à Metz du 26 octobre au 8 novembre 1803).

18. — Revue politique et littéraire (Revue bleue). 1913, 18 oct. — J. REINACH. Quelques lettres de Mirabeau à ses commettants (publie cinq lettres conservées aux archives de Riez, 1790-1791, avec un savoureux commentaire). — A. JEANROY. L'Académie des jeux floraux de Toulouse (suite et fin). — L'exploitation d'une bibliothèque privée anglaise (celle de Cheltenham). = 25 oct. C. LATREILLE. La vie littéraire à Paris en 1843-1844, d'après des lettres inédites de Victor de Laprade (fin le 1^{er} nov.). — E. DE MORSIER. La question d'Alsace-Lorraine (très intéressant et instructif). — A. BOSSERT. Cendrillon. Les origines du conte. = 1^{er} nov. Paul LOUIS. L'évolution du syndicalisme français. — GAILLY DE TAURINES. La grande-duchesse Stéphanie de Bade et la reine Hortense. = 8 nov. Comtesse D'AGOULT. Lettres à Ferdinand Hiller, 1838-1857 (intéressant pour l'histoire du monde musical). = 22 nov. G. HANOTAUX. Le comte de Chambord à Versailles (expose pourquoi la monarchie n'a pas été restaurée en 1873; fin le 29 nov.). — L. DUMONT-WILDEN. Le prince de Ligne et

l'esprit européen. — L. MAGNE. Le verre dans l'antiquité. = 29 nov. Alph ROUX. Le musée Jacquemart-André (ce qu'on voit dans cette admirable collection qui vient de s'ouvrir au public).

19. — **Académie des inscriptions et belles-lettres.** Comptes-rendus des séances de l'année 1913. Bulletin de juillet. — E. WRANGEL et M. DIEULAFOY. La cathédrale de Lund (sa décoration au XIII^e s. Tandis que M. Wrangel voit dans certains chapiteaux de cette cathédrale, tout imprégnée de style roman occidental, la représentation de Daniel dans la fosse aux lions, M. Dieulafoy y reconnaît l'hercule chaldéen, ou Ghilgamech, qui, à l'aurore des temps historiques, fit la guerre aux monstres dont la présence rendait la terre inhabitable). — M. DIEULAFOY. Le rythme modulaire du temple de Salomon. — PICARD et AVEZOU. Les fouilles de Thasos, 1912. = Août-sept. F. PRÉCHAC. La date du *De Clementia* de Sénèque (ce traité a été composé au début de l'année 55, avant les crimes commis par Néron; mais Sénèque y a fait des additions où ces crimes sont mentionnés et flétris; ces additions, il les a écrites au moment où il venait de s'ouvrir les veines). — Id. Notes sur C. Velleius (qui aurait été le maître de philosophie du jurisconsulte Trebatius; Cicéron le mentionne sous un nom qui, dans les mss., a pris la forme de Zeius). — Fr. CUMONT. Une figurine grecque d'envoûtement (trouvée à Athènes). — L. POINSOT. Note sur une inscription de Koudiet Es-Souda, Tunisie (dédiée par le *pagus Veneriensis*, nom qui se rencontre ici pour la première fois). — Chanoine LEYNAUD. Découverte de quatre mosaïques tombales dans la cinquième catacombe d'Hadrumète (elles contiennent des inscriptions). — HÉRON DE VILLEFOSSE. Une inscription de Tebourba, « Colonia Octavianorum Thuburbo ». — COUBYAT-BARTHOUX. Carte topographique et archéologique de l'isthme de Suez.

20. — **L'Anjou historique.** 1913, nov.-déc. — Antoine Arnault et Nicole en Anjou, 1671 (Arnault vint, après la « Paix de l'Église », faire visite à son frère, évêque d'Angers; il était accompagné de Nicole. Les moins malveillants, après les avoir vus et entendus, furent d'accord, paraît-il, pour trouver que « leurs écrits valaient mieux que leurs discours »). — Le petit séminaire d'Angers, 1681-1791. — Pourquoi les Angevins demandaient un Conseil supérieur, 1772 (publie un mémoire adressé, le 12 sept. 1772, au comte de Provence, qui était aussi duc d'Anjou, et au chancelier de France, à l'effet d'obtenir que, dans la nouvelle organisation judiciaire, un Conseil supérieur fût créé en Anjou, à côté de ceux de Blois et de Poitiers qui se partageaient la province). — Bannissement en Espagne des prêtres Manceaux et Angevins, 1792 (publie un récit anonyme composé par un de ces prêtres insermentés le 5 mai 1793). — Le représentant du peuple Philippeaux en Maine-et-Loire (juill.-août 1793). — M. Bretonnier, vicaire au Vieil-Baugé, guillotiné à Angers (le 4 nov. 1793). — Les traités de La Jaunaye, de La Mabilais et de Saint-Florent-le-Vieil, févr.-mars 1795. — Enquête administrative sur le clergé

insermenté de Maine-et-Loire, mars 1796. — Bonaparte, Hédouville et Bernier, 1799-1800 (surtout d'après la correspondance de Bernier avec Hédouville). — L'école secondaire de Saint-Nicolas à Angers, 1800-1806. — L'enlèvement du sénateur Clément de Ris et le tribunal d'Angers; histoire et légende, 1801 (d'après les pièces du procès qui fut plaidé devant le tribunal spécial de Maine-et-Loire; un des juges, le capitaine Viriet, prévenu d'avoir vendu son opinion en faveur des accusés, fut destitué; il mourut en 1860). — Inauguration du portrait de l'Empereur à Angers, 1809.

21. — Annales de Bretagne. 1913, nov. — P. HÉMON. La révolution en Bretagne. Notes et documents : Jacques Quéinnec, député du Finistère à la Convention et aux Cinq-Cents (Quéinnec fut un des soixante-quinze députés à la Convention qui protestèrent contre le coup d'État montagnard du 31 mai; arrêté le 3 octobre, il resta en prison pendant plus d'une année. Long mémoire sur cette détention, adressé à sa femme le 25 frimaire an III, 15 déc. 1794). — V. VINCENT. Essai sur le protestantisme en Haute-Bretagne jusqu'à l'Édit de Nantes (analyse d'un mémoire présenté à la Faculté des lettres de Rennes pour l'obtention du diplôme d'études supérieures d'histoire). — S. CANAL. Les origines de l'intendance de Bretagne (suite). — F. QUESSETTE. L'administration financière des États de Bretagne de 1689 à 1715 (suite). — E. SEVESTRE. Le clergé breton en 1801 (suite). — L. MAÎTRE. Études sur le lac de Grandlieu et ses affluents (ch. III : les premiers dessécheurs de marais; ouverture du canal de Buzay, etc., 1690-1789). = C.-rendus : O. Held. Die Hanse und Frankreich von der Mitte des 15 Jahrh. bis zum Regierungsantritt Karls VIII (bon). — J. Loutchisky. Quelques remarques sur la vente des biens nationaux (excellente méthode; conclusions prudentes et dignes de la plus sérieuse attention). — G. Martin et M. Bezançon. L'histoire du crédit en France sous le règne de Louis XIV; t. I : le Crédit public (bon).

22. — Annales du Midi. 1913, oct. — Fr. GALABERT. Sur la date de quelques actes relatifs à l'abbaye de Moissac et à ses possessions dans l'Auvergne (restituée en particulier à Louis I^{er} d'Aquitaine une charte que l'on datait du règne de Louis VI le Gros; au lieu d'être de 1131 ou 1132, elle est de mai 804. Texte de cette charte, suivie d'une bulle de Pascal II du 19 juillet 1107). — Ant. THOMAS. Nouveaux documents sur les États provinciaux de la Haute-Marche, 1418-1446. — J. ADHER. La « préparation » des séances des États de Languedoc, d'après des documents inédits (publie dix-sept lettres provenant des archives du château de Castelnau-d'Estrétefonds et qui sont des billets de convocation aux États, 1610-1734). = C.-rendus : Riol. Le vignoble de Gaillac, depuis ses origines jusqu'à nos jours, et l'emploi de ses vins à Bordeaux (bon; insiste sur l'hostilité que les Bordelais ne cessèrent de manifester contre les vins provenant de ce vignoble). — A. Robert. Les débuts de l'insurrection des Camisards : l'affaire du Pont

de Montvert (bon). — *Coelho*. Notre-Dame de Rocamadour en Portugal (bon).

23. — Bulletin de la Société de l'histoire de Paris. 1913, 2^e livr. — L. MIROT. L'acquisition par le chapitre de Notre-Dame des biens de Nicolas d'Orgemont à la Courtille Barbette en 1417. — M. FOSSEYEUX. L'Hôtel-Dieu et le chapitre de Notre-Dame au XVII^e s. (publie le texte d'une transaction passée entre ces deux établissements le 12 mai 1681). — F. FOIRET. État numérique des anciennes archives de l'étude Bossy, 1564-1800.

24. — Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1912, vol. 66 (Auxerre, 1913). — Capitaine DE BONTIN et lieutenant CORNILLE. Les volontaires nationaux et le recrutement de l'armée pendant la Révolution dans l'Yonne. 2^e partie : les volontaires; ch. I : les auxiliaires; levée de trois bataillons; les volontaires de 1791 en campagne (fin de ce mémoire fortement documenté, qui ne compte pas moins de 446 pages). — CESTRE. Note sur le collège de Noyers (résume en cinq pages l'histoire de ce collège). — A. GUILLOIS. Fouilles d'Alésia; campagne de 1912. — E. PETIT. Inventaire et testament de Jeanne de Chalon, comtesse de Tonnerre, 1360 (document très détaillé). — Abbé E. RÉGNIER. Notes historiques sur Villefranche-Saint-Phal; son château, son abbaye.

25. — La Province du Maine. 1913, oct. — G. BUSSON. Légendes des saints Julien, Turibe et Pavace (2^e série : VIII^e siècle; étude sur la vie de saint Julien par Sergius le Romain, racontée par l'auteur des *Actus*; suite en nov.). — LEGROS. Un curé de Bazouches évêque de Troyes? (l'église de Bazouches fut consacrée en 1624 par un évêque de Troyes : René Breslay. Un homonyme était en 1602 curé de Bazouches; pourquoi ne serait-ce pas le même personnage?). — FROGER. Le testament de Michel Bodard, chanoine du Mans, 1389. — G. BUSSON. Saint Aldric, évêque du Mans, 832-857; suite en nov. = Nov. F. UZUREAU. Le collège de Bueil à Angers, 1404-1793 (cinq pages). — LEGROS. Scènes de taverne en 1528, au Chevain. — L. CALENDINI. Menus faits de la province du Maine à la fin du XVIII^e s. (suite).

26. — Revue de Gascogne. 1913, nov. — G. LAURENT. Armagnac et pays du Gers; suite et fin. — J. LESTRADE. La Gascogne, d'après F. de Belleforest. — Baron A. PEREZ. Un officier gascon au régiment, d'après sa correspondance, 1710-1750 (Nicolas de Cazaux de Mascaron). — L. MÉDAN. Découvertes archéologiques à Saint-Bertrand-de-Comminges. — G. DELPECH. Lettres inédites de Jean Jaubert de Barault, évêque de Bazas (suite : 1627-1629).

27. — Revue de l'histoire des colonies françaises. 1913, 3^e trimestre. — DAHLGREN. L'expédition de Martinet et la fin du commerce français dans la mer du Sud (1715-1716; utilise beaucoup de documents inédits). — Baron CARRA DE VAUX. Documents sur la perte et la rétrocession de la Guyane française, 1809-1817 (d'après les

papiers du général Carra Saint-Cyr, commissaire pour la France à la reprise de la Guyane, et gouverneur de la colonie).

28. — Revue du Nord. 4^e année, 1913, nov. — G. LEFEBVRE. La Société populaire de Bourbourg (fin). — BOULY DE LESDAIN. L'héraldique dans Hemricourt, à propos d'une édition récente de ses œuvres (observations sur le *Miroir des nobles de Hesbaye* qui, commencé en 1353, fut achevé en 1398 et contient la généalogie de tous les descendants issus du mariage de Rasse A la Barbe, sire de Dammartin, avec Alice de Warfusée, qui vivaient au XII^e s. Leur généalogie intéresse surtout la région liégeoise. L'édition la plus récente a été donnée en 1900 par M. C. de Borman et A. Bayot).

29. — Revue historique de Bordeaux. 1913, sept.-oct. — B. SAINT-JOURS. L'industrie préhistorique sur les dunes du Médoc et l'âge des dunes (« nos étangs ont commencé à se former d'une manière lente, à leur emplacement actuel, dès la naissance des dunes; la formation de nos dunes du littoral gascon remonte au quaternaire supérieur et compte au bas mot dix ou douze mille ans d'ancienneté »). — P. CARAMAN. Le journal d'un curé de campagne, 1763-1792 (chronique de la paroisse de Sainte-Anne-du-Puy, ancien diocèse de Bazas, consignée sur les registres de l'état religieux par le curé Simon-Luc Boniol). — J. DE MAUPASSANT. Un grand armateur de Bordeaux : Abraham Gradis, 1699-1780 (2^e partie : A. Gradis, armateur du roi, 1744-1780; ch. I : Guerre contre l'Angleterre et période de paix, 1744-1755; suite). — P. COURTEAULT. Un ambassadeur vénitien à Bordeaux en 1528 (traduit la relation du voyage d'André Navagero qui, venant d'Espagne, se rendait auprès de François I^{er}; le texte original est dans le recueil des *Relazioni*, publ. par Tommaseo; elle n'est pas dans celui d'Albéri). — A. VOVARD. La carrière militaire du vicomte de Noé, ancien maire de Bordeaux (maire de Bordeaux en 1769, retiré de la vie militaire avec le grade de maréchal de camp en 1770). — R. BROUILLARD. Un cahier de doléances de vieilles filles aux États-Généraux de 1789 (la rédaction de ce cahier fut un jeu de société auquel se divertirent des dames de Castillon-sur-Dordogne).

30. — Revue historique et archéologique du Maine. 1913, t. LXXIV, 2^e livr. — R. TRIGER. Une prison du Mans pendant la Révolution : la maison d'arrêt de l'évêché, 1793-1803. — M. DE CASTILLA. Quelques notes sur la châtellenie de Resné-en-Lignéres-Ladouce. — Abbé L. CALENDINI. Bibliographie du Maine pour 1912. — G. FLEURY. Les œuvres de Véron de Fortbonnais (suite; ses *Considérations sur les finances d'Espagne*, 1753; ses articles de l'*Encyclopédie* et ses *Éléments du commerce*).

ALLEMAGNE.

31. — Deutsche Rundschau. 1913, mai. — G. DICKHUTH. 1813 (série d'articles terminée en nov.). — Vice-amiral HOFFMANN. Le

gouvernement parlementaire dans les colonies anglaises (d'après les livres de Keith, *Responsible government in the Dominions*, 1912, et Egerton, *Federations and Unions within the British Empire*, 1914). = Juin. G. EGELHAAF. Vingt-cinq années (à propos du jubilé de l'Empereur; l'auteur insiste sur l'influence de Guillaume II dans le maintien de la paix). = Juill. H. VON EGLOFFSTEIN. Charles-Auguste pendant la guerre de 1823 (Charles-Auguste de Saxe-Weimar. Continue en août et sept.). = Août. R. GARBE. Éléments chrétiens dans le brahmanisme et l'indouisme (fin en sept.). — F. HERMANN. Tableaux de la vie populaire en Italie au moyen âge. = Sept. H. SCHÖEN. L'art des habitants des cavernes dans l'Europe du sud-ouest. = Oct. VON DER GOLTZ. Souvenirs et contes sur Mahmoud Chevkét Pacha. — V. BOJANOWSKI. Goethe et l'année 1813.

32. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1913, sept. — J. Kromayer et G. Veith. Antike Schlachtfelder, t. III (une partie du volume est consacrée aux champs de bataille de l'Italie, une autre à ceux de l'Afrique; Adolf Bauer rend justice au volume qui a été vivement attaqué par Delbrück). — Der Tosephatraktat Berakot. Texte, traduction et éclaircissements par Oscar Holtzmann (le texte n'est qu'une reproduction de celui de Zuckermendel; la traduction n'est pas très supérieure à celle de Laible; les éclaircissements sont insuffisants). — Fr. Pfister. Der Reliquienkult im Altertum (excellent ouvrage, mais qui aurait gagné à être resserré; contient trop de digressions). — A Catalogue of the ancient sculptures preserved in the municipal collections of Rom : The Sculptures of the Museo Capitolino (quelques erreurs; mais ce catalogue, fait par les membres de l'École anglaise de Rome, rendra service). — Wolfgang Helbig. Führer durch die öffentlichen Sammlungen klassischer Altertümer in Rom, t. I et II, 3^e édition (excellent; quelques fautes d'impression). — Edward Kennard Rand. Johannes Scottus (l'ouvrage date de 1906; c'est une très estimable dissertation en allemand, par un assistant de l'Université de Harvard). = Oct. Eduard Norden. Agnostos Theos (l'auteur part du discours attribué à Paul devant l'Aréopage par les *Acta apostolorum* pour se livrer à des recherches sur les formules de prédication et de prières; œuvre remarquable et très suggestive). — Jean Lesquier. Les institutions militaires de l'Égypte sous les Lagides (très belle œuvre; W. Schubert exprime le vœu que l'auteur poursuive son travail en étudiant les institutions militaires de l'Égypte pendant la période romaine). = Nov. Adolf Bonhöffer. Epiktet und das Neue Testament (a montré définitivement que le Nouveau Testament n'a eu aucune influence sur Épictète). — B. Bretholz. Geschichte Böhmens und Mährens bis zum Aussterben der Přemysliden, 1306 (les Allemands doivent savoir gré à l'auteur d'avoir tiré l'histoire de ces pays des filets de Palacky). — Zeitschrift für Brüdergeschichte, t. VI (courte analyse). — O. Uttendörfer. Das Erziehungswesen Zinzendorfs und der Brüdergemeinde in seinen Anfängen (beaucoup de nouveau).

33. — Historisches Jahrbuch. T. XXXIV (1913), n° 3. — LEHMANN et BÜHLER. Le *Passionale decimum* de Bartholomé Krafft de Blaubeuren (le manuscrit de l'abbaye de Blaubeuren qu'on croyait perdu a été retrouvé à la bibliothèque de Fulda; il contient une série de vies de saints et quelques extraits historiques; analyse du manuscrit et fragments inédits; indications sur la bibliothèque de Blaubeuren à la fin du xv^e s.). — Sebastian MERKLE. Règles pour faire une édition (répond à des critiques adressées par Pfülf au second volume de son *Diarium* du concile de Trente). — A. POSTINA. Les mœurs du chorévêque de Strasbourg Jean Delfius (Karl Hahn, dans un article de la *Zeitschrift f. d. Geschichte des Oberrheins* de 1910, a mal interprété une lettre du 18 février 1581 où il était question de ce personnage). — Hubert BASTGEN. Les causes de la sécularisation des évêchés et des chapitres de Trente et de Brixen (publie deux rapports sur cette question de Metternich et de Saurau, 1820 et 1821). — C.-rendus : E. Seeberg. Die Synode von Antiochen im Jahre 324-325 (l'auteur n'arrive pas à prouver l'existence d'un pareil concile antérieur à celui de Nicée). — M. Döberl. Entwicklungsgeschichte Baierns (t. II : De la paix de Westphalie à la mort de Maximilien II. Véritable intelligence historique). — Analyses de revues et courtes notices bibliographiques.

34. — Historische Zeitschrift. T. CXI (1913), n° 3. — Walther JUDEICH. Les lois de Caius Gracchus (contre Mommsen et Nitzsch; C. Gracchus veut avant tout fortifier la plèbe rurale; tout le reste est accessoire). — Fritz VIGENER. Gallicanisme et épiscopatisme dans le catholicisme allemand entre le concile de Trente et celui du Vatican (conférence faite à Fribourg-en-Bade le 6 février 1913, imprimée avec des développements nouveaux. Le concile de Trente n'avait point proclamé l'infaillibilité du pape ni reconnu au souverain pontife le caractère d'évêque universel; mais, après le concile, ces théories furent soutenues par des théologiens comme Melchior Canus, Pierre Canisius, Grégoire de Valence, des juristes comme Ulrich Hunnius. En opposition à ces écrivains, sous l'influence du gallicanisme, prit naissance au xviii^e s. en Allemagne le fébronianisme; polémiques que cette doctrine suscite au xix^e s. Mais la cause pontificale gagne de plus en plus du terrain. La traduction parue à Augsbourg en 1833 du traité du P. Mauro Cappellari, qui était devenu le pape Grégoire XVI, eut une grande influence; la revue *Der Katholik* propage l'idée de l'infaillibilité; Phillips, nouveau converti, lui est très favorable dans son *Kirchenrecht*; il peut être considéré comme un de Maistre allemand. La constitution du concile du Vatican *Pastor aeternus* n'est pas seulement le triomphe du pape vivant Pie IX, mais une victoire de Grégoire XVI mort. Étude très attachante de notre collaborateur; nous souhaitons vivement qu'il la poursuive de l'avènement de Pie IX, en 1846, jusqu'au concile du Vatican et qu'il justifie ainsi pleinement le

titre : *Zwischen Tridentinum und Vaticanum*¹⁾. — Friedrich MEINEKE. Jugement sur Ranke (jusqu'à quel point l'étude désintéressée de l'histoire a agi sur les idées politiques de l'homme). — Fritz KERN. La tâche des travaux de généalogie (d'après E. Devrient et A. Hofmeister). — Erich MISSALEK. Les plus anciennes formes des établissements coloniaux slaves (Oswald Balzer vient de montrer qu'à tort on prenait comme type de ces établissements la forme ronde, le *Runddorf*). — C.-rendus : *Felix Kuberka*. Ueber das Wesen der politischen Systeme in der Geschichte (ingénieux ; mais partager l'histoire d'après les grands systèmes politiques, ceux de Charles-Quint, de Frédéric II, de Napoléon, de Bismarck, etc., ne serait-ce pas trop la simplifier?). — *Fredrich Fries*. Lehre vom Staat bei den protestantischen Gottesgelehrten Deutschlands und der Niederlande in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts (aurait dû étudier aussi les juristes). — *Joseph Greven*. Die Anfänge der Beginen (excellent). — *G. Mollat*. Les papes d'Avignon (bon manuel). — Briefwechsel der Brüder *Ambrosius* und *Thomas Blaurer*, 1509-1567, hg. von *Traugott Schiess* (publication de 2,938 lettres qui illustrent toute l'histoire de la Réforme). — *Von Krauss*. 1805. Der Feldzug von Ulm (œuvre scientifique). — *Eduard Schwarz*. Kaiser Konstantin und die christliche Kirche (écrit avec beaucoup d'art). — *Richard Schwemer*. Geschichte der Stadt Frankfurt a. M. 1814-1866 (deux volumes ; le troisième est sous presse). — Das älteste Wismarsche Stadtbuch von etwa 1250 bis 1272, hg. von *E. Techen* (intéressant ; table insuffisante). — T. CXII (1913), n° 1. Max-L. STRACK. Le rôle des affranchis dans la société ancienne (comment le maître est servi par ses affranchis ; disparition de l'esclavage qui est remplacé par le servage ; le développement du servage annonce la fin des temps antiques). — Moriz RITTER. Étude sur le développement de la science de l'histoire (4^e article ; le XVIII^e s. : Montesquieu, Voltaire, Adam Smith, Herder, Justus Möser et Edward Gibbon). — Alfred DOVE. Gustav Freytag d'après les deux nouveaux volumes de lettres. — C.-rendus : *G. P. Gooch*. History and historians in the nineteenth century (beaucoup de lacunes, surtout sur les historiens allemands). — *Harry Bresslau*. Handbuch der Urkundenlehre für Deutschland und Italien (t. I, 2^e édition ; quelques modifications à la première édition parue en 1889 ; ouvrage des plus remarquables). — *Wilhelm-M. Peitz*. Das Originalregister Gregors VII im Vatikanischen Archiv (a prouvé que le manuscrit du Vatican n'est pas un extrait du registre original, mais ce registre lui-même ; a essayé d'appliquer la même démonstration aux registres d'Innocent III et d'Honorius III, mais avec moins de succès). — *Alfons Dopsch*. Die Wirt-

1. Il a paru de cet article un tirage à part (*Gallicanismus und episkopalistische Strömungen im deutschen Katholizismus zwischen Tridentinum und Vaticanum*. Munich et Berlin, R. Oldenbourg, 1913, in-8°, 87 p.). Le tirage à part contient une table des noms propres.

schaftsentwicklung der Karolingerzeit, vornhmlich in Deutschland (t. I; ouvrage tout à fait nouveau; en approuve presque toutes les conclusions; admet avec Dopsch que le capitulaire *De villis* émane de Louis le Pieux et date des années 794-795). — E.-W. Kanter. Markgraf Albrecht Achilles von Brandenburg, Burggraf von Nürnberg (t. I; beaucoup de matériaux nouveaux, mais composé sans art. Près de 800 pages pour quatorze années de règne, c'est trop; deux volumes de pareille dimension seraient encore nécessaires pour terminer cette biographie). — Joh.-H. Gebauer. Herzog Friedrich VIII von Schleswig-Holstein (important pour l'histoire de l'unité allemande).

35. — Neues Archiv der Gesellschaft für Ältere deutsche Geschichtskunde. T. XXXVIII (1913), n° 3. — Dietrich VON KRALIK. Les termes germaniques dans la *Lex Baiuvariorum* (3^e article; répertoire alphabétique de ces termes de m à z). — Ludwig STEINBERGER. Études sur la vie de Henri le Sourd (Schulte avait démontré que ce Henri, chanoine d'Eichstätt, était le véritable auteur d'une chronique du XIV^e s. attribuée jusqu'alors à Henri de Rebdorf; analyse quarante chartes de 1339 à 1386 où intervient ledit Henri). — Wilhelm LEVISON. Excursion dans les bibliothèques anglaises (3^e article; signale à Canterbury un manuscrit du *Liber pontificalis* avec des additions). — Bruno ALBERS. Vers de l'archevêque Alfan de Salerne pour le Mont-Cassin (série d'inscriptions placées sous des tableaux). — Siegmund HELLMANN. A propos des *Gesta episcoporum Tullensium* (corrections à l'édition de Waitz; celui-ci a aussi eu le tort de laisser de côté quelques jeux de mots sur les noms des prélats). — H. WIBEL. Le *Liber primus chartarum ecclesiae Leodiensis* (ce tome et quatre autres ont été acquis par les archives d'État de Liège en 1903; intérêt du t. I pour l'établissement du texte des plus anciens diplômes). — Friedrich BAETHGEN. A propos de Mainardino d'Imola (des passages de Collenuccio sur la jeunesse de Frédéric II qu'on pensait avoir été empruntés à une chronique perdue de Mainardino dérivent en réalité de la chronique de saint Antonin). — Hermann-U. KANTOROWICZ. Sur les sources du Miroir de Souabe (Institutes, Authentiques, *Epitome Aegidii*). — Mario KRAMMER. Les années d'études de Georges Waitz (publie deux lettres du jeune étudiant; la première, du 11 août 1835, adressée à Pertz, la deuxième à un inconnu, du 19 mars 1836).

36. — Zeitschrift für Brüdergeschichte. T. VII (1913), n° 2. — LOEBICH. Zinzendorf et le piétisme de son époque (Zinzendorf est un disciple de Spener et de Francke; cherche à déterminer ce qu'il a de commun avec ces chefs de piétisme et ce en quoi il se sépare d'eux). — J.-Th. MÜLLER. Les anciens récits de Zinzendorf sur sa vie et la fondation de Herrnhut (fin). — Id. Analyse des *Acta Unitatis fratrum* (t. VI et VII. A suivre). — W. SCHMIDT. La traduction allemande des *Acta Unitatis fratrum* (traduction de certains extraits

faite en 1840 et 1841; le manuscrit se trouve à Herrnhut). = C.-rendu : *S. Baudert*. Die evangelische Mission (a réussi à traiter en un court volume ce vaste sujet). — Bibliographie des livres et articles écrits en 1912 par des membres de la communauté.

AUTRICHE.

37. — Zeitschrift für katholische Theologie. 1913, n° 4. — Anton PREŠEREN. La célébration du dimanche et le troisième commandement du Décalogue (2^e article; opinions des théologiens depuis saint Augustin jusqu'à Thomas d'Aquin; conclusion). — Heinrich MAYER. La distribution des sacrements dans l'ancienne province ecclésiastique de Salzbourg (1^{er} article; bibliographie; les anciens rituels manuscrits; les premiers rituels imprimés. Chap. I : Le baptême. La liturgie bavaroise est dans l'ensemble romaine, mais avec des éléments gallicans, dont l'origine doit être cherchée à Milan et à Aquilée). — Urban HOLZMEISTER. Sur le début de l'épître aux Hébreux (contre la récente leçon proposée par Spitta). = C.-rendus : Alois KRÖSS. Les récents ouvrages sur l'histoire des ordres religieux. — P. Pierling. La Russie et le Saint-Siège (t. IV; remarquable). — Collection de la bibliothèque des exercices de saint Ignace, publiée par H. Watrigant et P. Debuchy (rend service). — Otto Willmann. Zur Geschichte der Erziehung und des Unterrichts (série de quarante-huit études détachées).

38. — Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung. T. XXXIV (1913), n° 2. — Friedrich BAETHGEN. L'excommunication de Philippe de Souabe (Célestin III avait en réalité excommunié Philippe, et il est faux de prétendre qu'Innocent III ait inventé cette excommunication). — Miloš VYSTYD. La chronique en vers de Styrie et la chronique de Königsaal (longue étude; combat la thèse de l'éditeur de la première chronique, J. Seemüller, et prétend qu'il n'y a aucun rapport entre ces deux œuvres). — Eugen GUGLIA. Les élections épiscopales dans les évêchés allemands au temps de Joseph II (montre l'intervention constante de l'Empereur d'après la correspondance du vice-chancelier impérial et des délégués impériaux dans les divers cercles qui se trouvaient être commissaires d'élection. Ces lettres sont conservées aux archives de Vienne). — Margarete MERORES. Les *Scriniarii sanctae romanae ecclesiae* (XI^e-XII^e s.). — Adolf v. WIEDEMANN-WARNHELM. Les prisonniers italiens au château de Laibach, 1822-1824. = C.-rendus : Václav Navotný. Histoire de Bohême (t. I : Depuis les temps les plus reculés jusqu'à la mort du prince Udalrich; en tchèque. Loserth loue la modération de l'auteur slave). — Bertold Bretholz. Geschichte Böhmens und Mährens bis zum Aussterben der Premysliden, 1306 (analyse minutieuse de l'ouvrage). — Ouvrages de Max Büchner, Ulrich Stutz et Hermann Bloch sur les élections des rois et empereurs allemands (important article de

Gottfried Hugelmann). — Das Formelbuch des *Heinrich Bucglant*, herausgegeben von *J. Schwalm* (le formulaire date de 1340-1342; recueil de formules pour suppliques à la papauté). — *Paul Joachimsen*. *Geschichtsauffassung und Geschichtschreibung in Deutschland unter dem Einfluss des Humanismus* (t. I; fait avec talent). — *Rudolf Smend*. *Des Reichskammergericht* (t. I; comble une lacune). — *Meyer*. *Historischer Handatlas* (utile au savant comme à l'écolier). — *Kaiserin Maria Theresia und Kurfürstin Maria Antonia von Sachsen*. *Briefwechsel, 1747-1772*, herausgegeben von *Woldemar Lippert* (très belle publication; nous apprend beaucoup de faits nouveaux). — Appendice consacré aux ouvrages sur l'histoire de l'art parue en 1912. = N° 3. *Alfons Dopsch*. La communauté des marches à l'époque carolingienne (s'élève avec beaucoup de raison contre l'étude de *H. Wopfnr* parue précédemment dans cette revue; on ne saurait admettre que la marche composée d'hommes libres était l'état primitif, que les grands domaines en sont dérivés; c'est plutôt le contraire qui est la vérité; on a tort de transporter à l'époque mérovingienne ou carolingienne les renseignements que les *Weistümer* du bas moyen âge nous donnent sur l'organisation des villages; article très suggestif). — *Paul Schubert*. Les offices de cour et leurs titulaires jusqu'à la fin du XII^e s. (chez les Lombards, les Goths, les Mérovingiens, les Carolingiens, les souverains allemands jusqu'à la mort de *Henri VI* en 1197; considère les quatre offices germaniques de connétable, de cubiculaire ou camérier, d'échanson et de sénéchal; au commencement du XIII^e s. se produisit un double changement: un cinquième office fut créé, celui de cuisinier, et les offices devinrent héréditaires). — *Hermann Kalbfuss*. Les élections impériales au temps des Hohenstaufen et leurs antécédents (article dirigé contre les conclusions trop absolues de *M. Bloch*, qui n'aurait pas distingué assez l'élection impériale de l'élection royale; montre qu'il faut tenir compte des prescriptions du droit canon sur l'élection des évêques). — *Rudolf Wolkan*. Un discours inédit d'*Eneas Silvius Piccolomini* (du début de 1447 devant le consistoire à Rome pour repousser les accusations de *Jean Hunyade* et des Hongrois contre lui). — *L. Bittner*. Le titre de « saint Empire romain de la nation allemande » (publie un acte de *Charles-Quint* du 2 juin 1556, d'où il résulte que l'évêché de Cambrai, quoique de langue française, était compris dans ce saint Empire). = C.-rendus: *Kirchenrechtliche Abhandlungen*, hg. von *Ulrich Stutz*, nos 32-45 (œuvres de *R.-G. Bindschedler* sur le droit d'asile en Suisse, de *F.-X. Barth* sur *Hildebert de Lavardin* et le droit de nomination de l'Église aux bénéfices ecclésiastiques, de *G.-J. Ebers* sur la dévolution d'après le droit canon, de *E. Baumgartner* sur le rôle des archidiacres dans les diocèses du Haut-Rhin, d'*I. Herwegen* sur le *pactum* de saint *Fruktuosus* de Braga, de *K.-H. Schäfer* sur les chapitres de chanoinesses en Allemagne au moyen âge, de *G. Kallen* sur les bénéfices de l'évêché de Constance dans la Haute-Souabe de 1275 à

1508, etc.; la plupart de ces dissertations sont excellentes). — *Josef Sauer*. Die Anfänge des Christentums und der Kirche in Baden (série de petits faits; quelques erreurs). — *M. Ljubša*. Die Christianisierung der heutigen Diözese Seckau (peut servir, s'il est consulté de façon critique). — *L.-M. Hartmann*. Geschichte Italiens im Mittelalter (t. III, 1^{re} partie : de 774 à 875; excellent). — *R.-W. Carlyle et A.-J. Carlyle*. History of the medieval political theory in the West (t. I et II; conduisent jusqu'au XIII^e s.; l'ouvrage complet ira jusqu'au XVII^e s.). — *Richard Mell*. Beiträge zur Geschichte der steirischen Privaturkunde (t. I et t. II, 1^{re} partie; étude sérieuse; quelques objections). — *Otto Goldhardt*. Die Gerichtsbarkeit in den Dörfern des mittelalterlichen Hennegaues (n'a pas approfondi la question de l'origine des tribunaux de village). — *Richard Charmatz*. Wegweiser durch die Literatur der österreichischen Geschichte (rectifications de détail; une 2^e édition serait nécessaire). — En appendice, compte-rendu d'ouvrages sur l'histoire de l'art (Kunstgeschichtliche Anzeigen, n^o 2). — IX Ergänzungsband, n^o 1. *Karl von Ertmayer*. Les raisons historiques du partage des langues en Tyrol (les Romains n'ont pas occupé réellement le Tyrol; le pays n'a été véritablement romanisé que par les fugitifs romains qui, chassés de Rhétie, y cherchèrent un refuge lors des invasions; mais arrivèrent bientôt les Germains qui occupèrent un certain nombre de localités portant encore aujourd'hui un nom allemand; quelques îlots allemands remontent à cette époque; d'autres furent formés au cours du moyen âge par l'immigration de bûcherons ou de mineurs allemands). — *Karl Uhlirz*. Les scribes de Melk Hermann et Otto (dans le second quart du XIII^e s.; manuscrits qu'ils ont copiés et qui ont échappé à l'incendie du monastère du 14 août 1297). — *Richard Heuberger*. Les chartes et la chancellerie des comtes de Tyrol, ducs de Carinthie, de la maison de Görz (fin du XIII^e s. et début du XIV^e; deux premières parties d'une importante étude diplomatique, dont la troisième paraîtra dans le fascicule suivant). — *Theodor Mayer*. Les rapports de la chambre aulique (*Hofkammer*) avec la chambre hongroise jusqu'au gouvernement de Marie-Thérèse (il s'agit de savoir si, depuis 1526, la Hongrie avait une organisation financière indépendante ou si elle recevait des ordres de la chambre aulique; on montre très bien qu'on ne peut pas répondre par oui ou par non, que les relations ont varié selon les époques, que le principe de la centralisation ne triompha que peu à peu).

GRANDE-BRETAGNE.

39. — *The Athenæum*. 1913, 27 sept. — *H. C. Barnard*. The little schools of Port Royal (très intéressant). — Les « enclôtures » de Welcombe, détails nouveaux sur la vie de Shakespeare. = 4 oct. *J. Gairdner*. Lollardy and the Reformation in England (vol. IV; très important, surtout pour les débuts du règne de Marie I^{re}). — *E. K.*

Sanders. Vincent de Paul, priest and philanthropist, 1576-1660 (bon). — *G. W. Allen*. A naval history of the american Revolution (intéressant, mais superficiel). — *Dyson*. Lutterworth, John Wycliffe's town (assez bonne monographie). = 11 oct. *R. Lucas*. Lord North, second earl of Guildford, 1732-1792 (intéressant; utilise des documents inédits; mais la plus importante série de documents sur North, sa correspondance avec Georges III, est perdue par la négligence de Lord Brougham). — *W. Scott Ferguson*. Greek imperialism (bon). — *J. G. Frazer*. The golden bough; a study in magic and religion (6^e partie : The Scapegoat; important). = 18 oct. *A. L. Thorold*. The life of Henry Labouchère (très important). — *J. A. R. Marriott*. England seit Waterloo (exposé limpide et peu profond de l'histoire d'Angleterre de 1815 à 1885). — *Ph. Nelson*. Ancient painted glass in England, 1170-1500 (excellent). = 25 oct. Lord Newton. Lord Lyons; a record of british diplomacy (bon). — Amiral Sir *Robert H. Hastings*. From naval cadet to admiral (bonne autobiographie). — *Memoirs of the vice-roy Li Hung Chang* (bon). = 1^{er} nov. *Tillyard*. A history of University reform (remarquable). = 8 nov. Sir *Herbert Maxwell*. The life and letters of George William Frederick, fourth earl of Clarendon (il s'agit ici de l'ambassadeur et du ministre libéral qui fut l'ami de Napoléon III et mourut en 1870; Bismarck a dit, paraît-il, à la fille de Clarendon : « Si votre père avait vécu, il aurait empêché la guerre franco-allemande »). — *Aydelotte*. Elizabethan rogues and vagabonds (bon). — *C. Gill*. The naval mutinies of 1797 (excellent). = 22 nov. Sir *J. H. Ramsay*. Genesis of Lancaster; or the three reigns of Edward II, Edward III and Richard II (nouveau, surtout pour les affaires financières et militaires. Le titre surprend, car les Lancastre ne peuvent être encore qu'au second plan dans l'histoire de ces trois règnes. Index insuffisant). — *Edw. Hutton*. The cities of Romagna and the Marches (agréable). — *B. Williams*. The life of William Pitt, earl of Chatham (excellent). = 29 nov. *A. S. Turberville*. The House of Lords in the reign of William III (utile addition aux ouvrages de Hallam et de Macaulay).

40. — The English historical Review. 1913, oct. — **WAUGH**. L'archevêque Peckham et la pluralité des bénéfices (en publiant à la suite du concile de Reading la constitution *Audistis* de 1279, Peckham a fait exécuter les instructions du pape Nicolas III et s'est conformé à la doctrine professée par Grégoire X dans son décret *Ordinarii locorum* de 1274. Ces textes condamnent la pluralité des bénéfices; ils n'autorisent les pluralistes à ne conserver que le dernier des bénéfices reçus et ils interdisent à l'avenir à un clerc ayant déjà un bénéfice avec charge d'âmes de recevoir un second bénéfice semblable. Les critiques faites par Lynwood à la constitution de Peckham portent à faux). — **BAYNE**. La visite de la province de Cantorbéry en 1559 (ajoute nombre de faits à ceux qu'avait déjà réunis le Dr Gee dans son livre sur Elisabeth et le clergé. L'importance de cette visite réside en

ce fait qu'elle prépara les articles pour le « changement de la Religion », votés peu après par le Parlement. Copieux appendice de documents inédits). — Miss Th. KEITH. Les privilèges commerciaux des bourgs royaux d'Écosse (fin). — CHANCE. Les antécédents du traité de Hanovre, 1725. — WILLIAMS. Guillaume le Chambellan et l'église de Luton (commente un procès intenté vers 1138-1139 à Guillaume le Chambellan parce qu'il prétendait transformer en un fief héréditaire tenu à charge de service militaire les terres de l'église de Luton que son père avait tenues en franche aumône. Donne un nouveau texte de ce différend qui est relaté dans les *Vitae viginti trium abbatum* de M. de Paris). — Ch. H. HASKINS. William Cade (un passage du canoniste Robert de Courçon prouve que William Cade était un banquier chrétien, sans doute originaire de Saint-Omer). — F. LIEBERMANN. Un manuscrit contemporain des *Leges Anglorum Londonii collectae* (ce manuscrit, qui est à Manchester, contient le plus ancien texte, non seulement de ces *Leges*, mais du plus important morceau qui s'y trouvent, les *Leges Henrici I*; il est contemporain de la Grande Charte et atteste les aspirations « impériales » des politiciens du temps vers une grande ou une plus grande Angleterre. Collation minutieuse de ce manuscrit avec l'édition que Liebermann avait déjà lui-même donnée du texte). — R. LENNARD. Coutume et changement dans l'Angleterre du XVI^e s.; note sur l'histoire de l'économie rurale. — J.-H. ROSE. Un mémoire français sur les opérations navales de Pitt en 1757-1758 (l'auteur anonyme appartenait aux bureaux de l'intendant à La Rochelle). — C.-rendus : L. Riess. *Historik; ein Organon geschichtlichen Denkens und Forschens*; I (réaction contre les idées présentées par MM. Langlois et Seignobos). — Gooch. *History and historians in the nineteenth century* (excellent). — Bresslau. *Handbuch der Urkundenlehre* (I, 2^e édit.; Poole montre les importantes modifications que cette édition apporte à l'ouvrage). — Reid. *The municipalities of the roman empire* (important, malgré d'assez notables imperfections). — Burkitt. *Euphemia and the Goth, with the Acts of martyrdom of the confessors of Edessa* (texte, traduction et commentaire de quatre documents syriaques : les actes de Shmona et Guria, ceux de Halib, l'histoire d'Euphémie et celle du marchand de Harran). — B. Albers. *Consuetudines monasticae* (vol. IV et V; contient les coutumes monastiques de Fructuaria en Piémont, de Chester en Angleterre, de Vallombrosa en Toscane, de Saint-Vanne de Verdun et de Fleury-sur-Loire; important). — Ballard. *British borough charters* (très utile recueil). — Legras. *Le bourg de Caen* (bon). — Powicke. *The loss of Normandy* (remarquable). — Cuthbert. *Life of saint Francis of Assisi* (très consciencieux). — Burdach et Piur. *Briefwechsel des Cola di Rienzo* (t. III et IV). — Messer. *Le codice aragonese* (contribution à l'histoire des Aragonais de Naples; très utile recueil de textes). — Mahaffy. *Calendar of state papers. Ireland, 1601-1603. Addenda, 1555-1654, with Hanmer papers* (beaucoup d'erreurs

de détail; l'index, surtout comparé à celui des précédents volumes, est d'une regrettable confusion). — *Kitchin*. Sir Roger Lestrangle, a contribution to the history of the press in the xviith cent. (bon). — *Schiemann*. Geschichte Russlands unter Kaiser Nicholas I (t. III : 1830-1840; remarquable; le ton de l'auteur est aussi impassible qu'il est possible). — *Skeat*. The places-names of Suffolk (ouvrage posthume de réel mérite). — *Hänsel*. Die mittelalterlichen Erbschaftssteuern in England (bon).

41. — The Nineteenth century. 1913, juin. — M^{me} BENNETT. Dix mois de captivité après le massacre de Cawnpore. Récit d'un survivant (ce récit a été écrit un an après les événements; M^{lle} Émilie Horne, maintenant M^{me} Bennett, avait dix-huit ans lorsqu'elle fut en 1857 une des victimes de l'insurrection des Cipayes). — Sir Edw. SULIVAN. Un livre italien sur l'étiquette au temps de Shakespeare (traité de la conversation par Stefano Guozzo, publié d'abord en italien à Brescia en 1574, traduit en français par Belleforest et par Chappuys, enfin traduit du français en anglais par G. Pettie et imprimé à Londres en 1581). — R. KNIGHT. La clé hébraïque de la mythologie grecque (prétend démontrer que le grec et, à un moindre degré, le latin contiennent un nombre appréciable de racines phéniciennes, que certains mythes classiques ont leur racine dans l'hébreu, ce qui leur confère une valeur de paraboles d'un sens profond). — G. A. LEINHASS. L'impératrice Frédéric à la lumière de la vérité (reproduction d'un article publié dans *Nord und Süd* où l'auteur réfutait des allégations erronées recueillies par Freytag dans certains de ses romans. Freytag s'y faisait l'écho des calomnies qui circulaient dans la bonne société allemande sur la femme de Frédéric III; on lui faisait un crime d'être Anglaise et on l'accusait de faire de la propagande pour tout ce qui était anglais).

42. — The scottish historical Review. 1913, juill. — Ch. H. FIRTH. De quelques journaux et mémoires du xviii^e siècle (indications brèves et précises). — Professeur H. BROWN. Quatre documents significatifs pour l'histoire de l'Écosse (la vie de saint Colomba par Adamnan, la vie de sainte Marguerite par Turgot, le premier livre de discipline au xvi^e siècle et l'autobiographie du Dr Alexandre Carlyle, ministre à Inveresk, au xviii^e s.). — W. R. SCOTT. Le commerce des Orcades à la fin du xviii^e siècle. — C. HARVEY. Un livre de rentes foncières à Haddington au xvi^e siècle. — Th. KEITH. Origine de la convention des bourgs royaux d'Écosse (étude très érudite depuis le xiv^e siècle; en appendice, une note sur les rapports du grand chambellan avec les bourgs). = C. rendus : *H. Brown*. The register of the Privy Council of Scotland, 3^e série, t. V, 1676-1678. — *Burrage*. John Penry, the so-called martyr of Congregationalism (bonne étude critique sur le procès de Penry, condamné à mort en 1593 comme coupable d'avoir diffamé la reine).

43. — Quarterly Review. Vol. CCXVIII, janv.-avr. 1913. —

Henry CLORISTON. Traductions nouvelles de Leopardi (étude principalement les poèmes parus de 1828 à 1830, en les expliquant par la biographie et les lettres de l'auteur). — BARRET-WENDELL. Un puritain de la Nouvelle-Angleterre (Cotton Mather, le dernier champion de la théocratie, 1663-1728, d'après ses œuvres et les ouvrages de Chevalley et de Kittredge. Son volumineux journal ne sert pas beaucoup pour éclairer les événements de l'époque; mais, vu le mysticisme intense de l'auteur, il est un curieux témoignage de l'esprit du temps). — Stanley LANE-POOLE. La correspondance de Swift (les douze volumes des œuvres de Swift, par M. Temple Scott, auront pour complément six volumes de correspondance annotés par le Dr Errington Ball, dont trois ont déjà paru. L'édition est excellente; cette correspondance doit rendre à Swift la sympathie du lecteur; ses amis ont en général gardé toutes ses lettres, sauf celles où il était dangereusement question du prétendant jacobite). — Rev. Alfred FAWKES. Le P. Tyrrell (il manquait de mysticisme. « Un théologien pourrait prétendre qu'il ne fut catholique que de nom... Et, de fait, son catholicisme était exceptionnel. » Déjà, chez les Jésuites, le maître des novices lui disait : « Si vous ne vous en allez pas de vous-même, vous mettrez un jour la Compagnie dans l'embarras »). — Francis BICKLEY. Renseignements nouveaux sur Matthew Prior (s'appuie sur les rapports de la Commission des manuscrits historiques et les ouvrages de Dobson, Walter, Aitken. La Commission a publié quantité de correspondances intéressantes tirées des archives du marquis de Bath, à Longleat, et du duc de Portland, à Welbeck Abbey. Cette dernière collection renferme un long mémoire de Prior sur les négociations de juillet et août 1711, pour préparer la paix d'Utrecht, ainsi que le rapport détaillé d'une conversation qu'il eut avec Louis XIV). — Lady Robert CECIL. L'éducation d'une reine (la reine Victoria; son journal de jeunesse montre l'influence de Lord Melbourne, mais ne laisse pas entrevoir le singulier conflit entre les idées rigides, traditionnelles, que conservait la princesse sur la part effacée des femmes dans la vie publique, et le rôle élevé qu'elle y devait jouer. Elle demeurait si réservée que les femmes de son entourage, comme on le voit par les lettres de Lady Lyttelton, la croyaient moins intelligente et moins instruite qu'elle n'était. Mais son instruction se concentrait sur ses devoirs; elle ne lisait l'histoire ou Shakespeare que pour connaître les bons et mauvais rois et en tirer des leçons applicables au XIX^e siècle). — Algernon CECIL. Disraeli, les deux premières phases (l'auteur, M. Monypenny, mort récemment, s'efface trop pour laisser son héros raconter son histoire, une des plus intéressantes d'ailleurs du XIX^e siècle, plus curieuse, même au point de vue psychologique, que celles de Talleyrand, de Napoléon III ou de Newman). — Le rapport de la majorité de la Commission du divorce (le rapport de Lord Gorell. La majorité n'affirme pas que le public réclame un élargissement des lois sur le divorce, mais elle croit qu'il est humain ou nécessaire de se montrer plus indulgent. La minorité a prouvé, au contraire, que, dans la

plupart des cas, les facilités de remariage, surtout dans la classe ouvrière, ne serviront à rien). — La stratégie de la guerre des Balkans (article d'un écrivain qui connaît la Turquie. La Bulgarie, avec une population onze fois moindre que le Royaume-Uni, et un budget trente fois plus faible, a pu mettre en campagne une armée supérieure d'un tiers à l'armée anglaise et qui coûte treize fois moins). — La crise orientale (depuis quarante ans, l'Autriche et la Russie se disputent avidement l'influence en Serbie. Il ne s'agissait de rien de moins que de supprimer la dynastie des Obrenovitch, dont le tort, aux yeux des Russes, était de demander conseil à Vienne plutôt qu'à Pétersbourg). — R. S. RAIT, Salomon REINACH, Gilbert MURRAY, J. H. MILLAR. Andrew Lang (M. Rait étudie Lang comme historien. M. Reinach s'occupe de lui comme folkloriste et mythologue, ses publications sur ces sciences ayant commencé dès 1873; il avait trop d'esprit, ce qui a empêché de lui rendre justice en Angleterre. M. Murray montre que, comme helléniste, il était mieux qu'un amateur; ses essais sur les hymnes homériques sont lumineux. La partie purement littéraire de son œuvre est appréciée par M. Millar). — Thomas ASHBY. Les Monts Albains (historique, fondation des villes et villages, voies romaines et villégiatures des anciens Romains). — G. K. FORTESCUE. La Révolution française dans la littérature de l'époque (les célèbres collections de brochures ou de pamphlets contemporains donnés par Croker au British Museum, et qui dépassent en richesse toutes les autres collections de ce genre. Louis Blanc ne rencontra d'abord que des incrédules quand il les mentionnait en France. Comme exemple de contes fabriqués pour le peuple, voir les récits de la grande révolution d'Angleterre et de la mort de Georges III, exécuté en 1793 par les Jacobins de Londres pour imiter ceux de Paris). — Arundell ESDAILE. Les ballades journalières au XVI^e siècle (ces ballades, ou *ballads*, étaient des complaintes en vers, chantées par des colporteurs sur tel événement du jour. Les premières remontent aux démêlés théologiques de Henri VIII. On en connaît environ 200, dont un tiers appartient au British Museum, en vertu d'un legs curieux qui l'autorisait à choisir cinquante volumes dans la bibliothèque d'un amateur). — Bertram SMITH. Le timbre-poste et son histoire (rappelle que l'invention de la petite poste et de l'affranchissement remonte à un Français, Jean-Jacques Renouard de Villayer, en 1653, qui découvrit aussi l'ascenseur). — W. COMFORT. Adenet le Roi : la fin d'une époque littéraire (la transformation du goût poétique au XIII^e siècle). — G. ABBOY. Le facteur roumain dans le problème balkanique (les Kouzovlaques. Leur influence dans le relèvement de la Grèce. Ils sont même aujourd'hui tellement hellénisés qu'ils n'ont ni ne veulent rien avoir de commun avec les Roumains du Nord. La Roumanie, qui prétend les protéger malgré eux, n'a d'autre but que de se faire attribuer une meilleure part de l'héritage ottoman). — Le passé et l'avenir de l'Angleterre rurale (ouvrages récents de Slater, Johnson, Tawney, Prothero, M. et Mrs Hammond; misère du paysan anglais, dont

le sort est allé déclinant depuis le moyen âge jusqu'en 1830). — Mrs BELLOC-LOWNDES. M^{me} du Deffand et Horace Walpole (met en relief l'égoïsme de Walpole). — Quelques effets de l'acte sur le Parlement (l'annihilation de la Chambre des Lords a rendu plus intolérable la discipline des partis à la Chambre des Communes. On précipite le vote des lois, même les moins mûres, pour qu'elles soient acquises avant la fin de la législature. Nécessité de rétablir une Chambre haute indépendante). — La politique anglaise dans le Levant (pacifiste surtout, craignant l'écroulement de la Turquie en Asie Mineure. Regrette que l'Angleterre n'ait pas accepté la Crète, qui lui a été offerte deux fois, paraît-il. Montre comment l'Allemagne s'insinue; son chemin de fer d'Anatolie a racheté sous main la plupart des actions du chemin de fer français de Mersina, qui est aujourd'hui un port allemand).

ITALIE.

44. — Archivio storico per le province napoletane. 1913, avr.-juin. — G. GENTILE. Finances et parlements dans le royaume de Naples de 1450 à 1457 (les dépenses de la maison d'Aragon l'ont amenée à demander au parlement des impôts qui ont pesé lourdement sur le pays). — G. D'ADDOSIO. Documents inédits d'artistes napolitains des XVI^e-XVII^e s. — B. CROCE. En entendant parler un vieux napolitain du XV^e s. (analyse les souvenirs de De Rosa, dont le manuscrit est conservé à la Bibliothèque nationale de Paris). — A. SIMIONI. Les Napolitains à Toulon, 1793 (suite : opérations militaires d'oct.-déc.; à suivre). — R. FILANGIERI. *Imperialis aulae marescallus* (suite). — R. ALMAGIÀ. Études historiques de cartographie napolitaine (suite et à suivre). — C.-rendus : A. di Donna. L'Università della Torre del Greco nel sec. XVIII. — H.-E. Rohde. Der Kampf um Sizilien in den Jahren 1291-1302 (documentation en partie nouvelle; interprétation des faits toute nouvelle).

45. — Rendiconti della reale Accademia dei Lincei. Classe di scienze morali, storiche e filologiche, 1913, mai. — N. PUTORTI. Sur une inscription thermale découverte à Reggio de Calabre. — B. BASSI. Pénélope aux Champs-Élysées (interprète un vase de Pæstum conservé au musée de Naples).

46. — Il Risorgimento italiano. 1913, janv.-févr. — V. ZARA. La charbonnerie dans la Terre d'Otrante, 1820-1830 (fin dans le numéro de mai-juin. Les origines de la charbonnerie et ses liens avec les autres sociétés secrètes avant la révolution de 1820. Son rôle dans la révolution et pendant la réaction de 1822 à 1827; sa fin vers 1830. Quelques documents en appendice). — G. RONDONI. Journaux de Livourne en 1818-1849 : « Il corriere Livornese », « Il Calambrone », « l'Inferno ». — L. DE BIASI. Documents sur la campagne garibaldienne de 1866 (publie et commente quelques textes émanés de Giovanni Nicotera). — E. MICHEL. La biblioteca Marucelliana de Flo-

rence). — G. BADII. Le général Gaetano Araldi (mort d'une blessure reçue à Solferino). = C.-rendus : *M. Mari*. L'arresto di Garibaldi e il ministero Menabrea (a heureusement utilisé des papiers de famille pour raconter l'épisode de 1867). — *Curatolo*. Garibaldi, Vittorio Emanuele, Cavour nei fasti della patria (tous les documents publiés ne sont pas inédits). — *G. Fassi*. Mazzini a Gaeta. — *F. Guardione*. Custozza e altri scritti inediti del general Enrico Cosenz. = Mars-avr. A. AGNELLI. Le facteur économique dans la formation de l'unité italienne (expose les conditions de la vie économique en Italie depuis le régime français; fin au numéro suivant). — A. MESSERI. La politique du comte de Cavour dans la libération du Sud (étude critique d'après les derniers travaux; à suivre). — G. TURATI. Un poète de l'Italie sacrifiée (Antonio Gazzoletti, qui écrivit en faveur du Trentin). — A. GIULINI. Une victime de la campagne de Russie (Antonio Giulini). — G. BOURGIN. Mazzini et le Comité central démocratique en 1851 (publie et commente un texte important pour l'histoire politique européenne). — A. CURTI. Stefano Majnoni (soldat des armées impériales). = C.-rendus : *E. Formiggini-Santamaria*. L'istruzione pubblica nel ducato estense. — *A. Bonopera*. Sinigaglia nel 1848-1849 e il processo di G. Simoncelli. = Mai-juin. L. RAVA. A. Panizzi à L.-C. Farini, dictateur de l'Émilie (lettres inédites de Panizzi, s'efforçant, en 1859, de servir le mouvement unitaire par son influence dans les milieux anglais, et réponses de Farini). — G. BACCINI. Lettres inédites d'Émilie Perruzzi à la comtesse Virginie de Cambray-Digny (écrites en 1859 de Paris, où Peruzzi se trouvait comme membre de la mission extraordinaire de la Toscane). — P. SILVA. Une source pour les événements de 1831-1832 (tire parti des *Souvenirs* du baron de Barante pour renouveler le récit des événements de 1831-1832 en Italie). — Une lettre inédite de Ricasoli (20 août 1859). = C.-rendus : *E. Rinaldi*. Grosseto durante il dominio francese. — *M. Tortonesi*. La politica ecclesiastica di Carlo Emanuele III nella soppressione della nunziatura e verso i Gesuiti. — *F. Guardione*. La Sicilia nella rigenerazione politica d'Italia. — *G. Natali*. La vita e il pensiero di F. Lomonaco. — *G. Sforza* et *G. Gallavresi*. Carteggio di Manzoni, t. I.

47. — **Nuovo archivio veneto**. 1913, avr.-juin. — G. SFORZA. La chute de la république de Venise étudiée dans les dépêches inédites de la diplomatie piémontaise (publie les dépêches de Malingri, Bossi et Bonamico, diplomates piémontais à Venise en 1797-1798; à suivre). — G. FIATRI. L'assemblée du peuple à Venise comme organe constitutionnel de l'état (suite et fin : fonctions électorales, administratives et judiciaires de l'assemblée du peuple depuis l'élection de S. Ziani jusqu'à sa suppression en 1423). — V. FAINELLI. A propos des origines des communes rurales du Véronais (elles proviennent de la décomposition du régime féodal et du groupement des paysans en *vicinia*). — R. CESSI. Une question de préséance à la cour romaine en 1501 (soulevée par l'ambassadeur de Savoie, elle exprimait l'oppo-

ation des diverses puissances ayant des envoyés accrédités auprès du pape). — V. MIAGOSTOVICH. Pour une chronique de Sebenico (fournit des matériaux pour l'histoire de cette ville, de 1442 à 1486). = C. rendus : *Lenel*. Venezianisch-istrische Studien. — A. Segarizzi. Bibliografia delle stampe popolari italiane della R. Biblioteca nazionale di San Marco. — A. Livingston. La vita veneziana nelle opere di G.-F. Busenello.

48. — *Rivista storica italiana*. 1913, avr.-juin. — E. Stahmer. Die Reste des Archivs Karls I. von Sizilien im Staatsarchive zu Neapel (important pour la diplomatie angevine). — G. Tomasetti. La Campagna romana (œuvre de grand mérite). — I. Wood Brown. Florence past and present (beaucoup d'hypothèses bizarres). — R. Selocchi. Storia dei Marsi (pas au courant). — A. Tanzi. La villa natale di Cicerone (clair). — A. Berenzi. Roma antica. I. Religione (faible). — P. Pflüger. Die soziale Frage im alten Rom (limite l'objet de la recherche à la question agraire). — Cruttwell. A history of roman literature (édition insuffisamment remaniée). — B. Pace. I Barbari ed i Bizantini in Sicilia (bon exposé critique). — U.-G. Mondolfo. Il populus a Siena (n'arrive pas à prouver complètement l'identité de *populus* et de *commune*). — G. Chiuppani. Lo svolgersi di un comune parallelamente ad una signoria feudale. Bassano e gli Ezelini (manque de clarté). — L. Silvagni. Guelfi e Ghibellini a Forlì (documentation insuffisante). — G. Kleemann. Papa Gregor VIII. — E. von Westenholz. Kard. Rainer von Viterbo. — L. Cossio. Art in Dante and his artistic preparation (exposé simple). — U. Berlière. Suppliques d'Innocent VI (bel exemple d'objectivité historique). — O. Tommasini. La vita e gli scritti di Machiavelli nella loro relazione col machiavellismo (œuvre de premier mérite). — G. Paladino. Giulia Gonzaga e il movimento valdesiano (a diligemment groupé des données éparses). — M. Facini. Il pontificato di Gregorio XIV (groupe des dissertations bien menées). — G. Zulian. Le relazioni tra il cardinale Mazzarino e Venezia (démonstration prolixe et insuffisante). — A. Lucifero. Il 1799 nel regno di Napoli. — B. Croce. La rivoluzione napoletana del 1799 (édition mise au courant, mais où la sérénité manque). — M. Mazziotti. La reazione borbonica nel regno di Napoli (rempli de faits). — A. Roviglio. Vittorio Emanuele II, Cavour e i preliminari di Villafranca (prouve que Victor-Emmanuel ne s'est pas opposé à la paix).

ORIENT.

49. — Νέος Ἑλληνομνήμων (publ. par Spyr. P. Lambros). T. VIII, 1911, n° 2. — Le Codex Marcianus 524 (épigrammes inédites des XI^e et XII^e siècles). — Une curieuse légende vénitienne dans un poème grec moderne. — Le consulat de Venise à Salonique et le commerce des Vénitiens en Macédoine (du XI^e au XVIII^e siècle). — Deux peintres

byzantins (Eulalios, auteur des mosaïques des saints apôtres, et Argýros, au *xiv^e* siècle). = N° 3. Pages de l'histoire de l'hellénisme macédonien en Hongrie et en Autriche. — Lettre de Nicéas le Paphlagonien à Aréthas, métropolitain de Césarée. — Jean Vilaras et Jean Crassas à Venise (rapports de police de 1796-1797 sur ces deux Grecs suspects d'entente avec la France). — Plans de villes grecques (au R. Archivio di Stato à Venise). = T. IX, 1912, n° 1-2. Paianios (4^e sér.). Traduction de l'histoire romaine d'Eutrope (nouvelle édition critique). — Les Patria du Mont Athos (traditions légendaires relatives à l'origine des couvents du mont Athos, d'après le Tragos, manuscrit sur peau de bouc, dont des extraits ont été reproduits dans divers manuscrits conservés au mont Athos. L'édition de Lambros contient, à côté des légendes, plusieurs chrysobulles, de Basile le Macédonien, de Léon le Sage (900), de Romain (942) ainsi qu'un récit de la persécution latine au temps de Michel Paléologue et de Veccos). — Trois textes relatifs à l'histoire de la marine byzantine (Cod. Palat. Vatic. gr. 367, *xiii^e* siècle; description d'un navire. Cod. Marcian. 135, *xiii^e* siècle; textes plus anciens, relatifs aux Mardaites et à la défense du thème des Cibyrreotes, Cilicie, contre les Sarrasins). — Une lettre synodale du patriarche Callinicus (avril 1693). — Honoraires de professeurs et de rhéteurs sous la domination turque. — L'empereur Jean Paléologue à Methone. = N° 3. Les Patria du mont Athos, suite. — Un nouveau manuscrit de la chronique de Monemvasia (découvert par Lambros dans un manuscrit du collège grec de Rome, *xiii^e* siècle). — Deux poèmes inédits de Georges l'Étolien relatifs à Michel et Andronic Cantacuzène (1568-1569). — Athanase Papadopoulos Kerameus. — Romain Boilas était-il un bouffon de la cour? (conclut de l'examen des sources qu'il faisait partie de l'« hétéairie » des gardes du corps de Constantin IX; son bégaiement le rendait ridicule, mais ce n'était pas un bouffon professionnel). = N° 4. Fragments d'histoire romaine dans un manuscrit du mont Athos (fragments d'épître du *xi^e* siècle dans un manuscrit du monastère de Karakallou). — Huit lettres inédites d'Isidore métropolitain de Thessalonique (Isidore Glabas, fin du *xiv^e* s.). — Le mouvement archéologique actuel dans les pays grecs. — Georges I^{er}, roi des Grecs. — Constantin XII ou XIII? (le dernier empereur de Constantinople doit être appelé Constantin XI). — A propos de la chronique dite de Monemvasia.

SUISSE.

50. — *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertums-kunde*. T. XI (1912). — Ch. BOURCART. Documents tirés des papiers de Samuel Ryhiner (homme politique et magistrat bâlois qui fut, au temps de l'Helvétique et sous le régime de la médiation, un des chefs du parti libéral modéré; quatre-vingt-six lettres ou pièces diverses, de 1797 à 1821, publiées avec une introduction et des notes;

plusieurs lettres de l'homme d'État Pierre Och). — F. STÄHELIN. Un échange de lettres entre le conseiller bernois Ch.-L. de Haller et le chancelier prince de Hardenberg (1819; à propos d'un épisode qui met en lumière le conflit entre la Suisse libérale et la politique de la Sainte-Alliance). — A. BURCKHARDT. Recherches sur la généalogie des comtes de Tierstein. — A. BERNOUILLI. Les sources bâloises de la description de la Suisse par Joh. Stumpf (1548). — E. LEUPOLD. Journal de l'armée du duc Bernard de Saxe-Weimar pendant les années 1637 et 1638 (campagne qui aboutit à la prise de Rheinfelden et de Brisach, et au cours de laquelle le duc viola la neutralité suisse en traversant le territoire de Bâle; publiée, avec un commentaire, le texte de cet important journal, rédigé au quartier général du duc Bernard). — R. THOMMEN. Les cantons de Berne et d'Unterwalden et la Réformation dans l'Oberland bernois (franchissant le Brünig, les gens d'Unterwalden soutinrent la révolte des paysans de l'Oberland contre l'introduction de la Réforme; cette brève campagne fut comme le prélude des guerres de religion). — E. DÜRR. Un opuscule relatif aux guerres de Bourgogne : *Nicolai de preliis et occasu ducis Burgundie historia* (imprimé à Strasbourg en 1477; n'a que peu de valeur historique; l'auteur serait un clerc bâlois, Nicolas Friesen, dont on connaît les relations avec le chroniqueur Knebel).

51. — Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande. T. IX (1911). — B. DUMUR. Jean-Baptiste Plantin et sa famille (1624-1700; bonne biographie de ce pasteur vaudois, auteur de plusieurs compilations historiques de valeur assez médiocre; tableau instructif de la vie ecclésiastique vaudoise au XVII^e siècle; on regrette l'absence d'une étude plus complète des sources utilisées par Plantin). — M. REYMOND. Les châteaux épiscopaux de Lausanne. — Id. Les hôtels de ville de Lausanne (deux études historiques et archéologiques bien conduites, avec plans et illustrations). — T. VIII (1912). M. REYMOND. Les dignitaires de l'église Notre-Dame de Lausanne (ouvrage important, composé pour une bonne part à l'aide de documents inédits provenant des archives cantonales de Lausanne que l'auteur connaît mieux que personne pour la période du moyen âge; la liste très complète des évêques et de leurs auxiliaires, des dignitaires du chapitre et des chanoines est enrichie de précieux renseignements biographiques; elle est précédée de notices sur l'organisation et l'histoire générale de l'évêché, ainsi que sur chaque dignité ou office).

52. — Der Geschichtsfreund. Mitteilungen des historischen Vereins der V. Orte Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden und Zug. T. LXII (1907). — A. WEBER. Les sujets de l'abbaye d'Einsiedeln dans le territoire de Zug (montre comment cette ville étendit peu à peu sa souveraineté sur deux domaines de l'abbaye). — R. BRANDSTETTER. La légende de Wotan dans l'ancien Lucerne. —

J.-L. BRANDSTETTER. Études de toponymie dans la région de Menzberg. — P.-X. WEBER. Le plus ancien rôle d'impôt de la ville de Lucerne; 1352 (texte et commentaire). = T. LXIII (1908). Fr.-E. MEYER. La première alliance des cantons suisses (nie l'existence d'un pacte antérieur à celui de 1291). — J.-L. BRANDSTETTER. Études de toponymie rhéto-romane (l'étude des noms de lieux montre qu'avant les invasions germaniques toute la moitié orientale de la Suisse, jusqu'au Rigi et au Pilate, était habitée par des populations rhéto-romanes). — K.-A. KOPP. Du lieu d'origine d'Ulric Gering, le premier typographe parisien (Constance et non Beromünster en Suisse). = T. LXIV (1909). M. OCHSNER. La vie ecclésiastique à Einsiedeln pendant la période de la République helvétique (à l'arrivée des troupes françaises, en mai 1798, le couvent fut pillé, le célèbre pèlerinage supprimé par ordre du Directoire, l'église abbatiale désaffectée; l'étude de la réorganisation ecclésiastique tentée par les autorités helvétiques et des vicissitudes que subit l'abbaye jusqu'à son entière restauration en 1803-1804 est fort instructive pour l'histoire de la résistance au régime unitaire installé en Suisse par les armées françaises). — Fr. HAAS-ZUMBÜHL. Histoire de la corporation « zu Safran » à Lucerne jusqu'en 1850 (fondée vers 1300, elle finit par grouper la plupart des métiers et des petits commerçants). — Ed. WYMANN. Documents relatifs à la « campagne romaine » de 1557 (expédition d'un régiment suisse au service du pape Paul IV en guerre avec le royaume de Naples). = T. LXV (1910). P.-X. WEBER. Le plus ancien registre du Conseil de la ville de Lucerne, 1300 environ à 1402 (texte et commentaire de ce recueil de décisions d'un grand intérêt pour le développement du droit et des institutions urbaines). — W. MEYER. La vie et les œuvres du chroniqueur Werner Steiner, 1492-1542; contribution à l'histoire de la Réforme dans le canton de Zug. — Ed. WYMANN. Le cardinal Charles Borromée, ses relations avec l'ancienne confédération (à l'occasion du 3^e centenaire de la canonisation du célèbre archevêque de Milan, dont l'activité en Suisse donna une impulsion puissante à la réaction catholique de la deuxième moitié du XVI^e siècle; suite et fin au t. LXVI). = T. LXVI (1911). A. JANN. Histoire de la chasse dans le demi-canton de Nidwalden, 1456-1908. = T. LXVII (1912). J.-L. BRANDSTETTER. Le diplôme de l'empereur Lothaire en faveur du couvent de Lucerne (840; texte et critique de ce document qui renferme la première mention de Lucerne). — A. MÜLLER. Le droit de patronage des églises dans le canton de Zug. — P.-X. WEBER. F.-L. Pfyffer von Wyer, lieutenant général et topographe, 1716-1802 (ancien officier au service de France, auteur de reliefs et de cartes remarquables de la Suisse centrale). = Les tomes LXII-LXIV et LXVII contiennent, en annexe, le tome II de l'*Urkundenbuch des Stiftes Bero-Münster*.

CHRONIQUE.

France. — M. le lieutenant-colonel Ernest PICARD est mort le 16 octobre; il était né à Mulhouse en 1863 et appartenait à l'arme de l'artillerie. Il débutait il y a dix ans dans les études historiques en publiant un livre sur *Les combats de Palestro* (1903); puis il se fit recevoir docteur de l'Université de Paris avec une thèse très remarquée sur *Bonaparte et le général Moreau* (1905). Détaché à la section historique de l'État-major de l'armée dont il devint le chef en 1910, il publia plusieurs études nourries de documents : *la Campagne de 1800 en Allemagne*. I. *Le passage du Rhin* (1907); II. *Hohenlinden* (1909); *Mémoires et journaux du général Decaen* (1910, en collaboration avec M. V. Paulin); *Correspondance inédite de Napoléon I^{er} conservée aux archives de la Guerre* (4 vol., en collaboration avec M. Louis Tueyey). Il avait également abordé l'histoire plus contemporaine par un petit livre sur *la Perte de l'Alsace* (1907) et *1870, Sedan*, 2 vol. (1912). Sous sa direction, la section historique, à l'image de son chef, a beaucoup publié, sans suivre peut-être une méthode assez rigoureuse; mais l'effort produit est considérable et a déjà rendu d'éménents services.

— A la fin du mois d'octobre dernier est mort, à l'âge de cinquante-neuf ans, M. Paul CHEVREUX, inspecteur général des archives et des bibliothèques publiques. Il avait été longtemps archiviste du département des Vosges et directeur du musée d'Épinal; puis il avait été pendant quelque temps placé à la tête du dépôt de la Seine-Inférieure. Il a continué l'inventaire sommaire des archives des Vosges qu'avait commencé Duhamel, et pour la collection de Louis : *le Département des Vosges*, il a remanié et complété l'ancien travail de Lepage et Char-ton, *les Communes des Vosges*, 2 vol. in-8°.

— M. Charles-Émile TRAVERS est mort à Caen, le 28 novembre, à l'âge de soixante-treize ans. Après sa sortie de l'École des chartes, il fut archiviste du Doubs, puis conseiller de préfecture à Caen. Là ses fonctions lui laissèrent assez de loisir pour ses travaux d'histoire et d'archéologie. Il fut président de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen, directeur de la Société française d'archéologie, secrétaire de la Société des Antiquaires de Normandie, membre honoraire de l'Institut archéologique de Grande-Bretagne. On lui doit une *Étude sur Nicolas de Grouchy et son fils, Timothée, sieur de La Rivière* (1878, en collaboration avec le vicomte de Grouchy); ce Nicolas de Grouchy fut un des « précepteurs domestiques » de Montaigne.

— Le prix triennal Alphonse Peyrat, fondé par la marquise Arconati-Visconti pour récompenser un ouvrage d'histoire moderne et contemporaine postérieur à 1774, a été attribué à M. F. BRËSCH pour son livre : *la Commune révolutionnaire du Dix Août*.

— M. Henri LEMONNIER, professeur de l'histoire de l'art à la Sorbonne, atteint par la limite d'âge, a été admis, à la fin de l'année scolaire 1911-1912, à faire valoir ses droits à la retraite, peu de temps avant sa nomination de membre libre de l'Académie des beaux-arts, qui, arrivée quelques mois plus tôt, lui eût permis de garder sa chaire encore pendant cinq ans. Ses anciens élèves n'ont pas voulu le laisser quitter la maison où il avait enseigné avec tant d'éclat sans lui donner un témoignage de leur reconnaissance et de leur respectueuse affection. Ils ont composé un volume de *Mélanges* sur l'histoire de l'art qui lui a été remis le vendredi 7 novembre 1913 dans la salle d'archéologie contenant les collections formées par lui. De touchantes allocutions ont été prononcées par M. Guiffrey au nom de la Société des amis de l'art, par M. Brière au nom des anciens élèves, par M. Lavis au nom des amis et des collègues. A tous, M. Lemonnier a répondu avec bonne grâce et une charmante modestie. Nous rendrons prochainement compte du volume de *Mélanges* qui a été distribué seulement vers le milieu de décembre. C. PF.

— Dans les *Mélanges* offerts à M. Émile Picot, membre de l'Institut par ses amis et ses élèves (2 vol. in-8°, LXXII-558 et 656 p.; prix : 40 fr.; publiés à la librairie Champion), nous signalerons les articles de MM. J. BAUDRIER, Michel Servet, ses relations avec les libraires et les imprimeurs lyonnais; A. BLANCHET, le Corps de la mercerie de Paris, en 1592; V.-L. BOURILLY, Lazare de Baïf, maître des requêtes; B. BRUGI, les Anciens étudiants français à l'Université de Padoue; abbé J. CORBIÈRE, Correspondance inédite entre Mabillon et Montfaucon; J. DENY, Sari Saltiq et le nom de la ville de Babadaghi; Th. DUFOUR, *Calviniana*; A. FARINELLI, Voyages et voyageurs en Espagne et à Porto-Gallo; D. GRAND, Charte berrichonne de 1268; E. HOEPFFNER, la Chronologie des pastourelles de Froissart; P. LACOMBE, Bibliographie des travaux de M. Émile Picot; E. LALOV, les Plans de Catherine II pour la conquête de Constantinople; A. LANGFORS, Deux témoignages inédits sur le costume des élégants au XVI^e siècle; Ch. DE LA RONCIÈRE, Chronique inédite de la guerre de Bretagne (1487-1492); A. LEFRANC, Rabelais et Cornelius Agrippa; J. MAURICE, Histoire politique des provinces espagnoles de 285 à 310; G. MAZZONI, un Poème sur Charlemagne dédié à Henri IV; H. OMONT, Lettres d'indulgence en faveur des religieuses pénitentes ou repenties de Paris; Ch. OULMONT, Pierre Gringore et l'entrée de la reine Anne en 1504; L.-G. PELLISSIER, Origines et caractères généraux de la Signoria; A. PÉREIRE, les Quinze lois de la Bibliothèque des Vargis Macchiucca; A. ROERSCH, Quarante-six lettres inédites d'Érasme; E. ROY, un Régime de santé du XV^e siècle pour les petits enfants et l'hygiène de

Gargantua; C.-E. RUELLE, la Cryptographie grecque; V. VAN DER HAEGHEN, Correspondance inédite de Claude Aquaviva au sujet de l'installation d'un collège de Jésuites à Gand au XVI^e siècle; A. VIDIER, Un bibliophile du XVI^e siècle, Nicolas Moreau d'Auteuil; C. WAHLUND, Trois siècles de littérature relative aux Serments de Strasbourg.

— On a eu raison de tirer à part un important article paru dans la *Revue des Bibliothèques* (avril-juin 1913) sous le titre de *Règles et usages observés dans les principales bibliothèques de Paris pour la rédaction et le classement des catalogues d'auteurs et d'anonymes* (Paris, Édouard Champion, 1913, in-8°, 56 p.). Quelles opérations délicates sont l'établissement d'une fiche de bibliothèque et le classement de ces fiches, on s'en rend compte à la lecture de cette brochure. Elle est divisée en 118 paragraphes dont chacun mentionne un usage suivi dans les bibliothèques parisiennes et il serait à souhaiter que ces usages devinssent une règle pour toutes les bibliothèques de France et d'ailleurs. Mais la brochure ne doit pas seulement servir aux bibliothécaires; les lecteurs ont intérêt à en prendre connaissance, pour savoir se servir des fiches qui sont mises à leur disposition dans certaines bibliothèques. Les usages ont été constatés par une commission nommée en 1911 par le Comité de l'Association des bibliothécaires français et le texte a été rédigé par Ch. Mortet, conservateur à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

— Un arrêté du ministre de l'Instruction publique (5 juin 1913) autorise le directeur des Archives nationales à « communiquer avec déplacement, au profit des particuiers, les registres, plaquettes, volumes ou rouleaux dont le contenu n'offre qu'un intérêt local »; ces documents « ne seront prêtés au dehors que pour être publiés ou analysés *in extenso* »; la communication « n'en sera donnée que dans des locaux des archives départementales, sous la surveillance de l'archiviste, qui en assumera le retour aux Archives nationales par la voie administrative ».

— La bibliothèque Thiers a été ouverte aux travailleurs le 25 novembre dernier. On sait que cette bibliothèque a été créée par l'Institut depuis 1905, suivant le vœu de M^{lle} Dosne, la belle-sœur de Thiers, dans l'hôtel de l'ancien président de la République donné par elle à l'Institut. Elle est particulièrement consacrée à l'histoire contemporaine de la France, depuis et y compris la Révolution jusqu'à nos jours. Le fonds de livres laissés par Thiers et par M^{lle} Dosne était fort peu important. L'Institut a dû le compléter au moyen des ressources que la donatrice lui fournissait. Il a acheté notamment en 1911 la belle bibliothèque militaire et napoléonienne de Henry Houssaye. Des dons particuliers sont déjà venus enrichir ce nouveau dépôt de livres, qui contient présentement environ 20,000 volumes. Cette nouvelle bibliothèque de l'Institut sera soumise au même règlement que celle du quai Conti, dont elle est adminis-

trativement l'annexe et dont elle sera le complément. Quoique privée, elle sera accessible aux travailleurs sur la présentation personnelle ou sur la recommandation écrite de deux membres de l'Institut. Elle sera ouverte trois fois par semaine, les mardis, mercredis et jeudis, de une heure à cinq heures.

— On annonce la prochaine apparition d'une *Revue historique de Toulouse*, bulletin trimestriel à la tête duquel se trouvent M. l'abbé CONTRASTY, curé de Sainte-Foy-de-Peyrolières, et M. l'abbé LESTRADE, curé de Grognague. L'abonnement sera de huit francs par an. On est prié de s'adresser à M. Lestrade pour tout ce qui concerne la rédaction et à M. Contrasty pour l'administration.

Belgique. — L'Association des archivistes et bibliothécaires belges a chargé M. L. VERRIEST, archiviste à Bruxelles, de rédiger un *Annuaire des archives de la Belgique*. Il s'est acquitté de sa tâche de la manière la plus heureuse et a résumé, dans un volume de 167-CXXV p. in-8° (Roulers, Deraedt-Verhoye, 1913), tout ce qu'il est nécessaire de connaître sur les dépôts d'états provinciaux et sur les dépôts municipaux, leur organisation, les heures d'ouverture (elles manquent pour certaines villes), les publications d'inventaires déjà faites, l'état sommaire des documents conservés avec les inventaires manuscrits qui en existent. Une liste alphabétique de notices biographiques, consacrées aux archivistes avec leur bibliographie, forme la seconde partie de ce volume qui rendra de grands services à tous ceux que leurs études appellent dans les archives belges. Ch. S.

Grande-Bretagne. — Une Société vient de se fonder sous le titre *Comunn Litreachais na h-Albann* (Société littéraire d'Ecosse), afin d'encourager l'étude de la littérature gaélique et de publier des ouvrages sur l'histoire d'Ecosse. Écrire au secrétaire, 53, George street, Edimbourg. Le prix annuel de la souscription est de 10 sh. La Société compte publier un volume par an.

Suisse. — Le 5 août 1913, l'historien Meyer von Knonau entrait dans sa 70^e année. Ses amis et ses élèves lui ont offert à cette occasion un beau volume de *Mélanges*. Ils ont pensé que c'était la meilleure manière d'honorer un homme dont les travaux sur l'histoire de la Suisse ont fait époque et qui vient de mener à bonne fin les *Jahrbücher der deutschen Geschichte unter Heinrich IV und Heinrich V*. Le volume (*Festgabe für Gerold Meyer von Knonau*, Zürich, Verlag der Antiquarischen Gesellschaft, 1913, gr. in-8°, xv-501 p.; prix : 12 m.) contient des études assez disparates conduisant de l'antiquité grecque à la période contemporaine. En voici l'analyse sommaire : Hugo BLUMNER. Coutumes de noces chez les Grecs (tente d'expliquer un passage de Callimaque au t. VII des *Oxyrhynchos-Papyri*). — Robert DURRER. Chartes privées de la Rhétie de l'époque carolingienne (fragments de six chartes, donations en faveur des églises de Saint-Hilaire de Coire et Saint-Carpophore de Trimmis; rapproche ces

documents de quelques passages de la *Lex Romana Curiensis*. — Harry BRESSLAU. Étude sur le pacte d'Otton I^{er} avec Venise (*M. G. Diplomata Ottonis*, I, 350) et sur le tribut payé par les Vénitiens aux rois d'Italie (ce tribut ne date que de l'année 883). — Sigmund RIEZLER. Les noms de lieux, de cours d'eau et de montagnes dans le pays de Berchtesgaden (dans la Haute-Bavière; à noter, p. 97, une bibliographie sur les noms de lieux dans l'Allemagne du Sud). — Carl RODENBERG. Les négociations entre Frédéric II et Innocent IV, 1243-1244 (après l'élection d'Innocent IV, Frédéric ouvrit des négociations avec le pape pour être relevé de l'excommunication. Il réussit à Pâques 1244; mais bientôt la lutte recommença entre la papauté et lui). — Victor VAN BERCHEM. La ville neuve d'Yverdon, fondation de Pierre de Savoie (article en français. Contrairement à ce qu'a soutenu l'historien Crottet, Yverdon ne date que du milieu du XIII^e siècle). — Hermann WARTMANN. Ancienne histoire des pays du canton de Saint-Gall sur les bords du lac de Constance (quelques inductions tirées des noms de lieux; dix localités mentionnées à l'époque carolingienne; les anciens *ministeriales* de la région; s'arrête à la fin du XIII^e siècle). — Hans-Georg WIRZ. Une rédaction inconnue des coutumes ou « Richtbriefe » de Zurich (copie du XVII^e siècle, dans un manuscrit de la bibliothèque de Zurich). — Hans NABHOLZ. La ligue des Suisses et les ligues en Allemagne (les événements qui éclatèrent en Suisse aux XIII^e et XIV^e siècles ne furent qu'un épisode d'un mouvement plus général dont l'Allemagne fut le théâtre; en Allemagne aussi se formèrent de nombreuses ligues). — Georg FINSLER. Sigismond Malatesta et son *Homère* (Basinio Basini qui, vers 1456, composa en l'honneur de Malatesta le poème latin *Hesperis*). — Carl BRUN. Le voyage en Orient de Léonard (ce voyage de Léonard de Vinci a été une vaine supposition de Jean-Paul Richter). — Ernst GAGLIARDI. Considérations sur les guerres des Suisses dans le Milanais (on n'a pas assez montré quelle gloire véritable ces expéditions ont rapportée aux Suisses). — G. TOBLER. Les relations de l'Église et de l'État à Berne de 1521 à 1527 (étude attachante, montrant le pouvoir de l'État bernois sur l'Église; l'introduction de la Réforme fut une conséquence nécessaire de cette situation). — Walther KÖHLER. Le colloque de Marbourg de 1529 (à ces entretiens, Zwingli se montra bien plus grand que Luther). — Paul SCHWEIZER. Rôle politique de Necker pendant la Révolution française (Necker ne fut sans doute pas un grand homme, mais un homme très droit que Wahl a jugé avec trop de sévérité). — Wilhelm OECHSLI. Deux mémoires de Karl-Ludwig von Haller sur la Suisse des années 1824 et 1825 (Haller, pendant son exil, fut attaché à Paris au ministère des Affaires étrangères; ces deux mémoires non signés ont été trouvés aux archives de ce ministère). — Alfred STERN. Pamphlets des réfugiés allemands en Suisse en 1835 (trois numéros d'une revue : *Das Nordlicht*, dont les auteurs sont sans doute les étudiants Ehrhardt et Cratz). — Johannès DIERAUER. Souvenirs sur Garibaldi, d'après les lettres d'un Suisse habitant Catane, 1862 (Herr-

mann Ruess). — J.-R. RAHN. Souvenirs sur la Société des Antiquaires de Zurich (des années 1850 et 1860). C. Pr.

— Le 13 mars 1913, la Société d'histoire et d'archéologie de Genève a célébré, avec le concours de nombreux délégués envoyés par des sociétés amies de la Suisse et de l'étranger, le soixante-quinzième anniversaire de sa fondation. Dans une séance solennelle, son président actuel, M. Ed. FAVRE, a donné un remarquable aperçu de l'activité de la Société durant les vingt-cinq dernières années de son existence; il a annoncé la publication d'une suite au *Mémorial des cinquante premières années*, paru en 1889. M. Ed. CHAPUISAT a communiqué d'intéressants fragments du journal d'Eyoard-Lullin, le futur philhellène, sur le congrès de Vienne, où il se trouvait comme secrétaire de la députation genevoise.

— La Société générale d'histoire suisse a tenu son assemblée annuelle à Aarau, le 7 et le 8 septembre dernier. Elle a entendu la lecture d'un important travail de M. E. GAGLIARDI sur *les Combats autour de Novare en 1495, prélude des guerres d'Italie*. Une excursion à la ville voisine de Brugg lui a permis de visiter les fouilles entreprises depuis plusieurs années, par une active société locale, sur l'emplacement du camp romain de Vindonissa et le musée où sont exposés les objets trouvés. La Société argovienne d'histoire a fait distribuer à ceux qui prirent part à cette réunion un fascicule de sa publication annuelle de l'*Argovia*, contenant la *Correspondance d'Albert Rengger avec le gouvernement argovien pendant le congrès de Vienne*, publiée par M. S. HEUBERGER. L'ancien ministre de la République helvétique avait été envoyé à Vienne, en juin 1814, pour y défendre l'existence du canton souverain de l'Argovie, formé en 1803, contre les prétentions réactionnaires des Bernois. V. v. B.

ERRATA DU PRÉCÉDENT NUMÉRO.

- Page 385, ligne 21, *au lieu de nous y trouverions ainsi, lire aussi.*
 Page 385, ligne 29, *au lieu de de Chilleau, lire du Chilleau.*
 Page 386, ligne 29 (note) *au lieu de Mergui, mouillage situé près de Tananarive, lire près de Ténassérin.*
 Page 388, ligne 28 (note) *au lieu de à la fin, lire à la fois.*
 Page 405, ligne 40, *au lieu de CHUEN Huang chan, lire CHEN Huan Chang.*

Le gérant : R. LISBONNE.

